«Initiatives»: 9 pages d'offres d'emp

BOURSE

MERCREDI 17 FÉVRIER 1993

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

Nouvelle donne à Kaboul ?

its-UN.S

es fransports mortine

CINQUANTIÈME ANNÉE - Nº 14848 - 7 F

PRÈS un mois de combats APRES un mois de compars Ininterrompus dans le terri-ble hiver efghan, les protago-nistes de le « troisième bataille de Kaboul» ont accepté, du bout des lèvres, de euspendre les combats. Cette trêve, informelle, est de toute évidence fragile. entre des edversaires epperem ment aussi irréconciliables que le ministre de la défense, le fameux commandant Massoud, et le chef fondamentaliste Gulbuddin Hak-

L'interruption des hostilités n'est que partielle ; selon plusieurs témoignages, des soldats gouvernementaux l'ont déjà mise à profit pour se livrer à des violences contre des chiltes. Ainsi démarre un engrenege qu'avait jusque-là évité un pays à qui, pourtant, peu d'horreurs ont été épargnées en trois lustres de guerre civile et étrangère : celle les représailles ethniques et religieuses. Certaine dirigeants chiites avaient, au demeurent, bien perçu le risque inhérent à la tentation extrémiste qui prévaut eujourd'hui dans leur communauté : qu'elle serve de prétexte, à ses dépens, à une réconciliaion des sunnites, majoritaires

DAR-delà la volatilité des tions islamistes depuis le chute du régime communiste l'an dernier, on ne peut menquer d'observer certaines constantes d'un jeu afghan particulièrement com-plexe : à la viellle haine entre cunnites et chiites c'ejoute la volonté persistante des tribue pachtouns, meîtresses du pays durant deux siècles et demi, de refuser leur eppul eux Tadjiks, eujourd'hui dominants à Kaboul.

On prend eueei conscience qu'il n'est pae possible de tenter plus longtemps de marginaliser une eutre minorité, celle des Ouzbeks, eu motif que ses chefs ont joué le jeu des Soviétiques et des communietes, en raison, essentiellement, du fait qu'une rivière les sépare du territoire de l'ex-URSS. Ce sont là des faits dont il faudra tenir compte dans l'environnement efghan, où, par ailleurs, les récents succès mili-taires, sans précédents, des fondamentalistes ont bouleversé la

'ARRIVÉE à Kaboul, comme médieteur, du général Hemid Gui, ex-chef des services secrets pakistanais et erchitecte de la « guerre sainta e contre l'Armée rouge, devait déjà beau-coup à la Realpolitik. Une autre délégation de peix», encora plus surprenante, s'est rendue le 15 février en Afghanistan à le demande du président Rabbani: demande du president habban i elle est dirigée par Cazi Hussain Ahmed, chef du parti pakistanais Jamaat-e-Islami, ami et allié de longue date de M. Hekmatyar.

Ces éléments confirment le percée epectaculeire des intégristes dans une région cruciale du monde musulman. A Islama bed, le premier ministre, M. Nawaz Sharif, n'avait-il pas, l'an dernier, vu avec soulagecoalition qu'il dirige en raison, précisément, de greves diver gences à propos du pays voisin! Si l'on ejoute à ce remue-mé-nage le fait que Cazi Hussain Ahmed e reçu, avant de se ren-dre à Kaboul, la visite de... l'ambassadeur des Etats-Unis, pays qui n'avait pas ménagé son sou-tien à M. Hekmatyar contre l'URSS, il n'est pas interdit de considérer que de grands changements pourraient se produire prochainement à Kaboul.

Lire nos informations page 7



Revenant sur ses promesses électorales

M. Clinton annonce des sacrifices pour les classes moyennes

Au cours d'une allocution télévisée, M. Bill Clinton a fait appel eu « patriotisme » de ses concitoyens pour réduire le déficit budgétaire. Malgré les promesses électorales faites à la classe moyenne, celle-ci devra, elle eussi, faire des sacrifices, et la fiscalité des sociétés sera alourdie. Cent cinquante programmes gouvernementaux seront touchés par les économies. Le plan de relance qui accompagne l'austérité sera limité à 30 milliards de dollars. M. Clinton présentera son programme économique au Congrès le 17 février pour délivrer son message « d'équité sociale ».



La coopération et les processus démocratiques en Afrique

La France cherche à éviter une explosion au Togo

Malgré l'échec des pourparlers de Colmar entre l'opposition et les représentants du général Eyadéma, la France, par la voix de M. Marcel Debarge, reste disponible pour « remettre en route le processus démocratique » au Togo. Dans l'entretien qu'il nous a accordé, le ministre délégué à la coopération et eu développement souligne également que la France doit «accompagner les pays efricains sur le chemin de la démocratie», sans pour autant imposer ses vues. Il estime de plus en plus nécessaire de promouvoir des projets de développe-ment à une échelle régionale plutôt que « d'assurer les fins de mois ».

Un entretien avec M. Marcel Debarge

l'égard du Zaïre du maréchal Mobutu, la France a finalement décidé de suspendre toute coopération avec le Togo du géné ral Eyadéma. Après l'échec de la média tion que vous avez tentée entre les partisans de ce dernier et l'opposition,

- Il est difficile de prévoir comment les choses vont évoluer. Notre souci est d'éviter que le Togo ne devienne un nouveau Libéria. Pensez que le gouvernement de ce pays ne s'est pas réuni depuis le 3 novembre dernier et que le gouvernement « de crisc » annoncé ce dernier week-end est jugé illégal – par le Haut Conseil de la République et non reconnu par l'opposi-

« Comme elle l'avait fait bien avant à l'économie depuis près de trois mois, que des morts et des blessés sont à déplorer, que des dizaines de milliers de Togolais ont fui Lomé pour se réfugier à l'étranger eu Bénin ou au Ghana et que les dirigeants de l'opposition sont en exil on vivent dans la clandestinité!

> » La situation togolaise fait penser à une Cocotte Minute sur le point d'exploser. Ce que nous avons essayé de faire, conjointement avec le gouvernement allemand, c'est de placer une soupape de sécurité.

Propos recueillis par FRANCIS CORNU et CATHERINE SIMON Lire la suite p et l'article de JACQUES ISNARD

Les impôts inévitables

Le programme de l'Union pour la France contient beaucoup de promesses. La droite ne pourra les financer que par une fiscalité accrue

par Alain Vemholes

La question que tout le mondes se pose depuis qu'a été publié le projet de l'Union pour la France est de savoir si le droite au pouvoir pourra finencer ses nombreuses promesses sans augmentation d'impôts, de taxes ou de cotisations sociales.

A cette question, point n'est besoin d'être grand clerc pour répondre que la ebose semble presque impossible. Des recettes fiscales nonvelles seront nécessaires jusqu'à ce qu'une véritable reprise économique se manifeste. Encore la droite devra-t-elle renoncer pendant quelque temps à réduire des défieits publics devenus importants, en contra-diction avec les disciplines européennes requises pour mener à bien le projet d'union monétaire, en contradiction aussi avec les espoirs d'une baisse rapide et

que ve considérablement compliquer la tâche de la future majo-rité. A l'automne dernier, le gouvernement evait tablé ponr cette année sur une croissance de 2,6 %. Grave erreur de prévision : le progression de le pro-duction nationale risque en 1993 d'être la plus faible enregistrée depuis 1983 (+ 0,7 %), époque du plan d'eustérité Mauroy-Delors. Il n'est même pas exelu que le produit intérieur brut (PIB) stagne complètement, ce qui renverrait alors à 1975 et à l'appauvrissement absolu du pays causé par le premier choc pétrolier.

Hypotbėse vraisemblable si I'on songe que la production nationale e reculé au quatrième trimestre 1992 et que cette baisse risque fort de se poursuivre jusqu'eu printemps. Cette très mauvaise passe que traverse le pays

forte des taux d'intérêt. La quasi- ve tarir un pen plus les resstagnation de l'activité économique ve considérablement compli-déjà perdu 78,6 milliards de francs à l'entoune dernier par rapport aux recettes fiscales inscrites dans la loi de finances pour 1992, votée en décembre 1991. Non seulement aucune amélioration ne s'est produite depuis lors, mais les pouvoirs publies estiment maintenant que l'Etat e de nouveau perdu 25 milliards de francs - de TVA notamment depuis qu'a été mise eu point, il y a quatre mois, la loi de finances rectificative pour 1992, votée le 23 décembre.

Cette perte d'une bonne cen-taine de milliards de francs pour 1992 - une énorme moins-value qui représente 6,5 % des recettes fiscales totales de l'Etat - ne s'explique sans doute pas unique-ment par la conjoncture défail-

Lire la suite page 18

Un président arbitre

Le comité consultatif propose un rééquilibrage des institutions

par Thierry Bréhier

La VI République n'est pas pour demain. Si les propositions faites, lundi 15 fevrier, à M. François Mitterrand par le comité consultatif pour la révision de la Constitution sont suivies d'effet, les institutions de la France seront un curicux mélange de la IVe et de la Ve République : le chef de l'Etat, bien que toujours élu au suffrage universel direct, devra pour l'essentiel se satisfaire d'un rôle d'arbitre, sanf pour le politique étrangère et la défense, alors que le premier ministre, obligatoirement investi de la confiance de l'Assemblée nationale, bénéficiera d'une dou-ble légitimité (présidentielle et législative) qui lui permettra, plus facilement qu'eujonrd'hui, de véritablement conduire « la politique de la nation». L'exécutif sera véritablement partagé.

Rien n'est jameis sûr en la matière, il est vrai. Comme le reconnaît le comité présidé per M. Georges Vedel, même dans un pays de droit écrit comme la France, la pratique peut evoir plus de poids que les textes. La Constitution actuelle en est le meilleur exemple. Ses pères fon-dateurs le voulaient parlementaire; le pratique gaullienne et l'élection du président de la République au suffrage universel en ont feit un régime bybride, mi-parlementaire mi-présidentiel, une moitié l'emportant sur l'eutre selon les rapports de forces du

Le comité prétend ne pas evoir voulu trancher ce nœud gordien. Peut-être, mais sa principale novation – l'obligation d'un vote de confiance pour tout nouveau gouvernement - pourrait bien avoir ce résultat.

Lire la suite page 10 et nos informations pages 8 et 10

La reprise d'Adidas suscite une polémique

La reprise de 42 % d'Adidas per trois établissements publics (Crédit lyonnais, AGF, UAP) provoque une controverse politique. MM. François d'Aubert (UDF) et Alein Juppé (RPR) réclament une enquête perlementaire, at M. Bernard Tepia menace de porter plainte.

Lire page 23 l'article de CAROLINE MONNOT

SCIENCES • MÉDECINE

Les parasciences, passion française

Les parasciences séduisent un nombre croissant de Francais. En dépit des acquis d'une science et d'une technologie omniprésentes, 55 % d'entre eux croient à la transmission de penede et aux guérisons par megnétiseur ou imposition des mains, révèle un sondage réalisé par la SOFRES pour la Cité des sciences de la Villette, le journal le Monde et la Fondation électricité de France. Cet engouement frappe d'abord les jeunes et les femmes. Les edeptee du paranormal sont eouvent diplômés, parfois scientifiques, et ee recrutent plus facilement chez les militants et les sympathisents des Verts ou de Généra-

Lire page 14 l'erticle de JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU

Pendant les élections, les "affaires" continuent.

(voir dernière page)

Ex-Yougoslavie

Intellectuels « va-t-en-guerre », politiques pacifistes

par François Feitō

OUS nous trouvons dans une situation paradoxale situation paradoxale : des intellectuels engagés, comme l'a fait remarquer récemment Jean-François Kahn, réclament une intervention par la force pour arrêter la guerre en ex-Yougoslavie alors qu'une majorité d'hommes politiques et de stratèges prêchent la paix. Situation paradoxale, certes, mais pas inédite, car des précédents, notamment en France, ne manquen notamment en France, ne manquent pas : rappelons les débats orageux de 1935-1936, au sujet de la non-inter-vention dans la guerre d'Espagne, ceux entre munichois et anti-fauni-chois, les débats des années 60 sur le réarmement allemand, en 1956 sur la révolution hongroise, etc. (1).

Le monde intellectuel hatailla vail-Le monde intellectuel datailla vallamment contre la guerre du Vietnam, celle de l'Algérie, puis la fascination par le eommunisme
dépérissant, il engagea le grand combat pour les droits de l'homme, que
le pouvoir encouragea mais en veillant qu'il se maintienne dans les limites de la Realpolisik. Quand, enfin, cette bataille se termina avec l'effindrement du mur de Berlin, les intellectuels jubilaient, mais les poli-tiques cachaient mal leur désarroi.

Survinrent des surprises plus grandes encore pour les politiques trop myopes ou presbytes pour vo et prévoir ce qui se passait à proxi-mité : la dislocation de la Yougosla-vie et le conflit dont on était généralement en peine de comprendre la nature exacte, les causes et les consé-quences possibles. Il scrait trop long, encore que tristement distrayant, d'évoquer toutes les absurdités, sottises, propos d'ignorance, d'hypocrisie ou de mauvaise foi qu'on entendit et lut à propos de cette «affaire». ment les principaux thèmes du débat qui oppose depuis 1990 au pouvoir ces intellectuels. On a entendu objecter aux intellectuels «interventionnistes > qu'on ne peut faire la paix en

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

15, RUE FALGUIÈRE

75501 PARIS CEDEX 15

Tél: (1) 40-65-25-25

Telécopieur : (1) 40-65-25-99 Télex : 206.806F

Edité par la SARL le Monde

cent ans à compter du 10 décembre 1944

Principutx associés de la société :

Société civile

* Les rédacteurs du Monde »

« Association Hubert-Beuve-Méry »

Société anonyme des lecteurs du Mande

Le Monde-Entreprises,

M. Jacques Lesourne, gérant.

Imprimerie
du « Monde »
12 r. M. Gunsbourg
94852 IVRY Cales

Commission paritaire des journ et publications, nº 57 437 ISSN; n395-2037

Les guerres sont en général déclenchées par une agression qui place les victimes devant le choix de capituler, de se défendre par les armes, tandis que ceux qui par obligation d'al-liance ou par le droit international sont appelés à intervenir, ont le choix de porter assistance aux agres-sés ou de les abandonner à leur sort.

Certains, pour justifier l'absten-tion, avancent l'argument que les responsabilités sont partagées, voire que les vrais responsables sont les Croates, les Bosniaques, fossoyeurs de la Fédération qui avait gamnt la sécurité des minorités en Croatie et en Bosnie (voire celle des Albanais du Kosovo, des Hongrois de la Voï-vodine). Allemands, Autrichiens, le Vatican ont été accusés d'avoir encouragé le séparatisme et précipité la reconnaissance des nouveaux Etats. Cela pour étendre le Lebensraum germanique. On oublie que Croates et Slovènes ont négocié pendant plus de deux ans pour arriver à un accord équitable avec les Serbes sur la réorganisation de la Fédération et que les nouveaux Etats n'ont été reconnus ou anrès la destruction de Vukovar et l'occupation d'un tiers de

On fait appel à l'histoire : Croates, Slovenes, Bosniagues ne se battirentils pas dans deux guerres mondiales «de l'autre côté?» Il me semble que les Allemands, les Italiens, etc. se battaient aussi de «l'autre côté» et sont maintenant nos amis. On rappelle le «sacrifice héroique des combattants serbes dans la guerre antifas-ciste». Que je sache, le nombre des partisans croates, slovenes, bosnia-ques n'était par inférieur au leur?

ll est certain que, comme l'a affirmé le président Mitterrand, on ne peut reprocher à la Communanté curopéenne, aux Nations unies et surtout à la France d'avoir voulu « jouer à fond les chances de la diplo-matie » (2).

Est-ce à dire que se sont trompés les «intellectuels», les experts qui, ajoutant la guerre à la guerre, La les «intellectuels», les experts qui phrase sonne bien. Hélas, l'histoire connaissant les objectifs et la straté même récente prouve le contraire gie de Belgrade, jugazient, des

ADMINISTRATION:

94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : (1) 49-60-30-10 Télex : 261.311F

Le Monde

PUBLICITE

Président directeur général ;
Jacques Lesourne
Directeur général ; Michel Cros
Membres du comité de direction ;
Jacques Guiru. Philippe Dupuis.
Isabelle Tsard.
15-17, rue du Colontel-Pierre-Avia
75902 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-62-72-72
Télex MONDPUB 634 128 F
Télésa : 46-63-97.1. Société filiate
te bANL le Mondre de Médies et Répes turque SA

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY

l'été 1991, les chances d'un règlement diplomatique, minimes?

Certes, des efforts hunorables ont élé faits pour l'acheminement de l'aide bumanitaire aux victimes. Il cut mieux valu empêcher qu'on continue à faire des victimes. Le rôle on fait joner aux « casques bleus's est encore plus discutable. Ainsi des douze mille « casques bleus » envoyés en Croatie où ils ont, certes, gelé le conflit, mais non seulement n'ont pas désarmé les milices, mais leur out permis de parachever tranquillement l'épuration ethnique dans la Krajina et la Siavonie croate.

Le processus

d'homogénéisation ethnique Il était à prévoir que les Croates ne se résigneraient pas indéfiniment à attendre que, grâce à la protection de l'ONU, leurs compatriotes expulsés puissent regagner leurs foyers en grande partie détruits, et que les communications entre la Croatie du Nord et la côte croate de l'Adriatique

Le plan Vance-Owen consiste fondamentalement à entériner le prin-cipe d'homogénéisation ethnique que la partie serbe considère comme un aprocessus bistorique irréversible dans la région ». Les trois parties position. Celle-ci, en raison de sa veulent un Etat dans l'Etat », a prudence, décevait ceux qui s'atten-

déclaré Cosic (3). Ce qui est vrai pour les Serbes et certains Croates, mais nnn pour les Bosniaques, qui espèrent toujours reconstituer un seul Etat pour les trois nations consti-

On comprensit bien one e les responsables européens ne veulent s'engager dans des entreprises sans issue » et que « la Bosnie victime d'une guerre implacable » ne demande has tant une intervention militaire que le moyen de se défen-dre (4). C'est-à-dire la levée de l'embargo, dont ils sont les seuls à subir les conséquences. Que je suche, « les intellectuels » mis en cause ne demandaient pas autre chose. Pourquoi s'y oppose-t-on toujours, alors que la partie serbe viole chaque jour

La principale faute de l'Occident, me semble-t-il, n'est pas de n'avoir pratiquement « rien fait », mais de n'avnir rien pensé, imaginé de n'avoir pas fixé clairement son objectif. L'Europe, en particulier, que le problème concerne en tout premier

cu, a démontré son impuissance. Or l'inévitable que sonhaitent aussi beauconp d'intellectuels est arrivé. Quelques jours après son intronisation, Clinton, par la voix du ebef de sa diplomatie, a défini sa

daient à plus d'audace, vu la tonalité interventionniste de certaines décla-rations précédentes. Il ressort pourtant de la mise au point de

1. Que les Etats-Unis ont décidé « d'aller plus loin que ne l'ont fait la CEE et l'ONU ».

Qu'ils n'acceptent - comme le plan Owen-Vance l'a fait implicite-ment - ni l'épuration ethnique dans les territoires conquis ni la destruc-

3. Ou'ils tiennent compte du rejet catégorique par les Musulmans de Bosnie du plan de partition à leurs

Ce n'est pas pour rien que Christo-pher se référait au soutien de l'opi-nion publique américaine pour l'en-trée en scène des États-Unis. Depuis plusieurs mois, cette opinion, exprimée par les médias, réclame bie plus résolument que l'opinion publi-que européenne, une intervention énergique, « including possible mili-tary action », pour mettre un terme aux hostilités, pour empêcher leur extension et que la solution n'inter-vienne qu'au seul détriment des Musulmans et des Croates. Certes, la mise en vigueur du plan américain implique - tout en manquant de précision quant au règlement de l'en-semble des problèmes de l'ex-You-goslavie (l'intégrité territoriale de la

Croatie historique, neutralisation du potentiel agressif de l'armée serbe, désarmement des milices, retour des réfugiés, statut des minorités, tracé définif des frontières) - des efforts considérables. On peut aussi se demander si tous ses objectifs peu-vent être réalisés sans cette « mise sous tutelle (trusteeship) internationale » pour quelque temps qu'n sug-gérée récemment Valéry Giscard d'Estaing pour l'ex-Yougoslavie. Ce qui créerait un important précédent pour le rôle des démocraties. Encore qu'on doive éviter que le temps nécessairement long de la pacification, que les Etats-Unis ont enfin prise en main, n'empêche pas l'actinn la plus urgente : le sauvetage de Sarajevo et de la Bosnie. Il ne faudrait pas que le médecin n'arrive que pour constater le décès du malade.

t. Voir l'excellent ouvrage de l'histo-rien anglais Tony Judi Un passé impar-fait, les intellectuels en France, 1944-1936, Fayard, 1993.

2. François Milterrand, « La France s'en tire mieux que les autres », In Vendrell, hebdomadaire du Parti socialiste, 22 janvier 1993.

3. Interview de P. Cosic dans la Croix du 26 janvier 1993. 4. Mitterrand op. cil.

► François Fejtō est historien et

Réponse à Edgar Morin

Le temps du mal et du pire

par Dobrica Cosic

OMME je respecte depuis longtemps la personne et l'œuvre d'Edgar Morin. dont l'ouverture d'esprit et le cou-rage de la pensée font bonneur à la France, je me sens tenu de prendre en eonsidération ses motivations, même si celles-ci me troublent, comme je suis enclin à voir dans la vivacité un peu facile de ses questions une forme de bonne intention. Car je ne sais pas si Edgar Morin m'interroge ou me met en garde lorsque, s'adressant directement à moi, il dit :

« Dobrica Cosic, êtes-wous devenu un Petar Bajevic, un Bogdan Drago-vic (1), du nationalisme serbe? Croyez vous que le problème des minorités serbes doive être régle par ie fer et le feu et par la destruction de la Bosnie-Herzegovine? Croyez-vous que le bien du peuple serbe soit de conquerir un espace vital dont soient chassés ceux qui n'ont pas in pureté ethnique serbe? Connaissez-vous les récits horribles de massacres, de viols, d'exactions, attestés par des commissions d'enquête internationales et d'innombrables témoins européens qui dépassent vos propres récits du Temps de la

Je crois qu'Edgar Morin n'aurait pas pu écrire cela s'il était, même un peu, au courant de ce qui se un peu, au courant de ce qui se passe réellement dans mon pays et à quoi je participe depuis l'été dernier, lorsque j'ai accepté la charge de président d'une fédération réunissant les deux plus anciens Etats du Sud-Est européen, la Serbie et le Monténégro. les seuls Etats au monde aujourd'hui soumis à un total blocus, juridique, économique. total blocus, juridique, économique, culturel, médical, et même sportif, et appliqué par tous les moyens et de toutes parts : terre, air et mer, Je ne citerai eependant ici qu'un exemple, le plus récent, pour illus-trer le manque d'information de mon critique.

Le 6 février dernier, à la veille du Noël orthodoxe et de la poursuite des négociations de Genève, je me suis senti obligé, à ce moment eru-cial pour tout l'espace balkanique, d'expliquer aux eitnyens de mnn pays la position que j'allais défen-dre à cette conférence au nom de la délégation yaugoslave. La position que je soutenais et que je soutenais et que je soutens

est la suivante : Mettre fin à la guerre en Bosnie-Herzégovine par des moyens poli-tiques et démocratiques afin de résoudre de manière juste et durabie la question serbe sur le territoire de la Yougnslavie et avec elle la question croate, musulmane et alba-naise. Devant le munde et l'avenir, les Serbes doivent poser leur question nationale, sous tous ses aspects, d'une manière démocratique, bumaniste et pacifique. Si la question serbe cesse d'être une question democratique, si les intérêts serbes ne sont pas défendus par une politique d'apaisement, d'entente et de compromis, par la compréhension et la prise en consi-

dération de la justice, des droits et des intérêts d'autrui, nous serons, comme peuple, bistoriquement défaits. Nous devons aller à la ren-contre de tous les véritables pacifistes et démocrates et leur tendre une main amicale. Nul ne nous aidera dans notre malheur si oous ne nous aidons pas d'abord nous-mêmes. Ceux qui ne nous comprennent pas et ne veulent pas entendre la vérité sur nous, nous devons les convaincre qu'ils se nuisent à euxmêmes; nous devons être les alliés de tous ceux qui luttent pour les drons de l'homme et participer à la réalisatinn de ces droits pour la paix commune et la liberté. Notre question vitale, à cette heure, se l'Europe centrale et nordique. formule ainsi : enmmc peuple, comme société, comme Etat de Serbie et du Monténégro, avons-nous la force et l'intelligence de vaincre tout d'abord le mal qui est le nôtre. puis celui de l'étranger qui nous

Vieilles Illusions idéologiques

entoure?

Pour éviter les malheurs qui nous menacent, nous devons reconnaître à temps ceux qui, par leurs idées, leurs comportements, voire par des intimidations adressées aux Alba-nais, aux Croates et aux Musulmans, mettent directement en péril le caractère démocratique de notre Etat, lui attirent des ennemis, fortifient les mauvaises intentions de ceux-ci. Les vicilles illusions idéologiques, chez nous et antour de nous, se dissimulent autourd'but derrière une idéologie nationale, laquelle se transforme en natinna-lisme aux motifs chauvins. Une telle idéologie menace de précipiter les pays balkaniques dans les basfonds politiques de l'Europe, là où peinent de petites nations bistoriquement attardées et auxquelles le peuple serbe n'appartient plus depuis des siècles.

Ainsi, eher Edgar Morin, une quinzame de jours avant vos inter-pellatinns dans le Monde, quelque chose a été non seulement formulé mais aussi réalisé. Si vous suiviez les èvénements, vous auriez pu vous convaincre que vous avez commis une injustice à votre propre égard en prenant pour argent comp-tant le stéréotype médiatique des Serbes qui détruisent la Bosnie-Her-zévogine « par le fer, le feu et la purification ethnique». Pour ne pas dire combien je suis étoané de vous entendre parler des « rècits horribles de massacres, de viols, d'exactions allestès par ces commissions d'enquête internationales et d'in-

nombrables témoins européens»? Quelles commissions, cher ami, quels terroins, sur la base de quelles preuves et attestées par qui? Pou-vez-vous considérer comme sérieuses et fiables des allégations restées à l'état d'allégations et pro-venant d'un seul côté – catholicomusulman - dans la démence de cette guerre religiouse, civile et

intercommunautaire? Vous savez bien que les mensonges sont tou-jours plus simples que la vérité et, bien entendu, beaucoup plus effi-

L'Église orthodoxe serbe, par exemple, qui est la scule à parler de la tragédie des trois peuples, dis-pose de données écrasantes et tout à fait concrètes sur l'extermination physique et culturelle des Serbes en Bosnie-Herzégovine et en Croatie; mais ces documents n'intéressent aucune commission de la CSCE ou du Parlement européen ai aucun observateur singulier, comme les «nouvéaux philosophes» de voire

ques peuvent quelquefois se montrer plus avisés que les intellectuels et leur conscience. Ce phénomène est apparu à vous et à moi en cette année, pas si lointaine, de 1948, lorsqu'en raison de l'excommunication stalinienne du « révisionnisme yougoslave» ce même pays fut boy-cotté par l'intelligentsia française la plus influente de ce temps, à commencer par Eluard, Aragon, Sartre. Les exceptions étaient alors très rares, et vous en étiez, et de cette expérience vous avez tiré votre fameuse Autocritique d'une si grande pureté morale.

Aveuglement

Ne croyez-vous pas des lors que monde auquel vous appartenez et dans lequel vous soutenez vos opininns est une fois de plus soumis à une testation d'avenglement vis-à-vis de la Yougoslavie? Ne pensezvous pas que les racines véritables de la guerre qui déchire ce pays de la guerre qui déchire ce pays doivent être recherchées avant tout dans l'idéologie proclamée par Djougachvili-Staline pour résoudre la question nationale yougoslave et réalisée durant le règne du plénipotentiaire du Komintern Broz-Tito dans le rôle de président à vie de la Voyagestarie 2

Pour ajouter encore à l'absurde, la dislocation de la Yougoslavie, conformément à ce concept idéologique, a été parachevée par la Communauté européenne, la commission Badinter et tous les accords internationaux pour les pressions, les sanctions et pour les pressions, les sanctions et pour le presige.

Dois-je croire que vous avez oublié
aussi le nationalisme oustachi chez
les Croates, qui combattent également en Bosnie; ou que vous igno-rez le fondamentalisme musulman d'Alija Izetbegovie, qui veut créer par le djihad le premier Etat islamique en Europe? Au lieu d'aborder les raisons essentielles de la crise, on passe plus de temps sur ses causes secondaires et consacre plus d'efforts à imposer des solu-tions artificielles qu'à examiner

Yougosiavie?

sérieusement leur viabilité. Ne vous vient-il pas à l'esprit que Hitler a déclenché la seconde guerre mondiale parce que l'arméc pulo-naise avait la première enfreint les

frontières allemandes? Autrement, vous avez raison : notre present est bien un temps de la mort et du

Mais songez-vous_parfois .que nous vivons au milieu de faussetés et de manipulations qui soumettent l'opinion européenne à un conditionnement totalitaire et qui aug-mentent le mal, le rendant plus dangereux et sans fin? Ce système du mensonge, qui agit aujourd'bui nu nom des droits de l'homme, ne menace-t-il pas de nous projeter dans un mal encore pire que celui dans lequel nous vivons aujour-d'bui?

Je n'avais pas l'intention de poser des questions à Edgar Morin; mais dépend une décision cruciale de l'Europe : va-t-elle vraiment abolir les frontières entre les peuples, en ouvrant d'abord les barrières aux vérités? Je partage en grande partie ce désir avec mon ami français. Je crois que nous divergerions beaucoup moins dans nos opinions si nous pouvions les exposer ouvertement et paticrament lors d'une réunion d'intellectuels européens pour laquelle, si je suis bien renseigné. Edgar Morin s'est engagé. Je le sou-tiens et le salue de tout cœur.

(1) Figures de communistes fanatiques du mman le Temps du mal (traduction française à L'Age d'homme). ➤ Dobrica Cosic est président de le République fédérale de Yougoslavie.

Le Monde

Edité par la SARL Le Monde Comité de direction : Jacques Lesourne, géran directeur de la publication Bruno Frappas directeur de la rédaction Jacques Guiu directeur de la gestion Manuel Lucbert secrétaire général

> Rédacteurs en chef : Jean-Marie Colomboni Robert Solé

Yves Agnés Jacques Amalric Thomas Ferencei Philippe Herraman ques-François Sir Daniel Vernet (directour lauons internation

Anciens directeurs ; ubert Beuve-Mery (1944-1969) Jacques Fauvet (1969-1982) André Laurens (1982-1985) André Fontaine (1985-1991)

REDACTION ET SIÈGE SOCIAL:
15. RUE FALGUIÈRE
75501 PARIS CEDEX 15
Tél. (1): 40-65-25-25
Télécopieur 40-65-25-99
ADMINISTRATION
1. PLACE HUBERT-BEUVE MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Télécopieur: 49-60-30-10

osez 36-15 - Tapez LEMONDE ou 36-16 - Tapez LM PRINTED IN FRANCE Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-29-33 Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration **ABONNEMENTS** 1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél.: (1) 49-60-32-90 - (de 8 heures à 17 h 30) SUISSE-BELGIQUE LUXEMB-PAYS-BAS 536 F 6 mois 1 038 F t 123 F 1 560 F 1 890 F 2 086 F ÉTRANGER: par voie sérienne tarif sur demande. Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de voire règlement l'adresse ci-dessus nu pur MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO A EDMONDE & (USPS - pending) is published daily for 5 97; per year by a LE MONDE & 1, place this elementary of the Service - France Second class postage point at Champian N.Y. US, and additional maning offices POSTPAS-TER: Send address changes to DAS of NY Sox 1318, Champian N.Y. 1379 - 1378.

INTERNATIONAL NEDIA SERVICE, Inc. 3330 Facility Avenue Soite 404 Virginia Beath, VA. 23451 - 2963 USA Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonné. **BULLETIN D'ABONNEMENT** Durée choisie : 3 mois 🗆 Prénom: Adresse :. Code postal: Localité : Pays: Veuilles avoir l'abligeance d'éctire tous les noms propres en capitales d'imprimerie

90

IL FAUT SAVOIR

SES VACANCES!

INTERROMPRE

Le vote d'un amendement sur le chapitre social n'empêchera pas la ratification du traité de Maastricht

Menacé d'être mis en minorité lors du vote d'un amendement travailliste sur les dispositions sociales du traité de Maastricht, le gouvernement de M. John Major vient d'effectuer une volte-face : M. Douglas Hurd, secrétaire au Foreign Office, e affirmé, jundi 15 février, que ce vote n'empêchera pas la ratification du traité.

LONDRES

de notre correspondant

M. Tristan Garel-Jones, secrétaire d'Etat chargé de l'Europe, s'est fait discret, lundi à la Chambre des communes : le 20 janvier, il affirmait qu'un vote positif en faveur de l'amendement du Labour visant à annuler la clause d'exempion en matière sociale dont bénéficie la Grande-Bretagne, rendrait impossible la ratification du traité par la Grande-Bretagne et ipsofacto à l'échelle européenne (le Monde du 13 février).

M. Garel-Jones avait pris cette position sur la base des avis formulés par les juristes consultés par le gouvernement. Ces experts avaient tort, a reconuu M. Hurd: l'adoption éventuelle de l'amcadement n'empêchera en aucune manière le gouvernement de ratifier le traité européen; tel est, a affirmé le secrétaire au Foreign Office, le nouvel avis donné par le procureur général, Sir Nicholas Lyell.

La colère des «eurosceptiques»

Contraint de justifier cette volteface, M. Hurd a présenté ses « excuses » aux parlementaires pour les avoir induits en erreur : le procureur général estime que dans la mesure où cet amendement a trait au protocole annexé au traité, il ne peut créer d'incompatibilité juridique entre la loi britannique et les dispositions du traité. Son vote n'a douc aucuu effet sur le processus de ratification, que le gouvernemeut eutend poursuivre jusqu'à son terme.

Ces explications laborieuses ont provoqué la colère des membres de l'opposition et des représentants de la tendance antieuropéeune du parti conservateur. Le gouvernement avait renforcé la thèse de ces derniers eu affirmant qu'un vote positif rendrait impossible la ratification britannique, but ultime des « eurosceptiques ». Tout indiquait qu'en apportant leur sontien à l'opposition, ces derniers allaient permettre la mise en minorité du gouvernement. De nombreux parlementaires n'hésitaient pas, lundi soir, à mettre en cause la validité de cette nouvelle expertise qui, estiment-ils, intervient à point nommé ponr éviter an gouvernement une défaite humiliante. Dans l'immédiat, le gouvernement de M. Major à écarté la menace la plus pressante.

Les « eurosceptiques » sont maintenant divisés, certains jugeant qu'il est vain de continuer à soutenir un amendement de l'opposition qui semble avoir fait long feu. Le

CHYPRE : M. Denktash demande l'annulation des pourpar-

lers sous l'égide de l'ONU en mars.

- Selon l'agence chypriote turque TAK, M. Rauf Denktash, président

de la République turque de Chypre du Nord (RTCN, recounue scule-

ment par Ankara), a estimé lundi 15 février, à la suite de l'élection dimanche de M. Glascos Clérides à

la présidence de la République de Chypre – qui conteste le plan de

règlement mis au point par l'ONU (le Monde du 16 février) – que «le

rendez-vous de mars » pour nne reprise des pourparless intercommunautaires à New-York devrait

être *« annulé »*. Il a. en revanche.

appelé le nouveau président chypriote à le rencontrer à Chypre pour «un entretien sur pied d'égadébut de l'année. – (AFP, Reuter.)

lité et sans condition ». De son côté, M. Cléridès, comme il l'avait fait pendant la campagne, a demandé le report de ces pourpar-

renoncer à son objectif : forcer le gonvernement à choisir entre

l'abandon du traité et l'acceptation

des dispositions sociales. D'autres

escarmouches sont probables mais

mesure, dérisoires : il existe une indiscutable majorité à la Chambre

des communes en faveur de la rati-

fication de traité européen, et les parlementaires hostiles au «chapi-

tre social» de Maastricht sont tout

aussi majoritaires. Cet épisode ne peut, au bout du compte, que renforcer les préventions déjà fortes

des Britanniques à l'égard d'une

Europe qui serait dominée par des querelles juridiques.

Un soldat en permissinn tué à Belfast. – Un soldat Royal Irish

Regiment en permission, marié et

père de deux enfants, a été tué par

un groupe d'hommes armés, lundi soir 15 février dans la partie onest

de Belfast, eu Irlande dn Nord, a-t-on appris de source policière. Il

s'agit du troisième membre des

forces de sécurité tué depuis le

LAURENT ZECCHINI

lers. — (AFP. Reuter.)

Manifestations et grèves de la faim de Kurdes réfugiés en Allemagne et en Belgique. — Quelque cinq cents Kurdes ont participé, tundi 15 février, à des manifestations ou à des grèves de la faim dans plusieurs villes d'Allemagne pour protester contre la répression contre les Kurdes en Turquie, a-t-on appris de source policière. Sept cent vingt Kurdes, ainsi que quinze élus de «l'Assemblée nationale du Kurdistan» en Europe, observent également une grève de la faim à Bruxelles depuis la fin janvier. — (AFP.)

RUSSIE: alors que la situation politique est bloquée

M. Boris Eltsine part en vacances

de notre correspondant

Vucances Impromptues et retraites subites comptent parmi les spécialités de M. Boris Eissne, qui semble les avoir érigées en mode de gouvernement. Que le président russe ait soudainement décidé de prendre un repos de deux semaines à compter du lundi 15 février, alors même que le situation politique est complètement bloquée et qu'une décision s'impose quant à la tenue ou non d'un référendum en avril ne devrait donc pas étonner outre mesure. Tout indique au contraire que M. Etsine e décidé de prendre du champ pour se concentrer aur cette affaire qui tourne à l'absolue confusion et commence à mettre en cause sa crédibilité.

Après avoir, en décembre dernier, lancé l'idée d'un référendumplébiscite, véritable appel au peuple destiné à débarrasser le président de la tutelle trop pesante du Parlemant, M. Eltsine avait ensuite accepté un compromis qui l'a peu à peu conduit dans une impasse, La date de la consultation a en effet été fixée – le 11 avril, – mais pas son objet précis. Or c'est le Parlement qui, selon la Constitution, doit approuver le texte des questions soumises à référendum.

Son président, M. Rouslan Khasboulatov, bien décidé à empêcher la mise en place d'un régime présidential fort, souhaita qua soit poséa une longua série da questions qui obscurcissent l'objet du vote — y compris des motions de « confrance » au président, su Congrès, au Parlement, eu gouvernement, — et surtout une question portant sur l'organisation d'élections anticipées, aussi bien législatives que présidentielle, qui ressemble fort à un piège tendu à M. Etsine.

Du coup, le présidant, tiré par les responsables des Républiques autonomes et des administrations



et poussé par ses amis radicaux, qui l'incitent au contraire à livrer une bataille décisive contre le Parlement, héaite. Il a fait auvoir qu'il était prêt à renoncer à son projet, meis en échange de concessions, tandis que ses ménistres vont répétant que les préparatifs se poursuivent activement...

Le problème est que, dans un cas comme dans l'autre, il lui faut obtenir un accord de M. Khasboulatov, qui est fin manceuvier. Une première rencontre entre les deux hommes a eu lieu le 11 février, sans résultat. La seconde devait se tenir ce mardi, dans la datcha des environs de Moscou où M. Etsine a pris ses «vacances» ... Jusqu'à ce qu'on annonce qua, tout bien réfléchi, elle aurait lieu au Kremlin.

Un détail propre à rendre la pilule encore plus amère pour la ministre français des affaires étrangères, M. Roland Dumas, qui avait renoncé in extremis à venir à Moscou mardi, faute de pouvoir y rencontrer, comme initialement prévu, M. Eltaina. La partie françaisa.

après avoir espéré que le président russe voudrait bien interrompre ces «vacances» très particulières pour recevoir M. Dumas, a préféré «reporter» ce déplacement, d'autant plus que le premier ministre, M. Tchemomyrdine, lui aussi au programma des entretiens, avait été subitement prié per M. Eltsine de participer à une réunion en Sibérie, Il a donc été décidé, «d'un commun accord», de repousser la visite, qui s'inscrivait dans le cadre des consultations régulières franco-russes. M. Dumas devrait en principe venir à Moscou début mars, entre la fin des «vacances» da M. Eltsine at les législatives en France.

En octobre demier, M. Dumas avait annulé une tournée dans six pays de l'ax-URSS (la Géorgie, l'Arménia, l'Azerbatdjan, la Turkménie, la Kirghizie et la Kazakhatan). Officiellement «raportés pour des raisons de calendrier», la tournéa semble désormais abandonnée.

JAN KRAUZE

et du pire

ues pacifiste

Développer le nuclésire, c'est sevoir en appréhender toutéa les richesses sens en
nier le complexité.
N'avancer que sur
le vole que nous
avons nous-mêmes
t recée, celle de
l'inventivité. Cette
même voie que
Frametome ne
cease de poursuivre depuis 1958.

Inventer.

Le président Bill Clinton a eu, lundi 15 fevrier, avec M. François Mitterrand un entretien téléphonique qui a porte e principalement sur la Bosnie et les idées des Etats-Unis pour contribuer à résoudre la crise», a annoncé le porte-parole de la Maison Blanche, M. George Stephanopoulos. Le chef de l'Etat français s « accueilli favorable ment» le plan américain, a déclaré le porte-parole. Il a précisé que M. Clinton n'avait pu s'entretenir avec M. Mitterrand la semaine dernière en raison du voyage du prési-dent français en Asie du Sud-Est.

A Paris, la présidence n indiqué que les deux hommes « nnt constaté de larges zones de convergence sur leur analyse de la situa-tion », nntamment en es qui concerne le plan de paix Vnnce-

contacts diplomatiques ant lieu depuis qualques jours entre diri-geants des Républiques issues de l'ex-Ynugoslavie et ceux des pays voisins, soucieux de prévenir un évectuel débordement du conflit, Le président ture Turgut Ozal a qoitté Ankara loodi ponr nn voyage dans quatre pays des Bal-kans avec lesquels il souhaite déve-lopper la coopération : la Bulgarie, la Macédoine, l'Albanie et la Croatie. La Turquie reconnaît les ex-Républiques yougoslaves de Slové-nie, Croatie, Macédoine et Bosnie-Herzégovine mais a rappelé son ambassadenr en Yougoslavie (Serbie et Manténégro) pour dénoncer le soutien de Belgrade nux Serbes de Bosnie.

Les présidents bulgare et albanais avaient signé dimanebe un

D'autre part, de nombreux traité d'amitié et de coopération. Les deux pays comptent renforcer leurs liens en construisant une oouvelle nu inroute entre Sofia et le port albsoais de Dürres, sur l'Adriatique, via Skopje. Vendredi, la Bulgarie et la Grèce, toutes deux limitrophes de l'ex-Yougoslavie, sont convenues d'intensifier leurs relations et de tont faire pour contenir le conflit bosniaque et empêcher les combats de s'étendre à la Macédoine et au Kosovo.

> Le président ynugnslave, M. Dobrica Cosic, est pour sa part attendu samedi à Bucarest. La Roumanie n signé dimanche avec In Grèce un document sur la coopération politique, diplomatique et économique qui engage les deux pays à éviter tout recours à la force dans les conflits régionaux. (AFP, Reuter.)

SLOVAQUIE

M. Michal Koyac a été élu président de la République

PRAGUE

de notre correspondant

Le Parlement sinvaque a élu, lundi 15 février à Bratislava, M. Michal Kovae président de la jeune République slovaque indé-pendante. Seul candidat en lice, M. Kovac, soixante-deux ans, pré-sident de la deroière Assemblée fédérale tchécoslovaque, a recueilli 106 vnix sur 150.

Candidnt officiel du parti du premier ministre Vladimir Meciar, le Mouvement pour une Slovaquie démocratique (HZDS), le premier président slovaque a été élu avec le soutien de la Gauche démocratique soutien de la Gauche démocratique (ex-communistes) et du Parti national slovaque. Le soutien de ces-deux partis-avait manqué-à nn-antre candidat du HZDS lors d'une première tentative d'élection présidentielle le 26 janvier dernier /le-Monde du 28 janvier), M. Kovac o'a, en revanche, pas eu les vnix des chrétiens-démocrates ni des députés de la minorité hourroise. dépatés de la minorité hongroise, qui n'avaient toutefois pas trouvé de candidat commun à lui opposer.

Ecocomiste exclu du PC après l'écrasement du « printemps de Prague » eo 1968, ministre des finances slovaque de décembre 1989 à avril 1991, M. Kovac avait succèdé en juillet dernier à soo compatriote Alexandre Dubcek à la 1868 de Paramellé telégolement ête de l'Assemblée tchécosio C'est à ce poste, pendant le proces-sus de partition du pays, qu'il s'est acquis une solide répulation d'homme politique « réaliste » et de « diplomate » en sauvant à plusicurs reprises le dialogue entre les responsables tchèques et slovaques. Longtemps favorable à une forme de cohabitatioo confédérale entre les deux Républiques, M. Kovae jouit d'une bonne image à Prague, où son élection a été bien accueil-

Le président tchèque, M. Vaclav Havel, élu trois semaines plus tôt, l'a immédiatement félicité co voyant dans son électioo « lo garantle d'une évolution paisible de la Slovaquie» vers la démocratie et l'économie de marché, ainsi que de « relations privilégiées » avec la Bohême-Moravie. Le nouveau chef d'Etat slovaque a, quant à lui, invité M. Havel à participer à la cérémonie d'investiture prévue début mars an château de Bratislava et n nffirmé sa volonté de conserver des liens étroits avec Ртадис.

MARTIN PLICHTA

La mission du HCR reste bloquée

En dépit des multiples efforts déplnyés par le Haut-Commissariat des Nations unics pour les réfugiés (HCR), les Serbes not encore refusé, lundi 15 février, de laisser passer un convoi humanitaire destiné à l'une des enclaves musulmanes de l'est de la BosnieHerzégovine, où des compass se Herzégovine, où des combats se poursuivent, rapporte notre cor-respondante à Belgrade, Finrence

Ce convoi de 10 camions chargés de 90 tinnes de vivres et de médicaments (le Monde du 16 février) devnit nuvrir ta voic au ravitaillement des enclaves musulmanes de la Bosnic orientale (à proximité de la Serbie), où près de 200 000 personnes, assiégées par les firces serbes, vivent eoupées de toute assistance. Lundi soir encore, le commandant en chef des farces serbes de Bosnie, le général Ratko Miadie, s'obstinait à refuser le passage du convoi, tandis que, selon un porte-parole du HCR, le président de Serbie, M. Slobodan Milosevic, s'est engagé à user de son lofluence pour faire fléchir les responsables serbes de Bosnie.

A Sarajevn, l'artillerie serbe a pilonné lundi, parfnis nu rythme d'un obus par minute, les faubourgs ouest de Stup et d'Azici, qui oot également subi des assauts d'infanterie. Ces deux quartiers sont les derniers à être sous contrôle musulman à l'ouest de la route qui relie Sarajevo à soo aéroport. Si les deux agglomérations tombaieot, les Serbes un co la route de l'aéroport et resserreraient leur étau sur la capitale dont ils font le siège.

Echange de prisonniers

Cependant, M. Bernard Kouchner, a fini – après einq jours de négociations – par obtenir lundi l'accord des trois parties au conflit (Serbes, Musulmans et Croates) pour un échange de pri-sonniers. L'échange aura lleu mardi ou, en cas de problèmes, mercredi, a indiqué le mioistre au moment de quitter Sarajevn pour Paris vio Zagreb.

Au total, 212 prisonoiers seront libérés, selon M. Kouebner : les Serbes libéreroot 54 Musulmans et 50 Croates; de son côté, le gouveroement bosniaque libèrera 54 Serbes détenus dans des silos désaffectés à Tarcin (sud-ouest de Sarajevo) tandis que les Croates relâcheront 54 Serbes détenus à Livno, dans le sud. L'opération doit se dérouler sous la supervisinn du nouvel ambassadeur de France en Bosnie, M. Henri Jacolin, et du représentant de la CEE, M. Vittorio Guidi.

Le président basaiaque Alija Izetbegnvic, qui a accepté l'échange lundi, avait dans un premier temps rejeté le plan du ministre français en faisant valoir que les Serbes détenaient 16 000 prisonniers tandis que le gouver nement busninque en détenait moins de 1 000, Selon M. Konehner, en revanche, les chiffres nfficiels fant état de 779 personnes détenues par le gouverne-ment bosniaque, I 225 par les Serbes et 537 par les Croates. Il a njouté que, sur la liste des 16 000 personnes que lui avait présentée le président bosniaque, il était impossible de savoir s'il s'agissait de prisonniers nu de personnes portées disparues ou déplacées.

Par ailleurs, les Etats-Uois nnt manifesté leur intentinn de tout faire pour que les respansables de en Bosnie-Herzégovine soient juges par un tribunal interoatinnal et que le viol soit reconnu comme un crime de guerre, a indiqué Mo Geraldine Ferraro, la représentante du gouveraement américain devant la Commission des droits de l'homme de l'ONU réunie à Geoève. Washington va ootamment user de son influence pour que les Nations unies adoptent une résolution prévoyant la mise en place d'un tel tribunal. Les Etats-Uois ont égalemeot signé lundi, un projet de résolution pré-senté par la Grande-Bretagne qui elasse le viol des femmes parmi les crimes de guerre. - (AFP, Reu-

☐ Le chef des Albanais du Kosovo en tonrnée aux Etats-Unis. -M. Ibrahim Rugova, chef des Albanais du Kosovo (province de Serbie), a entrepris, dimanebe 14 février, nne tonruée d'une semaine aux Etats-Unis, où il doit notamment rencontrer des sénateurs. Devant deux mille de ses compatriotes réunis à New-York, il a plaidé pour eune lutte pacifique our l'Indépendance ». Accompagné à la tribune par l'ambassadeur d'Albanie aux Nations unies. M. Thanas Shkurti, M. Rugova a expliqué que la epolitique était l'art du possible» et que si les Kosovars (à 90 % albanais) se battaient « pacifiquement pour foire reconnaître leur indépendance, ils obtiendraient la sympathie du monde entier». - (AFP.)

PROCHE-ORIENT

Premier voyage du nouveau chef de la diplomatie américaine

M. Warren Christopher va tenter de relancer les négociations israélo-arabes

Le nouveau secrétaire d'Etat américain, M. Warren Christopher, devait entamer, mercredi 17 février, une tournée eu Proche-Orient devant le mener en Egypte, en Jordanie. en Svrie et en Israël, ainsi qu'en Arabie saoudite et au Koweit. Un détour par le Liban n'est pas exclu mais, pour des raisons de sécurité, il ne fera l'objet d'eucune annonce préalable.

WASHINGTON

de notre correspondant

Pour son premier vnyage à l'étranger, M. Christneber a choisi le Proche-Orient, dans l'espoir de remettre sur les rails un processus de négociations israéloarabes brillamment initié par son prédécesseur, M. James Baker, mais qui se trouve an point mort depuis l'été deroier.

C'est une visite qui doit beaucoup à l'héritage laissé par l'nd-ministration républicaine. Même si le Proche-Orient ne figure pas parmi les premières préoccupa-tions des démocrates en politique étrangère - il y a d'abord la Rus-sie, puis les relations avec le Japon, - il est difficile à l'équipe Clinton de laisser en jachère une des réussites diplomatiques de la précédente administration : l'organisation d'un face-à-face entre Israel, les pays arabes voisins et les Palestiniens. M. Christopher se rend dans la réginn sans ambitioo à court terme. Il vient écouter, disent ses collaborateurs.

Il engage tout de même un peu de son crédit sur un terrain où toos ses prédécesseurs, de Henry Kissinger à James Baker, ont compris une des règles du conflit progrès vers un règlement sans un sérieux investissement américain. Jusqu'à présent, la nouvelle équipe a moins cherché à donner une impulsion qu'à éviter les

La tournée de M. Christopher intervient à la suite d'un mouvement d'esquive réussi daos l'affaire des quelque quatre cents Palestiniens des territnires occu-pés bunnis en décembre par Israël. Les Etats-Unis n'ont pas cu à mettre leur veto sur un texte du Conseil de sécurité de l'ONU enndamnant l'Etnt juif et lui imposent des senetinns. La raison en est simple : une telle réso-Intion n'a jamais été votée.

Réserve des pays arabes

Et tel était le premier objectif de Washington, soucieux à la fois de oe pas sanctinnner l'allié israélien en mettant son veto, et de ne pas heurter les pays arabes en se refusant à mettre sno veto... Vendredi dernier, le Cnnseil a entériné l'approche américaine. Dans une déclaration, il a salué comme un « pas dans la bonne direction » la décision israélienne de rapatrier immédiatement cent un des ban-nis, et il a appelé le gouvernement de M. Itzhak Rabin à accétérer te retnur des autres (le Mande daté 14-15 février); c'est un ton en dessoos de la résolution 799 vntée en bonne et due forme par le Conseil le t7 décembre et qui réclame l'abrogation e immédiate » des

La déclaration poorrait bien être la dernière intervention du Conseil sor cette affaire; plus important enenre, elle n'a été

daos ls région : il o'y a pas de contestée par aucun de ses membres, arabes ou musulmans,

Y.04

Faut-il y voir un message à l'intection des Palestiniens? Il serait le snivant : un certsio nombre de pays arabes estimeraient plus urgent de reprendre le processus de paix que de mani-fester plus langtemps leur solidarité avec des hommes - les Palestiniens bannis, - qui. en tant que sympathisants du mnavement Hamas, représentent un inté-grisme islamiste que ces mêmes pays redoutent par-dessus tout. Autrement dit, pas question de dnoner à Hamas un « droit de veto » sur des conversations israélo-arabes auxquelles cette organisation est farouchement

Il reste que les membres de la délégation palestinienne ont juré de ne pas revenir à la table de négociation avant le retnur de tnus les bannis. Ils ont aussi défendu leur dossier à Washington. Argument principal: l'absence de condamnation d'Israel et la répression continue dans les territoires leur font perdre toute erédibilité auprès de la populstion palestinience de Cisjordanie et de Gaza et en fait perdre beaueoup au processus de pais lui-même; autant d'élements qui font le jeu du Hamas.

Entre-temps, les grandes ebaines de télévision américaines ont recommencé à diffuser des images d'a intifudu », celtes de soldats israéliens ouvrant le feu sur de jeunes lanceurs de nierres. Depuis les bannissemeots, quarante-quatre Palestiniens - souvent des moins de dix-huit ans ont été tués par l'armée israé-

ALAIN FRACHON

Entamant leur troisième-mois d'exil

Les Palestiniens expulsés d'Israël sont convaincus de jouer un rôle décisif

libanais continue de leur refuser l'eccès du territoire qu'il contrôle et bien qu'Israel ait autorisé 101 d'entre eux à regagner les territoires occupés, les Pelestiniens expulsés le 17 décembre dernier vers le sud du Liban refusent toujours d'être dissociés. A Tunis, le comité central du Fath, principale organisation de l'OLP, est réuni depuis dimanche 14 février pour examiner leur ces eprès le déclaration du Conseil de sécurité de l'ONU Incitant Israel à ennuler les ordres d'expulsion Ue Monde daté 14-15 février). A la demende de l'OLP, la Ligue erabe devait de son côté tenir mardi une réunion extraordinaire eu Caire pour examiner cette

MARJ-EZ-ZOUHOUR

question

de notre envoyée spéciale

Deux mois après leur bannisse-ment, les 396 Palestiniens inté-gristes qui survivent dans le nord de la zone d'occupatioo israélienne au Liban sont plus déterminés que jamais à refuser tout compromis avec l'Etst juif. e Nous sommes prêts à rester deux ans ici, affirme le docteur Abdelaziz El-Rantissi, figure de proue du mouvement de la résistance Islamique Hsmas, mais nous ne sommes pas prêts à rencontrer Isroël à mi-chemin. Notre principal but est de stopper à jamais les déportations. » e Si nous accep-tions le retour de 101 d'entre nous, celo loissernit la parte ouverte à d'outres bonnissements », renebérit le dneteur Taher Loulou, du Djihad islamique.

Uoe neige fondue tombe sans interruption sur le camp de fortune, où l'oo patauge dans la boue, le provisoire restant de mise ici. Certes, la vie s'est organisée: le ravitaillement, assuré à travers des chemins de montagne, principalement par le Hezbullah pro-iranico, mais aussi par le

Alors que le gouvernement Front populaire de libération de ponrsuit-il, c'est parce qu'il soil la Palestioe-Commaodemeot géoéral d'Ahmed Jibril et l'OLP de Yasser Arafat, oe semble plus un problème. A l'exception du kérosène pour le chauffage et la cuisine, rieo oe paraît plus manquer, bien que l'approvisionnemeot auotidieo de 400 hommes, dans ce camp situé à 1 000 mètres d'altitude, reste soumis à de nombreux aléas.

Pour parer à l'ennui et ao froid toujours très vif, beauenup se soot trouvé des occupations, et une « université » a même été ouverte sous deux tentes pour les 88 étudiants et 17 professeurs recensés; 35 étudiants ont passé lundi 15 février l'examen final d'un cours de quarante-cioq heures d'a études palestiniennes ». Uoe des questions posées : e Citez les moyens non déclarés auxquels o eu recours le mouvement sioniste pour faire venir les juiss en Palestine avant 1936. » «Les résultots seront envoyés à nos uni-versités dans les territoires occupés pour qu'il en soit tenu compte dons le cursus des étudionts, affirme un des examinateurs. La semaine prochaine, nous commen cerons deux nouveaux séminaires sur lo santé et lo culture islami-

« Notre position stimule tous les musulmans»

La principale occupation des déportés reste toutefnis l'écoute des informations, et il ne fait pas de donte que les dirigeants présents du Hamas ou du Djibad islamique, qui ont pris tout de suite la direction des opérations, entendent bien exploiter à l'avantage de leurs monvements le sort qu'ils subissent. La retenue nbservée à l'égard de l'OLP est oubliée. Comme l'affirme le Dr El-Raotissi, « cette affaire nous a renforces et les gens de l'OLP ont du s'aligner sur nous. » e Quand le Dr Haïdar Abdel Chofi [chef de la délégation palestinience aux négociations de paix] affirme qu'il ne pourra pas reprendre les negociotions tont que nous serons là,

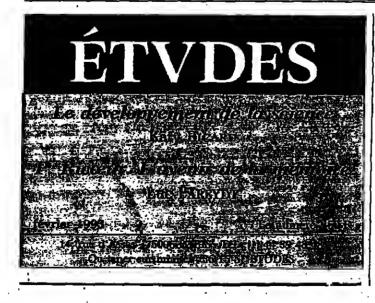
que le peuple palestinien est contre le processus de paix. »

Pour ces Palestioieos opposés depuis le début au processus de paix, cela o'est pas une mince victoire et justifie largemeot leurs souffrances actuelles. « Notre position stimule tous les musulmans dans le monde, dit le Dr Loulou, et ils vont mieux comprendre et voir le problème qui nous oppose à Israel. Le mois de jeune du Ramadan vo venir [vers le 23 février] et tous les musulmans vont penser à nous. » Qu'Israël puisse exploiter à 500 avantage un évectuel retrait des Palestinicos du processus de paix n'émeut pas la plupart de ces exilés, qui refusent de toute façoo l'existeoce de l'Etat juif et qui attendent e de leur foi et de l'aide de Dieu la victoire finale». La solidarité dans le refus a été

d'autant plus vite acquise que la pressioo du groupe est forte. Ce o'est sans doute pas un hasard si le serment solennel prêté eo commun de reotrer tous ensemble a été organisé avant la publication de la liste des 101 antnrisés à regagner les territoires occupés. « Quiconque accepterait de rentrer ne serait pas un bon musulman», affirme l'un d'eux, qui ajoute : e Nous vivons un drame très difficile à accepter, mais nous resterons déterminés jusqu'à l'applicatinn de la résolution de lo communauté internationale [la résolutioo 799 du Conseil sécurité de l'ONU], c'est-à-dire jusqu'à ce que justice soit faite. »

La recrudescence des aetes de violence dans les territoires occupés réjouit ces exilés, qui estiment que seule une pression populaire arrêtera le «terrorisme» de l'Etat juif à l'égard des Palestiniens. Rien en tout cas pour l'instant ne permet de penser qu'ils pourraient accepter uo quelconque compromis et ils dénoncent nyec mépris la modération des régimes arabes. « Désormais, la parole est oux peuples et non plus aux dirigeants », affirment-ils.

FRANÇOISE CHIPAUX





Pouvoir inv

ions israelo-arabes

ANGOLA: en deux jours de violents combats

Plus de mille civils

auraient été tués

à Huambo

Scinu l'état-majnr de l'armée gouvernementale, plus de mille civils auraient été tués, en l'espace de deux jnurs, à Huambo, fiel du chef de l'Uninn pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA), lurs des vinlents combats des dimanche 14 et lundi 15 février. Les duels d'artillerie se sont intensifiés, dans le nord-est de la ville, poussant plusieurs milliers d'habitants à fuir et à se réfugier dans la ville voisine de Caala.

On estime à plus de six mille le

On estime à plus de six mille le nombre des tués depuis le début de la bataille de Huambo, le 9 janvier. L'ultimatura lancé dimanebe à

l'UNITA par les trois pays garants des accords de paix (Partugal, Etats-Unis, Russie), sommant le

mnuvement rebelle de fixer une date pour la reprise des négocia-

tinns avec le gouvernement de Luanda, n'a pas reçu de réponse,

Des armements

mer va tenter de rela Les rebelles bénéficieraient du soutien de l'armée ougandaise

Le ministère français des effaires étrangères e tenu à démentir, lundi 15 février, les propos d'un représentant de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) qui avait affirmé la veille, dans une déclaration à l'agence Reuter, que les troupes françaises présentes au Rwanda se sont récemment « battues, eux côtés de l'armée rwandaise » pour repousser les offensives des rebelles du Front patriotique rwandais (FPR) et qu'elles ont elles-mêmes « pilonné les positions rebelles dans le région de Ruhengeri » (nord du Rwanda). Paris qualifie ces indications d'« interprétations » relevant d'« intoxication » et de la « mauvaise foi ». Un point de vue que partagent les services de renseignement français, qui accusent aujourd'hui le Front patriotique rwendais d'être « soutenu » par l'Ouganda.

Les services de renseignement Les services de renseignement français sont convaincus que les partisans du Frout patrintique rwandais (FPR) sont sontenus par l'armée régulière ongandaise et que, dans le nord du Rwanda, où ils s'opposent aux forces gouvernementales, ils lui servent de "paravent » ou de « supplétifs », qu'nn pousse en avant. Les maquisards portent les mêmes uniformes, les mêmes armes et utilisent les mêmes campements aux frontières que l'armée de résistance nationale (NRA) ougandaise, souligne-t-on de même source:

Depuis la reprise des combats, Depuis la reprise des combais, en janvier, la progression des forces dn FPR à partir de l'Ou-ganda se fait sur troïs axes, en direction de Ruhengri, de Binmha et de Gabiro, dans le nord-onest dn Rwanda, avec semble-t-il, comme objectif à terme la prise des villes de Giseny, Kibungo et Kiggli. Cette progression des Kigali. Cette progressioo des maquisards bénéficierait, an tra-vers de la frontière ouganda-rwan-daise, d'un appui d'artiflerie. Des «réfugiés» rwandais membres de l'ethnie tutsie, qui ont servi dans le passé dans l'armée ougandaise, for-meraient le noyau de ces unités.

S'appnyant, d'une part, sur des

«ionraux de marche» de combatajournaux de marches de compa-tants du FPR et des informations recneillies en écoutes radin et, d'autre part, sur l'observation des cantonnements de l'armée nugancantonnements de l'armée nugan-daise, occupés par les maquisards rwandais, ces mêmes analystes arri-vent à la conclusion à laquelle ils avaient abouti en octobre 1990, lorsqu'ils avaient soupçonné le chef d'état-major adjoint de l'armée ougandaise le général Riwigiama, d'être, avec ses propres unités, der-rière l'offensive de la guérilla.

Opération. « Noroit »

En juin 1992, une rupture de ses stocks de munitimes avait contraint l'armée ongandaise, à reveuir sur ses positions de départ. Taujours selon des spéculations des services selon des spéculabans des services de renseignement français, le «plan» ougandais «péropant l'invasinn du nord du Rwanda» ne serait pas abandonné, eo dépit des accords de cessez-le-feu signés à Arusha (Tanzanie) en août 1992 par le gouvernement rwandais et le FPR.

De même source, on précise qu'à «l'été dernier» la France a décidé de fournir à l'armée gouvernemen-

tale rwandaise deux batteries - soit l'équivalent d'une dizaine de pièces - de cauous anciens HM-2 de 105 millimètres avec leurs stocks de munitioos. Des instructeurs français ont entraîné les soldats du président Juvénal Habyarimana à l'emploi de cette artillerie de campagne, et ils nnt appris à la population, dans certaines régions du Rwanda, à édifier nu à creuser des abris pour se protéger des tirs d'artillerie.

La France est liée au Rwanda, depuis le 18 juillet 1975, par un accord particulier d'assistance mili-taire – uon publié – qui, en 1991 par exemple, lui a fait accroître de 75 % son aide (en munitinns, en 75 % son aide (en munitinis, en soutien aérien, en équipement de ses forces armées et de sa gendarmerie), soit un montant de 7 millions de francs, par rapport à une moyenne annuelle de 4 millions sur les trois ou quatre années anté-

Outre ces livraisons de matériels, la France a déplnyé sur place deux compagnies – soit 300 bommes an total – pour la protection de ses ressortissants, leur regroupement et leur évacuatinn éventuelle. C'est l'opération baptisée « Noroit ». L'une de ces compagnies avait été

envoyée au Rwanda au lendemais des premières nsfensives du FPR, en octubre 1990. Une seconde en octrière 1990. Une sectione enmpagnie l'à reufuréée, début février. A ces unités, qui sont basées à Kigali – mais qui ont eu l'occasion d'aller, le 8 février, rècupèrer des Français à Rubeugeri, - s'ajoute un détachement d'assistance opérationnelle (DAO), chargé de l'instruction technique de l'armée rwandaise.

JACQUES ISNARD

JACQUES ISNARD

[L'Ougands, simé au nord du Rwands, a été régulièrement accusé de prêter main forte aux rabelles du FPR, qui utilisent son territoire comme auxcusire. Les exténgiés » rwandais, qui forment le gros des troupes du FPR, sont membres, pour la physart, de l'ethois usuic — qui a dirigié le Rwanda jusqu'en 1959, date de la crévolution » des Hutus, majoritaires au Rwanda. Chassés de leur pays, nombre de ces milés tutals out rejoint, au milieu des aunées 30, la guérilla ougandaise de M. Yoweri hiuseveni, qu'ils out aidé à prendre le pouvoir, en jurvir 1936.

D'arieine hanvanchule (une ethair

D'erigine hanyanehole (nne ethaie proche des Totals), l'actuel chef de l'Etat organdals, s'il a une « dette» envers ses ancieus officiers d'urigine rwandalse— dont certains out été lutégrés dans l'armée organdalse, — n'en a pas moins régulièrement démenti les accusantoss portées contre lui, hier par le régime rwandais, amjourd'uni par les services de renseignement français.]

sophistiqués A Luanda, le responsable du

A Luanda, le responsable du Comité international de la Croix-Rouge (CICR, Genève), M. Vincem Nicod, a appelé, lundi, les belligérants à accepter l'inverture de couloirs humanitaires, seul moyen de vepir an aida aux vistimes de de venir en aide aux victimes des affrontements, bien « pires » et « meurtriers », selon lui, que ceux qui ont ravagé le pays durant la guerre civile, de 1975 à 1991.

Les combattants disposent d'armements sophistiqués d'e une puis-sance destructrice » sans égale dans les autres zoues de conflit en Afri-que, a souligné M. Nicod. Le res-ponsable du CICR a estimé que la communauté internationale avait une part de responsabilité dans cette affaire, faute d'avoir amis les mnyens »: alors que huit mille « casques bleus » sont mobilisés au Mozambique, sculement quatre « observateurs » de l'ONU sont pré-sents en Angola, a rappelé M. Nicod. – (AFP.)

 ALGERIE : le FIS revendique l'attentat manqué contre le ministre de la défense. - Le Front islamique du salut (FIS) a revendiqué l'attentat manqué contre le minis-tre de la défense, le général Kha-led Nezzar, dans un communiqué publié, luudi 15 février, par le quotidien saoudien Ach-chark al-Awsal. « C'est un avertissement des Moudjahidines à ce tyran, qui s'est placé, contre la volonté du peuple algèrien», dit le communiqué. D'autre part, un policier a été découvert égargé, dimanche, à Larbãa, près d'Alger. Il avait été enlevé, quelques heures plus tôt, par trois hommes armés. — (AFP.)

... O KENYA: zouvelles mesures contre la presse. - La police a procédé, en fin de semaine der-

nière, à Nairobi, à la saisie de deux hebdomadaires d'opposition, a indiqué, lindi 15 février, le directeur de l'une de ces publications, The People. La police a éga-lement saisi le dernier ouméro du Watchman, un bebdnmadaire financé par l'Eglise presbytérienne. Ces opérations portent à trois le combre des magazines interdits on saisis depuis le début de l'année. -

a LIBYE : deax firmes allemandes Impliquées dans la construction d'une usine chimique. - Le porte-parole du gouvernemeut à Bonn a iodiqué, loodi 15 février, que deux firmes allemandes ont livré à la Libye du matériel utilisé, à leur insu, pour que. M. Dieter Vogel réagissait à une information parue, le jour-même, dans le quotidien Die Welt, seloo laquelle la Libye construit une usine de gaz de combat, grâce notamment à la participation de sociétés allemandes dant les dirigeants o'ignoraicot pas la destina-tion des exportations et avaient recu l'antorisation de l'Office fédé-ral du commerce extérieur. Après consultations, les tivraisons oot été partiellement interrompues. -

o MOZAMBIQUE : un général brésilien à la tête des troupes de Problem a in tele des guerres de l'ONU. – C'est un officier supé-rieur brésilien, le général Lelio Goncalves da Silva, qui a pris, lundi 15 février, la tête de la farce de l'ONU chargée du maintien de

2 34

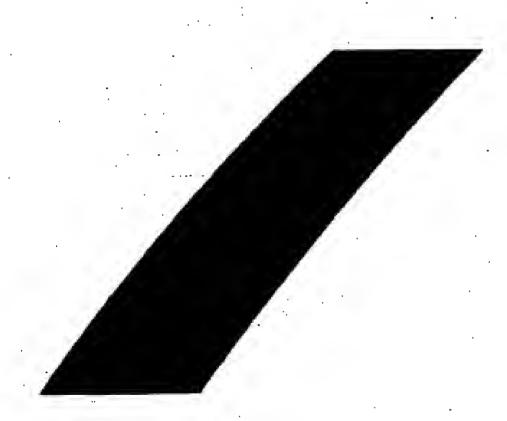
la paix au Muzambique, a-t-ou appris à Mapato, de source proche des Nations unies. Au total, les effectifs militaires de l'ONU devraient comprendre coviron sept mille hommes. - (Reuter.)

o TUNISTE : appel pour la libération d'uo aniversitaire. - La Fédératino ioternatinoale des droits de l'homme (FIDH) a exigé, lundi 15 février, dans une lettre au président Beo Ali, la libération immédiate de M. Salah Hamzaoui. Cet universitaire est l'un des res-ponsables de Comité national pour la défense des prisonniers d'opinion (CNDPO). Le FIDH rappelle que parmi les autres membres de ce comité, inculpés d'appartenance à une association illégale, figure M. Moucef Mar-

zouki, président de la Ligue tunisienne des droits de l'homme, affiliée à la FIDH. - (APP.)

o SOUDAN : un ingrantiste same dien traduit en justice. - Accusé de détention de « tracts antigouvernementaux » et d'avnir établi des « contacts réguliers avec l'opposition soudanaise et les cercles étrangers », le correspondant an Soudan du quotidien saoudien Ach-Chark al-Awsat, M. Mobamed Abdel Sayyed, va être traduit en justice, a anunocé dimanche 14 février l'agence snudanaise SUNA. M. Abdel Sayyed, de oationalité 28 janvier, et le bureau du jaurnal avait été fermé quelques jnurs plus tard. - (AFP.)

ulve distribution on s un tale decidi



Pouvoir inventer,

Le nucléaire réclame de l'inventivité. L'inventivité exige son corolleire immédiat et indispensable: le maîtrise, au service de la qualité et de la a0reté, dens checun des métiers qu'exerce Frametome, RÉALISATIONS NUCLÉAIRES: conception des réecteurs, fabrication des cheudières et îlots nucléeires, fabrication des composants et du combustible, entretien, démentèlement. EQUIPEMENTS INDUSTRIELS: robots, tunneliers, échangeurs, turbines, compresseurs, extrudeura, télescopes. CONNECTEURS pour avions, sous-marina, téléphones, ordinateurs, eutomobiles, cartes à puces, lignes électriques, aatellites et fuaées. SYSTÈMES D'INFORMATION: progiclels et services pour l'ingénieur.



savoir maîtriser.

Les Marocaina sont appelés, en principe le 30 evril prochain, à élire une nouvelle Chembre des représentants, le mandat de la précédente eyant expiré le 9 octobre dernier. Contestant la sincérité du « processus démocratique» engagé par le roi Hassan il, quatre partis d'opposition viennent d'adresser à ce demier une sorte de mise en gerde, dont M. Abdarrahmon Youssoufi, premier aacrétaire da l'Union socialiote das forces populaires (USFP), nous e expliqué les motifs.

RABAT

de notre anvoyé spécial

« C'est notre drome : les gens n'ont plus confiance dans le proces-sus démocratique. Ils sont ulcérés d'être pris pour des dindons à cha-que consultation électorale », se plaint M. Youssoufi, premier secré-teire de l'USFP, l'un des priocipaux partis d'opposition. Il en veut pour preuve toute récente le référendum constitutionnel du 4 sep-tembre, réduit à un plébiseite (99,96 %), et les élections commu-nales du 16 décembre, notamment function par l'interpretation de l'infaussées par l'intervention de l'ar-

Les quatre partis d'opposition qui composent le Bloc démocratique, viennent de suspeodre leur participation à la commission nationale de contrôle des opéra-

mise en place d'un climot de détente politique de nature à redonner constance au peuple». Pour M. Youssoufi, «il s'agit de mettre pouvoir en face de ses responsabilités, de le contraindre à engager (avec l'opposition) un dialogue

« imaginez-vous que nous n'avons pas encore réussi à obtenir, du ministère de l'intérieur, communication des résultats complets des dernières élections communales, souligne M. Uoussoufi. On a seulesouligne M. Uoussoufi. On a seule-ment consenti à nous transmettre le nombre de voix qu'avaient obtenues nos candidats élus. » Et de dénon-cer les «réponses dilatoires » du gouveroement au sujet du décou-page des circonscriptions, de la mise à jour des listes électorales, des convalles contes d'électour et des oouvelles cartes d'électeur et de la composition des bureaux de

Mais les partis d'opposition se résigneront-ils à participer au prochain scrutin? Le premier secrétaire de l'USFP relève une « certotre de l'USFP relève uoe « cer-taine résistance» parmi les militeots. Sigoe de meuveise humeur: « Plusieurs sédérations provinciales, coostate-t-il, ne nous ont pas encore communiqué la liste de leurs candidats. » Mais, au bout du compte, M. Youssoufi voit mal l'utilité de bouder les umes. « Nous n'ovons nos house d'adontes est le n'ovons pas honte d'adopter cette stratégie, dit-il. C'est un moyen d'associer nos compatriotes à la vie démocratique et de leur exposer nos idées, même si le pouvoir cherche à nous marginaliser. » La pratique

démocratique a-t-elle chaogé de manière significative au cours de ces quelque trente dernières années pour justifier a posteriori le choix de M. Youssoufi et des siens? « On n'e pas beaucoup avance, se cootente-t-il de répoodre. Noire marge de monœuvre est étroite. Nous peinons.»

Pas d'autre issue, pourtant, dans le contexte actuel, que « de militer et de lutter ». Et d'appeler de ses vœux « une présence civique ferme et décidée » pour déjouer les manœuvres du pouvoir.

L'affaire Amaoui

e Pour être mieux géré, le pays a besoin d'un exécutif, issu d'one majorité parlementaire bien étues, insiste le premier secrétaire de l'USFP. L'idée d'une véritable monarchie constitutionnelle au lieu d'une monarchie de des au lieu monarchie constitutionnelle au lieu d'uoe monsrebie de droit divin apparticot-elle aux e analyses qu'il ne faut plus faire», comme Hassan II l'a récemment dit ao Point? « C'est au moins un élément de débat politique, assure M. Youssoufi. Il est tout à fait concevable que les Morocains discutent des compétences des différents organes du pouvoir. » du pouvoir_w

La réceote confirmation par la cour d'eppel de Rabat de le coodamnetion à deux ans de prison ferme, pour « propos difforma-toires » à l'eccontre du gouveroe-meot, de M. Noubir Amaoui, secrétaire général de le Confédéra-tion démocratique du traveil

(CDT) et membre du bureau politique de l'USFP, révèle, aux yeux de M. Youssoufi, un pouvoir qui se crispe dès qu'il est contesté. « Nous avions tout fait pour que les choses se passent dans la sérénité, sans aucune provocation, explique-t-il. Le pouvoir avait à sa dispostrion un éventail très large de solutions raisonnables sans que son amour-propre en souffre. » A cause de ces meledresses du pouvoir, emblématique de l'opposition, et la prochaine campagne électorale ris-

que de se faire autour de son nom, oote M. Youssoufi. On o gagné sur tous les tableaux : l'inanité de la poursuite contre notre camarade o été prouvée.»

Le premier secrétaire de l'USFP partage le sentiment du départemeot d'Etat américain, qui, dans un récent rapport, constate des atteiotes persistantes et graves oux droits de l'homme. Il souhaite ainsi que « le Maroc ratifie les conventions sur la torture et sur la discrimination à l'égard des femmes». A cet égard, il voudrait que celles-ci participent à la vie politique du pays alors qu'elles en sont exclues, comme dans les pays du Golfe. Peut-on imaginer un joor uoe femme à la tête du gouvernement? « C'est interdit », e tranché le roi. « Pourquoi pas », répond M. Youssonfi.

JACQUES DE BARRIN

AMÉRIQUES

COLOMBIE

Le cartel de Medellin fait de nouveau régner la terreur

Quatre morts, cent vingt blesses, des dégâts considérables. tel est le bilen provisoire de l'explosion, lundi 15 février, de deux voituras piagéas dans la centre de Bogota. Cet attentat terroriste, le quatrième et le plus spectaculaire depuis trois semaines dans la capitale, a été aussitôt attribué par la général Oscar Pelaez, chef de la police, au cartel de Medellin, dirigé par M. Pablo Eocobar, en fuite depuis le 22 juillet 1992.

BOGOTA

de notre envoyé spécial

Les deux voitures piégées oot explosé à quelques rues de dis-tance, la première face à un tribuoal, le seconde près de l'hôtel d'Equendama, sévèrement touché. loceodies, immeubles éventrés, voitures détruites, le centre de la capitale colombienoe ressemblait, lundi, à une cité bombardée. L'attentat a semé la panique dans la populatioo, sur le qui-vive depuis le début de l'offensive terroriste, aoooncée dans une lettre par M. Escobar en janvier.

Le chef du cartel de Medellin a le dos au mur. Mis en cause par le procureur géoéral, M. De Greiff, dans l'assassinat de plusieurs per-soonalités, eo perticulier de l'an-cien candidat libéral à la prési-deoce de la République, Luis Carlos Galan il ou pour plus Carlos Galan, il oe peut plus sérieusement espérer négocier avec les eutorités dens des conditions favorables, comme ce fut le cas en 1991. Il s'obstine pourtant à réciamer une issue « politique », semblable à celle qui était offerte encore l'année dernière au chef de la gué-

De son côté, le gouvernement ne peut pas davantage, face à une opi-nion internationale sceptique, transiger secrètement avec le «capo». Le gouvernement et le Conseil de sécurité oationale se sont réunis lundi pour décréter des mesures de protection exceptioonelles et lancer un appel à la population.

Wanted: Pablo Escobar. Prime offerte à tout informateur permettant sa capture: 12 millions de dollars. 7 millions du gouverne-ment colombleo, qui a doublé la mise cette semaine, 5 millions pro-posés par la DEA (service améri-cain de lutte antidrogue) et les familles d'anciens lieuteoants du «capo» assassinés sur ordre de ce dernier. «C'est un malade men-tal», dit le président Gaviria. Cette affiche de western doit maintenant être placardée dans les lieux ics des ceot soixante-neuf pays membres d'Ioterpol. e La récompense colombienne sera payée dans n'importe quel pays du monde », précise M. German Cano, représentant de cet organisme à Bogota.

En fait, Escobar continue de narguer les autorités depuis sa retraite de Medellin. Comme en 1989, il o déclaré la guerre au gouvernement et déclenché une nouvelle vague de terrorisme aveugle. Depuis fin janvicr plusieurs voitures piégées ont explosé à Bogota, à Medellin et à

Barranca-Bermeja, principal centre pétrolier du pays. Bilan : plus d'une centeine de morts et de très nombreux blessés.

Salaire de la peur et surréalisme jeudi dernier à Berranca-Bermeja. La Ford chargée de 100 kilos de dyoamite des «narcos» avait quitté Medellin pour Bogota saos attirer l'attention. Tombée en panne dans le ville pétrolière, remorquée dans un atelier, elle a explosé par hasard, tuant les ouvriers du garage et plusieurs per-sonnes d'un cortège funèbre pas-sant à proximité. L'épisode sinistre e montré que les sutorités étaient à peu près désarmées, malgré la pro-elamation de l'état d'urgence, décrété eo novembre 1992 et reconduit pour quatre-vingt-dix jours samedi dernier. Le bilan de trois mois de lutte, en principe ocerue contre le terrorisme « narco » et la guérilla, est bien maigre.

Une vendetta sanglante

Selon des informations confiden-tielles du DAS, lo police secrète, plusicurs voitures piégées circulent actuellement dens Bogota. Uoe tonne de dynamite stockée pourrait être utilisée eootre des édifices publics. La protection des ombas-sades a été renforcée, Escobar ayant menacé d'enlever des diplomates pour oégocier le statut de « délinquant politique » qu'il revendique.

A Medellin, la vendetta sanglante entre le « narco » et ses anciens amis e encore monté d'un cran. Une organisation clandestine, les PEPES (personnalités poursuivies par Escobar), exécute les merceoaires recrutés en partieulier daos les milices populoires des villes et, dit-on, chèrement payés. Les Américains soupçonnent les PEPES d'être en relation ovec certaioes organisations de la police et des groupes paramiliteires du Moyen-Magdalena. Ce que dément le général Vargas, directeur adjoint de la police,

En quarante-huit heures, les PEPES ont massacré quarante-huit personnes soupçonnées d'être au service du «capo». Parmi les vic-times, Torito Canas, joueur-vedette du Nacional de Medellin, le meilleur club de football du pays, dont le gardien est le célèbre René Higuita, ami notoire de Pablo Escobar. De leur côté, les unités d'élite de la police, qui ont perdu quatre-vingts agents en deux mois, revendiquent l'exécution de plusieurs lieutenants du trafiquant.

D'anciens hommes de moin du cartel, maiotenant collaborateurs de la justice qui leur promet l'impunité, oot confirmé l'essassiont sur place, en 1992, d'une vingtaine de dirigeants de l'organisation condamnés comme traîtres par Escobar, alors détenu à Envigado. Une version colombienoe du mas-sacre de la Saint-Valeotin à Chicago, mais apparemment en presenee de gardiens de prisoo

MARCEL NIEDERGANG

La coopération française en Afrique

Un entretien avec M. Marcel Debarge

Suite de la première page

Tel était le but de la réunion de Colmar. Elle a échoué. Nous en avons tiré les conséquences. Après la suspension de la ecopération militaire, nous suspendons la coopération civile. Nous restons cepeodant attentifs aux signes de reprise authentique du processus démocratique qui pourraicot

» Au Togo, comme ailleurs, notre actioo a consisté et consiste toujours à tout faire pour mettre ou remettre en route le processus démocratique. Il est oécessaire de rétablir la sécurité, de mainteoir l'armée dans les casernes, d'instaurer une réelle liberté d'expression et permettre le déroulement normal d'un processus électoral. Voilà l'objectif qu'il fout atteio-dre. Mais les difficultés sont

» Car beaucoup dépend de l'at-titude de l'armée, qui apparaît, pratiquemeot, comme un vérito-ble portl, un élémeot iocootour-neble des décisions politiques. Mais eussi de l'ettrode des Topo-lais qui sont en grève de Topolais qui sont en grève depuis la mi-novembre. Le pays est dans une situation extrêmement précaire, explosive à tout moment. Et, daos ees conditioos, oous devons aussi peoser au sort de plus de trois mille ressortissonts français.

Mois, concrètement, quelles initiatives peuvent -être

- Le président Eyadéma risque d'être de plus en plus isolé. Il oous faut done dire : voilà, nous sommes toujours là, svec nos pro-positions. A une démarche fracassaote, qui risque de beurter et d'aboutir au résultet contraire, j'ai toujours préféré des démarches disons pédagogiques, qui o'exeluent pas la fermeté quand il s'agit notomment des droits de l'homme. Il m'est souvent orrivé d'ioterveoir dons d'autres pays, parfois avec succès. Cela ne s'est jamais su, je o'ai pas fait de commuoiqué de presse...

> «Nécessaire rigueur dans la gestion»

- La France aide de préférence quiconque comprend que démocratie et développemont sont des termes inséparables », nous déciarait récomment, dans ces colonnes, le président François Mitterrand, Comment epplique-t-on précisément ce principe ?

- La carte de l'Afrique e ses points ooirs, tels le Zaire et le Togo actuellement. La France a tire les conséquences tire les conséquences que l'on sait. Mais vous evez des pays qui jouissent d'uoe situation démopratique depuis déjà longtemps.
D'autres commenceot à avoir une
pratique démocratique, mais
celle-ci doit être confortée. Et
puis il y a des pays qui vienoent
d'accéder à la démocratic, et qu'il faut soutenir, ceux qui voot vers la démocratie en retrouvant la paix intérieure : Sénégal, Burkina-Foso, Mauriteoic, Mali, Bénin, Cap-Vert, Soo-Tomé, Mozambi-que, Zambie, Congo et peut-être, demain, Madagascar.

» La France o'a pas à exiger oo oc sait quel « certificat de bonne démocratie». Notre rôle est d'accompagner les pays africains sur le ehemio de la démocratie. Il faut avoir un langage de vérité.

» Il convieot de ooter égale-ment une autre évolution, de la port des pays ofricoios cux-mêmes. Certaios commeoceot à demander une assistance militaire différente, moios pour maiotenir ou développer uoe armée que pour eréer oo reoforcer un corps de gendarmerie, dans une optique de sécurité républicaine. On sent eussi, dans ce domaioe, que quelque chose bouge.

A propos d'évolution, n'existe-t-il pas dans nos pays industrialisés une tendance au repli devant les crises du tiers

Je tiens à souligner go'en matière de coopération, on peut de moins en moins envisager de grands projets au oiveau d'un seul Etat. Il faut de plus en plus de réalisations ioterrégionales. Les pays africains doivent rechercher l'iotégration régionale. Des pro-grès oot déjà été enregistrés. Pour un travail conséquent, la coopéra-tion doit dépasser les frootières. L'avenir est l'association des Etats. De l'autre eôté, il feut développer les aides multilaté-rales. C'est ce que oous faisoos notamment evec le CEE.

» L'aide ne peut plus être un secoors pour assurer les fins de mois. La coopération ne peut plus être une substitution. L'effort de formetion doit porter sur l'eocadrement pour qu'il soit progressi-vement assuré par les Africains. Il faut avoir le courage de dire aux jeunes que foire des étodes en France oo ailleurs, e'est pour retourner ensuite dans leur pays, afio d'y prendre des responsa

» Je erois que l'Afrique risque une crise très grave, économique, sociale, et done politique. Mais

que l'on se dise bien une chose que l'on se dise bien une chose parce que certains auraient peutêtre tendaoce à penser qu'il est
possible d'établir un cordon sanitaire autour de l'Afrique : les pays
du Nord seroot touchés. Qu'on ne
se fasse pas d'illusions. D'où la
nécessité de renforcer la notion
de solidarité. Je érois à la solidarité et de moins eo moins à l'assistanat. Dé plus, je suis
cooveincu, comme l'e effirmé le
président François Mitterrand,
que progrès démocratique et que progrès démocratique et développement économique vont de pair en Afrique, avec un juste mais nécessaire effort de rigueur dans la gestion.

> « Protéger nos ressortissants»

 La France a interrompu sa coopération avac le Zaire, après les émeutes de 1991. Mais l'eide humanitaire e été maintenue, sa distribution estelle ancore possible?

Elle est diffieile, comme daos tout pays eo proie à de graves troubles et à l'insécurité permaoeote. Certeines régioos soot deveoues, de fait, des mini-Etats. Forcément limitée dans de pareilles cooditions, cette aide, en relation evec les organisations ooo gouveroemeotales, n'en sera pas moins dooblée en 1993, pour oe pas ajouter eux sooffraoces d'une populetion déjà durement éprouvée.

- Doo masoecres ont été - Doo masoecres ont été commis contre le communauté minoriteire deo Tutois au Rwande. En janvier, près do trois cents morts - bilen confirmé par le gouvernement de Kigall. Pourquoi la France, qui vient de renforcer sa présence militaire, n'e pas davantaga réagi?

.. La France o fovorisé et parti-cipé eux rencontres d'Arusha, qui ont permis un accord entre pou-voir et opposition pour la formatioo d'un gouvernement de transi-tioo. Tous oos efforts vont à la eréation des conditions permet-tant une consultation électorale démocratique. Nous oe sommes des crestés ioectifs, non plus, auprès des quelque 350 000 réfugiés venus de la zooe des combats vers Kigali. Il feut savoir que le Banque mondiale et d'autres bailleurs de fonds ne meintieoneot une représentation la-bas qu'en raisoo de la préseoce militaire française, qui, je le rappelle, est là pour protéger oos ressortissants.

» Toutefois, j'ai reçu, le 3 février, le président de l'associa-tioo Survie, qui reveoeit du Rwanda où il a participé à une commission d'enquête humanitaire. Le rapport doit m'être remis proebainement. Je n'ai aucunement l'intention de l'igno-

Moins de deux mois après

Ø

la réélection contestée du préoldent Paul Biva, la France a eccordé deo crédits eu Cemaroun, à hauteur de 600 millions de francs. Comment peut-on encore justifier un tel soutien à ce régime, responsable de centaines d'arrestations arbitraires et dont le menque de rigueur e été dénoncé par le FMI et la Banque mondialo?

- Il y a en des problèmes lors des élections, des arrestations abusives. Comme dans d'autres pays où des excès oot été commis. le gouvernement français est intervenu, avec efficacité. Aujourd'bui, la situatioo s'est sensiblement détendne, même si des problèmes préoccupants demeureot. Il reste que le Camerouo se écocomique particulièrement délicate. Mais soo gouvernement vient de prendre une décision réduisant de 4 % à 20 %, seloo les catégories, les salaires des agents de la fonction publique. Cela va dans le boo sens, souhaité par les institutions internationales. »

Propos recueillis par FRANCIS CORNU et CATHERINE SIMON

A TRAVERS LE MONDE

BRÉSIL

Evasion des assassins de Chico Mendes

Les essassins du dirigeant éco-

logiste Chico Mendes, condamnés en décembre 1990 à dix-neuf ens da prison, se sont évadés, lundi 15 févriar, do le centrale de Rio-Brenco, la capitale de l'Etat da l'Acre, à l'axtrême nord-ouest du Brésil. Derli Alves de Souza, agé da cinquante-cinq ens, et son fils Darei, vingt-cinq ans, evalant été reconnue coupables du meurtre, en 1888, du seringuero (selgneur d'hévéa) Chico Mendee, lauréet du prix Global-500 des Nations unies, défenseur de la forêt emazonienne qui evait ecquis une réputation internationale. Leur procès avait été suivi comme l'affaire judicieire du eiècle au Brésil, et avait représenté un aspoir pour ceux qui dénoncent les assassinats impunis da travailleurs de la terre dans la nord du pays. Darli et Derci Alves de Souze se sont enfuis en compagnie de cinq autres prisonniers. Des recherches ont été décianchées dans tout l'État pour retrouver les évadés, qui pourraient chercher à gogner la Bolivie voieine. - (Corresp.)

HONGRIE

Cinq nouveaux ministres entrent au gouvernement

Le premier ministre hongroio, M. Jozsef Antall, qui souhaite donner un nouvel élan à son gouverne ment à un an des élections législatives, a désigné lundi 15 février postes étaient à pourvoir depuio eusi demier (le Monde du 13 et du 16 février).

Le choix de M. Antali ne modifie pas l'équilibre politique du précédem gouvernement. Deux des cinq ministreo, MM. Janos Gyurko à l'environnement et György Schamochula aux transports, sont membreo du Forum démocretique (MDF), le parti du premier ministre, et, comme toujours depuls le changement de régime, le portefeuilla de l'ogriculture est attribué au Parti des petits propriétaires en l'occurrence à M. Janos Szabo.

Seule la promotion de M. Ferenc Modi, à l'éducation et la culture, peut troduire une volonté de renouveau », car cet ancien ministre sans portefeulle passe pour un technocrate apprécié, au-dessua de lo mêlée partisane. Le portefeuille da l'Industrie revient à un haut fonetionnaira, M. Janoa Miklos Latorcai. - (Correso.)

SOMALIE

Le contingent français va être ramené à mille hommes

En vieite, lundi 15 février, à Hoddour, le ministre français de la défence, M. Pierre Joxe, e cinq nouveaux ministres, dont les . confirmé (le Monde du 30 janvier) que les forces françaises de l'opération c Oryx » serelent réduitas _avant la fin du mois d'evril. Dec quelque 2 300 soldats françale, initialement déployés dans le cadre de l'opération e Rendre l'espoir», il en reste actuellement 1 900, ce chiffre devant passer, en evril, à moins d'un millier, o précisé le ministre.

> Per eilleurs, à Mogadiscio, le porte parole de l'ONU en Somalie, M. Forouk Mewiawi, e annoncé, lundi, que 25 000 « caoquee bleus » seralent prochainement déployés e sur tout le territoire de le Somalie, au nord, au nord-est, au nord-ouest et le long de la frontière avec le Kenya et l'Ethiopie». Ca déploiemant sera affactué après la remise à l'ONU du commandement de l'opération «Ren-'dre l'espoir », actuellement assuré par les Américains.

tel de Medellin fait de m

temer la terreur

ASIE

Le Monde ● Mercredi 17 février 1993

A la faveur de la trève conclue, dimanche 14 février, entre les protagonistes de la etroisième bataille de Kaboul», des gouver-nementaux ont pillé des maisons et des magasins désertés du fau-bourg chitte d'Afshaôr, à l'ouest

de la capitale. Des tirs de roquettes et d'arrille-rie ont, par aillenrs, ébranlé cette partie de la ville tandis que des mitrailleuses entraient en action dans le sud, autour de l'ambassade, inoccupée, de Russie.

Pendant ce temps, le médiateur pakistanais, M. Harnid Gul, a poursuivi lundi ses navettes entre le président Rabbani et le chef fondamentaliste Gulbuddin Hekmatyar, en vue de transformer la trève temporaire en un cessez-le-feu durable.

M. Gul est un général à la retraite qui, en sa qualité de ebef des ser-vices secrets d'Islamabad, avait joué un rôle crucial dans l'organi-sation des moudjabidins sfghans contre les communistes de Kaboul et les envahisseurs soviétiques.

Des témoignages font, par ail-leurs, état de scènes de violence,

la semaine dernière, dans les quartiers chiites de l'ouest de Kaboul. Des viols et atrocités diverses auraient ainsi été perpé-trés jeudi es vendredi à Afshaôr par des pro-gouvernementaux du litehad - snutenu par l'Arabie saoudite - et par des hummes du ministre de la défense Ahmad Shah Massnud. Les massaeres auraient duré vings-quatre heures.

Une jeune femme, Masouna, réfugiée avec trois cents familles à la mosquée du quartier de Taemani, affirme que ses quatre voisins ont été égorgés sous ses yeux. Fairouza déclare avoir brandi en vain devant des soldats un exemplaire du Coran : son mari a été égorgé et ses trois filles tuées devant elle.

Selon M. Sabour Siasang, un médecin qui a vécu quinze ans à Afsbaor, les ebiites ont été vietimes de représailles alors qu'euxmêmes, en juin, avaient lancé une opératinn de «nettoyage ethnique » contre des Tadjiks et des Pachtouns. - (AFP, Reuter.)

DIPLOMATIE

Alors que ses relations avec la Russie se détériorent

La Corée du Nord est sommée d'accepter l'inspection de ses installations nucléaires

En proie à de grave difficultés économiques, la Corée du Nord est ágalement en froid evec certains de ses ancians alliés, en particulier la Russie. Ella vient de rappeler son ambassadeur à Hanoi après que le Vietnam a établi des relations diplomstiques avec Séoul. Enfin, l'Agence internationale pour l'énergie atomique (AIEA) e exigé de pouvoir inspecter daux sites nucléaires nord-coréens jusqu'à présent fermés è ses enquêteurs.

TOKYO

de notre correspondant

. . . .

2 720

A 10 19 19

11.5

52MA14

Isolée, la République populaire démocratique de Corée (RPDC), l'un des derniers bastions du communisme, doit faire face à nue détérioratinn de ses liens avec la Russie. Alors que l'ex-URSS fut, avec la Chine, sa grande alliée, la Russie lui tient la dragée baute. Après avoir établi, en 1992, des relations diplomatiques avec Séoul. le Kremlin vient de faire savoir à

Pynngyang qu'il entendait mettre fin à l'alliance militaire qui l'a lié pendant trente-deux ans à la RPDC.

Cette alliance firme le cœur du traité de coopération signé en 1961. Elle prévoyait notamment que l'URSS viendrait au secours de la RPDC si celle-ci était attaquée la RPDC si cello-ci était attaquée (les Soviétiques ont soutenu Pyongyang lors de la guerre de Corée). Bien que l'abrogatlon de ses disposition militaires ne remette pas en question l'ensemble du traité. Moscon s adopté une attitude peu eoneiliante à l'égard de Pyongyang déjà l'URSS avait exigé que ses échanges soient réglés en devises. Aujourd'bni, la Russie presse Pyongyang de rembourser ses dettes, estimées à 4 milliards de dollars.

Le raidissement de la Russie, premier fournisseur de pétrole de la RPDC, s'est tradnit par une grave crise énergétique. La tension a été aggravée par un récent scandale: l'agence ITAR-Tass a révélé qu'en octobre dernier la Corée du Nord avait essayé de débaucher des experts du centre de fabrication d'agrass a comicus de Tcheliques de Tc tion d'armes atomiques de Tchelia-

hinsk, leur offrant un salaire de 4 000 dollars par mois. Ils ont été rinterpellés alors qu'ils prenaient l'avion pour Pyongyang et deux diplomates nord-enréens unt été expulsés.

An cours d'une récente visite à Pyongyang, le vice-ministre des affaires étrangères rasse, M. Georges Kunadze, a pressé ses interlocuteurs d'autoriser une inspeetion complète de leur sites nucléaires. Un geste qui a accentué l'irritation de Nord-Coréens déjà furieux que Moscou ait manifesté son intention d'accepter l'invita-tion de Séoul d'assister en mars, à titre d'observateur, aux manœuvres américano-sud-coréennes « Team

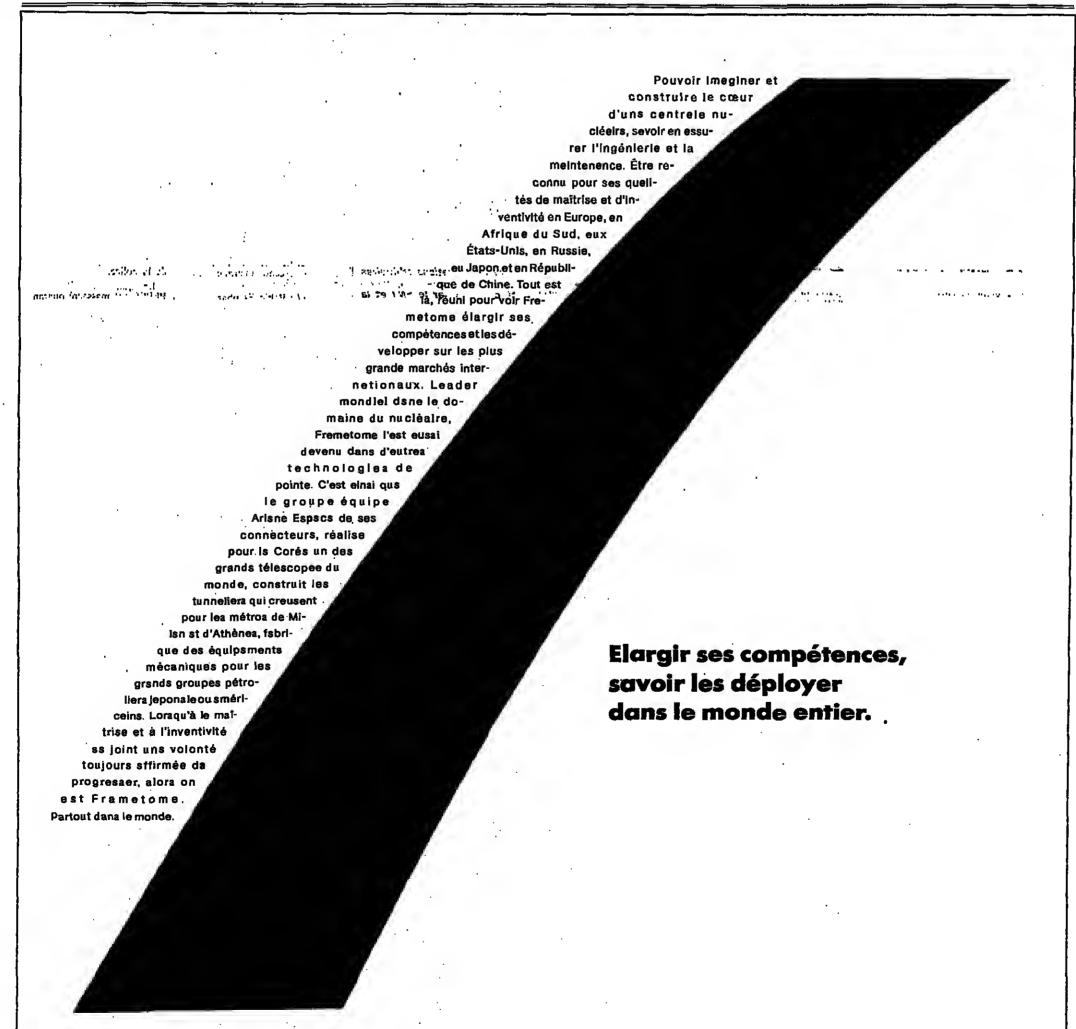
La question nucléaire nord-coréenne pourrait venir devant le Conseil de sécurité des Nations unies: l'AlEA vient de déposer auprès de Pyongyang une demande formelle d'inspection du site nocléaire de Yongbyon, à une centaine de kilomètres au nord de la capitale. Une première visite avait eu lieu en mai dernier, mais les inspecteurs de l'AIEA n'avaient pas accès à toutes les installations. En

l'AIEA pourrait conduire à un débat au sein du Conseil de sécu-Dans un mémorandum publié

en février, le ministère des affaires étrangères de la RPDC a dénoncé le développement des armes nucléaires au Sud et affirmé que «Team Spirit» faisait partie «de manœuvres militaires d'ensemble pour une guerre nucléaire dans la Dans une situation de plus en

plus délicate, souciense d'améliorer ses relations avec les Etats-Unis et d'obtenir des pays riches des aides financières pour réanimer son économie, Pyongyang cherche à jouer la «carte nucléaire», la seule qui lui reste, afin d'obtenir des engagements en échange de l'autorisation demandée. Afin de pallier l'isolement du régime, le fils et bérities dn president Kim Il-sung, M. Kim Jong-il, pourrait se rendre à Pékin eo mars, selon l'agence sud-co-

PHILIPPE PONS



Les propositions du comité consultatif pour la révision de la Constitution

«Un exécutif mieux défini, un Parlement plus actif, un citoyen plus présent»

M. François Mitterrand s'était engagé à « rééquilibrer» les institutions avant de quitter l'Elysée. il a attendu l'epproche d'une deuxième cohabitation pour enclencher un processus lui permettant, peut-être, de tenir cette promesse. Le 30 novembre 1992, le président de la République e rendu publiques les propositions de réformes de le Constitution qu'il evait adressées, la même jour, aux présidents de l'Assemblée nationale, du Sénat et du Conseil constitutionnel. Le 2 décembre suivant, le conseil des ministres a instituá un comité

consultatif pour la révision de le Constitution, et Daniel Soulez-Larivière, Pierre Sudreeu) et son nommé asa seize membrea. Présidé per rapporteur général, M- Merie-Françoise Bechtel, M. Georges Vedel, il compreneit M. Marceau Long, vice-président du Conseil d'Etat, M. Pierre Dray, premier président de la Cour de cassation. M. Guy Braibant et M- Suzanne Grevisse, membres du Conseil d'Etat, sept professeurs d'univernité (M. Jean-Claude Collierd, Mr Mireille Delmas-Merty, MM. Olivier Duhamel, Louis Favoreu, Alain Lancelot, François Luchaire, Didiar Maun), trois personnalités qualifiées (MM. Pierre Mauroy,

maître des requêtes au Conseil d'Etat.

Ce comité avait jusqu'au 15 février pour « donner un avis » sur les propositions du président de la République, et « formuler toutes les recommandations qu'il jugera utiles pour adapter les institutions de la V. République ». Lundi 15 février, il a donc remis son rapport, au cours d'une ultime réunion, à M. Mitterrand. Ce rapport a été publié au Journal officiel du 16 février. Le gouvernement

va maintenant, sous l'eutorité du président de la République, préparer un projet de loi révisent la Constitution, qui devrait, après son examen par la Conseil d'Etat et son approbetion per le conseil des ministres, être déposé sur le bureau du Sénat, afin qu'il conserva une valeur juridique après la fin des pouvoirs de l'actuelle Assemblée nationale. Meis, pour en obtenir la discussion au cours de le prochaine législeture, M. Mitterrand eura constitutionnellement besoin de la coopération du futur premier ministre.

Le rapport du comité consultatif pour la révision de la Constitution précise d'entrée de jeu que sa mission «ne comportait pas de remise en cause de l'architecture générale, ni de l'esprii de nos institutions». Ainsi il s'est refusé à «trancher» entre les deut les constitutions de la Constitution s'est refusé à «trancher» entre les deux lectures possibles de la Constitution de 1958 (régime parlementaire ou régime présidentiel?), ne voulant ni la «réimerpréter» ni la «réimenter». Soulignant qu'il n'avait pas de pouvoir de décision, il e quand même tenu à mettre ses propositions sous «forme d'articles supposés de la Constitution révisée», et à se prononcer nar des votes lorsone, maloré « lo cer par des votes lorsque, malgré « lo volonté d'un accord», il est resté partagé. Il ajoute que son travail e une «cohèrence» d'ensemble, ses recom-mandations étant «combinaison plus que simple addition». Il les a regroupées sutour de trois thèmes, qui par-lois se chevauchent : un «exécuti/ mieux défini», un «Parlement plus actif », un «citoyen plus présent ».

 La durée du mandat présidentiel. - Une série de votes n'a pas permis au comité de se départager sur ce point. En fin de discussion, il y a cu : dix voix pour le septennat et six voix pour le quinquennat: sept voix pour le septennat renouvelable, six voix contre et trois abstentions; trois voix pour le sexennat, buit contre et cinq abstentions. Les partisans du cinq abstentions. Les partisans du mandat de cinq ans ont fait valoir qu'il rendait « plus supportable le cumul de l'outorité et de l'irresponsabilité» du président de la République, et qu'il préservait « l'élection d'un président actif plutôt que l'élection non politique d'un président arbitre ». A l'inverse, ceux d'un mandat de sept ans ont argué qu'il ne fallait pas « sous-estimer » la « force symbolique » de la « fonction orbitrale » du chef de l'Etat.

La majorité des membres du comité rejette aussi l'interdiction du renouvellement du mandat, qui prive « le peuple souverain » de son droit, d'autant qu'il lui semble impossible d'admettre que le président de la République «soit en toute hypothèse dispense de rendre des comptes à la fin de l'exercice de celui-ci ». Elle n'est pas non plus favorable à la coïncidence des mandats présid tiels et parlementaires. Tout cela conduit au « statu quo ».

■ Les ponvoirs spéciaex. à «s'interroger sur les modalités d'or-ganisation des pouvoirs publics en cas de crise grove ». Le comité n'a pas remis en cause, en fait, les pouvoirs du président de la République, fixés, dans ce cas, par l'article 16 de la Constitution. Il confie simplement au Conseil constitutionnel le soin de « constater que les conditions exigées par l'application de cet article ne sont plus réunies». Mais il le ferait soit à ia demande du chef de l'Etat, soit à celle «conjointe» du président du Sénat et de celui de l'Assemblée schaf et de ceuut de l'Assantine nationale, « pour écarter l'éventualité d'un exercice abusif de ce pouvoir du fait d'une trop longue durée ». Le Conseil fixemit aussi la fin de l'application de chacune des mesures prises par le chef de l'Etat en vertu de cet article.

■ Le domaine réservé. - Le comité consultatif commence par remarquer que « les attributions respectives des deux responsables de l'exècutif n'ont pas protoque une crise de régime». Il ne recherche donc unc «clarification » onc « lorsau elle semblait vérita blement utile». Ainsi il constate que, pour « la politique étrangère et la défense notionale », « la prééminence présidentielle n'est pas contestable en dépit de certaines imperfections des textes . La « grande majorité » de ses membres ne veulent donc pas revenir eur . une tradition trentenaire ». qu pour ces deux matières, « conduit à l'affirmation d'une primauté du prési-dent, traduite dans la conception et la définition des objectifs, cependant que le gouvernement est responsable devant le Parlement sant de lo poli-tique de défense que de la conduite de

Pour la diplomatie, le comité ne juge pas utiles des « retouches constis'agit d'une tradition constante président de la République bénéfiprivilègiée ». Il constate aussi «la préeminence du président de la République, chef des armées en chorge des grandes orientations de la défense nationale». Meis, pour qu'elle soit

plus claire, il propose que la Constitution n'indique plus que le premier ministre est « responsable de lo défense nationale », mais simplement « de l'organisation de la défense nationale». De même, et contrairement à ce qu'il suggère pour les emplois civils, c'est le chef de l'Est qui non-merait tous les officiers, ayant sim-plement la possibilité de déléguer ce pouvoir au premier mioistre dans des conditions fixées par une loi.

per l'article 21 de l'actuel Constitu-tion, il appartient su chef du gou-vernement, le président de le Répu-blique ne devant signer que les décrets pris en conseil des ministres. Mais ces derniers sont de plus en plus nombreux, soit parce qu'une loi l'oblige, soit surtout parce que, pour des raisons d'opportunité politique, on a voulu donner du prestige à l'adoption d'un texte. Or la jurispru-dence actuelle impose qu'un texte signé par le chef de l'Etat ne puisse être modifié que par un texte pris dans les mêmes formes. Il y a donc là une irréversibilité que le comité juge contraire à l'esprit des institu-tions. Il propose donc de mettre fin à l'obligation du parallélisme des formes, ce qui réduira le nombre de textes devant être signés par le chef

Les aominations de fonction-naires. — L'article 13 de la Consti-tution donne au président de la République une compétence générale de nomination aux emplois civils et militaires. Dans les faits il ne peut l'exercer, mais cela lui fournit un pouvoir d'«appel» contradictoire avec l'article 20, qui fait du premier ministre le chef de l'administration.

Le comité propose que pour les emplois civils cette compétence générale soit transférée au chef du gou-vernement, le chef de l'État ne gar-dant ce droit que pour les emplois pourvus en conseil des ministres, en vertu de la Constitution ou d'une loi organique; les nominations aux-quelles il pourrait procéder en debots du conseil seraient déterminées par

La fin des «suppléants»

■ La responsabilité du gouverne-ment. — Le texte de 1958 n'oblige pas formellement un nouveau gouvernement, une fois nommée par le président de la République, à solliciter un vote de confiance de l'Assemblée nationale. Le comité juge pourtant «utile et opportun» qu'il y ait une « vérification Initlale du contrat de majorité». Il assure que cela, « sans entamer ensuite les prérogatives du président, peut conduire à modifier sensiblement les relations entre le gouvernement et le Parleentre le gouvernement et le rarie-ment » et que, « en cas d'absence d'une telle majorité, la recherche, dès l'origine, du vote de confiance ne fait qu'anticipes sur des négociations qui ne pourront en tout état de cause manquer d'avoir lieu ». Il ajoute que ce « contrôle du choix présidentiel est de noture à renforcer les pouvoirs généraux du Parlement ainsi que l'autorité du premier ministre, et à mani-fester ovec netteté le rôle accru qui doit être le sien dans l'équilibre insti-

D'où la proposition que, «dans les quinze jours qui suivent sa nomina-tion, le premier ministre engage la responsabilité du gouvernement derant l'Assemblée nationale», le Par-lement étant, si nécessaire, convoqué

En revanche, le comité ne juge pas possible de limiter l'utilisation de l'article 49 alinéa 3 de la Constitution, qui permet au premier ministre d'imposer l'approbation d'un de ses projets si l'Assemblée ne veut pas le renverser. Il estime que tous les cri-tères réduisant les possibilités de son-utilisation aboutiraient «à une paralusie excessive du mécanisme ». Il propose simplement qu'il soit précisé dans la Constitution que le premier ministre ne peut y avoir recours que s'il pense que le texte en discussion est « nécessaire pour l'exécution de son programme ». Le comité suggète même qu'il puisse être utilisé pour empêcher le vote d'une proposition de loi d'origine parlementaire.

a Le statut des ministres. - Le comité considère que «l'interdiction

stricte du cumul des mandats de parlementaire et de membre du gouver-nement (...) a, de l'avis général, mal fonctionné ». Il reprend donc s son compte la proposition de réforme faite par M. Valéry Giscard d'Es-taing, alors président de la République, en 1974: six mois après svoir quitté le gouvernement, les ministres retrouveraient leur siège au Parle-ment, leurs suppléants devant l'aban-domer. En revanche, il leur interdit, comme aux députés et aux sénateurs. de détenir plus d'un mandat local, et même d'être maire ou président d'un conseil régional oo général, car depuis la décentralisation il s'agit là d'une « occupation à plein temps ».

■ La Haute Cour. - Le comité reprend à son compte l'ensemble des critiques faites contre cette institution, dont «la saisine risque d'obeir à des considérations plus politiques que juridiques et judiciaires». Toutefois, il considère que la «banalisation» des procédures visant un ministre risque-rait de « paralyser le fonctionnement de l'Etat ». Il considère donc que « la nature de l'action gouvernementale rend nécessaire la création d'une juridiction proche des juridictions ordinaires, mais néanmoins spécifique». Il propose donc de ne garder le mécanisme actuel de la Haute Cour que pour les cas de « haute trahison » du président de la République. Pour les ministres, les plaintes seraient adressées au procureur général près la Cour de cassation, qui, après enquête, les transmentrait à une commission d'instruction composée de cinq magistrats de cette Cour; Liastance de jugement, dite « Cour de justice », serait présidée par le pre-mier président de la Cour de cassation et comprendrait deux autres membres de cette Cour, ainsi que huit parlementaires; les règles pénales babituelles seraient applica-bles sans qu'il y ait possibilité de constitution de partie civile, et il y aurait une procédure d'appel devant la Cour de cassation elle-même « afin d'assurer le respect des engagements internationaux de la France ».

Les compétences du Parlement. La Constitution actuelle définit. des articles de compétences du président de la République et du gouvernement. Elle ne le fait pas pour le Parlement. Le comité propose donc d'écrire qu'eil vote lo loi. Il en évalue les résultats. Il contrôle l'activité du gouvernement ». En revanche, il n'estime pas possible, contrairement au souhait de M. Mit-terrand, de lui faire voter le budget social de la nation, pour ne pas rom-pre «l'équilibre qui s'est établi dans la gestion de la Sécurité sociale entre les pouvoirs du législateur, ceux du gousociaux». Il suggère simplement un débat annuel autour d'un rapport du gouvernement « sur les comptes prévi-sionnels des régimes obligatoires de base de sécurité sociale».

■ La ratification des traités. -Pour accroître le rôle du Parlement rour accroître le role du Pariement en mstière diplomatique, le comité demande que, lorsqu'il y e vote pour autoriser la ratification de traités, soient jointes à ceux-ci eles réserves et déclarations » faites par le gouver-nement à l'achèvement de la négocia-tion internationale. Dans le même ordre d'idées, toute intervention des armées hors du territoire de la République devrait faire l'objet, dans les huit jours, d'une déclaration du gou-vernement, suivie d'un débat au Par-

■ La procédure législative. — Pour « mieux équilibrer » le travail parie-mentaire, le comité propose de remplacer les deux sessions annuelles par une seule session d'octobre à juin. mais avec un maximun de cent cinquante jours de séance (soit un peu plus qu'actuellement), sauf demande du gouvernement. Il suggère aussi qu'une séance par semaine soit réser-vée à un ordre du jour fixé par les assemblées elles-mêmes, soit pour des discussions de projets ou proposi-tions, soit pour des questions au gou-vernement, soit pour un débat dont députés ét sénateurs auraient l'initia-tive. Pour renforcer leur pouvoir, les commissions mixtes paritaires ne seraient plus convoquées à la seule initiative du premier ministre, mais ameodements qu'il dépose avant l'ouverture d'un débat.

En revanche, le comité n'a pas trouvé possible de faire approuver certains textes législatifs par les seules commissions, contrairement à ce qu'envisageait M. Mitterrand. Mais il propose de faire passer le nombre de commissions permanentes de six à buit, une d'entre elles se consacrant aux questions européennes, solution pourtant rejetée tant par le Sénat que par l'Assemblée nationale lors de la révision préalable à la ratification du traité de Maastricht.

■ Le pouvoir de contrôle. - La constitutionnalisation des commissions d'enquête parlementaires est souhailée par le comité, qui demande aussi qu'elles puissent être créées à la seule initiative de l'opposition. Il sou-haite aussi qu'elles puissent enquêter

vernement et ceux des partenaires sur des dossiers dont la justice est Mais la conséquence de ce contrôle saisie sans «se prononcer sur les res-ponsabilités personnelles encourues», car l'interdiction actuelle «peut avoir pour effet de laisser le champ libre aux entreprises médiatiques ».

■ Interdiction des comuls. - «La décentralisation et les nouveaux équi-libres qu'elle a créés ou renforcés ne justifient plus l'addition de pouvoirs de nature locale et nationale, dont les premiers sont souvent considérables», a constaté le comité, il demande donc que les députés ne puissent plus être eussi présidents d'un conseil régional ou général ou maires d'unc commune de plus de vingt mille habitants.

Lois électorales. - Comme l'avait souhaité la commission, elle aussi présidée par M. Vedel, sur la réforme du mode de scrutin législatif, le comité recommande que « les élé-ments fondamentoux du mode de scrutin» et « les critères qui devraieut présider au découpage des circonscrip-tions » ne puissent être adoptés qu'à la majorité des deux tiers de l'Assemblée nationale, une telle réforme devant «s'appliquer naturellement

L'indépendance de la magistrature. - Cette notion remplacerait celle « de l'autorité judiciaire ». Elle serait garantic par le président de la République, assisté par un Conseil supérieur de la magistrature, dont il désignerait souverninement le vice-président (c'est actuellement le ministre de la justice), et qui comprendrait initiative du premier ministre, mais aussi cinq magistrats élus et quatre aussi à celle conjointe des mésidents personnalités désignées par les présides deux Chambres; de plus, le gou- dents des Chambres, le Conseil vernement n'aurait plus la possibilité constitutionnel et le Conseil d'Etat.

de prépaser des amadements de la Constitution consacrerait l'exisaccord intervenu dans ces commissions. De même, pour mettre fin à «une pratique facheuse», il devrait soumeure au Conseil d'Etat tous les de la justice dans l'exercice du minis-tère public » afin de garantir « une ègole opplication de la loi ». Le Conseil supérieur de la magistrature nommerait les magistrats du siège autres que les membres de la Cour de cassation et les premiers prési-dents de cour d'appel, pour lesquels il ne ferait que des propositions au président de la République. Il pour-rait aussi recevoir «toutes plaintes et

Un référendum d'initiative minoritaire

doléances relatives au fonctionnement

de la justice». Il pourrait enfin étabbr un rapport public annuel.

■ De nouveaux droits. - Le cornité propose qu'il soit inscrit dans la Constitution que «chacun o droit au respect de sa vie privéee et de lo gnité de sa personne». Réticent sur création d'autorité indépendante, il deux exceptions : le « médiateur de la République», et un organisme indépendant chargé de veiller «dans le domaine de lo communication audiorisuelle » à « lo liberté et au pluralisme de la communication », qui « sont des conditions essentielles de la démocratie ». Pour accroître le rôle des paris, il recommande de constitutionalisme de la démocratie ». constitutionnaliser «le principe d'un financement transparent des campagnes électorales et des activités des partis», mais demande qu'il soit pré-cisé que ceux-ci «doivent respecter les principes de la souveraineté nationale et de la démocratie et les lois de la

Comme le souhaitait M. Mitterrand, le comité reprend à son compte la révision constitutionnelle, qui avait échoué du fait du Sénat, permettant aux justiciables de se plamdre devant le Conseil constitutionnel de l'application qui leur est faite d'u qu'ils jugent contraire à leurs droits fondamentaux. Cette extension des pouvoirs du Conseil amène le comité à proposer que les anciens présidents de la République n'en soient plus membres de droit, et que ses mem-bres ne puissent plus exercer de man-

 L'élargissement du champ référendaire. - Le comité propose, comme M. Mitterrand l'avait déja fait en 1984, que le président de la République puisse soumetire à réfé-rendum les projets portant sur «les garanties fondamentales des libertés publiques ». Mais il ajoute que cette consultation n'eurait lieu qu'eprès que le Conseil constitutionnel aura vérifié la conformité du projet à la Constitution, et aussi, puisqu'une loi ne peut aller contre un traité, nux accords internationaux de la France

est que le référendum de l'article II ne peut plus servir à modifier la Constitution. Le comité le souligne en insistant sur le fait que cela n'est possible que si la modification de la procédure de réforme qu'il propose par ailleurs est retenue.

Allant nu-delà des souhaits de M. Mitterrand, le comité propose la création d'un « référendum d'initiative minoritaire », qu'il estime possible grâce à « la maturité de la démocratie française». Pour ne pas «déposséder la représentation nationale», l'initintive première reviendrait à un einquième des membres du Parlement, sur un sujet comparable à ceux que le président de la République peut soumettre au suffrage direct des électeurs. Après déclaration de conformité par le Conseil constitutionnel, cette iniative devrait être soutenue par une pétition signée par un dixième des électeurs inscrits. Si la proposition de loi ainsi faite n'est pas votée par le Parlement dans les quatre mois, elle est soumise à référen-

■ L'actualisation de la Constitution. - La disparition de la Communauté que la France avait créée evec ses anciennes colonies en 1958 a rendu obsolètes des pans entiers de la Constitution. Le comité en tire les conséquences. Ainsi, il propose que l'article premier ne fasse plus référence à cette Communauté, mais indique : «La République française participe à la construction de l'Europe et contribue, ovec tous les peuples du monde, aux efforts des Nations unles en faveur du développement et de la

Prenant acte de la décentralisation, le comité fait figurer les régions au rang des collectivités territoriales de la République, mais attire l'attention sur « une situotion préoccupante caractrisée par la confusion des attri-butions et l'insuffisance du contrôle de légalité des collectivités territoriales». En revanche, il rend possible la création d'une Assemblée unique département-region outre-mer, que le Conseil constitutionnel avait interdite en vertu de l'actuelle Constitution.

Les procédures de révision constitutionnelle. - Le comité estime qu'elle doivent être assouplies, car, «si le pacte fondamental doit être moins facile à modifier que la législa-tion ordinaire, sa rigidité ne doit pas aller jusqu'ò permettre le blocage indéfini des Institutions». Cele lui paraît d'autant plus indispensable que le Conseil constitutionnel en surveille strictement le respect. Aussi, tout en acceptant le principe de 1958 qui donne, contrairement à la procé-dure législative ordinaire, des pouvoirs égaux à l'Assemblée nationale et au Sénat, il estime que cela n'implique pas pour chacune des deux Chambres « un droit de véto». Cela est pourtant le cas à l'heure actuelle puisque, dans la procédure de l'arti-cic 89, le président de la République ne peut soumettre à un référendum ou au Congrès (réunion commune de l'Assemblée et du Sénat) un projet ou une proposition de révision constitu-tionnelle que s'il s été préalablement voté «en termes identiques» par chacunc des deux Chambres du Parle-

Pour le comité, il convient, en matière de révision constitutionnelle. de trouver un équilibre entre le chef de l'Etat, les deux Chambres et la nation. D'où sa proposition : «Lorsque le projet ou la proposition : « Lors-que le projet ou la proposition n'a pas été voté en termes identiques après deux lectures par chaque assemblée, le président de la République peut soumettre au référendum le texte adopté à la majorité des trois cinquièmes des suffrages exprinés par l'une ou l'autre des assemblées.» Cela revient, en fait, si se dégage une large majorité à l'Assemblée nationale, à permettre aux électrons des permettre aux électeurs de surmonter un veto du Sénat. Pour le comité consultatif présidé par M. Vedel, c'est la contrepartie de l'interdiction d'une révision constitutionnelle sans intervention du Parlement, comme y avait procédé le général de Gaulle lorsqu'il avait fait décider par référendum l'élection du président de la République au suffrage universel

Th. B.

L'application de l'article 49-1

L'engagement de la responsabilité d'un nouveeu gouverne-mant sur le bese d'un progremme ou éventuellement l'une déclaration de politiqus générele que prévoit l'article 49-1 s feit l'objet d'interprétetions divergentes. Le 16 janvier 1959, M. Michel Dsbré, alors premier ministre, concède devant les députés qu'eil n'est pas dit expressément » qu'un nouveau premier miniatre doit obligatoirement vérifier sa légitimité devant le Parlement. « Mais l'esprit de la Constitution est clair, ejoute-t-il : lorsqu'un gou-vernament est nommé, il vient devant les deux Assemblées et, devant celle qui est élue au suf-frage universel direct, il expose son programme et en demande

Le 13 evril 1966, Georges Pompidou réfute cette thèse sn ensurant que rien n'oblige la gouvemement, qui procède du prénident de la République désormais élu eu suffrace universel, à solliciter l'aval du Parlement. «La lettre et l'esprit de la Constitution de 1958 veulent sn effet qus le gouvernement soit entièrement libre de demander ou non un vote de confiance et qu'il appartient de préférence à l'Assemblée nationale de mettre en jeu la respon-

sabilité minintérielle », par la motion de censure, déclare-t-il. Compte tenu de cette différenca d'epproche et du fait nouvesu que constitue en 1988 l'ebsence d'une majorité absolue à l'Aesemblée nationele. condition presque sine qua non de l'engagement de responsabi-lité selon l'elinéa 1 de l'article

49, le bilan de l'usage de cette disposition est mitigé.

Sur les vingt-trois gouverne-ments que recense Didier Maus dans la recuell qu'il consacra aux grands textes de la pratique institutionnelle de la Vª République, douze se sont contentés d'une décisretion de politique générale sans en demander l'epprobation. Dans troie cas (1), il s d'silleurs été impossible eu premier ministre en place, pour des raisone metérielles, de se préasnter devant l'Assemblée nationale, qui n'était pas réunie dans le premier cas et dissoure dene les deux derniers. En revanche, onze gouvernements ont demandé à brève échéance après leur entrée en fonction la confiance aux députés.

GILLES PARIS

(1) Il s'agit du troisième gouverne-ment Messmer 127 février-27 avril 19741, du premier gouvernement Mauroy (21 mai-22 juin 1981) et du premier gouvernement Rocard

• Le Monde • Mercredi 17 février 1993 9

<u>er</u>,

Groupe Framatome. Partout dans le monde, la maîtrise inventive.

Un président arbitre

D'autant que bien d'eutres de ses propositions reviennent, en feit, à restreindre les prérogatives du chef de l'Etat. Sa prééminence en metière de politique étrangère et de défense nationale est certes réaflirmée, mais le comité juge mutile de la confirmer dans le Constitution pour ce qui concerne la diplo-matte, alors qu'elle s'appuie plus sur une tradition que sur des

En revenche, il est vrai, il pré-cise les dispositions constitutisnnelles lui donnant la primauté dans la définition de la stratégie mili-taire de la France. Mais, à côté de cela, un certais nombre de dispositisss prspssées reviesnent à ecersitre les pouvoirs du premier ministre eu détriment de ceux du président de la République : ainsi il perdrait le pouvoir général de nsminntism des fonctionnaires

Les réactions dans la majorité ...

prit des institutions. – M. Jacques
Delors, président de la Csmmissisn européenne, a estimé, devant
le « Club de la presse »
d'Europe I, lundi 15 février, que
« les institutions de la V République ou rendu un grand service à la France. Il faut en maintenir l'esprit, mais les adapter». Favorable à un « mandai présidentiel de sept aus nsn rensuvelable», M. Delors a nsprimé sa « hantise » du quin-quennat. « Je suis pour un décalage dans le temps entre la durée du mundat du président et celui du Parlement », a-t-il indiqué.

Mi. Febiss (PS): rééquilibrage des pouvoirs. - Le premier secré-taire du Parti sscialiste, M. Laurent Fabius, s'est félieité, lundi 15 février, du renforcement du pouvoit législatif proposé par la commission Vedel car, a-t-il estimé, «c'est là surtout que pèche l'équilibre dévocrntique en

Qualifiant le débat sur la durée du mandat présidentiel de « pont aux ânes de lu vie publique », M. Fobius a observé que les « plus hautes personnaités concernées », le général de Capille et M. Especie Métal de Gaulle et M. François Mitter-rand, avaient toutes deux souligné que « deux fois sept ans, c'est trop long». Le premier secrétaire du PS s'est prononcé en faveur d'un quin-quennat renouvelable une fois, aqui o l'ovontage et l'inconvenient d'adapter le mandat présidentiel au législatif, ce qui nécessite un renforcement encore plus grand des pou-voirs du Parlement», ou d'un man-dat de six ans. Sur la réforme de la s'est déclaré favorable au système proposé qui petmet de « préservet la spécificité des ministres paur faire en sorte qu'ils ne saient pas sans cesse déférés devant les tribunaux», tout en assurant «une jus-tice plus ordinaire» pour les mes politiques.

cossensus. — M. Pierre Mauroy, président de l'Internationale socialiste et membre du comité consultatif, a souhaité mardi sur Europe I, que les partis politiques parvien nent à «un consensus pour avoir une Constitution adaptée aux temps présents ». M. Mauroy a souligné que « toutes les mesures [proposées par le rapport Vedel] vont dans le même sens: faire du Parlement lo base de la démocratie française».

... dans l'opposition...

M. Clement (UDF): le rapport Vedel « ne règle rien ». – M. Pascal Clement, vice-président UDF de l'Assemblée nationale, a estimé que « le rapport Vedel ue règle rien en ne prenant pas de position nauvelle sur la durée du mandat présiden-tiel». Il souligne que « l'on ne peut plus uccepter la diarchie à lu tête de l'État » lorsque la majorité parlementaire ne coîncide pes avec la majorité présidentielle, et il propose qu'en cas de cohabitatisn, soit « le président se démette», soit « accepte une pratique purevnent parlementaire de la Constitution et s interdise tunte prise de positian politique ».

□ M. Pasqua (RPR): « Pas de reforme avant l'élection présiden-tielle». – M. Charles Pasqua, pré-sident du groupe RPR du Sénet, a indiqué qu'il n'avnit « pas de désac-cord de principe » avec les proposi-tions du rapport Vedel, mais que, si la droite gagne les élections législatives, elle ne se lancera pas dans la revision de la Constitution u arast la prochaine election présidestielle ». « Nous n'allons pas donner ce plaisir à Frauçois Mitterrand », a ajouté l'ancien ministre. Relevant que le rapport Vedel ne proposait « pas de changement sur

délibérés en conseil des ministres, donc qui doivent être obligatsirement revêtus de sa signeture, est réduit. Voilà deux changements qui auraient une importance certaine en période de «cohabitation».

La réforme du Conseil supérieur de la magistrature conduit à la même analyse. Pour assurer l'indé-pendance des magistrats, le gouvernement n'y est plus représenté, alors que ledit Conseil reste présidé par le chef de l'État, qui désignerait de sa seule autorité le vice-pré-sident. Le voilà confirmé dans sos rôle d'erbitre et de gacant. C'est d'eilleurs par refus qu'il ne soit le véritable chef de la majorité que le comité n'a pas voulu se prononcer sur le durée de mandat présidentiel : celui-ci pent être long si son titulaire s'est pas en prise trop directe avec les affaires.

Tout se passe comme si le esmité evnit vsulu corriger les effets de la réforme de 1962, et

 M. Delors (PS): maintenir l'esprit des institutions. – M. Jacques

ce point essentiel qu'est le vandat
présidentiel», M. Pasqua a qualifié le débat de « tempête dans un verre

> D M. Stasi (CDS): utiliser davantagn le référendum. - M. Betnerd Stasi, vice-président du CDS, a estimé, mardi 16 février sur RTL, que le septennat est « une bonne durée » pour le mandat présidentiel, mais il s'est pronsneé en faveur d'une utilisation accrue du référendum. « Encore faut-il que le président de la République éprouve de temps à autre le besoin, comme le faisait le général de Gaulle, de vérifier sa légitimité et de tirer les conséquences du fait qu'il n'a plus la confinnce du pays », a ajouté

> I Ma Voynet (Verts) ; redonner la première place ao Parlement. -Ma Domisique Voynet, porte-parole des Verts, a estimé mardi sur France 2, que « les travaux de la commission Vedel ne vont pas assez loin » et qu' « il faut aller vers un vrai régime parlementaire», « Ce qui est vraiment important, e-t-elle ajouté, c'est que le Parlement reprenne la première place. » e Nous souhaitlons que la commission se prononce sur une évolution du rôle du Sénat vers une Chambre des régions élue à lo proportionnelle sur lo base des circonscriptions régionales au scrudn universel direct ». o rappelé Mo Voynet.

DIAGONALES

aimé se distinguer).

geance et jouvence.

Maire et la Médiathèque.

USSONNET et Regimbard étaient étu-

ca e moins bien marché. Regimbard s'est len-

tement sigri dans l'enseignement (il dit mainte-

nant « le système éducatif », car il n'a jamaia

Les deux compèree font le point réguliàre-

ment. Les veilles d'élections sont propices aux

réflexions sur l'opportunisme des intellectuels,

thème dont leur cinquantaine d'enciens gau-

chistes purs et dura tira, d'habitude, ven-

- Chirae n'est pss l'eutoriteira qu'il veut

paraître, ettaqua Hussonnet. Sa limite, ce serait plutôt qu'il est faible, influençable. Un brave

type, et pee si inculte l Ca t'emusereit da le

Regimbard a'étrangla. Hussonnet devait tout

à le geuche finissente. Elle aveit seuvé son

cabinet e Médie-Com » en lui confiant eu prix

fort lee relations publiques de divers projete

mirifiques et bientôt ebsndonnés. Elle l'avait

nommé à des commissions dispensetrices de

eubsides, à des jurya monneyebles en

influence, elle l'avait promené dans des collo-

ques lointains, invité dens ses villaa à piscine.

Er vsila qu'il passalt à l'ennemi de cleeca, er

quelques joure, sans l'ombra d'une vergogne

Ce ganre d'affronterie Inissain Regimbard

ssns voix. « Surtout, se dit-il, ne pas offrir à

Hussonnet le cadeau d'un nouvel accès d'indi-

gnation », cet aveu d'impuissance qu'il ne se

pardonnait qu'eprès plusieurs jours de migraine

- Tu me charchae, ou quoi?, dit-il, voulant

De toute façon, lee deux campe ont les

mêmes programmes I A la droite de croquer eu

pouvoir I Son passage dens l'opposition lui s

redonné une virginité. Le gauche e bien besoin

d'une cure. Tu ne vas tout de même pas voter

pour ces magouilleurs de socialistes qui ont

pour assurer froidement ses affaires

croire à une provocation.

Hussonnet était très sérieux :

gâché tous nos espoirs, camarade l

diants-chefs, sn 68. Hussonnet e'est

enrichi dans la communication, puia

revenit à une lecture purement parlementaire, plus équilibrée, de le Constitution. Certes, il est possible que les traditioss françaises empéchent le coincidenen d'un régime parlementaire evec une élection du chef de l'Etet au suffrage universel direct, comme cela passe en Autriche ou au Portugal. Mais si ces propositione entrent en applicadon, le président de la République devra, escore

Conseil constitutionnel par les justiciables, par la reconnaissance constitutionelle de nouveaux droits, par l'extension des matières pouvaot être soumises à référendum. Un certein sambre de dysfsactionnemests de la Ve République sont ainsi incontestablement corrigés.

La création d'un référendum à l'initiative de la minorité du Pat-



son aura personnelle et non sur les textes pour imposer son autorité eu

Un ensemble cohérent

M. François Mitterrand peut en être satisfait, lui qui souhaitait « un rééquilibrage » des pouvoirs et qui se cachait pas rechercher une syn-thèse harmonieuse entre les quali-tés de la IV République et celles de la V. Mais le comité est pentêtre ellé eu-delà de ses vœux en faisant surtout bénéficier le chef du gouvernement de ce rééquilibrage, La droite pourra donc trouver dans ces propositions. à cosdition qu'elle eccepte de s'en saisir, matière à débat face à M. Mitterrand à partir du mois d'avril.

Pour le reste, le comité a par-faitemest rempli le missios qui lui était confiée, même si les instru-ments qu'il a trouvés pour rénfor-cer le rôle du Parlement ne sont pas ceux que lui suggérait M. Mit-terrand. Ils forment, en tout cas, un ensemble cohérent et probablement efficace, comme tout ce qui concerne l'amélioration de l'Etat de droit, par une meilleure garantie de l'indépendance de la magistrature, par le droit de saisise du

pétition d'électeurs, sutre qu'elle retire un monspole au président de la République, sera certainement très discutée, puisqu'elle pourrait aboutir à faire désavsuer la majsrité, et dose le premier ministre, par les citoyens. De même, le chef de l'Etat est privé de la prérogative que s'était octroyée le géséral de Gaulle, ou grand émoi des juristes, d'obtenir une révision constitutionnelle directement par référendum, sans vote du Parlement.

En échange, et ca échange seu-lsmeot, le comité propose d'empêcher une des deux Cbambres de bloquer, par son mauvais vouloir, une procédure de révision de la Constitution. Dans les faits, c'est le Sénat qui serait ainsi privé d'un droit de veto dont il e largement usé, Mais comment faire spprouver par une assemblée une réforme la privant d'uo droit qu'elle juge fondamental? Ao reste, c'est le possibilité politique de cette révision constitutionnelle, souhaitée par M. Mitterrand, el qui dépendra de la bonoe volonté de la droite, qui est globalement

THIERRY BRÉHIER

PROPOS DE CAMPAGNE

M. BÉRÉGOVOY (PS)

«Le temps des partis dominants est périmé»

Dans un entretlen à l'AFP, dif-fusé le 15 février, M. Pierre Béré-govoy e déclaré : eLe temps des partis dominants est périmé.» Interrogé sur l'avenir de la gauche, le premier ministra e estimé que « le camp du progrès doit se rassembler pour proposet une alter-native au cemp conserveteur». souhaitant notamment que l'Alliance des Français pour le progrès «ee prolonge au-delà des élec-tions» de mars prochnin. A pro-pos de la eltuation économique, il s aouligné que « plue personne dans le monde ne prétend que le France est mai gérée », ajoutant que ceux equi le disent outrancièrement nuisent au rayonnement de la France ». « Ou bien ils sont ignorants, a-t-il ejouté, ou bien ils sont démagogues. » M. Bérégovoy e préciné que, en metière de lutte contre le chômage, e il faut evancer hardiment dans la voie du partage du travail». « Aller vers lee trente-cinq heures, entreprise per entreprise, et à l'échelle eurspéenne, est la seule voie d'eve-nir», e-t-il effirmé en précisant qu'une telle démarche devra s'accompagner d'eun pertage des gains de pouvoir d'achat (...) sauf pour les bas salaires».

M- GUIGOU (PS)

le PS doit «se rénover profondément »

M- Elisabeth Gulgou (PS), minis tre délégué des effaires euro-péennes, e estimé, lundi 15 février, sur RTL, que le Parti socialiste e doit se rénover profondément» et « modifier eon fonctionnement interne . Le PS dolt « se poser des questions sur le renouvellement des hommes et des femmes », e-t-elle ejouté, avant de préciser ; «Il faut qu'il y ait devantage de femmes.»

M. DELORS (PS)

« Au coude à coude avec les leaders du parti »

Interrogé eu Club de la presse d'Europe 1 sut l'evenit du PS, M. Jacques Delors e affirmé, lundi 15 févriet, que « le plus urgent » est de « briser les courants et d'ouvrir le parti », précisant qu'il souhaitait « contribuer à la rénova-

de l'Académie française

BERTRAND POIROT-DELPECH

Il n'y a que les imbéciles qui ne changent pas d'avis (refrain)

Ce ssit de février 1993 va briset leur bel unisson. La scène se passe dans la queue d'un Regimberd poliesait une formule un peu cinéme de Seint-Germein-des-Prés, où l'on solennelle, comme cheque fois que l'eplomb projette le demier film de Rohmer, l'Arbre, le allait lui manquer.

- Reater fidèle à qui e trahi, c'est mon élé-

gance à moi l Hussonnet partit d'un n're qui étonna les voi-

sins de la file d'attente. - ell n'y e que les imbéciles qui...

- ... ne changsnt pae d'avis», je saia, s'énerve Regimbard. C'est tout ce que tu as trouvé, comme justification? Tu baisses! Hussonnet charcha dea erguments dane les comportements de quelques intellectuele en vue, dont les contorsions avaient le don, autre-

fois, de les réconcilier. Regerde Mex, Philippe, Jean-Claude, Bertrand, Merine.... Ce sont les plue malins qui virent de bord I

- Parbieu I, enragea Regimbard, conscient de ce que l'expression, et son écœurement, avalant de visillot.

Les rats pensante quittaient, en troupes, le navira socialiste. Hussonnet cita d'autres profiteurs de la gauche subitement raillés à la future majorité ou devenue champions du crachal dans ls soupe et du coup de pied de l'âne. - Dominique en ferait bien autant, dit-il, s'il

n'était venu à le gauche par la droite, uniquement parce que celle-ci tardait à utiliser sas Regimbard s'enfonçait, maigré lui, dane l'hu-

mout noir qui le faisait traiter de e maso » per ses proches. - Tu veux dire qu'on n'a droit qu'à un seul

retournement de veste dans sa carrière? - Il n'y e pas de limite, dit Hussonnet, que cette règle non écrite eemblait réjouir infiniment. Au contraira : plus c'est énorme, mieux ça passe i Maia les renégats venus d'en face plaisent davantage eux eppareils de partis que les repentis de la famille. Un parjure, c'est plus docile, plus zélé. Ca fait mieux senor aux politiques leur pouvoir suprême, celui de séduire et d'ebsoudre.

ils étaient sur le point d'entrer dans la saile. Les spectateurs de le aéance précédente répondaient, en aortant, aux curieux qui leur demendaient leurs impressiona. eRohmer e compris qu'il n'y e plus d'opinion qui tienne, dit un chauve dont la queue-de-cheval grise tombait dane la capuche d'un duffle-coet prune; autant reconnaître qu'il n'y a plus en jeu que des intérêts et des ambitions, c'est plus franc (> Hussonnet, lui eussi, voyait un «progrès raposant » à ce que l'intelligentale postcommuniste ne crût plus à rien. Elle avait trop cru, cette caneille, trop feit croire I Son cynisme ns causerait jamaie eutant da dégâte que ses crédulités passées.

Parvenu à la hauteur de la caisse, Regimberd ne se eendt plus le force de subir les eercasmes d'Hussonnet. Il renonce à voir le film. A la place, il se rendrait à un meeting sur les atrocités en Bosnia. Militer sans rien en attendre pour soi, c'était son tranquillisant, sa façon de se réconcilier evec la natura humaine.

Husaonnet. se résignait à entrer eeul au cinéma. Sachant que leur amitié résisterait une foie de plus à cette passe d'armes, il cherche seulement comment epaieer les nostaigles de rectitude où son ami ellait s'enfoncer, bien inutilement.

Regimbard esquissa un petit adieu, on aurait dit qu'il levait le poing, pas vraiment, à la hauteur de l'épsule, comme Gide eux fêtes ouvrières de 36.

- Ahl et puis tout le monde n'e pan la chance d'être fonctionnaire, dit encora Hussonnet, evant de disperaître vers la saile. Il faut bien vivre, nourrir sa patite famille l

- Meis, tu n'es pae de famille), s'evisa Regimberd, avec la voix blanche des naffs que la souplesse des habiles étonners toujours. La mauvaise foi d'Hussonnet lui faisait friset

- Je pourrais en avoir une I, dit-il.

tion du PS au coude à coude et non pes en opposition evec les leaders du partis, « Ce qui me fait pisisir, e-t-il ejouté, c'est que Michel Rocard s'intéresse comme moi à la façon dont on peut rénover le parti. »

M. CHIRAC (RPR)

Un délai de cing ans

M. Jecques Chirse e décisré, lundi 15 février, à Pstis, que le programme de gouvernement de l'UPF n'était pas chiffré parce que enous ne connaissons pas sujourd'hui la situation exacte dont la n*ouvelle majsriré va hériter ».* Le président du RPR, qui était venu soutenir M. Alain Devaquet (RPR), député cortent qui ce repréesnts dans is contiame circanscription de Paris, s souligné que ce projet de Pans, s sounghe due de projectifs er qu'il s'agissait d'une etratégie qui suppose un délai de cinq ens ». « Tout projet qui voudrait se limiter à une période de deux ene ne eerait pee en reieux, e-t-il sjouté, elors que la France connaît une grave crise sociale et économique, une crise morale, une crise d'iden-

M. BALLADUR (RPR)

«Redresser le pays»

M. Edouerd Belledut déclere, dens un entretien eu Figaro du mardi 16 février qu'eil faudra cinq ans pour radresser le pays». «Mais on peut tout de suite, pré-ciee-t-il, grâce à la baisse des charges que déciderait un collectif budgétaire, prendre une série de dispositions fiscales en faveur du logement, des PME-PMI, des cherges socieles dee entreprises (...). » L'encien ministre de l'économie ejoute qu'« il n'est pas question de remettre en cause les acquis sociaux», indiquant qu'il est e résolument hosole à la suppression totele ou partielle du SMIC».

M. SÉGUIN (RPR)

Le «rendez-vous

de l'alternance»

M. Philippe Séguin (RPR), venu soutenir à Lyon (Rhône) la candida-ture de M. Alain Mérieux (RPR), opposé à M. Michel Noir, député sortent, a estimé, lundi 15 février, que «l'espérance, l'enthousiasme, ne sont pas au rendez-vous de l'eltemance». Fece à «le crise existentielle qui mine le système poli-tique et social», M. Séguin e prôné « le renouveau de l'idée de netion, sene jameie eiter son nom, M. Séguin a etigmetisé Iss hommes politiques qui fondent leur action sur ele marketing », qui « épousent le marché des modes et des goûts», « variante modernisée de la démagogie». M. Séguin a également eetimé qu'« on ne peut pas rompre avec l'opposition et se prévaloir ensuite de son soutien quand arrive le scrutin. Il faut être conséquent. On ne peut pas jeter l'anathème sur le RPR et l'opposition et e'étonner ensuite de devoir e'en expliquer». ~ (Corresp.)

EN BREF

Vonne : M. Soisson est candidat. - M. Jean-Pierre Soisson, ministre de l'agriculture et secrétaire général du Mouvement des réformeteurs, sera casdidet dans le la circonscription de l'Yonne, dont le député sortant, M. Serge Franchis, Invait remplacé à l'Assemblée nationale, en sa qualité de suppléant depuis son entrée au gouvernement en juillet 1988. En juin 1988, M. Soisson, maire d'Auxerre, aveit été réélu au second tour, avec 57,93 % des voix, sous l'étiquette UDF. Le PS e invest dans cette circons-eription M. Michel Bonhesry, ce que M. Soisson aveit à l'époque qualifié de e geste inamieal ».

De Pyrénées-Atlantiques : le maire centriste de Saint-Jean-de-Luz e'op-pose à M. Alliot-Marie (RPR). – M. Paul Badiola, meire « sans étiquette » de Saint-Jean-de-Luz depuis 1989, est candidat «centriste de rassemblement pour le développement du pays Basque», dans la 6 circonscription des Pyrédans la o enconscription des ryre-nées-Atlantiques, dont M™ Michèle Alliot-Marie, déléguée nationale du RPR, est le député sortant. M. Badiola bénéficie du soutien de M. Didier Borotra (UDF-CDS), sénateur, maire de Binrritz, lequel souhaite ouvertement une primaire, car, dit-il ace som les électeurs qui doivent faire les vrais choix ». - (Corresp.)

Augustication de

La protection de l'environnement ne créera pas beaucoup d'emplois

Pour la première foie, une commission de préparation du Plan a été chargée d'examiner le dossler intitulé « Environnement, qualité de vie, croissance». Elle conclut à l'importence stratégique des investissements en faveur de l'environnement, même e'ils ne constituent pas un fort gisement d'emplois.

Signe des temps: la présidence de la commission chargée de l'environnement a été confiée à un cimentier, M. Bertrand Collomb, patron de Lafarge-Coppée, Il se trouve en effet que les cimenteries, considérées autrefois comme des nuisances par leur entourage, passent aujourd'hni pour des modèles : elles se sont conformées au plan antipoussières établi en 1971 par le tout nouveau ministère de l'eovironnement; grosses consommatrices d'électricité et de fioul, elles ont suivi avec zèle le plan d'économies d'énergie lancé en 1974. Et les voici aujourd'hui qui détruisent les déchets des autres en brûlant dans leurs fours - lorsqu'ils sont agréés - les huîles de vidange ou les vieux pneus. Au lieu de ressentir ces changements comme une pénible contrainte, les cimentiers s'eo félicitent aujourd'hui. Une scule perspec-tive les fait trembler : une éventuelle taxe sur l'énergie (l'écotaxe) qui les obligerait, disent-ils, à délocaliser en Algerie ou en Turquie...

M BALLADUE 班

₩ 51598 Ħ

Le rapport de M. Collomb se garde bien de préconiser cette éco-taxe. Les rédacteurs des deux cent trente pages de l'étude ont préféré CEST PAS LE GROS CONTRAT: ENFORCE LES TOILES D'ARAIGNEE. ESIN

experts de la commission sont persuadés que « les exigences écologiques vont s'accentuer dans les années 1990 par rapport aux deux décennies précédentes». Les raisons? Une pression accrue de la demande sociale et les effets mécaniques des grands engagements internationaux : convention de Bâle sur les déchets, protocole de Montréal sur les CFC (chlorofluorocarbones), conventions de Rio sur la diversité biologique et le changement

Eviter

trente pages de l'étude ont préféré dessiner la conjoncture à grands traits. Ils constatent ainsi que 150 des missions du plao national de la maîtrise de l'énergie». Résulmilliards ont été dépensés en vingt ans pour le seul domaice de l'eau, mais ils notent que «les investissements consacrès par les entreprises à l'environnement, lancé en 1990, ont déjà été engagées, notamment concerments consacrès par les entreprises à l'environnement, les déchets, le bruit et la protection des paysages. L'objectif est de supprimer complètement les CFC vers 1996, de l'avenir, aucun doute : les soixante

. les blocages

de serre à l'horizon 2000-2005, de réduire de 20 % à 30 % la poliution atmosphérique, de pousser le traite-ment des caux usées de 40 % à 60 %, de réduire les pollutions agricoles et

d'isoler phoniquement quelque 200 000 logements.

Trois défis restent à relever : L'aménagement d'un territoire où 80 % de la population s'entassent dans les villes, au détriment de l'es-pace rural; 2º la maîtrise de l'énergie alors que la consommation ne cesse d'augmenter à cause des transports; 3º la gestion des déchets, dont la quantité et le coût d'élimination aug-mentent de manière vertigineuse. «Il nous faut donc tripler le rythme actuel

possible à M. Jack Lang de boucler

a révision de la procédure de recru-

tement des professeurs d'université par la voie longue. En décidant la

ment pour 1993 et en demandant au directeur des personnels de l'ensei-gnement supérieur de rendre d'ici

trois mois ses conclusions après consultation des membres du CNU

et des présidents d'université, le ministre de l'éducation nationale

le bruit. Et la seule écotaxe envisagée au plan européen coûterait à la France quelque 50 milliards de

Mais ces surcoûts, demain, seront intégrés dans le coût normal. Et ils valent toujours mieux que la réparation (1 miliard de dollars pour l'Ex-xon-Valdez) ou le dégât irréversible. comme le bétonnage de la Costa Brava aujourd'hui boudée par les touristes. «La compétitivité économi-que du pays dépendra de plus en plus de sa compétitivité environnementale». Même si, en termes d'emplois la protection de l'environnement n'apparaît pas un gisement fabuleux (de 30 000 à 50 000 emplois, d'ici à

Les rapporteurs constatent que «depuis les années 1960, on assiste à un mouvement de désétatisation, de déréglementation et de libéralisation des marchés préjudiciable à la garan-tie de l'intérêt national». Ils suggèren donc de «redonner à l'Etat son pou-voir de régulation». L'objectif est d'intégrer la préoccupation environnementale dans toute activité économique, comme après la guerre on a intégré les préoccupations sociales au mode de développement. La question pertinente aujourd'hui n'est donc pas «croissance ou non-croissance» mais « quel contenu pour la croissance? ». La réponse, alors, est la suivante : pour une croissance durable, il faut choisir la qualité, entendue au sens le plus général, y compris la qualité de

«Je suis un des rares industriels qui vais demander l'augmentation des moyens de l'administration, confie M. Collomb. Car il faut associer le ministère de l'environnement aux processus de décision, en amont ». Il souhaite que la France, trouve une troienchère de l'opinion allemande.

ROGER CANS

ÉDUCATION SETEMA SU

Sharing & Hay En conflit avec le Conseil national des universités

Le ministère de l'éducation renonce à nommer des professeurs de droit et d'économie

tions de droit et d'économie du Conseil national des universités, M. Jeck Lang, ministre de l'éducation nationale et de la culture, a finalement renoncé à nommer, sur des postes de professeurs, vingt-huit maîtres de conférences qui avaient pourtant été informés de leur promotion eu

mois de décembre dernier. Le feuilleton concernant la nomination de professeurs d'université de droit et d'economie connaît un nouvel épisode. Il y a six semaines en effet, le ministère de l'éducation nationale avait entrepris de nommer, nationale avait entrepris de nommer, sur des postes de professeurs, vingthuit maîtres de conférences, malgré l'avis négatif formulé sur ces candidatures par le Conseil national des universités (CNU) (le Monde du 27 janvier). Ces enseignants avaient été informés, par lettre du 22 décembre de leur promotion. La réaction bre, de leur promotion. La réaction très vive des responsables des sec-tions du CNU concernées (droit privé, droit public, science politique, histoire du droit, sciences économiques et gestion) avait entraîné la sus-pension de la procédure et un réexa-men gêné du dossier par le ministère.

M. Jack Lang vient de trancher en choisissant de revenir sur les nominations annoncées et, par conséquent, de se déjuger. Dans une lettre adres-sée, le 15 février, aux présidents des sections du CNU concernés, il précise qu'il se refuse « à intervenir directement dans cette procédure et à trancher entre deux Instances universitaires légitimes. Notre tradition universitoire et le principe de valeur constitutionnelle d'Indépendance des professeurs d'université n'autorisent pas, en effet, le pouvoir administratif à interferer de la sorte sur la nomina tion de cenx-ci ». Le ministre de l'éducation nationale, lui-même professeur de droit public, admet einsi que ses services ont commis une erreur en décidant de «repêcher» vinet-huit candidats sur les quarantesept recalés par le CNU.

M. Lang demande toutefois au Conseil national des universités de réexaminer les dossiers des quarantesept candidats ayant reçu un avis défavorable. «J'ai conscience, écrit le

ministre de l'éducation nationale, que [ccs sections] ont procédé lors de leur premier examen avec rigueur et impartialité (...). Je crois toutefois que, dans un certain nombre de cas, elles n'ont pas disposé de toutes les informations nécessaires en prove-nance des établissements concernés.»

Une situation ubuesque

Les présidents d'université sont donc appelés à apporter au CNU toutes les informations supplémentaires nécessaires au réexamen de taires nécessaires au réexamen de leur situation, «compte tenu des mérites personnels et des services ren-dus à l'université par les Intéressés, des besoins de l'établissement concerné ainsi que des circonstonces de fait intervenues depuis la première délibération». Ces avis du CNU devront être transmis au ministre avant le 15 mars, c'est-è-dire avant le premier tour des élections lévislapremier tour des élections législa-tives. On assure aujourd'hui, au cabinet du ministre, que le dossier sera traité avant tout changement de gou-

le soin de trancher le problème. Quant aux vingt-huit enseignants concernés, leur situation devient ubucsque. Ils ont en effet vécu une succession de rebondissements rare dans une carrière universitaire : ayant passé le premier barrage de la commission locale de spécialistes, ils es sont vu opposer un avis négatif du CNU, puis ont été «repéchés» par le ministère, avant que ce dernier ne suspende leur nomination et renvoie leur dossier, une nonvelle fois, devant le Conseil national des uni-MICHÈLE AULAGNON

La rénovation pédagogique

et deuxièmes cycles de droit et d'économie ont été adoptés, lundi 15 février, per les membres du Conseil national de l'enseignement supérieur et de le recherche (CNESER). Amandés par rapport aux propositions initiales, ces textes prévoiant, pour les disciplines de droit et d'économia, l'introduction de modules en première ennée. Mais ils permettent aux établissaments qui le souhaitent da revenir à l'organisation per années, dès la deuxièma année. En économia est en outre prévue le création d'une licenca d'économétrie et d'une licence d'organisation des entreprises.

Ces textes ont été edoptés à la mejorité, pour la droit, per n'e, jusqu'à présent, été publié 9 voix pour, 2 contre (UNI), eu Journal officiel.

tion pédagogique des premiers vote (UNEF-SE) et, pour l'économie, par 8 voix pour, 3 contre (UNI, syndicat autonoma), 6 abstentions et un refue de vote (UNEF-SE)

> Après l'adoption par le CNESER, en décembre et janvier derniers, des projets de taxtes sur les disciplines scientifiques, littérairas at de seianess humelnes, le rénovetion des diplômes de droit et d'économie permet donc au ministère de l'éducation nationale de boucler l'ensemble de le réforme pédagogique soumise à concertation depuis plus d'un en et relancés, en octobre damisr, par M. Lang. Toutefoia, eucun de cas textes réglementsiras

Malgré l'opposition des écologistes

Ouverture de l'enquête publique pour un éventuel redémarrage de Superphénix

Les préfets de l'Isère et de l'Ain ont signé, lundi 15 février, l'arrêté pour le lancement d'une enquête publique concernant la réalisation des travaux d'aménagement du surgénérateur Superphénix à Creys-Malville (Isère), dont le fonctioonement a été «gelé» le 29 juin dernier par le gonvernement (le Monde du la juillet 1992). Cette enquête aura lieu du 30 mars au · 30 avril, après les élections législatives, « ofin d'écarter toute considération politique», précise-t-on à la préfecture de l'Isère. Les élus grenoblois d'Ecologie alternative autogestion n'en qualifient pas moins cette décision de « véritable déclaration de guerre». Le premier ministre se prononcera sur un redémarrage éventuel en fonction des résultats de cette enquête. Si un avis savorable est rendu, il saudra encore attendre que les travaux qui visent à améliorer la sûreté en cas de feux de sodium soient réalisés et satisfassent les autorités de sûreté. Commencés en décembre 1992, ils devraient être terminés début 1994, a indiqué le directeur de la centrale.

 Dissolution de la commissioe scientifique de Biosphère-2. - La commission scientifique consultalive du programme Biosphère-2 a été dissoute, des dissensions entre ses membres ayant rendu son fonc-tionnement impossible, a annoncé, lundi 15 février, M. Edward Bass, le milliardaire texan qui finance le projet. Cette commission était chargée de donner son avis sur les expériences menées par huit personnes enfermées depuis septembre 1991 à l'intérieur d'une serre de 1,26 hectare, à une einquantaine de kilomètres au nord de Tueson (Arizona). L'été dernier, elle avait émis de sérieuses critiques sur la valeur scientifique de cette opération (le Monde du 19 août 1992). Malgre divers problèmes techniques, le programme Biosphère-2 se poursuit, ont précisé ses responsa-bles. - (AFP.)

Le Monde • Mercredi 17 février 1993 11

Investigation, passion

Investigation, passion ou le journolisme d'enquête, made d'emploi.

En ces temps aù lo presse n'o pas bonne presse, lisez Investigation, passion: entre une poge d'histoire et une jonchée de révélations croquignalesques, vous y verrez à l'ouvroge, non pos des chosseurs de «scoops» dénués d'âme ni des manipulateurs manipulés, mais deux journalistes qui, plus attachés à l'exoctitude qu'ò une impossible abjectivité, n'ant jamais perdu le fil d'Ariane de la recherche de lo vérité.

Gilles Perrault, L'Evênement du Jeudi

Larsqu'on suit les cavales de nos deux Rouletabille, on est impressionné par ce mélange d'obstination, de patience, de méticulosité.

Georges Suffert, Le Figaro.

On se rafroîchit lo mémoire ò lire cette trentoine de récits, on se divertit souvent comme ò lo lecture d'un très bon policier, et l'on prend une bonne leçon de très grand journalisme.

Jacques Duquesne, Le Point.

FAYARD

JUSTICE

A Bidart (Pyrénées-Atlantiques)

Les policiers ont découvert une fabrique d'armes de l'ETA

BAYONNE

de notre correspondant

En entrant dans la villa Etye-barne, dimanche 14 janvier, à Bidart (Pyrénées-Atlantiques), les agents de la police de l'air et des frontières (PAF) ont découvert un important atelier de l'organisation basque ETA. Le sous-sol de cette ancienne ferme avait été aménagé on usine de fabrication d'armes. Dans ce local d'environ 180 mètres carrés, nccessible par une trappe en béton montée sur vérins hydrauli-ques, ila ont trouvé de nombreux cartons et sacs en plastique pleins.

« Il faudra entre huit et dix jours pour foire un inventoire précis de l'ensemble de cette fabrique», selon

Pour le moment, plusieurs centaines de pistolets mitrailleurs ont été répertoriés. Selon les policiers, ces armes étaient démontées, mais prêtes à être reconstituées. Dans cette cave, une demi-douzaine de machines-outils servaient au frai-sage, au touroage et à la finition des armes. Un bane d'essai permet-

La maison evait été achetée il y a six ans par Pierre Fagant, cadre supericur à l'usine Dasseult-Breguet de Biarritz. Cet homme de cinquante-cinq ans était inconna des services de police. Sur une ordonnance de Mª Laurence Le

Vert, juge d'instruction à Paris, il avait été arrêté à le fin de la semaine dernière par la PAF à l'intérieur du pays basque, ainsi qu'un responsable présumé de l'ETA, Pedro Maria Gorospe, dit «Txato el Viejo», ct sa compagne, Cette opération, menée en liaison avec les policiers espagnols et l'Audien-cie nacional de Madrid, a égale-ment débouché sur l'interpellation en Guipuzcoa, de l'autre côté des Pyrénées, de deux personnes char-gées, selon les enquêteurs français, de l'armement au sein de l'organi-sation clandestine basque.

« D'autres ateliers de ce genre »

Survenu dans la localité où déjà fin mars 1992 avait été capturé l'état-major d'ETA et Artapalo, la descente de dimanehe ne serait pas, à en croire les policiers francais, décisive, car « existent proba-blement d'autres ateliers de ce genre». Déjà, le 5 novembre 1986, avait été mise au jour une cache d'armes et de documents dans les dépendances de l'entreprise Sokoa de Hendaye. Quelques mois plus tard, c'était le tour d'un autre arsenal, à la résidence Delta d'Anglet. A Bidart, c'est un véritable centre de fabrication qui a été déconvert.

MICHEL GARICOIX

Vive émotion à Madère

Un prêtre est accusé d'un meurtre et d'actes de pédophilie

Le procès du Père Frederico prêtre brésilien accusé du meurtre d'un jeune garçon de quinze ans et de pédophille - qui e'est ouvert à Madère, suecite une vive emotion au Portugal.

LISBONNE

de notre correspondante

« Il ne s'agit pas d'une affaire banole; il y o eu un mort et un prêtre est en cause, un professeur de religion et de morale, une personne qui devrait donner l'exemple » : la mère de Luis Miguel Gouveia, quinze ans, dont le corps a été découvert en mai dernier sur une plage de Madère, ne cache pas son indignation et sa peine, et accuse l'Eglise de « manipulation ».

L'ouverture, le 11 février, à Funchal, du proces du Père Frederico Cunha, un Brésilien âgé de quarante ans, soupconné du meurtre de Luis Miguel et d'actes de pédophilie, a ravivé les passions, et, dans l'îlc, les commentaires vont bon train sur l'attitude de l'Eglise

L'autorité de l'Eglise

Le 2 mai 1992, le père de Luis Miguel, chauffeur de taxi, découvre le corps de son fils au bas d'une falaise de rochers. Des témoins diront qu'ils ont vu, le jour même, le jeune garçon dans la voiture du Père Frederico stationnée sur le belvédère dominant la plage de Cnniçal, plage située à la pointe est de l'île de Mndère. Lors des per-quisitions effectuées au domicile du prêtre, des revues et vidéos por-

□ PRÉCISION: bemonymies malencontrenses dans l'affaire de démarchage publicitaire abusif an profit d'organisations policières, -A la suite de nos articles consacrés aux inculpations de responsables d'organisations policières dans des affaires de démarchage publicitaire abusif (le Monde du 30 janvier et du 9 février), dans lesquels nous relevions sans plus de précisions la mise en cause de la régie publicitaire A. B. COM, il est opparu que d'autres sociétés de communication, sans aucun lien avec cette La société AB COM, domiciliée à Montreuil (Seine-Saint-Denis) et dirigée par M. Saïd Benchaba, et la société A. B. COM (Annie Boutaud Communication), domiciliée à Levallois-Perret (Hauts-de-Seine) et dirigée par Mme Annic Boutaud Le Roy de Boiseaumarié, n'ont en effet aucun rapport avec la société A. B. COM, domiciliée au 5, rue Taylor, 75010 Paris, qui est concernée par l'enquête judiciaire

nographiques sont saisics par la police, einsi que des photos de jeunes garçons nus.

Les présomptions contre le Père Frederico, accusé par des adolescents d'avoir eu avec eux des relations sexuelles, sont telles que, vingt-cinq jours après la découverte du corps de Luis Miguel, le prêtre est incarcéré à la prison de Funchal, Aussitôt, les autorités religieuses de l'île dénoncent la peine de détention préventive. L'évêque de Funcbai lui-même, Mgr Teodoro Faria, n'hésite pas à comparer le Père Frederico - qui fut son ancien secrétaire au palais épisco-pal - à Jésus-Christ, Dans une oote que publie le Jornal do Modeira, contrôlé par l'Eglise. Mgr Faria écrit : « Je me souvlens que les détentions dans les cachots et les prisons, qu'elles aient été justes ou injustes, ont fait partie de lo vie de l'Eglise tout au long des siècles, à commencer par Jésus de Nazareth, qui fut emprisonne et crucifié.»

Le Père Frederico, qui n'a cessé de clamer son innocence, a invoquè cette note, publiée peu après son incarcération, pour demander sa libération, qui lui a été refusée. Tout en long du procès, les jurés doivent entendre plusieurs dizaines de témoignages, parmi lesquels celui d'un jeune filleul d'adoption du prêtre, Josée-Manuel Noite, affirmant que c'est lui qui se trouvait dans la voiture du prêtre et

Aux yeux des enquêteurs, ce témoignage semble plus que sus-pect parce que tardif et empreint de contradictions. S'il se révèle être un faux, son nuteur encourt une peine pouvant aller jusqu'à trois ans de prison. Pour sa part, s'il est reconnu coupable de la mort de Luis Miguel, le Père Frederico est passible de douze à vingt ans de réclusion, tandis que, pour les accusations de pédophilie, il risque une peine pouvant aller jusqu'à trois ans de prison.

Quelle que soit l'issue du verdict, e'est l'autorité morale de l'Eglise qui est en jeu dans ce proces qui doit durer deux semaines A commencer par celle de l'évêque de Funchal lui-même, qui fit venir le Père Frederico, il y a dix ans, dans l'île. « Ce qui me choque le plus, e est que, s'il appartient au tribunal de décider s'il est ou non coupable, l'Eglise ne devrait pas se livrer à de telles manipulations », dit encore la mère du jeune Luis Miguel, resumant ainsi le sentiment de nombreux habitants. Le Père Frederico a d'ores et déià refusé la justice des hommes, proclamant qu'il n'a confiance qu'en celle de Dieu.

ALICE ILICÉE 30 mars.

MEDECINE

L'INED hésitant à s'associer à l'enquête

La CNIL diffère sa décision sur le recensement des personnes atteintes de glaucome

le Comité consultatif national d'éthique pour les eciences de la vie et de la santé dans l'affaire du recensement des glaucomateux (le Monde du 21 janvier) et les hécitations de l'institut nationel d'études démographiques (INED), la CNIL Commission nationale de l'informatique et des libertés) e décide de surseoir à sa prise de position. Cet épisode illustre les difficultée de la recherche en épidémiologie dans notre pays.

La controverse était née il y a deux ans environ, après la publication dans ces colonnes (« le Monde Sciences et médecine » du 3 avril 1991) des nouvelles perspectives de lutte contre le glaucome, grâce notamment à l'apport de la démo-graphie génétique.

Le glaucome est une affection ophtalmologique caractérisée par un niveau anormalement élevé de la pression intra-oculaire. En l'absence de traitement spécifique, cette maladie peut provoquer, à plus ou moins long terme, nne atrophie du ners optique conduisant à la cécité.

Le Comité consultatif national d'éthique avait rendu publie, il y a quelques semaines, un avis négatif

O Trois élus socialistes des Yve-lines inculpés dans le cadre de

l'enquête sur la SAGES. - Trois

élus socialistes des Yvelines ont été

inculpés de trafic d'influence, lundi 15 février, par le juge Renaud Van

Ruymbeke, chargé du dossier sur les activités de la SAGES et le

financement de certaines cam-

pagnes électorales du Parti socia-

liste. Les inculpations ont été noti-

fiées à MM. Georges Mougeot,

maire de Maurepas, Dominique Raimbault, ancien président du

syndicat de l'agglomération nou-

velle (SAN) de Saint-Quentin-en-Yvelines et conseiller municipal de Montigny-le-Bretonneux, et Robert Vion, vice-président du SAN el

conseiller municipal de Magny-les

Hameaux. Depuis la fin du mois

de janvier, le juge rennais a inculot six élus socialistes de l'Essonne, du Bas-Rhin, de Seine-Maritime et de

Quatre attentats à l'explosif en

Corse-du-Sud. - Quatre attentats à

l'explosif ont été commis, dans la

landi 15, en Corse-du-Sud. Trois

d'entre eux, signés de l'inscription

«R» du mouvement clandestin

Resistenza, visaient des villas

appartenant à des continentaux ou

à des ressortissants italiens. Le

quatrième attentnt visait un har.

glacier d'Ajaccio et serait, selon la police, sans lien avec les précé-

□ Le représentant de France-Plus

en Corse grièvement blessé lors

d'une agression. - M. Mohamed

Zouir, le représentant de l'associa-

tion France-Pins en Corse, a été

grièvement blessé de deux coups de

feu tirés par deux automobilistes

qui l'avaient pris en nutostop,

lundi 15 février, sur une route de

Corse-du-Sud. Le jeune homme,

atteint au cou et à une main, a été

opéré dans la nuit et ses jours ne

sont plus en danger. Les barrages

aussitot mis en place sur les routes

de la région n'ont pas permis d'in-

tercepter le véhicule - une Fiat

□ Ue professeur d'une école privée

juive licencié ponr avoir distribué des préservatifs aux élèves. — Un

privée juive de Marseille, licencié

pour « faute grave » après avoir

distribué des préservatifs à des élèves de treize ans, a saisi, lundi

15 février, le conseil des pru-

d'bommes pour licenciement abu-

sif. En septembre 1991, après un

cours portant sur la sexualité, le professeur avait distribué des pré-servatifs à des élèves qui avaient

exprimé leur intention d'avoir des

relations sexuelles. La direction de

l'institution franco-hébraique Beth David nyait alors exclu un adoles-

cent surpris en train de jouer avec

l'un des préservatifs dans la cour

de l'école. Elle evait ensuite licen-

cié l'enseignant qui e contrevenait au rôle du personnel éducatif qui

doit s'atteler à former la conscience des élèves dans le respect des textes

sseur de francaia d'une école

rouge - et ses deux occupants.

l'Ardèche.

en bref

Après l'avis négatif émis par quant eux conditions dans lesquelles la recherche souhaitait être menée (recensement des glancomateux, dépistage des cas méconnus, etc.) Le Comité de lutte contre le glaucome (1) présidé par le profes-seur Philippe Demailly (hôpital Saint-Joseph, Paris) avait vivement réagi en critiquant certains des aspects techniques sur lesqueis était basé l'avis du Comité consultatif national d'éthique.

e Parmi les différents types de giaucomes, le giaucome primitif à angle ouvert représente plus des deux tiers des cas. Par sa frèquence dans la population française – un millon de glaucomateux dont la moitié n'est pas encore dépisiée – il pose un véritable problème de sansé publique expliquait notamment le professeur Demailly. (...). Aucun symptôme fonctionnel ne permet de symptôme fonctionnel ne permet de le déceler. Lorsque le patient s'en aperçoit, par une baisse de sa vision, il est généralement trop tard. Seul un examen ophtalmologique systématique permet de le dépister à temps. Toutes les études génétiques, anciennes ou récentes, supposent l'existence d'un caractère familial et hérédicies. Le problème héréditaire. Le problème, pour l'ophtalmologiste, est de dépister, à partir de glaucomateux venus le consulter, les membres de leurs familles ignorants de cette maladte et susceptibles de la développer.»

Toute la question était des lors de savoir si une vaste enquête génétique sur ce thème pouvait être menée en France au vu des résultats prometteurs déjà obtenus. La CNIL fait état aujourd'hui d'un nouvel élément inattendu : les hésitations de l'INED - que l'on croyait étroitement associé «u Comité de lutte contre le glaucome - à se lancer dans cette aventure médico-scientifique hors du commun.

Son conseil scientifique a désigné en son sein nue commission de trois membres habilités à examiner l'ensemble du dossier avec le Comité de lutte contre le glaucome, Comité de lutte contre le giaucome, afin notamment de déterminer les conditions de la participation de l'INED au projet, explique M. Fauvet, président de la CNIL. Celui-ci estime qu'nu regard de l'ensemble de ces éléments nouveaux la CNIL ne peut a valablement délibérer sur le dossiers et qu'elle ne pourra se prononcer « que sur un nouveau dassier constitué après consultation de toutes les instances concernées et présentés dans le respect des procédures applicables devant elle ».

JEAN-YVES NAU

(i) Le Comité de tutte contre le glau-come, association reconnue d'utilité publique depuis 1985, groupe plus de huit cent cinquante spécialistes d'ophral-

DEFENSE

Mis au même standard

Tous les sous-marins français lancent désormais des missiles à têtes multiples

Avant la fin de cette semaine, le sous-marin nucléaire lance-missiles stratégiques le Foudroyant sera en service actif eu sein de la force océaoique stratégique (FOST). Ainsi les cinq sous-marins français de la même classe sont désormais à nn standard identique: chacun d'eux peut lancer seize missiles mer-sol M.4 portant, chacun, jusqu'à six têtes thermonucléaires de 150 kilotonnes (sept fois la puissance de la bombe sur Hiroshima). à 5 300 kilométres de distance. Auparavant, chaque sous-marin emportait seize missiles M.20 à une seule charge, à l'instar du Redoutable, qui a été retiré du service actif.

Depuis une trentaine de mois, le Fondroyant était en refonte, c'est-àtioés à lui permettre d'accueillir le M.4 et à moderniser ses systèmes de navigation, sur le modèle du sous-marin l'Inflexible, qui a été le premier de la nouvelle série. Il rejoindra la FOST, à l'Ile-Longue, en rade de Brest, avant la fin de-cette semaine, et il retronvera les quatre autres sous-marins : le Terrible, l'Indomptable, le Tonnant et l'Inflexible, qui sont déjà armés du missile M.4. La conception de ces missiles est estimée à 14,5 mil-liards de francs scion un rapport

A partir de cette flotte, la France maintient, selon les mois, deux ou trois sous-marins constamment en

patrouille. Elle peut, si le contexte international s'aggravait, mettre à la mer un quatrième sous-marin dans les trois jours suivant un ordre du chef de l'Etat. Un cinquieme bâtiment est, à tonr de rôle, en entretien régulier à la base de l'Ile-Longue.

Un sous-marin de nouvelle génération, de la classe le Triomphant, sera opérationnel à la mi-1995. D'un déplacement plus lourd que ses prédécesseurs et rendu plus silcneicux, ce sous-marin embar-quera seize missiles M.45, qui sont une version améliorée par rapport au M.4, notamment grâce à l'emport de contre-mesures électroniques et d'aides à la pénétration des défenses adverses. La mise au sile M.45 ont été évalués à 4,2 milliards de francs. La France a prévu, pour succèder aux sous-marins de le classe l'Inflexible, de déployer quatre unités du type le Triom-phant entre 1995 et 2005. Au siècle prochein, les missiles M.45 devraient être, à leur tour, remplaces par des missiles M.5 qui auront une portée entre 8 000 et 9 000 kilomètres.

Selon le rapport officiel classifié par le ministère de la défense, le coût des quatre sous-marins de la génération le Triomphant, prêts en 2005, est de 81,5 milliards de francs et celui des missiles M.5 est estimé à 38,6 milliards de francs.

Après la vente de chars aux Emirats

Réactions modérées dans les milieux syndicaux et politiques

Si, à la Bourse de Paris, les actions des sociétés qui ont obtenu la commande de l'Etat des Emlrats arabes unia en faveur du char Leclere ont fortement progressé lors de la séance du lundi 15 février, les réactions eprés l'annonce de ce contrat sont diverses et restent pour le moins réservées, notamment dans les milieux syndicaux et politiques.

La CGT a estimé qu'il ne fallait pas se laisser a bercer d'illusions ». car les suppressions d'emplois qui ont été précédemment annoncées sous-charge de l'entreprise « ne sont pas résolus » et l'Etat en porte la responsabilité, avec des commandes nationales, dans le secteur des munitions en particulier, qui « sont rédultes à une peau de chagrin ». A Roanne, la CFDT craint que la direction de GIAT-Industrics ne intienne sa décision de chômage

partiel. Ancien ministre de la défense, M. Jean-Pierre Chevènement a, de son côté, rappelé que « les Emirats se sont toujours fournis en armements français». Cette commande est «une bonne chose», a-t-il ajouté, « d'autant que c'est moi qui ai transformé GLAT-Industries en industrie concurrentielle. C'est aussi un moyen de recyclage des pétro-dollars». An nom de Génération Ecologie, M. Noël Mamère a déclaré que « cette vente d'engins de mort, considérée comme un exploit com-mercial de la France, ne fait que contribuer à une logique guerrière qui impose aujourd'hui les pires souf-frances à la planète».

Dans son éditorial, l'Humanité du mardi 16 février observe : «Les Emirats arabes unis ne se placent pas au premier rang des pays démocratiques (...). En ce monde dange-reux et en plein bouleversement, la question-cié n'est-elle pas, tout en assurant les capacités de défense nationale, de penser, prévoir et prépa-rer la reconversion des usines d'arme-

REPÈRES

psycholo

FAITS DIVERS Décès d'une jeune femme violée en 1991

par un policier séropositif

Una jeune femme violée en 1991 par un policier au commissariet de Sevran (Seine-Saint-Denia) ent décédée, dimanche 14 février. au domicile de sa mère. Le parquet de Bobigny e ordonné une autopnie. Des traces de pique auralent été relevées sur un bras de la jeune femma. Le 30 eoût 1991. Alexandra Figeac, vingtsept ens, et sa cousine avaient été interpeliées et placées en garde à vue pour une affeire de cambriolage. Profitant de l'absence de ses collègues, le hrigadler Philippe Gagnon avait ebuaé d'Alexandra pendant que le standardinte, Jean-Louis Mexime, faisait le guet (le Monde du 3 septembre 1991). Quelques semelnen plus tard, l'enquête evait établi que le policier était séropositif. Selon l'avocat de le jeune femma, M- Bernard Delache, elle avait apprie qu'elle était séropositive à la fin du mois de janvier dernier : « Elle evait été bouleversée par cette nouvelle mais n'evait pas de tendance suicidaire. » Le 3 septembre 1991 le hrigadier, qui e toujoure essuré que le victime était « consentante», avait été inculpé de viol et écroué. Le standardiste, inculpé de non-assistance à personne en danger, evait été ramis en liberté le 22 octobre 1991.

ILE-DE-FRANCE

Installation contestée du général Aoun en Seine-et-Mame

Le général Michel Aoun, ex-premier ministre libaneis, n'ent ina-tallé, lundi 15 février, dans sa nouvelle rénidence de Le Haute-Melson, un petit village de 200 habitants en Selne-et-Merne. La général Aoun, qui avait trouvé refuge dans une villa de Marseille depula le 30 août 1991, a souhaité e'installer près de Paris pour âtre plue proche de sa famille et de la communauté libanaise.

Le populetion de La Heute-Malson s'est mobilisée contre la venue de ce nouvel habitant. La résidence de l'encien premier ministre libanais est en effet aurveillée en permanence par un dispositif de sécurité important. Les parents craignent pour la sécurité des soixante-dix enfants qui fré-quentent l'école de la localité. Les projecteurs qui éclairent les murs d'enceinte de la réaldence du général Aoun font aboyer les chiens du villege pendent le nuit. Le conseil municipal de le commune e'est prononcé en vain contre la venue de ce nouvel edministré. M. Guy Drut, député RPR de Seine-et-Marne, e, pour sa part, écrit au ministre de l'intérieur pour faire pert de el'inquiétude grandis-sante» des riverains à propos de cette installation.

POLICE

Un observatoire pour préparer la présence de l'avocat lors des gardes à vue

Quinze barreaux d'evocate ont annoncé, lundi 15 février, la création d'un e observatoire commun ». d'une durée de deux mois, afin de quantifier en volume et en coût les modifications apportées par la présence de l'avocat en garde à vue. Cette mesure, adoptée dans le cadre de la réforme de la procédure pénale, entrera en vigueur le 1- mars. Dans un communiqué commun, les bâtonniere de Versaillea. Bobigny, Nanterre, Lille, Lyon, Marseille, Nice, Nantes, Strasbourg, Touloune, Bordeaux, Grenoble, Montpellier, Aix-en-Provence et Grasse estiment que ce a progrès espentiel et irréversible doit être assumé eane faiblesse par la profession (...) malgré les difficultés importantes auxquelles se heurte sa mise en œuvre». Les bâtonniers, qui eoulignent einsi « l'ebsence scandaleuse de tout financement public, la dispersion dea eites de garde à vue et le nombre important d'interventions prévisibles », demandent aux pouvoirs publics de leur préciser, dans un délai de deux mois, les moyens qui seront mis à la disposition des ordree d'evocats pour essurer cette nouvelle tâche et souhaitent la définition d'une « déontologie rigoureuse applicable à cette prérogative nouvelle de la profes-

.. - w:di 44

La psychologie en quête d'une loi

Conçue pour réglementer l'expérimentation humaine, la loi Huriet-Sérusclat se révèle inadaptée à certaines recherches

A a protection des persunnes dans la recherche biomédi-cale », définic en 1988 par la loi Huriet-Sérusciat sur l'expérimentation l'expérimentatinn bumaine, est-elle applicable aux recherches en psychologie expéri-mentale? Et si non, quels garde-fous légaux faut-il imaginer pour garantir que ces expériences, eux frontières des sciences humaines et des sciences de la vie, se déroulent sens risque de dérapper? sans risque de dérapage?

FAITS DIVERS

2.54

The state of

5 ::456

in the state

1

2 (22) P Pop.

41325

11. Inc.

1 11 1000

1 - 1 - 1 Ben

11.2

* ** ******

18773

2 1 10.25

10 1 mg/g

The Aller of Page

18 Page 17 17 18 1

THAT ICE IN

1.00

1.100

المئل المديدان

ing to the state of

 $\gamma_{i,j} + \varphi^{ij}(0)$

 $_{1,\ldots,4,n}\mapsto e^{-i\frac{\pi}{2}H}$

11 1 1 1 1 1 1 1 1

4.5

and the second

0.4Ec.

.....

. , , 5

7.83

.

100

- No.

(n)

100

1.15

12,5

CHSCHICK

me

La question n'est certes pas neuve. Mais depuis quelques mois, elle agite singulièrement le petit monde des psychologues expéri-mentaux, comme celui des légis-lateurs et des spécialistes de la bioéthique. Les chercheurs s'alarment ou s'indignent, le comité d'éthique interne dn CNRS (1) s'interroge, et le Comité consultatif netional d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé devrait, dans les tout prochains mois, émettre un avis sur la question.

A l'origine de cette efferves-A l'origine de cette efferves-cence: une enquête, publiée par l'Express le 17 décembre 1992, sur une étude psychogénétique menée dans le latoratoire parisien de géné-tique, neurogénétique et comporte-ment du CNRS (le Monde du 18 décembre 1992), Conque par Michel Duyme et Christiane Capron, deux chercheurs dont la qualité scientifique est reconnue qualité scientifique est reconnue, cette étude, qui concerne les influences respectives du patri-moine génétique et de l'environnement familial sur les capacités d'ap-prentissage, a nécessité le recours à nn fichier d'enfants nés par insémi-nation avec donneur (IAD).

An terme de la loi Huriet, cette recherche violait non seulement le secret médical (2), mais également le principe dn «consentement éclairé», scion lequel, « préalable-ment à toute recherche biomédicale, le consentement personnel du sujet doit être recueilli après que ce der-niez aura est informé des conditions de la recherche, du but poursuivi et des risques encourus». Les tests d'intelligence nécessaires à l'étude, mis en œuvre dans le cadre scolaire, nnt en effet été menés sans que parents ou enfants soient informés des objectifs réels des chercheurs sous le prétexte, plus ou moins jus-tifiable, de préserver l'anonymet des enfants nés par IAD.

Si l'intérêt scientifique de l'étude n'est ici pas en cause, cette entorse manifeste aux règles du secret médical et du «enusentement éclairé» illustre de manière signifi-cative le vide juridique et éthique

dans lequel se déroule actuellement ce type de recherches. La meilleure des preuves en est, sans doute, l'incroyable suite de feux verts officiels reçus par les anteurs du projet. Accord, au début de 1990, de la commission sciencis de la cognition du programme Sciences de la cognition du programme de la cognition de la gramme Sciences de la cognition (qui venait d'être lancé par le ministère de la recherche et de la technologie) — commission alors présidée par M. Jean-Pierre Changeux et qui recommandait toutefois l'examen du projet par un comité d'éthique. Accords, dans la finulée, des ministères de la recherche et de l'éducation nationale, qui attribuent an projet un crédit de 300 000 F. Accord enfin, en inillet 1992, du tout nonveau COPE du CNRS... elors que la recherche, sur le terrain, est déjà recherche, sur le terrain, est déjà terminée,

Situation totalement paralysante -

Au-delà de ce dérapage, cette offaire met en lumière un malaise plus profond et plus grave. «A sup-poser (et c'est l'une des questions), que les recherches menées au CNRS en psychologie expérimentale, en physiologie ou en psychophysiologie soient concernées par la loi Huriet, la plupart des chercheurs qui travaillent dans ces disciplines (soit, compte tenu des laboratoires associés avec les universités, environ cies avec les universites, environ cinq cents personnes] ne sont actuellement pas en règle avec la loi, tout simplement parce qu'ils ne peuvent pas l'être», résume le professeur Robert Naquet, président du COPÉ,

Destinée à assurer la protection des personnes (malades ou volonces personnes (maiades ou volon-taires sains) participant à la recberche binmédicale, le loi Huriet-Sérusclat (n° 88-1138 du 20 décembre 1988, ca vigueur depuis le le janvier 1991) avait à Forigine, été conçue pour réglemen-ter les essais thérapentiques et médicamenteux. Avant d'être étendue, et là est le problème, à l'en-semble des recherches sur l'homme.

« Après deux ans d'application, cette loi se révèle être une bonne loi dans le domaine des essais thérapeutiques. Elle risque en revanche de créer une situation totalement paracréer une situation totalement para-lysante dans de nombreux secteurs de la recherche », estime anjoux-d'hui M. André Boué, professeur de génétique et pathologie fortale (U 73 INSERM, Paris) et membre du Camité netional d'éthique, pour qui il importe de «redéfinir préci-sément le champ d'application de la loi et les conditions de son applica-tion, de munière à ce que ces recherches garantissent une réelle protection de la personne humaine, sans puur autant subtr les contraintes qu'elles cunnaissent actuellement

Première difficulté d'applica-tion: la loi fluriet-Sérosciat pré-cise, de manière tout à fait expli-cite, que l'ensemble des recherches sur l'homme doivent se dérouler sous la responsabilité d'un méde-cin. Or, une grande partie des études en psychaphysialagie menées au CNRS sont effectuées par des chercheurs de formation par des chercheurs de formation universitaire et nnn par des méde-cins. La direction des sciences de la vie du CNRS prit d'ailleurs rapide-ment conscience de ce fait, puis-qu'elle organisait, le 18 septembre qu'elle organisalt, le 16 septembre 1991, une réunion interne sur les «problèmes rencontrés par les cher-cheurs dans l'application de la lai Huriet-Sérusclat», à laquelle ont participé MM. Claude Huriet (séna-teur UC, Meurthe-et-Moselle) et Claude Ameline, sous-directeur des affaires professionnelles à la direc-tion de la pharmacie et du médication de la pharmacie et du médica-ment du ministère de la santé.

Principe éthique essentiel

La note de synthèse rédigée à la suite de cette réaninn précisait : «Actuellement, le texte de la loi est tel qu'un directeur de recherche qui n'aurait pas le iltre de médecin n'obtiendrait pas l'e autorisation des lieux», ou se verrait refuser son pro-tocole de recherche par le CCPPRB [Comité consultatif de protection biomédicale] ». Sur ce point, toute-fois, an compromis semble pouvoir etre trouvé, législateurs et cher-cheurs s'accordant à penser qu'il suffirait de dissocier, dans le cas de ces recherches, la notion de « direction » de celle de « surveillance »

La question du consentement éclairé, en revanche, apparaît beau-coup plus délicate. Car ce principe éthique, essentiel à l'expérimenta-tion sur l'homme, se révèle dans les faits partieulièrement difficile à appliquer eux recherches en psy-chologie. Selon la plupart des spé-cialistes, le consentement «tntale-ment éclairé» paraît en effet «incompatible avec des études com-portant une part inévitable de mani-pulation psychologique».

« Dans le cas des recherches en psychologie expérimentale, dévoiler l'intégralité du protocole interfère

directement avec l'abtention des résultnes valides », a affirmé M. Jean-Pierre Changeux, président du Comité national d'éthique, Inra des journées organisées à Paris, les 8 et 9 février, pour le dixième anni-versaire de cette instance consultative. e Le Comité poursuit ses réflexions sur ce point et, d'une manière générale, sur la recherche en neurosciences et sur les condultes humaines. » De son côté, M. Claude Huriet reconnaît que l'application du consentement éclairé pose des

difficultés dans certains domaines de recherche. Mais il insiste sur le fait qu'il s'agit là d'un a principe constant de protection des individus, recommandé nu plan national depuis plusieurs années et qui ne peut souffrir que de rares excep-Segle certitude : devenus progres

sivement «neuropsychnlogues». « psychogénéticiens » ou « psychocomportementalistes », les psychologues expérimentaux sont désormais, pour le plupart d'entre eux, entrés de plain-pied dans le domaine des sciences hiomédicales (3), avec tontes les dérives éthiques et idéologiques que pen-vent entraîner l'utilisation «scientifique» des données génétiques ou des comportements bumaius. Conscients du danger, les cher-cheurs sont les premiers à désirer être couverts par la loi, même lorsque leurs protocoles d'étude com-portent des risques potentiels prati-quement nuls. Mais ils demandent aussi à poursuivre leur travail dans des conditions de réelle efficacité. Le débat est désormais ouvert, mais a psychologie reste en panne de loi.

CATHERINE VINCENT

(1) Créé par le CNRS fin 1991, le Comité opérationnel sur l'éthique dans les sciences de la vie (COPE) a pour objet de « faire bénéficier les chercheurs de conseils fondes sur des pratiques qui puissent les aider à mener à bien une recherche conforme à l'éthique ».

(2) La Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) s'est prononcée sur ce point début l'évrier, rappolant que le CNRS avait utilisé « des informations nominaires couvertes par le secret médical » (le Monde du 6 l'évrier).

(3) Evolution dont les organistrampes

de la recherche publique du 6 levrer).

de la recherche publique ont d'ailleurs teua compte, puisque les recherches en psychologie menées au CNRS, autrefois regroupées dans le département des sciences humaines, sont aujourd'hui placées, pour la majorité d'entre elles, sous la tutelle du département des sciences de la vie.

Des sentinelles contre les épidémies

Un « réseau national de santé publique » vient - enfin - d'être constitué en France

Una pointque de sante publique est en train de naître en France. Amorcée par l'action du groupe dit des cirq « sages » (1), ce mouvement s'est eccéléré evac les différentes « effaires » qui, ces demières années un mis en lumière, souvent de manière drematique, les graves insuffisances de pans entiers du système médical français. Ce mouvement hénéficie depuis peu de l'ection impulsée par M. Bernard Kouchner, ministre de la santé et de l'action humanitaire. Profitant du résultat abtenu dens l'identification des causas alimenteires da la récente épidémie netinnale de listériose (le Monde du 18 février), il convient d'exposer les reisons d'être et les modeli-tés da fonctionnement du tout jeune créseau national de santé publique » qui vient d'être mis en place dans notre pays.

L'annonca da la réforme du système da santé publique francais remante au mois de luin dernier (la Monde du 19 juin 1992). «Santé publique, enjeu d'Etat», annonçait-on alors dans l'entouraga ministériel, sans être pour autant cartain de disposer en tempa utile das moyens financiers at politiques pour da tellaa ambitions sanitalrae. Seralt-ce enfin chose faite, à quelques semaines des pro-chaines échéances législatives, alora qua le RPR et l'UDF soulignant, dens laur programme cammun, touta l'importanca domaine?

Pnur M. Kouchner, trois principes doivent fondar una politique gouvernementala : « Garantir la meilleure qualité possible des soins en terme d'efficacité médicale, éveluer et valider : assurer la plus grande égalité possible vis-è-vis de la santé; réduire au plus bas niveau possible les risques sanitaires. » C'est dans ce cadre que s'inscrit la création du € réseau national de santé publique ». Annoncée au Journal officiel du 1B juin 1992, cette créa-tion - anus forme d'un GIP (groupement d'intérêt public) -était demeurée lergament méconnue. Le structure pourrait, demein, jauer un rôle essentiel dans la détection, la surveillance et le contrôle des phénomènes épidémiques, qualla qu'an soit l'origine (2).

De quai s'egit-il? Le réseau doit notamment assurer et coor-donner la collecte, l'analyse, l'in-terprétation et la diffusion des informations relatives à la santé. Catte activité est liée à la mise en place et à la gestion des sys-tèmes capables de détection précoce des phénomènes épidé-miques (maladies transmissibles et prablèmes de santé liés à l'environnement). D'eutres activités (éveluation, expertise, conseil, recherche appliquée, formation) et d'autres domaines d'application (morbidité hospita-lière, maladies chraniques) devraient être développées progressivement. Le réseeu sera

Una politique de santé publi- aussi basé sur un système d'intervention parmanent chargé d'évaluer les progremmes de préventinn. Il ast duté d'une unité d'interventinn cepable d'epporter une assistenca méthodologique sur les urgences en matière d'épidémie.

Différents niveaux da « meillaga épidémiologique » sont ainsi nrganisés eutour du nnyau exé-cutif, petite équipe de médecins, ciens, tous détachés da leur enrps d'nrigine et basés à l'hôpital nannal de Saint-Maurice. Ce groupe est dirigé par le professaur Jacques Drucket (CHU de Tours), spécialista de santé publique, formé dans la public, puis dans le privé (groupe Mérieux), à l'épidémiologie d'intervention et de préven-

25 millions de francs pour 1993

Le premier cercla d'intervention est celui des médecins ins-pecteurs des directions départementales de l'action sanitaire at sociale. L'objectif à ce niveau est de renforcer les activités de nature épidémiologique. Le misa en place d'unités régio-nales d'épidémiologia d'Intarvention. Outre son conseil scientifique (composé da salze membres) la réseau national de santé publiqua comprend pour ministère de la santé (direction des hopiteux, direction générale de la Santé), l'INSERM, et l'Ecole nationala de santé publique. Son budget, pour l'année 1993, a pu être fixé à 25 millions de francs.

Sans doute ne a'agit-il encore là que d'une structure en gesta-tion. « Tout cele relève pourtant bel et bien da la prisa de consciance par les décideurs politiques at sanitaires de l'insuffisance des outils d'information en metière d'épidémiologia, explique le professeur Jacques Drucker. Au mtal, avec ce fout ieune réseau, nous allons, si tout évalue dans le ban sens, être bientot en phase avec des pays comme le Canada, les Etats-Unis nu la Granda-Bretagne, autant de nations qui jouissent d'une longue tradition d'épidémiologie

JEAN-YVES NAU

(1) Il s'agit des professeurs Claude Got, Albert Hirsch, Maurice Tubiana, Gérard Dubois et François Gremy. Ce groupe a sotamment été à l'origine de la rédaction de la loi Evin (1991) de lutte contre le tabagisme et l'alcoo-

(2) Le réseau national de santé publique, dirigé par le professeur Jac-ques Drucker, a pour siège central l'hôpital national de Saint-Maurice (Val-de-Marne) où l'on trouve d'antre part le centre collaborateur européen (OMS) pour le sids (docteur Jean-Bap-liste Brumet) et l'unité 88 de l'INSERM (épidémiologie des maladies profes-sognelles).

Les mains de Gargas

Une ancienneté-record probable et inattendue

ES quelque deux cent cinquante mains négatives qui snut, evec des gravures, les principaux décors de la grotte de Gargas (Hautes-Pyrénées) sont presque sûrement plus anciennes qu'on le pensait - même si leur âge était tnujnurs incertain. Elles ont très probablement été faites peu avant 24 860 (+ nu - 460) avant notre ère. Et si cette date est la bonne, elles sont tout à fait contemporaines des quarante-cinq mains négatives – les plus vieilles connues actuellement de par le monde -ornant les parois de la grotte Cos-quer (dont l'entrée sous-marine s'ouvre dans les calanques de Cassis sur la commune de Marseille et qui a été découverte en juin 1991) : ces mains de Cosquer, en effet, nnt été datees a - 25110 + ou - 350 avant nntre ère, selon de premières mesures (le Monde du 19 novembre 1992), + ou -390, selon une deuxième et toute récente série de mesures.

Les mains négatives sont nhteaues en pulvérisant - evec la bouche - un liquide coloré en rouge ou en noir sur une paroi rocheuse sur laquelle est posée une main. Laquelle apparaît forcément en blanc sur la roche ainsi colorée. On en a trouvé partout dans le monde, en Europe, en Amérique, en Afrique, en Australie, faites à des époques très diverses et même au cours du siècle actuel.

Certaines ont l'air d'être les traces de mains auxqueiles man-queut une ou plusieurs extrémités de doigt. Ce qui a, hien entendu,

d'ebord pensé à des amputations réelles marquant l'appartenance à un groupe drané, ethnique nu social... Mais les doigts incomplets sont très sonvent l'index et majeur dont les dernières phalanges sont indispensables aux activités d'un chasseur telles que l'usage du propulseur nn le tir à l'arc. Cette idée est danc quasiment abandon-

La deuxième bypothèse a été sug-gérée par André Leroi-Gourhan : les doigts incomplets n'euraient pas été amputés, mais simplement repliés (1) et seraient donc l'expression picturale d'un langage gestuel (comme ceini des sourds-muets) permettant à des chasseurs « travaillant » en groupe de communiquer pour mieux coordonner leurs efforts sans faire le moindre bruit qui pourrait faire fuir le gibier.

Il y a aussi une troisième théorie fondée sur des patbologies rares et particulières : dans ce cas, il y aurait en nécrose puis chute spontanée d'extrémités de doigt. La grotte de Gargas, dont les

mains négatives et les gravures ont été découvertes en 1906, a été visi-tée par des dizaines de milliers de personnes et étudiée par de nom-breux préhistoriens. L'abbé Henri Breuil y avait trouvé, notamment, des niveaux aurignaciens (de -30 000 à -24 000 environ) et gra-vettiens (de - 25 000 à -20 000 approximativement) laissés par des Homo saplens sapiens. Dans les couches gravettiennes, nn a trouvé des plaquettes gravées sur lesquelles les animaux sont représentés avec de doigt. Ce qui a, hien entendu, suscité diverses hypothèses. On a gravés sur les parois. On a danc

concin que les gravures pariétales. ctaient gravetiennes. Quant eux mains négatives, on hésite à les attribuer eux Aurignaciens ou aux Gravettiens.

En 1991, Jean Clottes, conserva-teur général du patrimnine et spé-cialiste des grottes nruées, e remar-qué pour la première fois à Gargas, qu'il conneissait pourtant bieu, que de petites esquilles d'os étaient plantées dans des fissures naturelles existant autnur de plusieurs pan-neaux ornés de mains négatives. Il est vrai qu'en 1990, après une déconverte de Robert Bégouën, il avait travaillé sur des petits bouts d'os analognes plantés dans des fissures des parois de la grotte d'Eniène (Ariège).

Des esquilles d'os

La disposition des esquilles antour de panneaux ornés de mains négatives de Gargas permet de penser que ces bouts d'os ont été plan-tés après la «peinture» des mains. Combien de temps après? On n'en a pas la moindre idée. Mais logi-quement, ils n'ont pas du être plantés avant.

Mis en éveil par les esquilles d'Enlène, Jean Clottes a découvert celles de Gargas passées inaperçues jusqu'alors. C'est là une illustration nouvelle du principe selon lequel on ne voit que ce que l'on est pré-

Des fragments d'os de Gargas ont cté datés en novembre et décembre 1992 par le Centre des faibles radioactivités (CFR) de Gif-sur-Yvette (CNRS et CEA) à gigne par Mare Groenen.

-25 860 (+ ou -460). Les mains négatives de la grotte des Hautes-Pyrénées euraient donc été faites au plus tard à cette date. Mais, très étonnant, la datation des esquilles de Gargas « colle » à peu près parfaitement avec celle des mains négatives de Cosquer, obtenue par des mesures feites et refaites eu CFR sur la matière colorante noire elle-même.

Les mains négatives de Gargas semblent donc bien être dues à des populations de la fin de l'Anrignacien ou du début du Gravettien et seraient ainsi - avec celles de Cos-quer - les plus anciennes du monde.

L'extraordinaire coïncidence des datations abtenues pour les deux grottes amène Jean Clottes à une autre conclusion logique. Comment des hommes appartenant à deux groupes humains vivant à 400 kilomètres (à vol d'oiseau) l'un de l'autre auraient-ils pn être atteints en même temps d'une de ces maladies rares conduisant à une amputation naturelle? Un ergument de plus contre l'hypothèse « pathnlogique » des mains « amputées ». Certes, nos ancêtres préhistoriques voyageaient - à pied - manifestement beaucoup plus qu'on aurait tendence à le

croire. Mais quand même! YVONNE REBEYROL

(I) Des mains négatives amputées, res-mblant tout à fait à celles dont on est sur qu'elles sont préhistoriques, ont été obtenues avec des doigts repliés, en France par Michel Lorblanchet, et en Bel-



L'HISTOIRE AU JOUR LE JOUR

SCIENCES - MEDECINE

Les chemins détournés de la science

Spiritisme, astrologie, médecines parallèles : la cote des parasciences remonte dans l'opinion. Premiers touchés : jeunes, femmes, écologistes, intellectuels et... scientifiques

lisme scientifique omniprésent, les paraseiences se développent. Transmissioo de pensée, spiritisme, télépatbie, numérologie, astrologie s'épanouissent avec un rare bonheur. Plus qu'bier, les Français eroient aux tables tournantes, à l'explication des caractères par les signes astrologiques, à l'inscriptinn de la destinée dans les lignes de la main, aux fantômes, aux revenants et aux guérisons par magnétiseur et imposition des mains.

An regard de l'histoire, le phénomène n'est pas nouveau. « Mal-gré l'exponsion progressive des idées rationolistes, le dix-neuvième et le vingtième siècles sont jalon-nès de muvements intellectuels refusont les bornes fixées par l'épistémologie dominante : mouvement spirite au dix-neuvième siècle; réhabilitation du spiritualisme opposé à lo pensée scientifique dans l'entre-deux-guerres; mouvance de la revue Planète dans les onnées 60 ; colloque de Cordoue sur les porasciences dans les nanées 70 », constataient en 1984 Daniel Boy et Guy Michelat, du Centre d'étude sur la vie politique française (Fondation nationale des sciences politiques et CNRS).

« L'astrologie également, bien qu'en voie de disparition en France à lo fin du dix-neuvième siècle, réappornit dans l'entre-deuxguerres dans lo grande presse amé-ricaine, puis française. Elle se dif-fuse très largement à partir des

sciences qui, non contentes d'envahir les ondes, la presse écrite et le petit écran, s'emparent désor-mais de l'informatique et du Mini-

Toutes ces progressiona sont le révélateur d'une évolution récente de la société, comme le montre le sondage effectné par la SOFRES pour le compte de la Cité des sciences de La Villette, du journal le Monde et de la Fondation Elec-tricité de France (2). Les précé-dentes en puisses manufes en 1982. dentes enquêtes, menées en 1982, 1988 et 1989, faisaient mparaître déjà que la eroynnee dans les paraseiences était loin d'être un phénomène quantitativement négligeable. Mais les résultats variaient peu d'un sondage à l'autre, ce qui n'est pas le cas cette fois.

Des chiffres en progression

Le phénomène s'est amplifié et "l'on constote, soulignent Daniel Boy et Guy Miebelat, que ce sont des croyances modernes et non des reliquais de croyances onciennes s comme les fantômes, les reve-nants, les envoûtements et la sorcellerie, qui se sont développées.

55 % des Français croient à In transmission de pensée, 46 % tiennent pour certaine l'explication des caractères par les signes astro-logiques, 35 % se disent confiants dans les rêves qui prédisent l'ave-nir, et 55 % pensent que la guéri-

ES « sciences parallèles » onnées 60 par le canal des radios son de leurs manx dépend des parain nous. Loin de plier sous les coups de plier sous les coups de bnutoir d'un rationa- large développement des para- d'étonnant lorsque l'on consiale sée, de 53 % à 56 % à l'interprétaqu'un tiers des personnes interrogées dit avoir eu l'impression d'assister à un phénomène surnaturel.

Tous ces ebiffres ou presque sont en augmentation par rapport
à ceux de l'enquête réalisée,
en octobre 1988, par la SOFRES,
pour le compte du Figuro-Magozine. Seule exception : une moindre confiance dans les prédictions des voyantes, qui perdent trois points en un peu plus de quatre ans, et dans les rêves qui prédisent l'avenir. Ceux-ci reculent également de trois points. Comme dans tout sondage, le message simple de ces chiffres bruts - « // y n une majorité de Fronçais qui croient que... » - frappe l'imagination et masque la réalité sociale de ce

Une analyse plus fine des son-des montre, en effet, que les paras-ciences touchent plus les femmes que les hommes et que, à l'excep-tion de la transmission de pensée, réservée aux trente-einq-cinquante ans, elles séduisent plus les jeunes de dix-buit-vingt-einq ans et les vingt-cinq-trente-cinq ans que leurs aînés. A cet effet de génération, dû peut-être à nne moindre intégration des jeunes au catholicisme on à l'athéisme qui élolgne des parasciences, s'ajoule

une dimension socio-politique. Les adeptes do paranormal se recrutent en effel plus faeilement chez les militants et les sympathisants des Verts ou de Génération Ecologie que chez les socialistes tion des signes astrologiques, de 42 % à 48 % à la signification des rêves, mais 27 % seolement à l'inscriptinn de la destinée dans les lignes de la main.

La sympathie des diplômés

Seuls les communistes font preuve d'un scepticisme presque sans faille, sauf en ce qui concerne les guérisons par magnétiseur et imposition des mains. Sur ce point précis, ils rejoignent, dans un même élan (54 %), les sympa-thisants de toutes les nuires formations politiques. Peu à peu se dessinent done les milieux où les sciences parallèles recrutent en majorité leurs adeptes : les jennes, les femmes et les écologistes.

Last but not least, l'enquête de la SOFRES montre que les sympa-thisants des parasciences - dont les agriculteurs sont singulièrement absents - se recrutent pour une bonoe part daos les milieux diplòmés. Ce n'est pas totalement une surprise. L'enquête réalisée en 1982 avait révélé cette tendance, qui confirme très largement tifiques et d'intellectuels dans certains des domaines (pensée, astrologie, rêves, santé) proposés aux sondés. e Ce travoll, font remar-quer Daniel Boy et Guy Michelat, souligne l'existence de deux catégories sociales sensibles oux parasciences, une portie des classes moyennes, notamment les employés, et une fraction des caté-gories supérieures, à dominante intellectuelle. Les premières étant tournées phutôt vers ce qui concerne l'astrologie, et les secondes vers les parosciences proprement diles, en particulier la télépathie.»

Comment interpréter ces résultats? Comment expliquer ees adhésions à un système de pensée aussi différent du rationnet? Pour Daniel Boy et Goy Miebelat. ce n'est pas seulement l'âge ou le niveau culturel qui prédisposent à In croyance aux parasciences, mais aussi une situntion relative de marginalité sociale. « Les croyants, dit-il, appartiennent plus souvent à ces groupes socioux dont l'Inser-tion sociale soit n'est pas acherée, soit manque de cohèrence ou d'as-

« Dans le premier cas, poursuit Daniel Boy, se trouvent les étu-diants et, dans le second, une serie de professions dont le statut social n'est pos clairement défini (institu-teurs, travailleurs sociaux, intellecteurs. travailleurs sociaux, intellec-tuels). De ce décalage entre leurs attentes sociales et la réalité incer-taine de leur position naîtrait une incertitude fondamentale, un senti-ment de marginalité ou d'inadap-tation ou monde tel qu'il est, facili-tont l'adhésion à d'autres systèmes de représentation de lo réalité.»

Le poids de la religion

D'autres paramètres influent nussi sur l'attitude des adeptes des parasciences, Même si les mille einq cents personnes de l'échantil-

lon retenu par le sondage se disent plutôt satisfaits (82 %) de leur vie sentimentale, peu inquiets (80 %) de leur état de santé et peu préoceupés (66 %) par les risques du ehômage, ces indicateurs jouent quand même un rôle essentiel en faveur des parasciences dès lors que l'avenir devient incertain du fait de l'isolement, d'une mauvaise santé, du ebomage ou d'un divorce. S'y ajoute le poids de la religion qui fait que sont préserves d'nutres croyances les catholiques pratiquants réguliers et les nthées. Ceux qui sont moins anerés dans lenrs convictions sont plus sensibles aux sirènes des parasciences.

Alors, sommes-nous en présence de deux mondes qui s'ignorent ou se méprisent? La réalité est moins nette, mais il est intéressant de constater que, en règle générale, one majorité de personnes interro-gées (54 %) s'intéresse à la science et estime qu'il y aura un jour une reconnaissance par la science de la transmission de pensée (53 %), de l'influence des astres sur les caractères (50 %) et des objets volants oon identifiés (51 %). « Sans doute oon identifies (31 %), « Sans doute est-ce le signe, estiment Daniel Boy et Guy Michelat, que, dons le système des représentations sociales, il n'y o pas de discontinuité entre l'univers proprement scientissique et celui des purasciences. .

De fait, pour les croyants jeunes et eultivés qui exercent le plus souvent des activités intellectuelles, il s'agit moins de refuser les acquis de la science institutionnelle que de proner son ouverture à d'autres systèmes de pensée.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU

(1) La Recherche (décembre 1984). (1) La Retierche (decembre 1999).

(2) Sondage effectué du 16 au 25 janvier sur un échaniillon natimual de 1500 personnes représentatif de l'ensemble de la population âgé de dix-huit ans et plus, à partir d'un questionnaire réalisé par Dédick Boy Ericaly Michelat, Méthode des quotas et stratification par région et catégorie d'agglomération.

► Ce sondage sera présenté les 24 et 25 février lors du col-loque organisé à Paris par le. Monde et la Cité des le. Monde et la Cité des sciences de La Villette sur le thème « La pensée scientifique, les citoyens et les parasciences », à la Cité des sciences, 30, avenue Corentin-Cerlou, Paris (19*) (métro Porte-de-La-Vilette). Entrée libre sur inscription. libre sur inscription. Rensei-onements au (1) 40-05-73-32.

L'évolution des croyances des Français dans le domaine des... parasciences

Question: Voici une liste de phrases. Pour chacune d'elles, pouvez-vous me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord?

Question: A certains moments de votre vie, avez-vous en l'impression d'être en présence de quelque chose de surnaturel?

	Tout fait d'accord	Plutôt d'accord	Plutôt pas d'accord	Pas du tout d'accord	Sans opinion
	100	96	10	0 %	
Les esprits des morts peuvent communiquer avec les vivants	7	14	17	59	3
En définitive la dévalancement de la	2	I	7	6	
En définitive, le développement de la science entraîne le progrès de l'humanité	45	36	10	6	3
Il y a des réalités que la science ne parvien-	8	I] 1	6	
dra jamais à expliquerdra	<u>51</u>	31	8	6	4
L'astrologie est une science	8 27	2 . 3l) I	4 20 .	7
E adiologic de une sieneumamaniminimanim	5			5	,
Les scientifiques qui font des recherches sur la télépathie (transmission de pensée) per-			1		
dent leur temps	12	15	32	35	6
	2	7	6	7	

Question: Dites-moi pour chacun des phénomènes suivants si vons y croyez on non.

	Rappel enquête SOFRES le Figuro- Magazine octobre 1988	Férrier 1993
	100 %	100 %
Les tables tournantes (1)	}	
Py crois	10 86 4	16 81 3
L'explication des caractères par les signes astrologiques		•
J'y crois pas. Sans réponse.	40 56 4	46 49 . 5
Les prédictions des voyantes (2)	((
J'y crois Je n'y erois pas. Sans réponse.	27 69 4	24 72 4
Les rêves qui prédisent l'avenir]	
J'y crois. Je n'y crois pas. Sans réponse.	38 59 3	35 62 3
Les prédictions par les signes astrologiques, les horoscopes	}	
Fy crois. Je n'y crois pas. Sans réponse.	24 73 3	29 68 3
L'Inscription de la destinée dans les tignes de la main	1	
Je n'y crois pas	17 78 5	23 72 5
Les fantômes, tes revenants	1	
Je n'y crois pas	5 94 I	87 2
Les guérisons par magnétiseur, imposition des mains]	
Je n'y crois pas. Sans réponse.	47 47 6	55 40 5

(t) En 1988, l'intitulé exact était : « La possibilité d'estrer en contact avec l'au-delà par les tablés (?) En 1988 l'intitulé exact était : « La don correstmel mi nermet aux voyants de prédite l'arenir »

Très souvent Assez souvent Rarement Jamais Sans réponse	2 6 24 66 2
---	-------------------------

Question: Vaici un certain nombre d'explications concernant l'origine de l'univers. Pouvez-vons me dire quelle est celle avec laquelle vons êtes le plus d'accord?

L'univers a commencé par un bigbang	20 25 41 6	
L'histoire de l'univers n'est que le résultat du		

Le Musée de la préhistoire aux Eyzies

Une barre longue de 80 mètres dans la falaise : un projet inquiétant

LES EYZIES-DE-TAYAC (Dordogne) de notre envoyée spéciale

UELLE longueur mesurern batiment musée proprement dit?» La questinn est simple. Pour-tant l'architecte Jean-Pierre Buffi et le conservateur du Musée national de préhistoire des Eyzies-dc-Tnyac, Jean-Ineques Cleyet-Meric, qui travaillent depuis plusieurs années au projet du futor musée, doivent se concerter quelques instants. Enfin la réponse vient : « 80 mètres. » Ces deux mots suffiraient à eondamner le projet. Dans la falaise de la vallée de la Vézère site classé et inscrit dans la liste dn Patrimoine mundial de l'UNESCO – juste au-dessus du village des Eyzies-de-Tnyne (857 bahitants), une barre parallélépipédique et quasi aveugle s'étire-rait sur 80 mètres et serait com-plétée en contrebas par de grands bâtiments eubiques et presque

aussi aveugles. Certes, le Musée national de la préhistoire, qui a été ouvert aux Eyzies-de-Tayne sous l'impulsinn de Denis Peyrony à partir de 1910, est beaucoup trop petit avec sa surface de 300 ou 400 mètres carres, ses quelques millions d'objets et ses 150 000 visiteurs annuels, surtout nombreux l'été. Le château médiéval où il est iostallé a la noblesse et in patine que les siècles confèrent aux bâtiments. Mnis la vallée de la Vézère et celle de la Beune qui confluent aux Eyzies-de-Tayae sont peu larges et enserrées par des falaises à pie ou en surplomb. Avec ses maisons, dont in plupart sont coiffées des toits bauts et peotus converts de tuiles plates typiques de la région, le site est superbe et dégage une barmonie certaine.

Pourquoi gâcher un site classé?

Un projet du futur Musée antional de préhistoire des Eyzies-de-Tayac présenté en 1984 et imaginé par le même architecte prévoyait, no même emplacement, trois cubes aveugles (le Monde daté t6-t7 décembre 1984). Il était, déjà, eboquant. Modifié, il l'est tout autant, même si les bâtiments doivent être construits en pierre de la région. En outre, les explications données par l'architecte au cours du symposium international qui s'est tenu du 5 au 7 février dans le village réveillé pour trois jours de sa somooleoce bivernale ont ajouté les formules surprennntes (« Double lecture du site », « découverte avec effort des collections du musée », « parcours iniatique »...) nux précisions inquié-

La verrière (au nord) de la barre sera à 2,50 mètres de la falaise e retravaillée ». Ainsi sera crce un e ropport priviléglé (...) ovec in fainise toujours presente

(...) comme un fond de scène magique changeant à lo couleur dorée du soleil réfléchi por le rocher». L'architecte semble oublier que tous les jours de l'aunée ne sont pas ensoleillés en Dordogne, et que, les Eyzics-de-Tayac n'étant pas au tropique, le soleil n'y est jamais vertical... En outre, la vue splendide sur la val-lée ne sera visible que par de très étroites meurtrières.

Pourquoi gacber un site elassé? N'nurait-on pu prévoir un autre emplacement à côté du village et hors des falaises pour un musée. national dans snn statut mais consacré, en fait, à la préhistoire de la vallée de la Vézère? Ne peut-on inclure dans le projet des réserves beaucoup plus vastes que les 650 mètres carrés y figurant actuellement alors que te musée ne cesse de s'enriebir ebaque nnnée? Un certain numbre de la centaine de participants ao symposium international ont déploré, mais sans trop oser le dire, le pro-jet actuel. L'objection la plus nette n été formulée par le docteur Andrew Jones, directeur du centre Archaeolngical Resonrce for Excavation and Research (1): « Je suis surpris que le gouverne ment français ait donné son accord puur construire un musée dans lo falaise.

YVONNE REBEYROL

(I) Le centre An r Excavation and Research fast partie ou ork Archaeological Trust, fondation

cience

MUSIQUES

Sophie Boulin, précieuse et tragédienne

Sous les airs courtois de Michel Lambert (1610-1696) un vrai mélodrame amoureux

DÉLICES ET TOURMENTS SUR LE MODE MINEUR à la Péniche-Opéra Adélaïde

C'est une leçon qui se joue à deux, où passent des désirs, des déchirements, de l'espoir et du renoncement, comme dans la Leçon de lonesco. C'est du théaire, d'abord, du mélodrame plutôt : les mots du eœur portés par des accents musicaux. Cela s'appelle Délices et tourments sur le mode mineur. Une heure d'émotion de mineur. Une houre d'émotion, de

La salle est aux dimensions d'un salon. Quelques dizaines de spectateurs sont admis à chaque représentation de la Péniche-Opéra, structure navigante où Mireille Larroche programme depuis dix ans des spectacles lyriques «diffé-rents». Les Péniches, Car il y en a deux désormais, amarrées sur le canal Saint-Martin, La plus Jeune est prénommée Adélaide. C'est la que Sophie Boulin a installé un spectacle qu'elle a elle-même imaginé, écrit et monté,

Le pari était de bâtir un specta-cle sur la préciosité qui, au-delà des chichis que Molière a ridiculi-sés, résume sans la caricaturer une façon de vivre et de penser la fémi-nité au XVII siècle : affranchisse-ment par le savoir; respect de soi el des autres à travers la courtoisie; la retenue, la vertu.

Chanteuse de son état - et l'une des voix les plus raffinées du chant baroque français, - Sophie Boulin s'est attribué le rôle d'une précicuse musicienne. Il y a, dit le spectacle, antagonisme dans les termes. La préciense est une céré-brale, une intellectuelle. La chanteuse n'a pas que la mélodie pour instrument. Elle dispose (en parti-culier dans le style baroque) d'au-tres rhétoriques autrement sophistiquées : arrondi délical des mains,



Sophie Boulin et Freddy Eichelberger

face ou de côté, fléchissements de la tallle, envol de bras indigné. Sans oublier tous ces effets de gorge, tous ces battements de glotte, ces glissements brisés sur les notes altérées, cette effervescence d'ornements et de sensualité, cette technique vocale mystérieuse et codée qui «trabit» plus qu'elle n'exprime les sentiments.

Sur les airs d'apparence très digne de Michel Lambert (le beau-père de Lully), Sopbie Boulin joue le rôle d'une précieuse trahie par la musique, Trahie par les soupirs, les pleurs, les transports, les abandons

ment les poètes précieux que Lambert a mis en musique. Face au compositent qu'elle a convié à venir apprécier son «art» et qui, de surcroît, «l'accompagne dévote-ment» - mots à double sens, évidemment, - la précieuse trans-forme le concert en aveu, se transforme elle-même imperceptiblement, glisse vocalement du code de la pudeur aux plus impudiques dépouillements. Le rôle du compositeur-accompagnateur revient à l'impressionnant claveciniste Freddy Eichelberger. Quelques projecteurs (les lumières sont d'Olivier

au décor. Entre rêve champêtre et religiosité, cette toile est signée Anne Gorouben.

ANNE REY ▶ Juequ'au 28 février, du mardi au samadi à 21 haures, la dimanche à 17 haures, places à 120 F, 100 F (80 F au-dalà de dix parsonnas). La Pénicha ast amarrée face au 200, qual de Jammapes, 75010, métro Jau-rès. Tél. : 42-45-18-20. Sophie Boulin a potentiment particle à Boulin a notammant participé à l'anragistrament das Cantates françaises d'Ellsabeth Jacquat da La Guarre (1666-1729),

THÉATRE

Les comédies perverties

Un Molière tout frais de Jean-Luc Boutté

LES PRÉCIEUSES RIDICULES et L'IMPROMPTU DE VERSAILLES à la Comédie-française

Les Prècieuses ridicules: Molière jette là un bon titre, bref et direct, qui reste en tête, et lance déjà un pied devant l'autre pour y aller voir. Mais un mauvais titre aussi, car Molière annonce des femmes perroquets, sans âme singulière. Et c'est faux. Cathos et Magdelon sont bien plus attachantes que en Prenez plus attachantes que ca. Prenez donc la peine de les écouter, ces « précieuses », mais de les écouter vraiment, quelques secondes.

Gorgibus, le père de Magdelon, vient de reprocher à sa fille d'avoir envoyé promener un gar-con qui, de but en blanc, sans même la connaître, lui « parlait mariage ». Et Magdelon évoque wlo rougeur » de la jeune fille, qui retient le jeune homme «pour un temps », « Après cela viennent les rivaux qui se jettent à lo traverse d'une inclination établie, les persécutions des pères, les jolousies conçues sur de fousses apparences. les plointes, les désespoirs. » A ces choses dites calmement, d'un ton élégant si l'on veut mais simple, le père répond brusquement : « Quel diable de jargon entends-je ici? » Alors il faut se demander : de qui Molière se moque t-il? De la «précleuse» Magdelon, qui s'exprime d'un ton juste, ou de Gorgibus qui se fâche à tort?

La pièce appelle deux remarques. Premièrement, le «jargon» ques. Premierement, le «jargon» prétentieux est quelque chose de fluent, d'indécis, un peu comme des éclats trop forts qui choquent l'œil sur de l'eau qui bouge. Nous ne sentons même pas à quel point des textes aussi «courants» que Le Cid ou Phèdre sont bourrés, infestés, de termes d'une préciosité incrovable. Toul comme dans sité incroyable. Toul comme dans l la vie courante (la nôtre, aujour-

d'hui), des mots pas simples comme «consensus», «incontour-nnble», « à deux vitesses », cte., sc plissent et s'implantent, tranquil-lement, quand cela peut être dit d'une voix plus modeste, moins « branchèe ».

Deuxièmement : le comique et Deuxièmement : le comique et la cruauté de la farce ne sont pas une question d'emploi de mots, ni d'état d'esprit. La pièce, e'est la manigance des deux jeunes gens évincés, qui envoient leurs deux valets, déguisés en marquis, ehez Cathos et Magdelon. Et Molière se lance dans un délire : d'une part lesdits valets se révélent, dans l'imitation du snobisme, plus inventifs, plus babiles, plus « culturés » que leurs maîtres, « culturés » que leurs maîtres, mais du même mouvement se conduisent avec une brusquerie, une « grossièreté » inattendues, allant jusqu'à violer, semble-t-il, les deux jeunes femmes si les deux vrais «marquis» n'interve-naient pas su bon moment.

Une « irréalité concrète »

Molière s'emploie donc, comme il le fait sonvent, à « pervertir » le propos. A brouiller les cartes de la morale du temps. Il juxtapose, la violence du sexe brut et un maniérisme de conduite. Il met en doute le partage, clair et net, entre deux attitude sociales. Il entre deux attitude sociales. Il lève le lièvre de l'hypocrisie. La mise co scène de Jean-Luc Bouté dégage l'expression première de Molière, dans sa subtilité et sa violence, ses faux-semblants et la force de son regard. Maître de ces éclairages blancs, qui « détourent » l'esprit de l'œuvre, ll a fait construire par Louis Bercut un décor aéré et clair, presque un espace nu en jour réel, sur le vide pur de quoi se marquent des pur de quoi se marquent des figures très précises, très dis-tinctes l'une de l'autre.

Les costumes du même Bercut sont d'une féerie, d'un charme nimaginables, ils ont une telle densité de pierres précieuses que les personnages y gagnent une «irréalité concrète» d'étranges insectes marionnettes (et le mot « précieuses », ici, est exact). Jean-Luc Boutté a été aidé on ne peut mieux par Claude Matbleu et Isabelle Gardien (les deux vraies fausses « précieuses »), Thierry Haneisse et Yves Gasc (les deux valets méchants hommes), Igor Tyczka buté à sou-hait en Pére fouettard.

Tels ou tels spectateurs ont pu étre pris de court par ces Précieuses ridicules débarbouillées. Qu'ils reliscat posément et entiè-rement la pièce, ils verront que Boutté ne déforme rien. Tout metteur en scène, d'ailleurs, est metteur en scène, d'ailleurs, est libre d'orienter une pièce à son gré – un grand auteur a été très net sur ce propos, et c'est Molière, dans L'Impromptu de Versailles. Il s'y représente luimème sur les plancbes, et se fait dire, parlant des acteurs et de qui l'on vent: « Qu'ils s'en saisissen (de mes pièces), qu'ils les retournent comme un habit pour les mettre sur leur théâtre, et fâchent à profiter de quelque agrément à profiter de quelque agrément qu'on y trouve, j'y consens... »

Dans cet Impromptu de Ver-Dans cet Impromptu de Ver-sailles qui complète les Précieuses ridicules, c'est la même danse des figures sur fond d'horizon dégagé, le même jeu détaché des acteurs, le même délire-conscience de Molière. Jeu un peu trop chien fou de Thierry Hancisse en Molière. Les premières minutes surtout sont superbes, quand nous touchons un Molière en désarroi, en solitude, pas bien sûr encore de la pièce qu'il va écrire. Belles nuances aussi pour faire pressen-tir la si eurieuse complicité dis-tante de Molière et du roi, ee roi 'qui tout de suite fait dire : de non, si les comédiens ont pris du retard, où serait la contrariété?

► Comédie-Française, 2, rue de Richalleu. En elternance. Tél. : 40-15-00-15.

DANSE

Danse contemporaine au Conscryatoire de Paris. - Les élèves danseurs en fin d'études, qui ont opté pour la danse contemporaine au Conservatoire de la Cité de la musique de la Villette, présentent, sous la direction de Martine Clary, leur maître de ballet, un spectacle constitué de chorégraphies récentes d'Odile Duboc. Dominique Petit, Christine Bastin et Dominique Bagouet.

▶ Jusqu'au 19 février, 20 h 30. salle d'art lyrique du CNSMP, 209, avenue Jean-Jaurèa 75019, Tél.: 40-40-46-34. Entrée libre, dans la mesure des places disponibles.

a see and

rehistoire aux Eye

Le tour du court

Le quinzième l'estival du court-métrage -

CLERMONT-FERRAND

En quatorze ans, le festival est devenu le principal rendez-vous mondial du court-métrage. Plus de 75 000 spectateurs ont assisté cette année à une manifestation qui ne proposait pas moins de 67 films fran-çais et 69 films étrangers en compétition, des panoramas américain et espagnol, et une rétrospective autour de la nourriture. L'occasion d'un vaste tour d'horizon du genre, qui trouve, depuis peu, des débouchés sur le petit écran («L'œil du eyclone» sur Canal Plus, «La 25 heure» sur France 2, ou encore ARTE), mais peine à tronver place dans les salles de einéma. Seuls les 160 écrans du RADI (réseau alternatif de diffusion), 10us situés hors de

metrage. Georges Bollon, un des organisa teurs du festival, estime toutefois que « les choses évoluent dans le bon sens, Clermont-Ferrand est un aussi un marché et le nombre de distributeurs présents est en hausse notable». Les aides à la création octroyées par le CNC, mais aussi, de plus en plus fréquemment, par divers ministères, conseils généraux, et municipalités, font que le «court» est, en France, moins mal loti qu'à l'étranger.

Aux Etats-Unis, les jeunes réalisateurs, une fois sortis des universités et de ses confortables moyens, doivent bien souvent, dans la logique du marché, financer intégralement leurs films. Alléguant que «[le] genre ne reflète plus depuis longtemps la réalité de la diffusion cinématographique en la lift de la des la lift de la des la lift de la des la lift de la salle», l'Académie des arts et des techniques, qui décerne les Oscars, a même tenté d'éliminer de la compétition le court-métrage de fiction et le documentaire, avant de faire marche arrière devant les protestations des

Parmi les Américains présentés à Clermont-Ferrand, on attendait de Hal Harticy et sa Théorie de la réussite, - un peu décevant au regard de Trus Me et The Unbelievable Thruth. Mais on decouvrit avec bonheur l'optimiste et intelligent The Dead Boy's Chib, de Mark Christopher, qui évoque deux générations d'homosexuels, celle des années 80 frappée de plein fouet par le sida et celle d'aujourd'hui, qui aurait retrouvé le goût de

Le sida est également le propos du Suédois Roy Andersson, dont le film, Quelque chose est arrive, n reçu le Prix spécial du jury international.

s'est tenu à Clermont-Ferrand

du Comité suédois de santé publique - tournée en 1987-1988, période de Correspondance toutes les rumeurs, - n'est pas ache-vée. Le Comité a coupé les vivres au réalisateur après que celui-ci eut présenté nvec humour un scientifique en blouse blanche exposant aux sommités du monde médical la thèse de la transmission du virus par une mor-sure de singe. D'autres «hypothèses» sont passées en revue, du châtiment divin aux recberebes biologiques,

déclenchant des réactions du publie partagées entre malaise et crédulité. revenu à Denko, film franco-guinéen du temps réel, entre un aujourd'hui de Mohamed Camara. Malgré son cinématographique et un hicr de Mohamed Camara. Malgré son sujet (une femme rejetée de son village doit accomplir un douloureux inceste pour guérir son fils aveugle), sa qualité l'a imposé. Tout comme ont parus corrosifs et impertinents les films anglais, que ce soit Un sens de l'histoire (Prix International du publie), de Mike Leigh, où le flegmatique Comte de Lecte, vingt-troisième du nom, dévoile ses abjections, fraticide, infanticide, etc. Ou les Paris, puisent dans le catalogue de 200 films géré par l'Agence du courtfraticide, infanticide, etc. Ou les six minutes de Oozat, de Darren Walsh. Presque un instant, mais qui suffit à mettre en évidence tous les entrer en communication avec

> Bonne qualité, aussi, de la sélection française. Habitué du festival (îl a remporté deux prix). Cédric Klapisch, réalisateur du long métrage Rien du tout sorti en octobre dernier et membre du jury, souligne que l'aon revient à une véritable direction d'acteurs». Témoin l'Exposé d'Ismaël Ferroukhi (Prix spécial du jury acteurs). nal), qui comme beaucoup de ses confrères met en scène des enfants. Des films soignes, donc, parfois jusqu'à l'excès: Georges Bollon constatait d'ailleurs « une rolonté de « faire propre» tout en relevant la faiblesse de nombreux scénarios.

John, de Roberto Garzelli (mention du jury national et internatio-nal), constituait une exception. Il montre Tarzan vieilli, établi en ban-lieue parisienne avec Jane. Le roi de la jungle dort en slip léopard sur son situation est plus décbirante balcon, jusqu'à ce qu'un vieux chef africain vienne réveiller les anciennes légendes. Si le Grand Prix national logendes. Si le Grand Prix national est allé à Thomas Bardimet pour le Jour du bac, on regrette l'absence au palmarès du Vol du frère, de Guillaume Bréaud, jeu autoriaux de la light particular de la light p laume Bréaud, jeu audacieux et oni-rique sur l'indiscernable part du vrai et du saux, pimenté d'une scène extraordinaire de football à quatre, l'automne, entre humour et violence, mechan-

ceté et innocence.

Retour aux années d'enfance

Un film sur la mémoire des sentiments

HORS SAISON de Daniel Schmid

Daniel Schmid est né dans un hôtel que dirigeaient ses parents. Un hôtel au milieu des montagnes uisses, près d'un lac, environné de pentes neigeuses, éblouissantes. Dans la légende familiale de Daniel Schmid, il y a une chambre qui donne sur la mer. Cette chambre, il va la chercher nu long d'un film qui s'appelle Hors saison. Hors du flux des touristes indifférents, avec juste Le Grand Prix international est les habitues, presque des amis. Hors evenu à Denko, film franco-guinéen du temps réel, entre un aujourd'hui recomposé sur la mémoire des sen-

Hier, vivait un enfant qui dans le film s'appelle Valentin (Carlos Devesa), Aujourd'hui, un homme (Samy Frey) arrive dans eet hôtel

rintbe peuplé de souvenirs forcé-ment embellis. L'homme et l'enfant se croisent, tous deux regardent les images - si belles images vibrantes et douces de Renato Berta - et les gens. Il y a ces valises que l'on trimballe en courant dans les couloirs, aux changements de saison. La grande armoire à glace du gre-nier. Le salon de coiffure où les dames se préparent au bal masqué. Le kiosque à journaux où la généreuse M= Gabriel (Andrea Ferreol) détient les Mickey. Il y a la grand-mère (Maria Maddalena Fellini) qui mène son monde et qui, protestante intégriste, redoute l'Eglise catholique comme s'il s'agissait d'une cel-lule communiste. Il y a les histoires du grand-père (Maurice Garrel), son idylle avec Sarah Bernhardt (Marisa Parédès dans un fabuleux numéro

qui a existé, traîne dans un laby- de divine capricieuse) quand il était tout jeune serveur au Ritz de Lon-dres, et le crime de l'anarchiste russe (Géraldine Chaplin, étonnamment burlesquel qui s'est trompée de victime. Et la belle M= Studer (Arielle Dombasle), le couple mere-fils, le duo des Cassandre, et le magicien truqueur et hypnotiseur

Puis au piano et à la batterie : Max et Lilo (Dieter Meier et Ingrid Caven). Imperturbable, entre sérieux et sourire, entre vamp années 30 et tendre solitaire, togrid Caven interprète des chansons d'époque qui, dans les arrangements de Peer Raben, deviennent de sau-tillantes fantaisies surréalistes. Plus près de Lewis Carroll que de Proust, le film se déguste comme un récit au coin du feu.

Un entretien avec Daniel Schmid

«L'histoire que j'ai toujours voulu raconter»

«Je n'ai pas voulu restituer mon enfance, explique Daniel Schmid, j'ai raconté une histoire dont les épisodes s'enchaînent comme dans un jeu de billard : on lance une boule, elle en frappe d'autres, leur impulse un mouvement qui modi-fie son propre parcours.

» Je n'avais pas tourné depuis longtemps car pendant deux ans j'ai préparé l'adaptation d'un roman policier écrit, entre désintoxication et rechute, par un morphinomane mort d'une overdose en 1938. Un texte très beau, traversé de personnages qui apparaissent et se perdent. C'est pour sa construc-tion trébuchante que je me suis intéressé nu livre. Pour cette même situation est plus décbirante encore, parce que l'on contrôle moins le travail et, une fois que famille, de mon enfance. Je ne me suis pas demandé si c'était facile ou non. J'ai dit : on commence à

» Il suffisait de trouver le cadre. Nous n'avons pas tourné dans

activité, et que dirige mon frère. Je gnent. Dix jours avant la sortie, l'ai reconstitué au Portugal, dans une vieille dame est arrivée à un vieux palace sur la route du pèlerinage de Fatima, avec ces cen-taines de gens qui vont à pied. Le palace était vide, nous y avons habité, et installé une sorte de stu-dio, fixé les éclairages nécessaires dans l'escalier et le hall.

» J'appartiens à une génération déjà entourée de morts. C'est pour-quoi je voulnis que le film soit léger. Ou plutôt, qu'il ne grince pas, qu'il soit porté par ma tendresse envers ces gens, dont j'af-firme l'étrangeté. Chacun, dans cet hôtel, isolé comme dans sa propre station de radio, inconscient, vit le dernier voyage du Titanic. Ponrtant, l'ambiance n'est pas dramati-que, au contraire. Je craignais la nostalgie, les clicbés du rétro et de la décadence parfois collés à mon travail. J'ai fait attention. La plupart des acteurs sont des amis. Nous nous étions choisis depuis longtemps.

» L'enfant m'a angoissé, naturellement, et j'avais un blocage sur son choix. Mais je me suis fixé sans crainte sur Carlos Devesa. J'avais déjà visité son école, il était absent, et la veille du tournage quelque chose m'a poussé à y retourner, je l'ai trouvé. Dans ce genre d'opération «film sur mon

l'hôtel de mes parents - je n'y étais pas. Elle entre au bar, et dit : « J'ai chanté ici il y a quarante ans, est-ce que M= Schmid est là?» C'était Lilo. Mon frère lui apprend que je venais de tourner un film où il y

evait son personnage. » Plus tard, je lui ai envoyé une interview d'Ingrid Caven, qui ne l'a jamais vue. Meis Lilo a dit : «je me reconnais. » Parce que elle, c'est aussi Ingrid. Elle est «la» ebanteuse de cabaret. J'avais quatre ans, je me souviens de ses lèvres rouges, de ses longs cheveux blonds qu'elle rejetait en arrière quand elle jonait de la batlerie, à la manière des vedettes de l'époque. Elle est pour moi comme un premier amour.

» A présent, le film est terminé, je me retrouve comme toujours, à ces moments-là, dans un trou. Ce n'est pas un sentiment vraiment pénible, plutôt ambigu. On a essayé. On a fait semblant d'onblier ce que l'on sait pour ne pas se laisser écraser par le métier. On a lancé le film sur sa route, on espère qu'il ne recevra pas de blessures.»

> Propos recueillis par COLETTE GODARD

CHRISTOPHE MONTAUCIEUX | l'bôtel de mes parents, toujours en Malgré ses qualités, cette commande

La couleur contre le drame

En hommage à Bram Van Velde, une exposition pour se griser de lumière

LES ESTAMPES DE BRAM VAN VELDE à la galerie Moeght

Bram Ven Velde est mort en 1981. Une rétrospective lui a rendu hommage au Centre Pompidou en 1989. Depuis, peu de choses. Cet art difficile, rebelle aux systèmes interprétatifs, étranger aux classements généalogiques, pâtit, comme il se doit, de sa rigueur et de sa singulerité. L'iti-néraire, il est vrai, a de quoi déconearter: Bram Van Velde « vient » de l'expressionnisme alle-mand, qu'il a côtoyé eux débuts des ennées 20 à Worpswede, colonie artistique établie dans un vil-lage du nord de l'Allemagae. Ensuite? Des voyages et des mal-

> CALENDRIER DES ADMINISTRATEURS DE CONCERTS

Concerts
DIMANCHE
MATIN
Théltre
CHAMPSELYSÉES
Pignanche Dimanche 21 février 11 houres (p.s. Velmai Werner)

J. ROZE prod. **OISTRAKH** Natalia ZERTSALOVA PISON PEETHOVEN

PHILHARMONIA Théitre musical de Paris Marti 23 Vendradi 26 fivrier 20 h 30 **ORCHESTRA** ROVER FRANCE le 23 : Dir. Heinz HOLLIGER

> DONOHOE plano SCHUMANN BARTOK VERESS, HAYDN le 26 : Dir. Ivan FISCHER Sol: Thomas

ZEHETMAIR HAYDN, BARTOK DVORAK

Orkis

Pieno LUTOSLAWSKI

ORCHESTRE

NATIONAL

Didier BASTILLE **FREDERIC** STUDIO Joud 25 White BEETHOVEN DUPARC MONTSALVATGE Anne-Sophie

OPERA

Salle PLEYEL Vendred 5 mars 20 h 30 MUTTER 45-61-06-30 (p.e. Valmatio

Théstre CHAMPS ÉLYSÉES Mardi 9 mars 20 h 30 Tél. loc. 49-52-60-50 Places : 40 à 290 F

DE LYON KRIVINE

DUMAY MENDELSSOHN JARRELL, RAVEL

heurs qui font songer à ceux d'un autre irrégulier, son contemporain Hans Hartung: l'exil à Majorque, la fuite devant la guerre d'Espagne, la misère presque jusqu'à la elo-chardisation à Paris pendant l'Occupation. Et, de temps en temps, une huile sur carton, qui oc res-semble à rien de qui peint alors à Paris, sauf peut-être, justement, aux toiles de Hans Hartung.

Dans l'exposition de la galerie Maeght, consacrée pour l'essentiel à l'œuvre gravé de Bram, figure une de ses peintures, prudemment daté 1936-1947. Comment la défi-nir? Une tête de Picasso plus déserticulée et déchiquetée que du Picasso, striée de gris, découpée en triangles, privée de substance – et rehaussée de jeune jonquille et de bleu azur. Les conleurs contrarient le pathos, elles refusent de se faire les auailiaires d'un drame expressionniste. Elles ont trop d'éclat et de fraîcheur pour cela.

de fraîcheur pour cela.

Cette contradiction est assez étrange. Bram Van Velde a été défendu à partir de 1946 par Beckett, qui le tenait pour un désespéré anssi complet que lui. Bram e semblé parfois se conformer à cette défiaition et se laisser aller à des aveux tels que celui-ci: « Quand je revois une toile récente, la souffrance qui s'y trouve, c'est à peine supportable. » Quelques commentateurs ont repris à leur menteteurs ont repris à leur compte cette poétique de l'inhu-main et de la douleur. Mais poétique ou rhétorique? Revues des années après, les peintures des années 50 et 60 surprenoent par l'abondance et le force des cou-leurs, la maîtrise des constructions chrometiques, la rareté des tons. Dans telle composition, magnifiquement équilibrée et calculée entre bleus innombrables, roses et jaunes vifs, on croit reconnaître jaunes vifs, on croit reconnaître des souvenirs de Matisse – et rien de noir, rien de tragique. Si horreur du vide et du chaos. Ces tebleaux sont d'une ooble beeuté, sereine, savante. Le peiatre n'aurait-il pas dit plus vrai sur son œuvre quand il célébrait «la couleur, expression vierge, neuse, sans cage, sans routine, sans limite, bain de soleil, de lumière »?

Les lithographies sont à l'image des builes, solaires, chemerrées, parées de rouges et de roses dont les lignes noires augmentent l'éclat. Les jaunes paille, les verts acides, les gris soyeux luisent et s'entrela-ceot. Du drame, elles oe portent pas la marque, ou ce serait seule-ment celle de sa défaite et du triomphe de la couleur fluide et cleire, densant sur le blane du PHILIPPE DAGEN

► Galerie Maegint, 12 rua Saint-42-78-43-44. 27 février. Jusqu'eu

JOURNAL OFFICIEL

Est publié au Journal officiel du samedi 13 février 1993 :

UN DÉCRET - No 93-203 du 5 février 1993

pris pour l'application de l'artiele 26 de la loi nº 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville et relatif à l'artiele 1466 A du code général des impôts. Sont publiés au Journal officiel du dimanche 14 février 1993 :

DES DÉCRETS N 93-204 du 12 février 1993
relatif à l'enseignement des règles
de sécurité routière et à la délivrance du brevet de sécurité rou-

Nº 93-206 du 12 fêvrier 1993
modifiant le code de le sécurité
sociale relatif aux pénalités prévues
par l'artiele L. 652-4 de ce code.

Orchestre National de France

Jeudi 18 février, 20 h 30 - Théâtre des Champs-Elysées

Mahler Kindertotenlieder

Beethoven Symphonie n°9

Raphaëlle Farman - Brigitte Fassbaender

Daniel Galvez Vallejo - Ivan Urbas

Location 42 30 15 16

Chœur de Radio France

Jiri Belohlavek direction

Naissances

M. et M= Simon NORA M= Remand LECASBLE sont heureux d'annancer le naissance de leur petito-fille

chez leurs enfants Dominique NORA Guillame LECASBLE, à Paris, le 6 février 1991.

Florence SERVAN-SCHREIBER BERGER, Alex BERGER et Arthur ont la très grande joie d'annoncer l'an rivée de

sur notre planète, le 5 février 1993.

Pénélope

Décès — M™ Mario Aiassa, M. et M™ Pierre Giron, M. et M™ Luigi Fontana, M. et M™ Dino Aiassa,

Ses petits-enfants, Et ses arrière-petits-enfa ont la grande tristesse de faire part du décès de

M. Mario AIASSA,

survenu le 12 février 1993, dans se quatre-vingt-cinquières année,

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendrodi 19 février, à 14 h 15, en l'église du Duomo, à Chieri (Italie).

Le présent avis tient lieu de faire-

- Oisly. Blois. Le Mans. Chambéry.

Mm Hervé Babinet, François et Genevieve Babinet et leurs enfants, Antoinette et Bernard Saint-Germain

et leurs enfants, Mes Maurice Babinet, Les familles Babinet et du Beux, ont la douleur de faire part du décès de

M. Herré BABINET. à l'âge de soixante-deux ans, des suites

Les obsèques auront lieu le mercredi 17 février 1993, à 14 heures, en l'église de Contres (Loir-et-Chet).

Selon sa volonté, des dons penvent être adresses un Secours catholique du Loir-et-Cher.

Ni fleurs ni couronnes. · M= Raymond Balscinte,

M. et M= Christian de Rubercy, et chracts, Et Anne-Christel,

Sa famille, Ses proche out la douleur de faire part du décès de

M. Raymond BALSEINTE, docteur de lettres,

à l'université Paris-X,

survenu le 10 février 1993.

La cérémente religieuse sera célébrée le 17 février, à 14 h 30, en l'église Saint-Symphorien, à Versailles.

- Sa famille Ses proches, out is douleur de faire part du décès de

M. Engèse BOURMEAU, survenn le 12 février 1993.

24, boulevard des Martyrs-de-la-44220 Coucron.

beneficiant d'une reduction sur insertions du « Carnet du Monde » insertions du « Carnet du Monde »

- Elisabeth Branger, Céline et Séverine Branger, ont la tristesse de faire part du décès de

André BRANGER. survenu tragiquement à Malabo (Guipée-Foustoriale), dans se cinquantième

Cet avis tient lieu de faire-part. La Bordette, 11250 Saint-Hilaire.

Robert BRESSLER

est mort vendredi, en fin d'après-midi Ne ponyant contacter individuelle ment ses très nombreux amis, nous les invitous à se joindre à nous mercredi à 15 h 30, en crématorium de Valenton.

Berger, Néron, Jutier, Petiot, Zifberg.

- La président de l'EHESS, Le Centre d'études africaines Le Centre d'études africaines URA 94, Ses collègnes Et amis, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Jean-Maria GIBBAL,

survenn le 13 février 1993, à Grenoble

- Les membres du laboratoire d'anthropologie urbaine du CNRS ont la tristesse de faire part du décès de

Jean-Marie GIBBAL, chercheur au CNRS, authropologue africaniste associé aux études urbaines,

survenu le 13 février 1993, dans sa cin-

LAU-CNRS, 27, rue Paul-Bert, 94204 Ivry.

(Le Monde da 16 février.)

- M= Giot-Mikkelsen,

son épouse, Thomas et Jérémy, Et toute la famille, ont la douleur de faire part da décès subit de

M. Michel GIOT-MIKKELSEN, le dimanche 14 février 1993.

Les obséques auront lieu le jeudi 18 février, à 9 heures, en l'église du Centre (Saint-Clodosid), à Saint-Cloud (Hauts-de-Seine).

- Camille Halpern, son éponse, Sophie Schwartz-Micnik, Adam Rayaki, Léon et Annette Centner, Francine Feigenbaum, Marguerite Krzentowski, s amis de la Résistance, ont la douleur de faire part du décès survenu le 10 février 1993, à Cologne,

professear Jean HALPERN, contre le meisme.

M. Adrien Lumbroso, M. et M= Pierre Lumbroso, M. Philippe Lumbroso, M= Yvonne Zeitoun, Les familles Lumbroso, Maarek, Parentes et alliées,

Et tous ses amis, ont la grande douleur de faire part du décès de leur très chère et adorée

Evelyne LUMBROSO.

Les obsèques auront lieu le mercred 17 février 1993, à 9 h 15, au cimetière parisien de Pantia (entrée principale).

21, rue des Episettes, 75017 Paris. M= Jean-Pierre Meingan on épouse, Philippe Meingan,

Et toute la famille, out la douleur de faire part du décès de M. Jean-Pierre MEINGAN. survenn le 14 février 1993, à l'âge de

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Matthieu de Bures-eur-Yvette, la jeudi 18 février, à 16 heures, suivie de l'inhumation au nouveau

La Bourdonnière, 2, avenue Edouard-Herriot, 91440 Bures-sur-Yvette.

Le président de l'Institut national des langues et civilisations orientales, Le conseil d'administration. Ses collègues Et ses étudiants,

ont le regret d'annoncer le décès de M= Svetlana ROBEL

L'incinération a lieu au cimetière du Père-Lachaise, le mardi 16 février 1993. 4 14 h 15. Ni fleurs ni couronnes.

1,

- Paul de Pilaval,

cyrii de Pliaval, son fils, Jean et Monique Praquia,

ses parents, Raoul et Marinelle de Plinval, ses beaux-parents, Ses frères, sœurs et belles-sœurs, Leurs familles

Et amis. font part du décès, survenu subitement le 12 février 1993, à l'âge da trente et un ans, de

Emmanuelle de PLINVAL,

Office religieux le jeudi 18 février, à 11 heures, chapelle Saint-Joseph-Arti-san, angle rue des Milona, rue du 18-Juin, à Saint-Cloud.

Ni Beurs ni couronnes. Cet avis tient lieu de faire-part.

34, avenue de la Iⁿ-Armée, 67000 Strasbourg. 15 bis, avenue Lazare-Hoche, 92370 Chaville. 8, rue Pasteur, 92210 Saint-Cloud.

M
 — Jacques Ribadeau Domas,
 M. et M
 — Dominique Ribadeau

M. et M™ Dominique Kinadean Durnas, M. et M™ Philippe Piessen, M. et M™ Denis Ribadean Durnas, M. et M™ Dominique Bouchery, M. et M™ Marc Horaist, Ses dix-copt petits-enfants, Ses frères, sœur, belles-cœurs, neveux et nièces.

ont la douleur de faire part du rappel à

M. Jacques RIBADEAU DUMAS,

survenn le 14 février 1993, dans sa quatre-vingtième année, moni des sacrements de l'Eglise.

La cérémonie religieuse sera célébrée le 18 févriur, à 15 h 45, en l'église Saint-Jeaa-Baptiste de Grenelle, Paris-15.

Cet avis tient lieu de faire-part.

60, rue Violet, 75015 Paris.

Le conseil d'administration de l'Union des industries chimiques a le profund regret de faire part du décès, le 14 février 1993, de

M. Jacques RIBADEAU DUMAS, son président de 1973 à 1977.

Ses obseques seront célébrées le jeudi 18 février, à 15 h 45, en l'églisp Saint-Jean-Baptiste de Grenelle, Paris-15.

- Paulette Tapié, son éponse, Simone Albert, sa belle-mère,

Monlque et Rémy Pech, Roger et Geneviève Tapié, Robert et Colette Tapié, René et Rose-Marie Tapié, ses enfants, Aurélie, Julien et Séverine Pech, David, Anne, Rémi et Simon Tapié,

Renée Vals

Annie et Bernard Genzling, Et leurs enfants, François et ont le très vif regret de faire part du

Raymond TAPIÉ,

survenu le 12 février 1993, à l'âge de

Les obsèques civiles ont en lieu à Leucate (Ande), le 13 février.

- Bottmingen. Båle (Suisse). Vanose (Ardèche), Lyon.

M. et M= Jacques Kleiner et leurs enfants, L'Association franco-nordique du CRAU du SAPT. ont la tristesse de faire part du décès de

M= Erica SIMON, professeur à l'université de Lyon, fondatrice da CRAU du SAPT,

راداد جو در

A 12 A

4 × 10%

Zanda A

. .

-

· 14 41

---. Þ

. 12 49 4

10 mg

17, and \$100.00

R. B.

255.34 188

survenu le 11 février 1993.

Use cérémonio occuménique sera célébrée à sa mémoire samedi 27 février, à 15 heures, en l'église de Vanose (Ardèche).

- M- Jeanne Talagrand, M. et M- Jean-Paul Peton, Le docteur René Major, Met leur fils Thibaut, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. André TALAGRAND, leur époux, père, beau-père, grand-père

survenu le 11 février 1993.

Remerciements

- L'Association nationale Les parents des tués

morts pour la France aux généreus amis donateurs répon-dant à chaque appel, permettant ainsi d'offrir au vrai réconfort aux plus démunia d'entre nous qui sommes dépouvus de statut national.

7, ruc Vésalc, 75005 Paris. Tel.; (1) 43-37-63-19.

Anniversaires

- Villers-Vermont (Oise). Il y a un an, le 17 février 1992,

Herré RIVOALEN.

nous quittait brutalement. dée à tons ceux qui l'ont connu, estimé

Cétait un poète, ne l'oubliez jamais !

~ Il y a trois ans, Lucien ROMANL

nous quittant,

Sa femme lemande à tous ceux qui l'ont connu de se souvenir de ce savant exemplaire, de cet homme bon et généreux.

Communications diverses

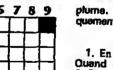
- Jeudi 18 février 1993, à 20 h 30, - Jeugi to reviter 1993, 4 20 h 30, le CBL, 10, rue Saint-Claude, Paris-3s, reçoit M. Yéhouda Lancry, ambassadeur d'Israël en France, Tél.; 42-71-68-19.

- Jeudi 18 février 1993, à 20 h 30, centre Medem. 52, rue René-Boulanger, Paris-10, soirée-débat : « Richa Marienstras, et demain quelle laïcité pour les juifs ? »

CARNET DU MONDE Tarif : la ligne H.T. manicat. diverses __ 105 F

Thèses étudiants

MOTS CROISÉS



HORIZONTALEMENT L Parfoia falte pour le principe. -

II. Est vraimant meuvaise quand elle ne ressemble à rien. — III. Fut une colonie massaliote. Ce qu'il y a de plus grave pour une fernme. -IV. Certains sont longs. De solider bageges. – V. Il y en a plein les miches. – VI. Sèche, elle pourrait être évitée avac une bonne nourrice. Un peu de malice. - VIL Peut être mis au placard. Redouté par ceux qui ont une mauvelse conduite. - VIII. Doublé, c'est plutôt laste. Angleis vulgaire. -IX. Possessif. Allongeei. - X. Ne saurait être considéré comme un bon mouvement. Ornement de

PROBLÈME Nº 5978 plume. - XI. Préposition. Théoriquement, il doit bien tourner." VERTICALEMENT

> 1. En Alsace, le Noir ast rosé. Quend on y est, on marche. — 2. Prononcés. Est recouvert par un voile. — 3. Le mouvement perpétuel. Le dernier cri. - 4. Une ques-tion. Symbole. - 5. Possessif. Lave tous ceux qu'elle touche. - 6. On trouve son fromage à la charcute-rie. Capitale. - 7. Dans une auberge espagnole. Mit en pisce. – B. Fausse, c'est quelque chose de choquant. Peut se faire à trois. – 9. Peut nous guetter quand on

Solution du problème nº 5977 Horizontelement I. Nouille. - II. Rorachach. -

III. lel. Août. - IV. Etna. Trop. -V. Na. Sapt. - VI. Smills. Io. -VII. Bu. Tel. - VIII. Culbute. -IX. Olé. Totem. - X. Ta. Arrêté. -XI. Esches. Ce. Verticalement

1. Riens, Cote. - 2. Noctam-

bules. - 3. Orin. kule. - 4. Us. Ail. Ah 1 - 5. ics. Loutre. - 6. Lhotse.

Tors. - 7. Laure. Tête. - 8. Ecto-

3

4)

pie. Etc. - 9. Ptolémée.

GUY BROUTY

LA CINÉMATHÈQUE

1.50

11.0 1 -2 1/19D

 $\int_{\mathbb{R}^{2}} \frac{a_{1}a_{2}}{a_{1}} ds$

" - F2 19

in old

4.00

1-2-12

" I were I WARRY

e de milana

ge .

1000

THE PROPERTY.

J. ... 7 2 4 (22

200

1.77.2

. . -

· · · i · · · · ·

and the

.

45 3 to 15

. تعنیج ۴

1.857

--- 4 · ·

. . . .

Não em 1

peter per

PALAIS DE CHAILLOT (47-04-24-24) MERCREDI Histoire permanente du cinéma : En rade (1927), d'Alberto Cavalcanti, 16 h ; le Chant des fleuves, v.l.), de Joris ivens,

> PALAIS DE TOKYO MERCREDI

Autour de Glauber Rocha et du cinéma novo: Intergração Raciale (1964, v.o. s.t.f.), de Paulo Cesar Racial, 18 h; Seo Paulo société anonyme (1885, v.o. s.t.f.), de Luiz Sergio Person, 21 h.

CENTRE GEORGES-POMPIDOU SALLE GARANCE (42-78-37-29)

MERCREDI MERCHEDI
Les Cinémas du Canada: le Rue (1978, v.o. s.t.f.), de Caroline Leaf, Alfigetor Shees (1980, v.o. s.t.f.), de Clay Borris, 14 h 30; Eternity (1990, v.o. s.t.f.), de Sheryl Sardine, Perfectly Normal (1889, v.o. s.t.f.), de Yves Simoneau, 17 h 30; Short and Suite (1956, v.o. s.t.f.), de Norman McLaren, Nobody waved Good-Bye (1963, v.o. s.t.f.), de Donald Owen, 20 h 30.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2, Granda-Galerie, porte Saint-Eustache. Forum des Halles (40-26-34-30) MERCREDI

Avec vue sur la Scène : le théêtre à l'écran : Portraits : Pierre Brasseur (1987) de Jecques Nehum, 18 h 30 ; Carte blanche à Jorge Lavelli : les Enfants du paradis (1943-1946) de Marcel Camé, 16 h 30.

LES EXCLUSIVITÉS

ABOUT LOVE, TOKYO (Jap., v.o.) : Epée de Bois, 5- (43-37-57-47). ABRACADABRA (Fr.-Bel.) : L'Entrepôt, 14 (45-43-41-63). L'ABSENCE (Fr.-All.) : Epée de Bois, 5-

L'ACCOMPAGNATRICE (Fr.): Elyades Lincoln, 8- (43-69-38-14). AGANTUK LE VISITEUR lind., v.o. : Lucernaire, 6- (45-44-57-34).

L'ARBRE, LE MAIRE ET LA MÉDIA-THEOME (Fr.): Le Seint-Germein-des-Prés, Salle G. de Beeuregerd, 6-(42-22-87-23); Les Trole Balzec, 8-(45-61-10-60).

ARIZONA DREAM (A.-Fr., v.o.): Forum Horizon, 1" (45-08-57-57, 36-65-70-83); Les Trois Luxembourg, 6- (46-33-97-77, 36-65-70-43); UGC 6 (46-33-97-77, 36-65-70-43); UGC Oanton, 6 (42-25-10-30, 36-65-70-68); UGC Champs-Dysées, 8 (45-62-20-40, 36-65-70-68); Mex Linder Panorama, 8 (48-24-88-88); La Bastille, 11 (43-07-48-60); Escurial, 13 (47-07-26-04); Mistral, 14 (36-65-70-41); V.I.; UGC Montpanase, 6 (45-74-94-94, 36-65-70-14). ATTACHE-MDII (Esp., v.o.): Studio Galando, 5- (43-54-72-71); Donfert, 14-(43-21-41-01); Grand Pavois, 15-

LES AVENTURES DE ZAK ET CRYSTA DANS LA FORET TRDPI-CALE DE FERNE GULLY (A., v.I.): Gaumont Les Helles, 1= (40-26-12-12); Gaumont Ambessade, 8= (43-59-19-08, Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08, 36-66-75-08): Françale, 8* (47-70-33-88); Gaumont Gobelins (ex-Fauvette), 13- (47-07-55-89); Gaumont Alásia, 14- (36-85-75-14); Montpar-nasse, 14- (43-20-12-06); Gaumont Convention, 15- (48-28-42-27); Grand Pavols, 15- (45-54-46-85).

BASIC INSTINCT (A., v.o.): Studio Galande, 5- (43-54-72-71); UGC Tilompha, 6- (45-74-93-60, 36-65-70-76); v.f.: UGC Opéra, 6-45-74-95-40, 36-66-70-44 6EAU FIXE (Fr.): 14 Juliet Parmasse, 6-(43-26-58-00). BEIGNETS OF TOMATES VERTES

(A., v.o.) : Choches, 6- (46-33-10-82) ; UGC Triomphe, 6- (45-74-83-50, 36-65-70-76). 30-50-70-70: LA BELLE ET LA BÊTE (A., v.f.): Clnoches, 8° (46-33-10-82); UGC Triomphe, 8° (45-74-83-50, 38-65-70-76); Denlert, 14° (43-21-41-01): Grand Pavols, 15° (45-54-46-85); Saint-Lambert, 15° 46-32-91-88

BHUMIKA (Ind., v.c.) : Epée de Bois, 5-(43-37-67-47).

BLADE RUNNER-VERSION INTÉ-GRALE (A., v.o.): Grand Action, 5-(43-29-44-40, 38-65-70-63); Les Trois Balzac, 8- (45-61-10-60); Bienvende Montparnasse, 15- (38-65-70-38). BODYGUARD (A., v.d.): Forum Orient Expisse, 1" (42-33-42-28, 36-65-70-67); George V, 8' (45-62-41-46, 38-65-70-74); v.f.:

Paramount Opére, 9 (47-42-56-31, 36-65-70-16) : Gaumont Gobelins (ex-Fauvette), 13° (47-07-55-88) : Lea Montparnos, 14' (38-85-70-42) ; Geumont Convention, 15* (48-28-42-27); Le Gembetta, 20* (46-36-10-88) 36-65-71-44).

BRAINDEAD (néo-zélandals, v.o.): Forum Orient Express, 1- (42-33-42-26, 36-85-70-87); George V, 6-(45-62-41-46, 36-65-70-74); v.f.: Rex. 2- (42-36-83-93, 36-65-70-23). C'EST ARRIVÉ PRÈS DE CHEZ VOUS (Bel.) : Forum Orient Express. 1" (42-33-42-28, 36-65-70-67) ; Epée de

Bois, 5- (43-37-57-47); George V; 8-(45-62-41-46, 36-65-70-74). CANDYMAN (A., v.o.) : George V, 8-(45-62-41-46, 36-56-70-74) ; v.f. : UGC Montpamessa, 6- (45-74-94-94. 36-65-70-14).

CERCLE DE FEU (A.) : La Géods, 19-(40-05-80-00). LA CHASSE AUX PAPILLONS (Fr.)

(42-33-42-26, 36-85-70-87); UGC Normendle, 8° (45-83-18-18, 36-65-70-82); v.f.: Forum Drient Express, 1° (42-33-42-28, 36-65-70-87); Rec, 2° (42-36-83-93, 36-65-70-87); UGC Danton, 8° (42-25-10-3D, 36-65-70-88); UGC Montparnssse, 6° (45-74-84-84, 36-85-70-14); Geumont Marignan-Concorde, 8° (43-59-92-82); UGC Normendle, 6° (45-83-18-16, 36-65-70-82); Paramount Opéra, 8° (47-42-56-31, 38-65-70-18); UGC Lyon Bastille, 12° (43-43-01-69, 38-65-70-84); UGC Gobeline, 13° (45-61-94-95, 36-65-70-45); Mistral, 14° (36-65-70-41); Montparnssse, 14° (43-20-12-06); UGC Convention, 15° (45-74-83-40, 38-65-70-47); Pathd Circhy, 18° (36-88-02-22); Le Gambetts, 20° (46-36-10-96, 36-65-71-44). LA CITÉ DE LA JOIE (A. v.o.): Images d'efficurs, 5- (45-87-18-09); Grand Pavois, 15- (45-54-48-86). CŒUR DE TONNERRE (A., v.o.) : Lucemaire, 6- (45-44-57-34).

LES COMMITMENTS (standais, v.o.); Le Berry Zèbre, 11* (43-57-51-55); Grand Pavois, 15* (45-54-48-85). LES CONTES SAUVAGES (Fr.) : Elysées Lincoln, 8- (43-58-36-14) ; Sept Pamassiens; 14- (43-20-32-20). COUPASLE O'INNOCENCE (Fr.-PoL): Espaca Saint-Michel, 5- (44-07-20-49).

Nons publions le mardi les films qui seront à l'affiche à Paris, à partir du mercredi. Les commentaires concernant les films nouveaux ainsi qu'une sélection commentée des exclusivités et des grandes reprises figurent dans notre supplément « Arts et Spectacles » du mercredi (daté jendi).

(45-82-41-48, 36-65-70-74); v.f. : Paramount Opera, 8- (47-42-55-31, 38-65-70-18).

FATALE (Fr.-Brit., v.o.): Cineches, 6-(46-33-10-82); Geumont Ambassade, 8- (43-56-16-08, 36-65-75-08); Les Montparnos, 14- (35-65-70-42). FINZAN (mallen, v.o.) : Utopie, 5-(43-26-84-65). FREUD DUITTE LA MAISON (Su. v.o.) : Reflet Logos I, 5- (43-54-42-34). LES GORILLES DE MONTAGNE (A.) :

HENRY V (Brit., v.c.) : Ciné Beeubourg, 3- (42-71-52-36) ; Denfert, 14-(43-21-41-01).

(43-21-41-01).

HÉROS MALGRÉ LUI (A., v.o.): Gaumont Les Haffes, 1= (40-26-12-12); Gaumont Dpéra, 2= (47-42-60-33); Espace Saint-Michel, 5= (44-07-20-49); UGC Ddéon, 6= (42-25-10-30, 36-85-70-72); Gaumont Ambassade, 8= (43-59-18-08, 38-85-75-08); George V. 8= (45-62-41-48, 38-85-70-74); La Seatille, 11=

57-90-81) ; Gaumont Pamessa, 14

43-35-30-40); 14 Juillet Beaugre-

nale, 15- (45-75-79-79) ; v.f. : Fran-

çais, 8 (47-70-33-88); Gaumont Gobelina bis (ex-Fauvette bis), 13-(47-07-65-88); Gaumont Alásia, 14-

(36-65-75-14) : Montpernasse, 14-

(43-20-12-06) ; Pathé Wepler II, 18-

LIOUSOV. Film russe de Veléri

Todorovski, v.o. : Impérial, 2- (47-42-72-52) : Gaumont Hansfeuille, 6-

(46-33-79-38) : La Bentille, 11- (43-

07-48-60); Bienvende Montper-nasse, 15- (36-65-70-38).

LES PARADIS PERDUS . Film fran-

çais de Pierre Rival : L'Entrepôt, 144 (45-43-41-63).

LES PILLEURS. Film américain de

Water HI, v.o.: Ciné Beaubourg, 3-(42-71-52-36); UGC Normandia, 8-(45-63-16-16, 36-65-70-82); v.f.: Rex, 2- (42-36-63-93, 36-65-

70-23); UGC Montparressa, 6- (45-74-94-94, 38-85-70-14); Para-

mount Opéra, 9- (47-42-56-31, 38-

65-70-18) ; UGC Lyon Bastille, 12* (43-43-01-59, 36-65-70-84) ; UGC

Gobelins, 13- (45-81-94-95, 36-65-

70-45) ; Mistral , 14- (38-65-70-41) ; Patha Clichy, 18- (36-68-20-22).

TA DDNA. Film franco-mallen

d'Adama Brabo, v.o. : Utopia, 5- (43-

UN JOUR DANS LA MORT DE

SARAJEVO. Film français de Thierry

Rayalet, Alain Ferrari et Bernard Hen-

ri-Levy : Studio des Ursulines, 5- (43-

28-84-651.

26-19-09).

(36-66-20-22).

LES ME(LLEURES INTENTIONS (danois, v.o.) : Epée de Bois, 5-(43-37-57-47).

MENSONGE (Fr.): Gaumont Les Halles, 1. (40-26-12-12); Gratagne. 8-(38-85-70-37); Gaumont Haurefeulle, 6- (46-33-78-38); Gaumont Ambas-sade, 8- (43-59-19-08, 36-65-75-08); Français, 8- (47-70-33-88); Gaumont Gohaline (av-Fauvara). 13. Gobaline (ax-Fauvatte), 13: (47-07-55-88); Pathé Clichy, 18: (38-68-20-22); Le Gembetta, 20: (48-36-10-96, 38-65-71-44).

LES MILLE ET UNE FARCES DE PIF ET HERCULE (Fr.) : Pathé Wapler II, 18-(38-68-20-22). LA MORT VOUS VA SI SIEN (A., v.o.): George V, 8- (45-62-41-46, 36-85-70-74).

LES NUITS FAUVES (Fr.): Ciné Beau-bourg, 3- (42-71-52-36); Saimt-André-des-Arta II, 8- (43-26-80-25); UGC Rotonde. 6- (45-74-84-84, 38-65-70-73); UGC Triomphe, 8-(45-74-93-50, 36-65-70-76).

L'ILE QUI MENT (Fr.-Por.) : Epés de Bois, 5- (43-37-57-47). DRLANDO (Brit., v.o.): Ciné 8eau-bourg, 3- (42-71-52-38); Las Trols Luxembourg, 6- (46-33-97-77, 36-85-70-43); Las Montparnos, 14-(38-65-70-42).

[38-65-70-42].

PETER'S FRIENDS (Briz., v.o.): Forum Horizon, 1" (45-06-57-57., 38-65-70-83); Geumont Opéra, 2" (47-42-60-33); UGC Denton, 6" (42-25-10-30, 36-65-70-88); UGC Roronds, 6" (45-74-84-94, 38-65-70-73); UGC 8lerritz, 8" (45-62-20-40, 38-65-70-81); Geumont Grand Ecran Itake, 13" (45-80-77-00); Mistral, 14" (36-85-70-41); v.f.; UGC Opéra, 9" (45-74-95-40, 38-85-70-44); Geumont Parmasse, 14" (43-35-30-40); UGC Convention, 15" (45-74-93-40).

UGC Convention, 16- (45-74-93-40, 36-85-70-47). LE PETIT PRINCE A DIT (Fr.) : Lucernere, S. (45-44-57-34).

nere, b' (40-44-57-34).

LA PETITE APOCALYPSE (Fr.-It.-Pol.):
Gaumont Opéra, 2' (47-42-60-33); Ciné
Beaubourg, 3' (42-71-52-38); f4 Juliet
Odéon, 6' (43-25-59-83); George V, 6'
(45-62-41-48, 36-65-70-74); 14 Juliet
Bestile, 11' (43-57-90-81); Gaumont;
Pernasse, 14' (43-35-30-40); 14 Juliet
Resultranale, 15: (45-75-79-70); b-th/ Beaugrenelle, 15- (45-75-79-79); Pathé Wepler II, 18- (36-68-20-22).

Wepler I, 18- (36-68-20-22).

PIÈGE EN HAUTE MER (A., v.o.):
Forum Horizon, 1" (45-06-57-67,
36-65-70-83); UGC Odéon, 6(42-25-10-30, 36-65-70-72); UGC Normandle, 8- (45-83-16-18,
36-65-70-82); 14 JuRiet Beorgeneile,
15- (45-75-79-79); v.f.: Rex (9-Grand
Red), 2- (42-36-83-83, 38-65-70-23);
UGC Montparnasse, 8- (45-74-94-94,
38-65-70-14); Peremount Opére, 9(47-42-56-31, 36-65-70-18); UGC
Lyon Bestille, 12- (43-43-01-58,
36-85-70-84); UGC Gobelina, 13(45-61-94-95, 36-65-70-45); Mistral,
14- (38-65-70-41); Mortparnasse, 14(43-20-12-06); UGC Convention, 15(45-74-93-40, 38-65-70-47); Pathé Cachy, 18- (36-68-20-22); Le Gembetta,
20- (48-36-10-96, 38-65-71-44).

PRD5PERO'S 60OKS (8rit.-Hol.)

PRD5PERO'S 600KS (8rit.-Hol., v.o.) : Ciné Secubourg, 3-(42-71-52-38) ; Oanfert, 14-(43-21-41-01).

QIU JU UNE FEMME CHINOISE (Chin., v.o.): Ciné Seaubourg. 3° (42-71-52-36); Ls Pagode, 7° (47-05-12-15); Publicia Champs-Elysées, 6° (47-20-76-23). RESERVDIR DOGS (A., v.o.): Ciné Beaubourg, 3- (42-71-52-36); Utopie, 5- (43-26-84-66); Grand Pavols, 15-(45-54-48-85).

RETOUR A HOWARDS END (8rt., v.o.): Studio des Ursulines, 5-(43-26-19-08); Salm-Lambert, 15-45-37-91-68) RIENS DU TOUT (Fr.) : 14 Juifler Parassa, 6- (43-26-58-00).

LE SECRET DE MOSY DICK (dancis, v.f.) : Reflet République, 11* (48-05-51-33). LE SILENCE DES AGNEAUX (A. v.o.) : Cinoches, 8. (45-33-10-62) ; Grand Pavois, 15. (45-54-46-85) ; Saint-Lambert, 16- (45-32-91-68).

SIMEON (Fr.) : Images d'ailleurs, 5-(45-87-18-09). %5-71-0-9; SISTER ACT (A., v.o.): George V, 8: (45-62-41-45, 38-65-70-74); v.f.: UGC Opéra, 8: (45-74-95-40, 36-65-70-44); Mompamesse, 14: (43-20-12-06); Perhé Clichy, 16: (38-68-20-22).

LE SOUPER (Fr.) : Forum Drient Express, 1- (42-33-42-26, Express, 1 (42-33-42-26, 36-85-70-67); Studio des Ursuines, 5 (43-26-19-09); UGC Rotonde, 6-(45-74-94-94, 36-65-70-73); UGC Biarritz, 8- (45-62-20-40, 36-65-70-61); UGC Maillot, 17-(40-88-00-16, 36-65-70-61).

(40-88-00-16, 30-65-70-61).

STALINGRAD (Afi., v.o.): Gsumont Les Helles, 1* (40-26-12-12): Gsumont Hautefaulite, 8* (45-33-79-38); Gsumont Merignen-Concorde, 8* (43-59-92-82); v.f.: Françals, 9* (47-70-33-88); Gsumont Gobelins (ex-Fauvettel), 13* (47-07-56-88); Gsumont Alésia, 14* (36-85-75-14); Miramar, 14* (36-85-70-38); Gsumont Convention, 15* (48-28-42-27). tion, 15- (48-28-42-27).

TALONS AIGUILLES (Eap., v.o.): Studio Galande, 5- (43-54-72-71); Denfert, 14- (43-21-41-01); Grand Pavols, 15-(45-54-46-85).

145-34-40-35].

Le TANGO (Fr.): Forum Horizon, 1(45-08-57-57, 38-85-70-83); Impenal,
arr 2- (47-42-72-52); 14 Juillet Octon, 66. (43-25-59-63); La Pagode, 751 (47-05-12-15); Gaumont Merignan30 Concorde, 6- (43-59-92-82); UGC Star0. rizz, 8- (45-52-20-40, 36-65-70-81);
4- UGC Opére, 9- (45-74-85-40,
36-65-70-44); Les Nation, 12-

(35-65-20-22). TERMINATOR 2 (A. v.o.): Ciné Beeu-bourg, 3- (42-71-52-36): v.f.: Club Gaumont (Publicia Matignon), 8-(42-58-52-78).

THE CRYING GAME (Brit., v.o.) : Crié Beaubourg, 3º (42-71-52-36) : 14 Juillet Odéon, 5º (43-25-59-83). THE UNSELIEVASLE TRUTH (A. v.o.) : Ciné Sasubourg, 3-(42-71-52-38) ; Lucerneira, 6-

THELMA ET LOUISE (A., v.o.); Ciné 8eeubourg. 3º (42-71-52-36); Cinoches, 6º (46-33-10-82). TOM ET JERRY, LE FILM (A., v.f.): Choches, & (46-33-10-82); George V. & (45-62-41-46, 38-65-70-74); Denfert, 14- (43-21-41-01); Saint-Lambert, 15- (46-22-81-80) 15- (45-32-91-68).

TOUS LES MATINS DU MONDE (Fr.): Ciné 8eaubourg, 3^a (42-71-52-36); Saint-Lambert, 15^a (45-32-91-68). TRUST ME (A., v.o.): Ciné Beaubourg. 3- (42-71-52-36): 14 Juillet Pamasse, 6- (43-26-58-00).

UN CŒUR EN HIVER (Ft.) : Sept Parens, 14 (43-20-32-20). UNE ÉTRANGÈRE PARMI NOUS (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1= (42-33-42-28, 36-85-70-67) : UGC Biarritz, 6= (45-62-20-40, 36-65-70-81). VENT O'EST (Fr.): Images d'ailleurs, 5-(45-87-18-09).

VENT 0'EST (Fr.): Images d'aileurs, 5- (45-87-18-09).

LES VISITEURS (Fr.): Gaumont Les Halles, 1- (40-28-12-12); Gaumont Opérs, 2- (47-42-80-33); Rex, 2- (42-36-83-93, 36-65-70-23); Bersagne, 6- (36-65-70-37); Gaumont Haute-feurile, 6- (46-33-79-38); UGC Odéon, 6- (42-25-10-30, 36-65-70-72); Gaumont Ambassade, 8- (43-59-19-08, 38-65-75-08); Publicis Champe-Elyaées, 8- (47-20-76-23); Saint-Lazare-Paequiler, 6- (43-67-36-43, 35-65-71-66); Françeis, 9- (47-70-33-66); Lea Netlon, 12- (43-43-04-67, 36-65-71-33); UGC Lyon Bastille, 12- (43-43-01-56, 36-65-70-84); Gaumont Grand Ecran Italie, 13- (45-60-77-00); Gaumont Gobelins (ex-Fauvst1s), 13- (47-07-55-88); Gaumont Alésie, 14- (36-85-75-14); Montparnasse, 14- (45-75-79-78); Gaumont Convention, 15- (48-28-42-27); UGC Maillot, 17- (40-88-00-16, 36-65-70-81); Pathé Wepler, 18- (36-68-20-22); Le Gambetts, 20- (46-38-10-96, 36-65-71-44).

LES SÉANCES SPÉCIALES

AKIRA (Jap., v.o.) : Grand Pavols, 15-(45-54-48-85) mer. 16 h. ALPHA BRAVO (A., v.f.) : Cinaxe, 19 (42-09-34-00) mer., jeu., ven., sam., dim., mer., de 11 h à 18 h. LES AVENTURES DE NOUKI (Sov., v.f.) : La Berry Zebre, 11 (43-57-51-55) mer., ven. 13 h 45, jeu. 15 h 15. BEETHOVEN (A., v.f.): Saint-Lambert, 15- (45-32-61-66) mer., sam., mer. 13 h 30.

BÉRUCHET DIT LA BOULIE (Fr.): Studio Galande, 5° (43-54-72-71) mer. 14 h. SRAZIL (Brit., v.o.) : Studio Galande, 5-(43-54-72-71) mer., dim. 18 h, jeu., ven_ sem. 14 h, lun. 2D h, mer. 16 h 10.

CHÉRIE, J'AI RÉTRÉCI LES GOSSES (A., v.f.) : Saint-Lembert, 15-(45-32-91-68) mer., ven., dim., lun. 18 h 45. CHET BAKER, LET'S GET LOST (A. v.o.): Ciné Besubourg, 3- (42-71-52-36) mer. 1D h 35.

LES DIABLES (Brit., v.o.): Accesone, 5-(46-33-86-86) mer. 21 h 45, sam. 15 h 30, lun. 17 h 40. OIÈN 6(ÉN PHU [Fr.) : Saint-Lambert, 15- (45-32-91-68) mer., ven. 21 h. L'ENFANT SAUVAGE (Fr.): Lae Trois Luxembourg. 9 (48-33-87-77, 36-85-70-43) mer., ven., dim., mer. 12 h. FANFAN LA TULIPE (Fr.) : Escurial, 13-(47-07-28-04) mer., ven., sem., dim., lun., mar. 1D h 30 T.U. 30 F (16 F, pour HELLZAPDPPIN (A., v.o.): Refler Médicis Logos salle Louis-Jouvet, 5-(43-54-42-34) mer., ven., dim. 12 h 15. J F PARTAGERAIT APPARTEMENT (A., v.o.1 : Grand Pavoie, 154 (45-54-46-85) mer. 22 h.

LOUISE L'INSOUMISE (Fr.): Escurial, 13- (47-07-28-04) mer., ven., sam., dim., lun., mer. à 1D h 3D T.U.: 30 F (16 F. pour les - de 14 ans). LA MAIN SUR LE BERCEAU (A. v.o.) : Grand Pavois, 15- (45-54-48-85) mer. 20 h 10.

DRPHÉE (Fr.) : Reflet Médicis Logos sale Louis-Jouvet, 5- (43-54-42-34) jeu. 12 h T.U. ; mer., lun. .

PICKPOCKET (Fr.): Refler Médicis Logos eelle Louis-Jouvet, 5-(43-54-42-34) mer, 12 h.

POISON (A., v.o.): Ciné Beaubourg, 3-(42-71-52-36) mer. 1D h 45. LE QUATRIÈME HOMME (Hol., v.o.): Accerone, 5- (48-33-85-86) mer. 17 h 20, jeu. 17 h 30, sam, 13 h 30, km. 2 f h 45.

QUERELLE (Fr. All., v.o.): Ciné Seau-bourg, 3- (42-71-52-36) (version anglaise) mer. 10 h 40; v.f.; Studio Galande, 5- (43-54-72-7 f) mer. 22 h 30.

LA RÈGLE DU JEU (Fr.) : Saint-Lambert, 15- (45-32-91-68) mer., mar, 18 h 45. ROGDPAG (lt., v.o.): Accatone, 5-(46-33-66-86) mer. 15 h 20, mer. 14 h 10. LE ROI ET L'OISEAU (Fr.) : Denfert, 14.

(43-21-41-01) mer., lun. 17 h 20, jeu., van., mer. 13 h 50. LE SACRIFICE (Fr.-Su., v.o.) : Denfert, 14- (43-21-41-01) mer. 19 h. STORM60Y (Austr., v.f.); La Berry Zàbre, 11- (43-57-51-55) mer., ven., mer. 15 h, jeu. 13 h 45, dim. 16 h 16. LA STRADA (It., v.o.) : Seint-Lambert, 15' (45-32-81-68) mer., km, 18 h 45, THE LONG DAY CLOSES (Brit., v.o.):
Reflet Médicis Logos selle Louis-Jouvet,
5- (43-54-42-34) mer. 12 h 05.

TINTIN ET LES ORANGES BLEUES (Fr.) : Saint-Lambert, 15- (45-32-91-68) mer., ven., lun. 16 h 45. TOUBAS 81 (Fr., v.o.): Images d'eilleurs, 5- (45-87-18-09) mer. 16 h 10. jeu. 21 h 45, dim. 20 h, lun. 14 h. LE TRIOMPHE DE BABAR (Fr.-Can.): Le Berry Zebre; 11- (43-57-51-55) mer.,

ven. 18 h 45... LES VOYAGES OF GULLIVER (A., v.f.): Saint-Lambert, 15- (45-32-91-68) mer., sam. 13 h 30. ZASRISKIE POINT (A., v.o.) : Saint-

mbert, 15- (45-32-91-68 LE ZEBRE (Fr.) : Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68) mer., ven., lun. 19 h 10.

LES GRANDES REPRISES

LA BELLE ET LA BETE (Fr.) : Les Trois Luxembourg, 6- (48-33-67-77, 36-65-70-43). LE CHARME DISCRET DE LA BOUR-GEOISIE (Fr.): Europa Panthéon (ex-Re-flet Panthéon), 5- (43-54-15-04); Les Trois Baizac, 8- (45-61-10-80).

LA DAME DU VENDREDI (A., v.o.); Action Christine, 8- (43-29-11-30, 36-65-70-62). LES OIABOLIQUES (Fr.) : Le Champo Espace Jacques Teti, 5 (43-54-51-60). HIJO DE HDM6RE (Arg., v.o.) : Latina,

4 (42-78-47-R6). JDHNNY GUITAR (A., v.o.): Action Christine, 6 (43-26-11-30, 36-65-70-62). NOW VOYAGER (A , v.o.) : Les Trois Luxembourg, 6. (46-33-97-77, 36-65-70-43).

OPÉRATION JUPONS (A., v.o.):
Reflet Médicis Logos selle Louis-Jouvet,
5- (43-54-42-34). DRANGE MÉCANIQUE (Brit., v.o.) : Cinoches, 6- (48-33-10-82).

PAPA EST EN VOYAGE D'AFFAIRES (1984, v.o.) : L'Entrepôt, 14-(45-43-41-63). PLAY TIME (Fr.) : L'Ariequin, 6-QU'EST-CE QUE J'AI FAIT POUR MERITER CA I (*) (Esp., v.o.) : Latine, 4- (42-78-47-86).

REBECCA (A., v.o.) : Le Champo Espace Jacques Tati, 5- (43-54-51-80). LE TEMPS DES GITANS (Youg., v.o.) : L'Entrepôt, 14 (45-43-41-63). UNE VIE OIFFICILE (It., v.o.) : Reflet Logos II, 5- (43-54-42-34). WOMEN IN LOVE (Brit., v.o.) : Accatone, 5- (46-33-86-88).

PARIS EN VISITES

de l'hôtel Nikko (Monuments histori-

cLes passages couverts du Sentier où se réalise la mode féminina. Exo-tisme et dépaysement assurés » (décolème parcours), 14 h 30, 3, rue de Palestro (Paris autrefols). «La peintura française du dix-sep-tième siècle dans les nouvelles sales du Louvre», 14 h 30, porta Jaujard (P.-Y. Jaslet).

«Eglises et hôtels autour de la Chaussée d'Antina, 14 h 30, 65, rue Caurrartin (Paris pittoresque et inso-

Les secrets et la riche histoire de le forteresse de Vincennes, manoir de Saint-Louis, château de Charles V et prison d'Eteta (limité à trente personnes), 14 h 30, entrés du château, côté avenue de Paris (Visites pour les jeunes. Monuments historiques). «Hôtels et jardîns du Marals. Place des Vosges», 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Résurrection du pessé).

«L'Egypte des pheraons su Lou-vre», 14 h 30, devant le Louvre des antiquaires, place du Pelals-Royal

«L'île Seint-Louie pas à pas», 14 h 45, sorte metro Pont-Marie (D.

Fleuricti. e Mutations urbaines dans le quin-zième arrondissement : le quartier du Front de Seine», 15 heures, au pled

MERCREDI 17 FÉVRIER

« Du « grand stècle » au « rocaille », architecture et décor de l'hôtel des princes de Soublee » (limité à trents personnes), 15 heures, 80, rue des francs-Bourgeois (Monuments histori-ques).

CONFÉRENCES

Maison de La Villette, angle du que de la Charente et de l'avenue Coren-tin-Cariou, 15 heures : e.l.e perc de La Villetts, ou le genèse d'un parc urbain, 1874-1982, par A. Orlendini (Maison de La Villette).

46, rue François-Miron, 15 heures : «Saint-Simon, un témoin passionné» (Paris et son histoire).

Grend emphithéâtre de la Sorbonne, 47, rue des Ecoles, 17 h 30 : « Histoire de l'Univers : les premiers instants du cosmos ». Réservation consellée au 45-89-61-44 (Association française d'astronomie).

institut d'étude des relations inter-nationéles, 3, rue Cessette, 16 heures : «La défense et ses pro-blèmes » par le général M. Forget

(Agorse).

Ciné Beaubourg, 3- (42-71-52-38) ; Epée de Boia, 5- (43-37-57-47).

**CHÉRIE, J'AI AGRANDI LE BÉBÉ (A., V.o.) : Forum Orient Express, 1" LES EXPERTS (A., v.o.) : George V, 8- 143-20-32-20).

LES FILMS NOUVEAUX LA SÉTE LUMINEUSE. Film cans dien de Pierre Perrault : Utopie, 5-(43-26-84-65). LA BRUNE. Film français de Laurent Carcéles : Reflet Logos 1, 5- (43-54-42-34).

CHAPLIN. Film américano-britanal CHAPLIN. Film americano-britamique de Richerd Attenborough, v.o.: Forum Horizon, 1" (45-08-57-57, 36-65-70-83); Impérie), 2" (47-42-72-52); UGC Danton, 6" (42-25-10-30, 36-65-70-68); Gaumont Marignen-Concorde, 8" (43-66-92-82); UGC Blerritz, 8" (45-82-20-40, 26-65-70-81); Forum 13-65-20-40, 36-65-70-81); Escurial, 13-(47-07-28-04); Sept Parnassiens, 14-(43-20-32-20); v.t.: Rex, 2-(42-38-83-83, 36-65-70-23); Pera-mount Opéra, 6-(47-42-56-31, 36-65-70-18); Les Nation, 12- (43-43-04-67, 38-65-71-33); UGC Lyon Bastille, 12- (43-43-01-56, 36-65-70-84); UGC Gobeline, 13- (45-61-94-85, 36-65-70-45); Gaumant Alésia, 14 (38-65-76-14) ; Miramar, 14

(36-65-70-38) ; Gaumont Convention, 15- (48-28-42-27) ; Pathé Wepler, 18 (36-68-20-22). HORS SAISON, Film suisse Iranruis-allemend de Deniel Schmid: Publicis Saint-Germain, 6 (42-22-72-80); Elysées Lincoln, 8 (43-59-36-14); 14 Juliet Bastille, 11 (43-57-90-81) ; Sept Parnassiens, 14-

(43-20-32-20). INNOCENT BLOOD. Film américain

de John Lardis, v.o.: Gaumont Les Helles, 1* (40-28-12-12); 14 Juliet Odéon, 6* (43-25-58-83); Gaumont Marignan-Concorde, 8* (43-59-82-82); 14 Juliet Bastille, 11* (43-

ILA CRISE (Fr.): Gaumont Dpéra, 2-(47-42-60-33); Gaumont Marignan-Concorde, 6-(43-59-92-62); UGC Biarritz, 6-(45-62-20-40, 36-65-70-81); UGC Lyon Sastille, 12-(43-43-01-59, 36-85-70-84); UGC Gobeline, 13-(45-61-94-86, 36-65-70-42); Gaumont Alésia, 14-(36-65-75-14); Les Montparnes, 14-(36-65-70-42); 14-Juillet Beaugrartelle, 15-(45-75-79-78); Gaumont Convention, 15-(48-28-42-27); UGC Meillot, 17-(40-68-00-18, 36-65-70-61); Pathé Clichy, 18-(36-68-20-22); Le Gambetta, 20-(46-36-10-96, 38-65-71-44). DELICATESSEN (Fr.): Studio Gelande, 5- (43-54-72-71); Saint-Lambert, 15-(45-32-91-88).

DES HDMMES D'HDNNEUR (A. v.o.) : George V, 6 (45-62-41-45, 38-65-70-74) ; v.f. : UGC Montparnesse, 6 (45-74-94-94, 36-65-70-14). DES SOURIS ET DES HOMMES (A., v.o.) : Cinoches, 6- (46-33-10-82). LA DEUDA INTERNA (Arg., v.o.) : Latine, 4 (42-78-47-86).

DRACULA (A., v.o.): Forum Horizon, '1= (45-08-57-57, 36-65-70-83); 14 Juillet Odéon, 6- (43-25-56-83); Gau-mont Ambassade, 8- (43-59-16-06, 36-85-75-06); UGC Normandis, 8-(45-63-16-16, 38-65-70-82); Gaumont (45-63-16-16, 38-65-70-82); Gaumont Grand Ecran Italie, 13- (45-80-77-00); v.f.: Rex. 2- (42-38-63-93, 36-65-70-23); UGC Montparresse, 8-(45-74-94-94, 36-85-70-14); Para-mount Opérs, 9- (47-42-58-31; 36-85-70-16); UGC Gobelins, 13-(45-61-94-95, 36-65-70-45).

LES ENFANTS VOLES (it. v.o.) : Lucine, 4 (42-78-47-85). EPOUSES ET CONCUSINES (Fr. Chm., v.o.) : Ciné Beauboutg, 3 (42-71-52-36) ; Lucernaire, 6 (45-44-57-34) : Saint-Lambart, 15 (45-32-91-68).

ET AU MILIEU COULE UNE RIVIÈRE (A., v.o.): Geumont Les Helles, 1º (40-26-12-12): Geumont Opéra, 2· (47-42-80-33); UGC Odéon, 6· (47-42-80-33); 05C Udeon, 6-(42-25-10-30, 36-65-70-72); Gaumont Champs-Elysées, 8- (43-59-04-67); Gaumont Parnasse, 14- (43-35-30-40); Gaumont Grand Ecran Grenelle (ex-Kino-Geumont Grand Ecran Grenelle (ex-Kinopenorama), 15- (43-06-50-60); v.f.; Seint-Lazera-Pasquier, 6- (43-87-35-43, 36-65-71-88); Gaumont Gobelina (ex-Fauvettel, 13- (47-07-55-88); Gaumont Alésia, 14- (36-65-75-14); Miramer, 14- (36-65-70-39); Patrié Wepter II, 16- (38-68-20-22); Le Gambetta, 20- (46-36-10-96, 36-65-71-44). ET LA VIE CONTINUE (tranien, v.o.) : Utopia, 5- (43-26-84-65).

(43-07-48-60); Sept Pamassiens, 14-(43-20-32-20); UGC Maillot, 17-(40-68-00-16, 36-65-70-61); v.f.: Rex, 2- (42-36-83-93, 38-65-70-23); UGC 2- (42-36-83-93, 38-65-70-23); UGC Montpernesse, 8- (45-74-84-94, 38-65-70-14); Saim-Lazzre-Pasquier, 8- (43-87-35-43, 38-65-71-88); Paramount Opéra, 9- (47-42-55-31, 38-85-70-18); Les Nation, 12- (43-43-04-67, 36-65-71-33); UGC Lyon Bastille, 12- (43-43-01-59, 38-65-70-84); UGC Gobellins, 13- (45-61-94-95, 36-65-70-45); Mistral, 14- (36-65-70-4f); UGC Convention, 15- (45-74-93-40, 38-65-70-47); Pathé Wepter II, 18- (38-68-20-22).
HDOK (A. vf): Cinochas, 6-HDOK (A., v.f.) : Cinochas, 6 (46-33-10-82).

HYÈNES (sénégalais-Suis.-fr., v.o.): 14 Juillet Parnasses, 8 (43-26-58-00); Racine Odéon, 8 (43-26-19-68); Les Trois Balzac, 8 (45-61-10-60); 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81). IN THE SOUP (A., v.o.) : images d'ailleurs, 5. (45-87-18-09) ; Danfert, 14-

INDOCHINE (Fr.) : Grand Pavols, 15-(45-64-48-85) ; Seint-Lambert, 15-45-32-91-68). L'INSTINCT DE L'ANGE (Fr.): Gau-mont Ambassade, 8- (43-59-19-08, 38-85-76-08). JEUX D'ADULTES (A., v.o.) : Gournont Merignan-Concords, 8: (43-59-92-82); Sept Parmassiens, 14: (43-20-32-20); v.f.: Français, 9: (47-70-33-88).

JUSTE AVANT L'ORAGE (Fr.-Suis.) Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20). 527 (Ft.) : Cinoches. 8 (48-33-10-82). LES LIAISONS DANGEREUSES (A., v.o.) : Ciné Seeubourg, 3- (42-71-52-38); Grand Pavols, 15-(45-54-48-85).

LUNES DE FIEL Fr., v.o.) : Ciné Beau-bourg, 3- (42-71-52-36) ; Lucernaire, 6-(45-44-57-34). MAMAN J'AI ENCORE RATE L'AVION (A., v.o.): George V, 8-(45-52-41-45, 36-65-70-74); v.f.: Rex, 2- (42-36-83-63; 35-65-70-23): George V, 8- (45-62-41-46, 36-65-70-74); UGC Gobelins, 13-(45-61-94-95, 36-85-70-45); Seim-

Lambert, 15- (45-32-91-68).

MANGANINNIE (Austr., v.o.): (mages d'ailleura, 5- (45-87-16-09); v.f.: 14; Juillet Pernesse, 6- (43-26-58-00); Le Barry Zebre, 11- (43-67-51-55). MARIS ET FEMMES (A, v.o.): Foram Orient Express, 1st (42-33-42-26, 36-65-70-67); Action Ecoles, 54 (43-25-72-07, 36-65-70-84); UGC Triomphe, 8t (45-74-63-50, 36-65-70-75); Sept Pamassiens, 14th

La crise de l'argent cher

Le risque existe dès meintenant d'une remontée du taux de base bancaire (TBB), estime l'Association françalse des banques (AFB). Et pour bien enfoncer le clou, aon déléqué général, M. Patrice Cahart, a précisé la semalne demière que le maintien de taux d'intérêt très élevés sur le marché devenait insupportable pour lea banques. dont les pertes d'exploitation atteindraient 300 millione de francs par mois (le Monde du 13 février).

La Banque de France conteste cette analyse. Elle l'a falt dans un communiqué eu ton inhabituellement sec, déclerant que ces évaluations n'ant aucun fondement. L'Institut d'émission estime que, globalement, la masse des dépôts à vue nnn rémunérés et celle dea dépôts d'épargne rémunérés à taux fixe est voisine, dans les bilans bancaires, de celle constituée per les crédits à taux fixes ou référencés sur le TBB. La Banque de Frence ne se fait pas faute de rappeler qu'elle foumit eu système bancaire des liquidités à un taux moyen qui e régulièrement baissé depuis un mois, passant de 11 % le 15 janvier à 9,10 % ces derniers jours. Les banques maintiennent pourtant leurs chiffres de pertes d'exploitation, et persistent à dire qu'un nouveau relèvement de leur taux de base est inévitable après celui du 18 décembre 1992 qui l'evait vu

passer de 9.45 % à 10 %. Reste qu'une telle mesure peut difficilement être décidée sans l'eccord de deux des trois grands », la BNP et le Crédit lyonnais, que leur ectionnaire unique - l'Etat - invite fermement au civisme. Quoiqu'il en soit de cette querelle, le coût des crédits consentis aux entreprises est devenu exorbitant du fait de la tension qui règne sur le marché. La Banque de France, certes, refinance plus largement les cela ne suffit pas. A 10 %, le TBB, qui concerne de 15 % à 25 % des crédits totaux, revient à plus de 12 % aux PME. Un record historique. De plus, les entreprises moyennes paient leur découvert eu taux du marché interbançaire à un mois. actuellement de 12 %, majoré d'un demi-point : eutre record historique. Enfin, les crédits eux primoteura immobiliera, non edmis au refinancement à taux privilégié, coûtent un minimum de 12 %, eu taux moyen mensuel du merché monétaire. Ce qui ne fait qu'eggraver des situatione souvent critiques. En fait, la Banque de France ne peut avouer publiquement qu'elle ne maîtrise plus vraimant les taux d'intérêt à cours terme sur la place de Paria, qui restent beaucoup pius élevéa qu'au début de septembre, avant la erise monétaira.

FRANÇOIS RENARD

a Déclaration d'utilité publique pour le métro VAL de Rennes. - Le préfet d'Ille-et-Vilaine a pris, lundi 15 février, un arrêté déclarant d'utilité publique la réalisation de la première ligne du métro VAL dn district urbain de l'agglomératinn rennaise, qui doit être mise en service en 1998. Aussitöt, Yves Coebet, conseiller municipal (Verts) de Rennes, et Jean-Pierre Dagorn, président du Comité pour uo référendum sur le VAL, ont fait savoir qu'ils allaient contester la légalité de cet arrêté devant la juridietinn administrative. Le VAL, d'un coût annoncé de 2.7 milliards de francs, doit s'aecompagner d'une subvention d'Etat de 500 millions de francs. - (Corresp.)

La création d'une « caisse de garantie »

Le gouvernement déposera un projet de loi sur les retraites

En recevant, lundi 15 février, le patronat et l'ensemble des syndicats pour leur exposer ses propositions de réforme des retraites, le gouvernement a sauvé les apparences. En raison des échéances électorales, les engagements du premier ministre ne peuvent avoir qu'une portee symbolique.

Reçus à Matignon par M. Pierre Bérégovoy, entouré de MM. Michel Sapin, ministre de l'économie, et René Teulade, ministre des affaires sociales, les partenaires socialix ont sans doute eu l'impression fugace d'assister à la lecture d'une sorte de testament politiqua d'un gouverne-ment en fin de parcours. Si l'exposé de ces dernières volnntés ne les a guère surpris – en ce qui les concerne, les syndicats ont réaffirmé leur acqueil favorable, – il ne fait aucun doute que la phipart d'entre elles seront difficiles à exécuter.

Ainsi, l'avenir de la « caisse de garantie» (dotée d'une existence juridique propre et permettant d'assurer, à partir de 2005, une partie du financement des retraites) dépendra du bon vouloir de la future majorité. Certes, le gouvernement actuel va rédiger un projet da loi qui sera examiné lors d'un prochain conseil des ministres, avant d'être déposé sur le bureau de l'Assemblée. Mais les syndicats pourront-ils obtenir du prochain premier ministre qu'il s'en saisisse? Le dispositif des socialistes

(alimenter la «caisse de garantie» à partir de la cession de participations minoritaires d'entreprises publiques d'une valeur de 100 milliards de francs) o'est pas du goût de l'UPF (Union pour la France), qui préfère utiliser tout autrement le produit de firtures privatisations. futures privatisations.

En revanche, la pérennisation de la prise en charge par l'Etat des 20 milliards de cotisations d'assu-rance-vieillesse des chômeurs – que le gonvernement confirmera sous firme d'un amendement au projet de loi (adopté en première lecture) créant un fonds de solidarité des retraites – a de bonnes chances de survivre au départ de M. Bérégovoy. Il est vrai que ce transfert comble une partie du déficit de la Sécurité sociale, dont les comptes pour 1993 n'ont toujours pas été publiés.

Les limites de l'exercice

An sortir de cette table ronde, les participants n'ant danc pas appris grand-chose de nouveau sur les projets que M. Bérégovoy avait, depuis la mi-janvier, exposés à plusieurs reprises. Canscient des limites de l'exercice auquel il se livrait, le premier ministre n'a d'ailleurs pas invité ses interlocuteurs à s'engager formellement. Aucun relevé de conclusinns n'a été élaboré et les sujets délicats – la répartition des pouvoirs de gestion entre les poupouvoirs de gestion entre les pou-voirs publics et les partenaires, notamment l'allongement de la durée de cotisation – unt été soi-gneusement évités, Néanmoins, les

partenaires sociatix recevrent dans les prochains jours des précisions sur l'organisation de la «caisse de garan-

M= Nicole Notat, secrétaire générale de la CFDT, a résumé l'état d'esprit de la plupart des syndicats en estimant que les orientations du gonvernement étalent « bonnes », gonvernement étaient « nonnes », mais qu'elles n'avaient « qu'une limite, celle des échéances politiques ». M. Marc Blondel, son homologue de Force ouvrière, a fait état de « propositions intéressantes », mais e frugilisées par la situation politique présente », alors que M. Paul Marchelli (CFE-CGC) a en l'impression d'assister à e une réunion d'information consucrée aux nropositions de la tion consacrée aux propositions de la future opposition ». Quant à M. François Perigot, président du CNPF, il a sèchement rappelé e l'inopportunité de poser aujourd'hui un problème aussi grave que l'avenir des retroites »

Il est vrai que la cause était, depuis longtemps, entendue. Outre qu'il aura bien tardivement donné corps à ses ambitions réformatrices, M. Bérégovoy a écarté d'emblée l'or-ganisation d'une session parlemen-taire extraordinaire et n'a pas souhaité exercer une pression trop forte sur le CNPF, alors qu'il disposait de l'appui de la plupart des syndicats. M. Teulade n'en a pas moins assuré que « plus personne ne pourra revenir» sur les dispositions confirmées londi et que le prochain gouvernement « sera obligé de reprendre les travaux qui ont été engages » ...

Selon les chiffres provisoires de l'INSEE

133 000 emplois salariés ont été perdus en 1992

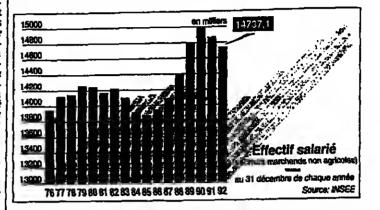
En 1992, la France aurait perdu 132 900 emplois salaries, scion les statistiques provisoires rendues publiques par l'INSEE, luodi 15 février. Ils s'ajnutent aux 111 500 qui avaient déjà disparu en 1991, quand la persistance des difficultés écocomiques avait mis fin au mouvement de eréatinn d'emplois qui avait culmicé en 1990.

Été mnins mauvais qu'il n'avait été dit à l'époque: -0.1 % ou 31 mars. -0.3 % au 30 juin, et même une légère croissance de comparaison, 1991 avait enregistré un recul de 0.7 % ct 1990 s'était termicé par un gain de 1.1 %.

La dégradation de la situation de l'emploi dans l'industrie et le bâtiment-travaux publics est à

Au total, dans l'ensemble des secteurs marchands non agricoles, nn comptait 14 737 100 emplnis

La degradation de la situation de l'emplni dans l'industrie et le bâtiment-travaux publics est à l'origine de cette chute importante des effectifs, comme on n'en avait pas vu depuis les années de res-



au 31 décembre 1992, contre 14 870 000 au 31 décembre 1991 et 14 981 500 au 31 décembre 1990. La baisse, qui eura été de 0,9 % en un an, s'est brutalement accélérée au cours du dernier trimestre. Avec 97 000 emplois sala-riés perdus, elle aura été de 0,7 %, JEAN-MICHEL NORMAND alors que, révisés, les résultats des trois premiers trimestres avaient

> les prix des logements et des loyers créent outre-Rhio de réelles tensinns sur les prix), la Bundesbank pourra réduire ses taux. Dans son sillage, la France, dont l'économie est londamentalement saine, pourrait suivre et supprimer – ou presque – l'écart de 4 points qui la sépare actuellement des taux allemands. Une telle perspective est envisagée par de combreux banquiers. Elle laisse espèrer une forte décrue des taux courts, qui pourraient se retrouver à 8 % d'ici à la fin de l'année. L'initiative monétaire évoquée la semaine dernière par la droite preod ainsi uo seas par la droite preod ainsi uo sens plus clair,

L'accroissement des déficits publics risque pourtant de compli-quer les choses. Le budget de l'Etat pourrait, cette année, afficher une impasse de 280 à 300 milliards de francs. A cette dérive déjà impres-sionnante (nous en étions à 93 milliards en 1990) s'ajoute celle des comptes sociaux, beaucoup plus importante que oe le disent les chiffres officiels et qui pourrait dépasser 40 milliards de francs cette année pour la Sécurité sociale et l'UNEDIC révoies, malgré 28 milliards de versements de l'Etat, dont 20 milliards au régime

l'Etat, dont 20 milliards au régime vieillesse. Ainsi, dans la meilleure des bypothèses, le déficit publie atteindrait-il, en 1993, 320 milliards de francs, soit 4,3 % du PIB. Uo chiffre qui dépasse largement le taux maximum de 3 % requis par le traité de Maastricht pour satisfaire aux critères de l'union monétaire. La France, modèle de vertu il

La France, modele de vertu il n'y a pas si Inngtemps, rejnint à grande aliure les pays aux finances publiques fortement déséquilibrées. Une telle évolution ne nous met certes pas en position d'infériorité par rapport à nos partenaires, dont la plupart connaissent des situations beaucoup plus précaires. Elle o'en réduit pas moios les chances de pouvnir baisser, sans risque majeur pour le franc, les taux d'intérêt d'ici à la fin de l'année.

Da ce point de vue, les propo-sitions du turbulent Séguin appa-raissent bien, paradnxalement, comme les plus européennes. On peut dane se demander si, malgré les déclarations faites par le RPR et l'UDF, le futur gouvernement issu des élections de mars, résolu à isso des dections de mars, resonu a poursuivre la pulitique du franc fort – autre priorité de la droite, – ne décidera pas très rapidement de relever différentes taxes. A commencer par celles qui frappent les produits petroliers, le tabac, l'al-cool. Une décision qui permettrait d'éviter nu de retarder le relève-ment de la CSG.

La hausse de l'point no 2 du taux de la TVA, pronée par le député-maire d'Epinal ou des éco-nomistes aussi ebevronnés que M. Miebel Pébereau, qui préside aux destinées du CCF, rapporterait 30 nu 60 milliards de francs. La tentation sera très grande. A la mesure de l'opposition de la Com-mission de Bruxelles, qui a beau-coup fait pour rapprocher les taux de TVA en Europe.

ALAIN VERNHOLES

tructuration industrielle, en 1984 et 1985. L'ensemble des secteurs industriels a perdu 2,6 % de ses emplois salariés en uo an, soit t 19 200, et 0,9 % au cours du seul dernier trimestre. Mais, coosé-quence de la diminution du nombre des chantiers, le recul est pro-portionnellement plus fort dans le bâtiment, qui vnit disparaître 59 300 salariés. En effet, la baisse a été de 4,5 % eo un an et de 2,2 % au dernier trimestre.

D'ordinaire, le dynamisme du tertiaire marchand permettait de compenser, en partie, la suppres-sion des emplois qui intervenait dans les autres secteurs. Les dan-oées de l'INSEE amènent à penser que ce n'est ou ne sera plus le cas, désormais, Certes, 45 600 emplois oot été créés en 1992, soit 3,5 % de plus que l'an passé, mais, signe inquiétant, et pour la première fois depuis des lustres, cette tendance déférale a été contracté dans les générale a été contrariée dans les trois derniers mois de l'année. Les effectifs ont alors baissé de 0,3 %, malgré les efforts coosectis pour favoriser les embauches à coup d'exonérations de charges sociales.

Bien entendu, cette évolution négative des effectifs salariés est à mettre en regard avec l'augmenta-tion du chômage et avec les aooonces répétées de plans sociaux. Elle laisse supposer que les trois millions de demandeurs d'emploi seront bieotôt dépassés, en doonées corrigées,

D Le taux de salaire boraire ouvrier a progressé de 3,6 % en 1992, - Selnn les statistiques publices lundi 15 février par le ministère du travail, le taux de salaire boraire des ouvriers a progressé de 0,6 % au dernier trimes-tre et de 3,6 % sur l'ensemble de l'année 1992. Le calcotissement de la hausse des salaires est ainsi confirmé et il faut remonter à 1988 (+3,4 %) pour retrouver un rythme d'augmentatinn aussi faible. Dans le cas où la hausse des prix n'au-rait été que de 1,8 % entre janvier 1992 et janvier 1993, le pouvnir d'achat se serait accru de t,8 point au cours de l'année,

Commencée dans le 9 arrondissement

La grève des postiers s'étend à Paris

Un préavis de grève ayant été déposé par cinq syndicats de pos-tiers (CGT, SUD, FO, CFTC et CFDT), un mouvement de grève «illimité» risque de perturber la distribution sur l'ensemble de la ville de Paris à partir du mercredi 17 février.

Depuis le 8 février, à l'appel des mêmes syndicats, sauf de la CFDT, des débrayages affectent le 9° arrondissement. Lundi 15 février, les 10° et 18° arrondisse-ments ont été à leur tour touchés, les préposés ayant suivi le mot d'ordre à 50 %.

Les syndicats protestent contre les réorganisations programmées pour 1993, qui devraient se tra-duire par 3000 suppressions d'em-plois, dont 280 sur Paris. Ils s'opposent aussi à l'objectif de la directioo de la Poste qui vise à uniformiser, à trois par jour, le nombre de distributions de courrier dans chaque arrondissement

Les impôts inévitables

Oo peut y vnir également les effets d'uo optimisme de com-mande, le gouvernement ayant cherché en septembre dernier à minimiser le déficit budgétaire. Sans doute aussi se manifesteot maintenant les conséquences de la baisse des taux de plusieurs impôts très productifs comme la TVA et l'impôt sur les bénéfices des socié-tés. Quni qu'il en soit, l'Etat se trouve sérieusemeot appauvri, et le restera longtemps. Ce sont de nou-veau eotre 40 et 50 milliards de francs qui manqueront au budget chistres ioscrits dans le loi de finances pour 1993, votée il y a deux mois à peine.

Comment, dans de telles condi-tions, la droite pourrait-elle proposer et tenir tant de promesses sans ser et tenir tant de promesses sans recourir à des taxes supplémentaires ou à des impôts? Si l'on met à part le projet d'économiser dès le printemps 20 milliards de francs sur les dépenses inscrites au budget de 1993 – facile à dire, presque impossible à faire sans recréer de nouveaux problèmes de sous-activité, – nulle part dans le projet de vité, - nulle part dans le projet de 'Union pour la France ne snnt évoqués les nécessaires efforts à consentir sur le plan fiscal nu

Se ménager quelques marges de manœuvre

Une campagne électurale ne se conduit certes pas sur l'annunce d'un programme d'austérité, qui ne serait d'ailleurs pas opportun puisqu'il dissuaderait un pen plus les ennsommateurs d'acheter et les industriels d'investir. Mais, nutre que l'opinion publique n'est pas plus dupe en France qu'elle ne l'était aux Etats-Unis lors de la campagne présidentielle, mieux vaut sans daute se ménager quelques marges de manœuvre quand on se prépare à gérer les affaires

Des marges qui n'existent pes du tout, mais qu'il serait facile de se donner en soulignant, dans le bilan des finances publiques qui nous est promis, les responsabilités de la ganche au pouvoir. C'est apparemment une tout autre stratégie qu'a choisie la droite.

M. Alain Juppé assurait ferme-ment, la semaine dernière, lors de la présentatinn du programme RPR-UDF, qu'il n'était pas ques-tion de relever les impôts, affirmation reprise quelques heures plus tard avec conviction par M. Gis-card d'Estaing.

Uoe telle mesure serait néfaste, d'après le secrétaire général du RPR, qui faisait allusion à de réceotes déclarations de M. Philippe Séguin, député et maire (RPR) d'Epinal, selon lesquelles il

y anrait urgence à relever les impôts, ontamment la TVA et la contribution sociale généralisée (CSG), pour financèr des mesures contre le chômage et combler les déficits sociaux. Mesure offaste, estime M. Juppé, parce que contradictoire avec l'engagement pris par la droite de réduire les prélèvements obligatoires, mais également « catastrophique » ponr ee qui concerne l'Europe puisqu'oo relèvement de la TVA irait à l'encontre de la construction du grand tre de la constructina du grand marché. Grand marché que nous serions, seloo M. Jappé, pratique-ment obligés de quitter.

Réformes structurelles et mesures immédiates

Quoiqu'elle distingue bien mesures d'urgeoce et réformes à moyen ou à long terme, la droite raisonne comme si le financement du plan de relance annoncé et la gestion des finances du pays pen-dant les douze mois qui viennent ne posaient pas de problème. Elle raisonne comme si l'horizno du projet de l'Union pour la France n'était pas limité à la prochaine n'était pas limité à la prochaine élection présidentielle, senlement éloignée de deux ans. «La France duit diminuer ses impôts», est-il senlement dit dans snn programme, parce que trop d'impôts et de taxes « contribuent à freiner l'aitleates.

Le programme RPR-UDF multi-lie dane à l'excès les promesses plie dane à l'excès les promesses d'allégements fiscaux ou socieux, au risque de brouiller les intentions et de dissimuler les véritables prio-rités. On y trouve un peu de tout, depuis les projets probablement utiles, qui devront passer rapide-ment deux les feits passer rapidement dans les faits pour relancer l'activité et l'emploi en favnrisant l'activité et l'emploi en favnrisant notamment la construction de logements, la furmation, l'embanche, en particulier dans les PME-PMI et dans les campagnes, jusqu'aux réfurmes de structures qui prévoicot, à plus lung terme, de réduire la TVA, les droits de mutation, la progressivité de l'impôt sur le revenu (le barème, selnn certaines indications, pourrait ne plus comporter que six tranches au lieu de treize). L'épargne à long terme destioée à la retraite, à la construction de logements, aux PME pour leurs funds propres serait, elle aussi, favorisée par des incitations aussi, favorisée par des incitations fiscales oouvelles.

Pnur faire bonoe mesure, est également annoncé un ensemble de dépenses nouvelles aussi vaste que difficile à chiffrer, mêlant des réformes structurelles très importantes et fort coûteuses, comme la prise en charge par le budget de l'Etat des eotisations familiales, actuellement supportées par les entreprises (150 milliards de francs), à des mesures plus immé-

diates consistant en un e important programme de travaux d'infrastructures» nu en une « allocation desti-née aux personnes àgées dépen-

Le coût tutal du programme, englobant les réductions de prélè-vements (impôts et cotisations) et les dépenses nouvelles, est presque impossible à calculer. Les services du ministre de l'éconnmie, M. Michel Sapin, ont cependant fait une évaluation : 650 milliards de francs étalés sur la législature de francs étalés sur la législature (1993-1998), soit, compte teno de la mootée en puissance du plan, uoe charge supplémeotaire anouelle de 160 milliards de francs pour le budget. M. Juppé a bien sûr récusé ces chiffres, annooçant seulement une charge de 110 milliards de francs sur trois ans qui serait plus que converte ras des serait plus que couverte par des écocomies de dépenses (une qua-rantaine de milliards), par le produit des privatisations (une cinquantaine de milliards de francs pour le seul budget), par une qua-rantaine de milliards apportés par la reprise éconninique et par les moindres ebarges d'iodemnisation du chômage qu'elle entraînera.

En régime de croisière, la droite assure qu'elle trouvera une partie des moyens financiers nécessaires à la réalisation de son programme dans un net ralentissement des dépenses publiques, qui, chaque année, ne devront pas augmenter plus vite que la hausse des prix. Engagement signifiant que les dépenses de l'Etat ne devront plus dn tout progresser en fraocs constants. Pari difficile à tenir sans une rigueur extrême sur les salaires de la fonction publique...

L'espoir d'une baisse des taux

M. Philippe Auberger. député
RPR de l'Ynnne, spécialiste des
problèmes budgétaires, a, pour sa
part, indiqué dans une interview
au Juurnal des finances que les privatisations pourraient au total rappartir de 1004 20 vatisations pourraient au total rapporter, à partir de 1994, 30 à
30 milliards de francs par an. La
différence d'estimation avec
M. Juppé s'explique, semble-t-il,
par le fait que le secrétaire général
du RPR nc prend en compte
qu'une partie du produit des privatisations, celle qui ira au budget
de l'Etat. Fant-il comprendre que
l'nn débudgétisera à nnuveau certaines depenses, une méthode
épronvée quand il s'agit de faire
apparaître un ralentissement dans apparaître un ralentissement dans la progression de la dépense publi-que?

Si la drolte funde bian des espoirs sur le produit des privati-salinns pour financer, dans un pre-mier temps, des travaux d'infras-tructures, de logements et des dotations aux eotreprises publiques, c'est sur une forte baisse des taux d'intérêt à court terme qu'elle compte pour voir redémarrer la

Cet espoir n'est pas vain. Si l'Allemagne, qui dnit maintenant enrayer la récession à l'intérieur de ses frontières, obtient dans les mois à venir de bons résultats en matière d'inflation (sculs, en fait,

Ø

Mali juge comp

- 10 - 10

de son groupe

MUCHRE

The Sale of the Sa

Un appel au «patriotisme» pour réduire le déficit budgétaire

présentation de son programme économique au Congrès, M. Bill Clinton a choisí da s'adressar directement au peuple américain, lundi 15 février, pour lui exposer les grandes lignes de l'action qu'il compte développer eu cours de son mandat. Lors de la première allocution téléviséa dapula son investiture, le président des Etats-Unis a mis l'accent aur « la nécessité absolua d'un changement» et appelé au a patriotisma » de aes concitoyans pour réduire la déficit budgétaire. Estimant que as politique économique était « juste et équilibrée », M. Clinton a confirmé que, contrairement à ses promesses électorales, la classe moyenne devrait, elle aussi, faire des sacrifices.

nt ete perdus en 1992

NEW-YORK

de notre correspondant

M. Ronald Reagan avait certainement, aux yeux des démocrates, beaucoup d'idées mauvaises, mais il savait utiliser quelques bonnes recettes. Copiant le «Grand Com-municateur» qui, au début de son premier mandat, en 1981, avait expliqué dans nn message télévisé le sens de la «révolution conser-vatrice» à laquelle il allait attacher soo nom, avant de l'exposer plus en détail au Congrès, M. Bill Clin-ton a choisi un plan de communication identique eo s'adressant à la nation le 15 février, denx jours avant son intervention officielle devant les parlementaires, qui doit être suivie, le soir même, par la traditionnelle allocutioo sur l'état de l'Union. Même méthode sur la forme, mais un virage à 180 degrés sur le fond, assure-t-on cerendant à la Maison Blanche, où l'on renvoie aux propos télévisés du président et à sa volonté de « changer radicalement de direction » après douze années de «reaganisme».

e Jusqu'à présent, nous avinus double notre niveau de vic tous les vingt-cinq ans. Mais maintenant, il nous faudrait cent ans pour parve-nir au même résultat », à déploré le président, en expliquant, graphiques à l'appui, l'importance de la dette publique, laquelle a été multipliée par quatre (pour atteindre environ 4 000 milliards de dollars) au cours des années Reagan-Bush, autant qu'au cours des deux cents aunées précédentes. « C'est trop lang. C'est maintenant qu'il faut agir pour retrouver la millon du rève américain », a-t-il ajouté en soulignant la gravité de la situation qu'il avait tronvée lors de son millions de chômeurs (alors qu'une reprise «réelle» de l'activité aurait di réduire ce chiffre du tiers) et un déficit budgétaire e hors de courôle, très supérieur à mes propres prévisions mais aussi aux hypothèses les plus pessimistes » avancées par la précèdente administration. Evoquant ensuite les contributinns (le mot « sacrifices », prononcé pour la première fois lors du discours d'investiture, est désormais banni du langage présiden-tiel), qu'il compte demander aux citoyens – et aux contribuables – américains en échange d'une amé-lioration à terme de l'emploi, des revenus, et de l'instauration de meilleurs systèmes éducatifs et de santé, le président a admis que chacun devrait verser son ecot, y compris la classe movenne.

> Des déplacements sur le terrain

Mais, a-t-il tenu à souligner, ce sont les Américains les plus aisés qui subiront l'essentiel de l'aggra-vation de la pression fiscale, les revenus supérieurs à 100 000 dol-lars par an (560 000 francs envi-ron, soit près de 47 000 francs par mois), devant supporter à eux seuls 70 % de la future augmentation des 70 % de la future augmentation des impôts. La précision est importante; jusqu'à présent, les a fuites » savamment orchestrées par la Maison Blanche fixaient ce seuil à 200 000 dollars. C'est ce message « d'équité » sociale sous forme «d'appel aux armes» pour redres-ser l'économie que le président et soo cabinet vont délivrer sur le ter-rain en entreprenant une série de déplacements dans le Midwest, sur la Côte Ouest, puis dans les autres régions des Etals-Unis, et qui vont se poursuivre duraot plusieurs

Au cours de son allocution d'une

dizaine de miootes, l'hôte de la

Maison Blanebe n'est pas entré dans le détail des mesures qu'il compte présenter aux parlemen-taires le 17 février. Mais les indis-crétions des deroiers jours permettent de dresser les grandes lignes des coupes à opérer et des nou-velles recettes fiscales. Pour parve-nir à l'objectif final qui est de rédnire le déficit budgétaire de 50 % par rapport à son niveau actuel (327 milliards de dollars en 1993, près de 650 milliards dans dix ans si rien n'est fait d'ici là) et sur une durée de quatre ans, l'administration devra d'abord couper dans les dépenses gouvernemen-tales. Environ 150 programmes feront les frais de cette cure d'aus-térité, qui frappera en priorité les dépenses sociales, lesquelles repré-sentent (système de retraite com-pris) 53 % du budget I'une des

santé et qui a déjà mobilisé contre elle le puissant lobby de l'industrie pharmaceutique. Un autre sujet de polémique est le budget de la défense, que M. Clinton voudrait réduire d'une dizaine de milliards de dollars supplémentaires par rap-port au programme de réduction de dépenses arrêté à bauteur de 266 milliards de dollars par son prédécesseur pour l'exercice fiscal 1994, une perspective qui suscite une vive opposition de la part du Pentagone.

Côté nouvelles recettes, le taux maximum de l'impôt sur le revenu des personnes physiques sera relevé de 31 % à 36 % et une surtaxe sera appliquée aux millionnaires en dollars (parmi lesquels figurent au moins six membres du nouveau cabinet). Dans le même temps, la fiscalité des sociétés sera alourdie et portée de 34 % à 36 %. Parmi les antres dispositions figure l'im-position à 85 % (au lien de 50 % précédemment) du produit des retraites perçues par les Américains les plus fortunés au titre de la Social Security et une taxe sur l'énergie « élargie» (an lieu d'une simple taxe fédérale sur l'essence). Au total, la collecte d'impôts et de taxes nouvelles devrait faire rentrer 250 milliards de dollars dans les caisses de l'Etat.

vont mettre l'Amérique au résime. M. Clinton a prévu un programme de minirelance destiné à soutenir le redémarrage de l'activité confirmé an dernier trimestre 1992. Longtemps tiraillé entre ceux qui, tel M. Robert Reich, nouveau secrétaire à l'emploi, étaient partisans d'un très important soutien à l'économie, évalué à une soixantaine de milliards de dollars dès la première année, quitte à laisser glisser le déficit budgétaire et ceux qui, an get, préconisaient la plus stricte nrthodoxie budgétaire, le président a tranché en faveur de ces derniers. Limité à une trentaine de milliards de dollars (sous forme de dépenses publiques et d'aides au secteur privé, notamment de crédits d'impôts à l'investissement productif), au regard d'un produit intérienr brut (PIB) de près de 6 000 milliards, le plan de relance envisagé par l'administration aura surtout un effet psychologique auprès du grand publie et permettra de créer rapidement une partie dn demi-million d'emplois promis

SERGE MARTI

Pour ne pas renouveler la déconfiture de DAF

Les Pays-Bas acceptent les conditions de Deutsche Aerospace pour la reprise de Fokker

Le gouvernement néerlandais devait officialisar, mardi 16 février, la cession de la majorité du capital du constructeur aéronautique Folder à Deutsche Aerospace (DASA), filiale du conglomérat allemand Daimler-Benz, non sans que celui ci ait obtenu un substantiel rabais sur le prix convenu an 1992 Monde du 17 novembre).

AMSTERDAM

de notre correspondant La transaction intervient au terme d'apres négociations, qui avaient abouti à la signature d'un accord de principe à la fin juillet 1992, puis à celle d'un accord-cadre, le 29 octobre. Les partenaires c'est als puis acteurs par les partenaires d'est als partenaires d'est als partenaires d'est als partenaires des partenaires de la contra del contra de la contra o'ont plus qu'à attendre le feu vert de leurs conseils de surveillance

respectifs pour sabler une troisième fois le champagne. Mais celui-ci aura un goût amer pour le ministre des affaires écono-miques, M. Koos Andriessen, qui a moins bien vendu qu'il ne l'es-comptait la participation de l'Etat (31,8 %) dans Fokker; ses actions ne coûteront plus à DASA 1,18 milliard de francs, mais

954 millions de francs. De plus 954 millinns de francs. De plus, l'équilibre général de l'accord a été révisé, puisque l'Etat néerlandais a été contraint de mettre la main au portefeuille pour éviter que le repreneur ne se désiste au dernier moment : une grosse partie du produit de la cession des titres Fokker sera reversée à la nouvelle entité sous forme de crédit-revolving. La Haye a du accepter d'injecter 1,15 milliard de francs de capital-risque et de garantir à hauteur de 740 millions de francs un emprunt obligataire! obligataire!

sont montrés d'autant plus intraita oles que M. Andriessen se trouvait le dos au mur: la seule alternative à l'accord avec DASA était de financer, sur fonds publics, la sur-vie de Fokker. Il aurait fallu plus de 2 milliards de francs à court terme pour lui éviter le sort du constructeur automobile DAF (le Monde du 8 février). Au cours des derniers mois, le gouvernement avait dû consenur 840 millions de francs à un Fokker proche de la

Des rationalisations inévitables

Le ministre n'est pas loio de penser que la direction de l'entre-prise a laissé la situation se dégra-der pour forcer un accord qu'elle appelait de ses vœux. Les
12 000 salaries de Fokker, au
départ réticents, se sont convaincus
que DASA était leur sauveur. Mais
rien n'est moins sûr : comme tous les constructeurs aéronautiques, Fokker a des diffieultés à vendre ses avions F-100 et F-50, et la suppression de 2 000 emplois d'ici à la lio 1994 a déjà été annoncée. Cette réduction d'effectifs pourrait être devrait être fio prête pour son lan-cement opérationnel dès la pro-chaine réunico des ministres des par le passé et qui considère que le néerlandais a « trop de graisse ». D'ailleurs, e'est la demande allemaode d'une prise en charge par l'Etat ocerlandais de la restructuration qui a failli faire capoter les négociations.

> Leur aboutissement permet à Fokker, scion les mots de son pré-sident, de erallier l'industrie aéronautique européenne». DASA, en effet, paraît bien être à la charnière de celle-ci, étant engagé dans des programmes concurrents : le F-70 que Fokker s'apprête à lancer est une menace pour le Regioliner que doivent dèvelopper en commun DASA, Aérospatiale et Alenia, tandis que l'ATR-42 produit par le couple franco-italien et commercialisé par l'allemand est un adversaire direct du F-50 néerlandais. DASA pourrait être contraint de procéder à une rationalisation de ses participations...

CHRISTIAN CHARTIER

La réunion des ministres des finances des Douze

e à court terme » par le président.

Nervosité autour du projet d'Union économique et monétaire

BRUXELLES (Communautés européennes)

de notre correspondant

Les efforts qu'entendent faire les Douze au cours des années à venir pour satisfaire aux fameux critères de convergence qu'exige le traité de Maastricht pourraient récismer plos de temps que prévo. Une récession nu même une phase de ralentissement de l'activité économique sont en effet peu propices pour améliorer les performances

De telles réflexions étaient sous-jacentes à l'invitation faile, lundi 15 février, aux Etats membres par les ministres des finances des Douze (sur proposition de la Com-mission européenne et du comité monttaire) de prolonger jusqu'à la fin 1996 les e programmes de convergence» qu'ils ont soomis à Bruxelles, lesquels, dans lenr version initiale, se bornaient à couvrir la période 1993-1996.

Faut-il voir là un aveu d'échec, sentent (système de retraite compris) 53 % du budget. L'une des
mesures les plus attendues
concerne la proposition visant à
limiter l'explosion des dépenses de

étape au plus tôt le le janvier 1997, au plus tard le le janvier 1999) n'est pas réaliste? Il serait évidemment filcheux que telle soit l'interprétation des marchés. A voir la mine gourmande de certains journalistes britanniques essayant de se faire confirmer qu'il s'agissait bien d'un indice révélateur de difble de la troisième étape de l'UEM, on comprenait que le dan-

N'exagérons pas. Mioistres et commissaire ont expliqué avec un bel easemble que le programme devant conduire à l'UEM était maintenu, ainsi que son calendrier, que la détermination du conseil restait entière, «Je n'oi pas entendu un ministre dire qu'il ne pourrait pas, le moment venu, remplir les critères de convergence», a noté M. Henning Christofersen, vice-président de la Commission chargé des affaires monétaires.

Mais les Douze savent pertinem ment que le meilleur moyen de convaincre l'opinion que l'Europe mnuétaire conserve toutes ses chances est encore de se préconper du court terme, de contribuer de manière concertée à la reprise.

Tel est l'objet de l'e initiative euro péenne de croissance», dont le principe a été retenn par les chefs d'Etat et de gouvernement en décembre à Edimbourg, et qui devrait être sio prête pour son lanfinances de la Communauté, le

O Trafic sur la Manche: Sealink

PHILIPPE LEMAITRE

et P and O venient coopérer plus étroitement. - Les deux groupes maritimes Scalink et P and O vont demander an gouvernement britannique de lever l'interdictioo qui, depuis 1970, les empêche de coopérer notamment sur leurs lignes à travers la Manche, indique alink dans un communiqué lundi 15 février. Face à la future concurrence du tunnel sons la Manche, les deux groupes ont l'intention de a rechercher un accord qui tout en préservant leurs identités propres leur permettrait d'affrir un meilleur service sur les ferries qui traversent le pas de Calais». Par deux fois déjà au cours des dernières années

cette autorisation a été refusée.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

COMMUNICATION

A la suite des remous provoqués par la candidature marocaine

M. Filali juge compromise la participation de son groupe au capital de RMC

correspondance

Le président de l'Omnium nordafricain (ONA), M. Fouad Filati, gendre du roi Hassan II, a affirmé, lundi 15 février à Casablanca, au cours d'une conférence de presse, qu'il ne croyait plus guère à la pos-sibilité de vnir son groupe – qui constitue le premier groupe privé marocain – participer à une recon-figuration du capital de Radio Monte Carlo him que le grayagne Monte-Carlo bien que le gouverne-ment français se soit déclaré très favorable à une telle perspective.

« Comme les choses sont parties, je vois mai comment ceci pourrait se faire », a-t-il déclaré en évoquant les remous politiques provoquès en listes de RMC.

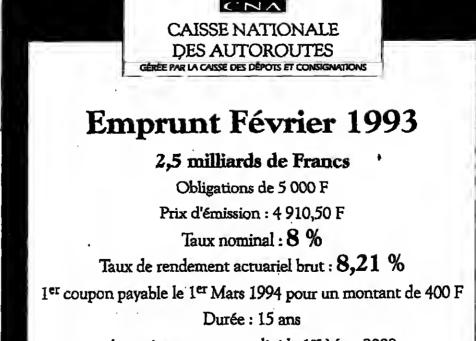
M. Filali a souligné que la prise de participation de l'ONA au capi-tal de RMC impliquait, à ses yeux, deux cooditioos: e Un véritable projet d'entreprise», pour lequel il n'a pas caché son scepticisme, et « un environnement consensuel», très loin d'être acquis. Tout en estimant que e trente-six journa-listes hostlles » [à l'entrée de l'ONA dans le capital de RMC] ont fait oublier les autres», M. Filali en a conclu que, désormais, e le dossier a très peu de chance d'évoluer».

Cette affaire risque toutefois de laisser quelque amertnme au Maroc. Bien que jouissant généra-

France par l'annonce de cette éven-tualité ainsi que la réactinn très hostile de la société des jnurna-cès de la conférence de presse de M. Filali à presque tous les représentants des médias étrangers, dont certains auraient, selou le groupe, « jeté de l'huile sur le feu ». M. Filali a voulu ultérieurement calmer les choses en parlant de dimanche, l'éditorialiste du quotidien communiste Al Bayane, venant curieusement au secours de l'ONA, jugeait que l'attitude du personnel de RMC, opposé à cette participation marocaine au tour de table, « exhalait un relent de racisme incontestable ».

MOUNA EL BANNA

tionnel discours de Noël. «Sa Majesté est heureuse de considérer la question réglée, dans la mesure où le paiement effectué par le journal doit être vu comme ouestant du blen-fondé de la plainte», a précisé un porte-parole du palais. A la demande de la reine, la moitié de la somme ira à la Fondation Leonard Chesbire, qui procure des logements aux personnes bandicapées, et que la reine avait mentionnée en exemple dans son message.



Amortissement en totalité le 1er Mars 2008 Jouissance, règlement: 1er Mars 1993

de la Poste, de la Caisse d'Epargne, des Sociétés de Bourse et des Comptables du Trésor. Une fiche d'information (visa C.O.B. N° 93-053 du 09/02/1993) peut être obtenue sans frais auprès de la CNA, 11 rue Saint-Dominique - 75356 PARIS 07 SP et des Etablissements chargés du placement. Clôture sans préavis.

> Souscrivez aux emprunts de la CNA pour l'extension du réseau français d'autoroutes.

Le Monde **PUBLICITÉ** FINANCIÈRE

46-62-72-67

U La reine Elizabeth II accepte les excuses et le don du Sun pour solde de toat compte. - La roine Eliza-beth II a accepté les excuses du Sun et le don de 200 000 livres (environ 1,6 million de francs) du journal à des associations caritatives, en règlement de son diffé-rend avec le quotidien populaire, a aononcé lundi 15 février le palais de Buckingham (le Monde du 16 février). Le Sun était poursuivi en justice par la souveraine pour avoir vinlé l'embargo qui s'appliL'avenir du numéro un de l'emballage en Europe

Le retrait de MB Caradon déstabilise CarnaudMetalbox

En annoncant la convocation, le Carnaudificialbox s'en portera stratégiques les plus importantes s 4 mars, d'une assemblée générale de ses actionnaires pour autoriser une « cession éventuelle de sa participa-tion dans le capital de Carnaudife-talbox », le groupe britannique MB Caradon n'a pas surpris. Cela fait deux ans que les analystes financiers ncent, à chaque poussée de fièvre du titre en Bourse, le désengage-ment de l'anglo-saxon, persuadés que les relations officiellement « harmonieuses » du britannique avec la Compagnie générale d'industrie et de partiei pation (CGIP), l'autre grand actionnaire de Carnaud Metal-box – né en avril 1989 de la fusion du français Carnaud SA et de l'anglais Metalbox Paekaging, - n'ont jamais dépassé le stade d'une fausse

Aussi, le désir désormais affiché par MB Caradon de «concentrer [ses] ressources sur les activités qu'il accueilli, tundi 15 février, presque avec soulagement. «Je pense que

anglinn Wnter nequiert le gronge suédois Nardie Water. — Anglian Water, compagnie régionale d'eau de l'est de l'Angleterre, a annoncé, le 15 février, l'acquisition du groupe suédois Nordie Water pour 36 millions de livres (284,4 millions de francs). Nordie Water, qui emploie 400 personnes dans dix pays d'Europe, a réalisé en 1992 un bénéfice imposable de 4 millions de livres sur un chiffre

4 millions de livres sur un chiffre

d'affaires de 83 millions, réalisé à 80 % hors de Suède. Le directeur général d'Anglian Water, M. Alan

Smith, a indiqué que cet achat

représentait « une occasion rare »

de prendre pied sur le marché

international du service de l'eau, actuellement en plein développe-

O Warner-Lambert (pharmncie) preud une participation de 34 % dans Jouveinal. — Le groupe américain pharmaceutique Warner-Lambert a pris le contrôle de 34 % du capital du laboratoire français Jouveinal, qui a réalisé en 1992 uo chiffre d'affaires de 1 milliard de frança (4. 14 % sur l'agnée précé-

francs (+ 14 % sur l'année précédente) et emploie 1 000 salariés en région parisienne. Cette prise de

participation - d'un montant de 200 millions de dollars environ -

se complète d'un accord qui permettra à Warner-Lambert de choi-sir « en premier » (rights of first refusal) des molécules mises au

mercialiser sur le marché mondial,

à l'exception de la France, des DOM-TOM, du Canada et de

l'Afrique francophone. Les actions

vendues étaient détenues aupara-vant par Roussel-Uelaf (20 % du capital) et par M. Ariel Elia (14 %).

D Redistribution des cartes au sein

CAPITAL

mieux, assurait ainsi un analyste parisien. Les fusions franco-britanniques n'ont jamais marché.» Se por-ter micux? Les mois à venir e annoncent pourtant pleins d'incertitude pour le numéro un de l'emballage en Europe (24,83 mil-tiards de francs de chiffres d'affaires en 1992). Ni les conditions de la cession des 25,3 % du capital déte-nus par MB Caradon - évalués par le groupe britannique à 515 millions de livres (4,1 milliards de francs). -ni surtout l'attitude de la CGtP, ne

Détentrice de 25,3 % du capital de CamaudMetalbox lui donnant droit à 33,45 % des droits de vote, la CGIP dispose d'un droit de préemption sur toutes les actions de MB Caradon. Informée des intentions de son partenaire, la Compa-gnie se dit prète à « examiner dans quelles conditions » elle peut renforcer son contrôle sur le groupe d'em-ballage, « l'une de ses participations

CHIFFRES ET MOUVEMENTS

compagnie d'électrieité japonaise

Chubu Electrie Power à partir de janvier 1997.

Juné Confection en liquidation judiciaire à Séné (Morbihan). - Le

indiciaire à Sené (Morbihan). — Le tribunal de commerce de Vannes a prononcé la liquidation judiciaire de Joué Confection à Séné (Morbihan), et a nommé un liquidateur qui devra licencier les 91 salariés des deux sites de l'entreprise (53 à Séné et 38 à Mayenne). Créée en mars 1991, la société Joué Confection connaissait des difficultés

tion connaissait des difficultés financières qui se sont traduites

par le non-paiement des loyers de ses locaux à Mayenne et par des dettes envers l'URSSAF. Une autre société, Gétigné-Façonnage (40 salariés), implantée à Gétigné (Loire-Atlantique) et dont le res-

ponsable était le gérant de Jové Confection, a été mise en liquida-tion judiciaire par le tribunal de commerce de Nantes.

SUPPRESSIONS D'EMPLOIS

D Fisher Controls révise à la

LIQUIDATION

sont aujourd'hui cernées.

Mais elle s'inquiète des conditions, du prix et, surtout, des conséquences de l'attitude du Conseil des Bourses

Pour protéger les petits action-naires, le Conscil a, en effet, décidé que la CGIP ne pourra pas acheter plus de 7 % du capital de Canaud-Metalbox, faute de quoi elle serait contrainte de lancer une OPA sur la totalité des actions. Il en coûterait alors 12 milliards de francs à la CGIP dont... la capitalisation bour-sière ne dépasse pas les 6 milliards. Un montant qu'aussi bien les analystes que certains responsables de la Compagnie jugent « prohibitif ». La CGIP pourrait donc se mettre en chasse de partenaires. L'avenir de CarnaudMetalbox, seconé lundi per une crise interne avec le départ de l'un des cinq membres de son directoire, M. Didier Oury, est donc encore lound d'incertitudes

nel de la société, située à La Lou-

vière (sud du pays). La direction a développé un nouveau plan indus-triel, fondé notamment sur la mise en marche d'un nouveau four élec-

Le groupe Oberthur remporte le marché des billets de banque en Géorgie. Le groupe François-Charles Oherthur Fiduciaire a conclu, fin janvier à Thilissi, un

contrat de fourniture de billets de banque avec la Banque nationale

de Géorgie. Ce contrat, d'un mon-tant de 40 millions de francs,

s'ajoute à celui conclu précédem-

ment avec le gouvernement géor-gien pour l'impression de passe-

ports et de cartes d'identité. Implanté en France et aux Etats-Unis, le groupe Obertbur, qui emploie I 300 personnes, est spé-

cialisé dans l'impression de hante

a Lyonnaise des eaux-Dumez : une

densième concession en République tchèque. - Le conseil municipal de la ville de Brno, une cité de 400 000 habitants, à mi-distance

de Vienne et de Prague, dans la

province de Moravie, a décidé du principe de confier au gronpe Lyoonaise des eaux-Dumez la ges-

tion de son service d'eau et d'assai-

alssement. D'une durée de vingt ans, le contrat prendra effet le

CONTRATS

PIERRE-ANGEL GAY

Après avoir résisté pendant une grande parsie de le séance grâce à la hausse des veleurs de haure technologie, la Bourse de Paris a cédé du terrain, kindi 15 février en fin de journée. En baisse de 0,19 % à l'ouverture, puis an légère haussa par la suive, l'indice CAC 40 s terminé sous le niveau des 1 900 points, à 1 899,49 points, soit un repli de 0,65 %. Ces partes se sont manifestées dens un merché calire, le montant des échanges sur le maiché à règlament mansus! stralgasnt 1,85 milliard de francs.

PARIS, 15 février \$ Repli

Le contrat remporté par la France auprès des Emirats arabes unis por-tant sur 436 chars s qualque peu animé le marché des valeurs de heute technologis: Dessault Electroniqus s pris 8,8 % à 235 francs dans un mar-ché de 30 600 actions. La SFIM a gagné 18,3 % à 710 francs et la Segem 4,5 %.

Segem 4,5 %.

La CGIP a progressé de 7,2 % à 1 085 france, à la suite de la décision du groupe britannique M8 Caradon de vendre sa participation de 24,5 % dans CarnaudMetalbox, CGIP détient 25,3 % de CarnaudMetalbox, La cotation de CarnaudMetalbox e été suapendue lundi matin jusqu'à mardi. Le titre aveit monté vendredi demier de 5,2 % dans un marché actif de 215 600 titres.

Moulinex a enregistré uns heussa da 8,35 % et la SPEP de 3,2 %. Balsse de 5,6 % de CCMC et da 3,5 % d'Elf Aquitaine. Total CP a été faible avec un recul de 2,5 %.

Démarrage de Globex le 12 mars

Avent la 12 mars, date du démar-rage en France de Globex, ce système électronique mondial de cotation de contrats à terme et d'options, fonctioncontrats à terme et d'optione, fonction-nent vingt-quetre heures sur vingt-qua-tre, le CMT (conseil du marché à terme), organisme de putelle du MATIF (marché à terme international de lirance), a annoncé une série de déci-sions. Sur Globex, pourront être négo-ciés des compats à terme fermes sur emprunt notionnel, Pibor 3 mots, Ecu long terme et feurs options correspon-dantes, ainsi que des contrats Franc long terme et CAC 40. Le CMT a également définit une séence type de Bounes sur le MATIF. Elle débutera par une session Globex et se terminera par une négociation à le erlée, L'établisse-ment du cours quotidien d'eppel de marges et du cours de compensation des contrats à l'échéance se fera au moment de le clôture de la cession criée. Ce nouveau système prévoit la suppression des droits et obligetions suppression des droits et obligetions des teneurs de marché dont le fonction n'eat pes prévue dens Globes.

n'est pas prevue dans Giobec.

En gestation depuis octobre 1987, ce projet de marché mondial e vu son lancement sans cesse retardé jusqu'au 25 juin 1992, date de son démerrage, Elaboré par les deux plus importants marchés à terme du monde, le Chicago Marcantile Exchange et le Chicago Board of Trade, avec l'agence Reuter, il permet la cotation simultanée à Chicago, New-York, Londres et Paris de contrats de change et de taux en contrats de change et de taux en dehors des heures d'ouverture des marchés à la criée. Le système affiche maccies a a cree. Le systeme anche pour l'instant des volumes d'échanges modestes estimés à 1 500 lots quoti-diens. Le MATIF, adhérent de Globex des 1989; avait prévu d'y intégrer the les premiers mois de 1993 certains de ces produits (le Monde du 26 Juin 1992).

NEW-YORK, 15 février

Les merchés américains étalent fer-més lundi 15 février, en raison du «President's day».

LONDRES, 15 février

Légère hausse

Les valeurs ont ciòturé en léger progrès, lundi 15 février, eu Stock Exchange, malgré una réduction de leurs gaine au cours de l'après-midi en raison de le fermeture des marchés américains. L'indice Footsle des cent grandas valeurs a ciòturé à 2 845,9, en hausse de 2,9 points, soit une légère svance da 0,1 %. Le volume des échanges a diminué à 513,3 millions de titres contre 824,8 millions vendredi.

Les investisseurs sont restés sur la touche en attendant la publication d'indicateurs économiques importants dans les jours à venir (production industrielle mardi, ventes de déteil mercredi et chômage jeudi). Les alimentaires at les supermar-chés ont été fermae, mais les bras-series ont reculé. Les banques ont progressé à l'axception de Lloyds Bank, qui détachait son dividende.

TOKYO, 16 février

Sous les 17 000 points Sous les 17 uou points

La Bourse de Tokyo termina en
beisse, march 16 février, l'indice Nikkei
passant en-dessoua du seuil des
17 000 points, à le suite d'opérations
d'arbitrage et de prises de bénéfice.
Au terme des échanges, le principal
indicateur rilipon a cédé 201,67 points
à 16 9 18,32 points, soit un recui de
1,16 %. Il a sinsi effacé la totalité des
gains acquis la veille. Le volume des
transactions s'est sensiblement gonflé,
passant de 190 millions de stres lundi
à 220 millions.

Le marché est limité à la balsse per les achats des calases de retraite et à la heusea par des niveaux de résistance solides. «Depuis quelque temps, le marché est essez préviable. S'il progresse un jour, il recute le jour sui-

VALEURS .	Cours du 15 Me.	Cours du 16 fév.
Affinencio Bridgestone Couson Full Seek Heinch Motores Materialite Securit Mitarialite Ferry Sony Corp.	1 250 1 150 1 300 1 820 1 320 1 100 508 4 110	1 230 1 170 1 360 1 800 1 820 1 070 508 4 150 1 356

ď

MARCHÉS FINANCIERS PARIS:

Second marché (sélection)					
VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Demiei cours
Alcapi Cibies BA.C. Barror (Lyi Boisset (Lyot) C.A.Lde-Fr. (C.C.U. Caberson Croff. C.E.G.E.P. C.F.P.I. Codetour Crosis Casphin Damachy Worms Cig. Dollans Eddons Balland	469 23 70 500 239 734 262 955 180 213 1140 225 110 216 10 439 1095 129	466 508 710 950 1150	Insurat. Computer LF B.M	112 90 38 45 150 780 685 317 96 152 325 473 316 203 50 120 10	750 685 475
Europ. Propulation	210 140	210	LA BOURSE	SUR M	INITEL

49

....

402

937 184

53

36-15 TAPEZ

MATIF	
Notionnel 10 %. – Cotation en pourcentage du 15 février 1993 Nombre de coutrats estimés : 72 646	

COURS	ÉCHÉANCES			
COOLS,	Mars 93	Jui	n 93	Sept. 93
Densier Précèdent	I12,88 112,92	11-	4,68 4,76	115,02 115,06
	Options	sur notions	el	
PRIX D'EXERCICE	OPTIONS	D'ACHAT	OPTIONS	DE VENTE
	Mars 93	Juin 93	Mars 93	Juin 93
113	0,23	2,20	0,37	0.49

CAC 40 A TERME

	(MATIF)	
3		

	•	(tared tite.)
123		

COURS	Février 93	Mars 93	Avril 93
Dernier	1 920	1 941,50	t 966
	1 936	1 957,50	t 954

CHANGES

Dollar: 5,58 F

Volume: 13 4

Le dollar s'inserivait en légère baisse mardi 16 février dans un marché calme. A Paris, la monnaie américaine s'échangeait à 5,58 francs con-tre 5,6140 francs la veille au cours indicatif de la Banque d

France.		
FRANCFORT	15 fev.	16 Ser.
Dollar (cn DM)	1,6580	1,6485
TOKYO	15 fév.	16 fév.
Dollar (en yens)	121,t5	120,62

MARCHE MONÉTAIRE Paris (16 fév.) ____ 11 1/4-11 3/8 %

New-York (15 Fev.)

BOURSES

12 fev. 15 fev. (SBF, bese 100 : 31-12-81) Indice géaéral 500,20 503,01 (SBF, base 1000 : 31-12-87) Indice CAC 40..... 1 911.97 1 899.49

•	INDICE CAC AU 1 9(1,9)	897,47			
	NEW-YORK (Indice Dow Jones)				
	12 (év.	15 (Ev.			
٥	Industrielles 3 392,43	Cles			
	LONDRES (Indice « Financie	Times »			
ı	12 Œv.	15 fév.			
- 1	100 valeurs 2 843	2 845,90			
- 1	30 valeurs 2 t87,60	2 t87,80			
- 1	Mines d'or	9t,20 95.85			
1	FRANCFORT	,,,,,,,			
. !	12 fev.	15 fev.			
٦	Dex				
ĺ	TOKYO				
ŀ	15 fév.	16 fév.			
	Nikkei Dow Jones 17 117,99 ! Indice général 1 380,76	16 916,30 I 292.33			

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

..... 3%

1	COURS CO	THATTME	COURS TERME TROIS MOIS			
	Demandé	Offert	Demandé	Offert		
\$ E-U Yes (100) Em Deutschemerk Prast suices Live influence (1000) Live sterling Present (100)	5,5785 4,6365 6,5790 3,3827 3,6444 3,6963 7,9798	5,5009 4,6383 6,5006 3,3830 3,6455 3,6085 7,9839	5,6965 -4,7346 6,6144 3,4192 3,6978 -3,6998 8,6893	5,7020 4,7401 6,6229 3,4133 3,7026 3,6157 8,1003		

TAUX D'INTÉRÊT DES EUROMONNAIES

	UN MOIS		TROES MOES		SIX MOIS	
	Demandè	Offer	Demandé	Offert	Demandé	Offer
S E-U 'Yes (100) Eu Deutschemark Franc salese Lite fulleane (1000)	2 15/16 3 1/16 9 1/2 8 1/2 -5 5/8 11 1/16	3 1/16 3 3/16 9 5/8 8 11/16 5 13/16	3 1/16 3 1/8 9 3/8 8 5/16 5 9/16	3 3/16 3 1/4 9 1/2 8 7/16 5 11/16	3 3/16 3 1/16 9 1/16 7 7/8 5 5/16	3 5/1 3 3/1 9 3/1 8 5 7/1
Livre sterling	6 1/4 13 1/4 tt 1/2	6 3/8 13 1/2	6 1/8 13 1/8 11 11/16	6 1/4 13 3/8	5 3/4 12 13/16	5 7/8 13 1/1

sation fait pescr le risque sur la banque. - Une banque qui débite un compte sans remarquer que le chèque est falsifié est tenue de restituer au titulaire du compte la somme payée, même si l'escroquerie était très difficilement décelable, selon la chambre commerciale de la Cour de cassation. La Cour de cassation, pré-sidée par M. Pierre Bézard, a sinsi rejeté lundi 8 février un pourvoi de la Banque de Neuflize-Schlumberger-Mallet (NSM), qui avait débité le compte d'un de ses clients d'un mon-tant de 1,3 million de francs, sans

était un faux. La banque expliquait que sa responsabilité ne pouvait pes être retenue, puisqu'il avait fallu recourir à une expertise pour s'apercevoir que le chèque était faux. La Cour de cassation a jugé cet argument insuffisant et elle a rappelé qu'« en sa qualité de banquier dépositaire NSM ne pouvait être libérée de son obligation de restituer les fonds du déposant qu'en vertu d'un ordre de palement revêtu de la signature authentique de celui-ci ». Elle ajoute que « même en l'absence de faute » du banquier ce dernier n'est pas libéré de son obligation de restitution des fonds.

baisse son plan de suppressinns d'emplois. – La direction de Fisher Controls SA a annoncé lors d'uo comité d'établissement (CE) de l'unité de Vichy (Allier), une révision à la baisse de son plan de restructuration prévoyant des suppressions d'emplois. Filiale de la société américaine Fisher Controls (vannes et robinetterie industrielle. (vannes et robinetterie industrielle. industricis), qui emploie quelque 600 salariés en France, l'entreprise envisage désormais la suppression de 111 emplois au lieu des 144 annoncés au début du mois de janvier. La direction a néanmoins confirmé la cessation d'activité du site de Viehy où 52 emplois, au lieu des 94 annoncés, seront supprimés. Cette restructuration concerne aussi le site de Cernay (Haut-Rbin), qui devrait perdre une cinquantaine d'emplois une cinquantaine d'emplois.

du projet gazier de Qatargas. - Une modification des partenaires au sein de Qatargas, société eréée pour exploiter une partie du gise-ment gazier géant de North Field, au Qatar, l'un des plus gros au monde, à été officialisée à Doha. Elle entérine l'arrivée de Mobil en partie au détriment de Total. Pour la partie amont du projet - l'ex-ploitation du gisement - Total politation du gisement - lotal demeure opérateur mais sa participation revient de 35 % à 20 %, au profit de Mobil (10 %) et de deux japonais (Mitsui et Marubeni) qui détiendront 2,5 % ehacun. En revanche, Total conserve ses 10 % dans la partie aval du projet, mais c'est la compagnie Mobil (10 % également) qui sera en eharge de la également) qui sera en charge de la construction de l'usine de liquéfac-tion chargée d'approvisionner la

groupe présidé par M. Jérôme Monod avait signé un contrat simi-laire avec la ville tebèque d'Os-trava (400 000 habitants).

systèmes de conduite de procèdés

Usines Gustave Boel (sidérargie) supprime 590 emplois en Belgique. - Les Usines Gustave Boel, société sidérurgique belge, a annoncé la suppression de 590 emplois dans le cadre d'un plan de restructuration. Frappée par la crise de la sidérur-gie, cette société se dit victime des mesures sur les importations d'acier annoncées par les Etats-Unis, par les importations d'Europe de l'Est et le désordre monétaire au sein de la CEE. 400 des 590 suppressions d'emploi pour-raient être obtenues par la mise en pré-retraite d'une partie du personD American Airlines porte plainte contre Air France. - La compagnie American Airlines a décidé de porter plainte contre Air France, sa filiale Air Inter et le gouvernement français devant le département américain des transports, comme elle l'a fait en avril 1992 anprès de la direction de la concurrence de la

Communauté européenne. American considère qu'Air France a uti-fisé Air Inter pour protéger son autre filiale, le système de réserva-tion informatique Amadeus. En réduisant au minimum les informations et les possibilités de réser-vations sur les vols d'Air Inter par l'intermédiaire de Sabre, filiale de réservation informatique d'Ameri-can, Air France aurait délibérément empêché celle-ci de répondre aux demandes de ses abonnés sur

le marché français.

Le Monde

L'IMMOBILIER REPRODUCTION INTERDITE

appartements ventes 4. arrdt MUSÉE DE LA CHASSE HOTEL XVIII classes, comprises 105 m². Récept., 2 chb. 4,20 m s/pisfond, pouzes, cheminée, 42-74-76-81. Affaira : ARCHIVE innm. P. de T 3/4 P. pour. 80 m² + peote terras 1 380 000 F · Tet. : 42-87-79-75 Etranger ILE ST-MARTIN CARAIZES HOLLANGE Vd 3 studios stand, rapp. brut an. 12 %. P. 490 000 F swant. fiscaux. Tel.: 35-70-57-95.

Ü

Rech. URGENT 100 à 120 m² PARIS. Préfière 5-, 6-, 7-, 14-, 15-, 16-, 4-, 9-, Pale compt. chez nozaire, 48-73-48-07 locations meublees offres Paris 16. OIRECT PPTAIRE 2 P. 66 m² + TERRASSE 17 m². ETG ELEVE. SOLEIL 13 500 F + ch. + park. 45-53-35-32.

Ý

appartements locations non meublées achats offres Région parisienne

ENGHIEN **YUE SUR LAC** 71 confort, cave, parking. 8 800 F + ch. G.F.F. - Tél. : 42-93-92-92. Sur place jaudi de 11 h à 16 h. Tt cft. 3 572 F, ch. comp. TEL 45-39-95-38

individuelles EXCEPTIONNEL BUTTES-CHAUMONT Maison style duplex invisible de la rue, sur jardin privati 80 m², séj., cuis., cheminée, 1 bur., 2 chb., s. d. b., 2 wc. 43-80-30-40 ft. de b.) 42-41-85-47 (le soir) bureaux Locations VOTRE SIÈGE SOCIAL

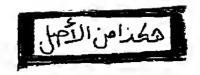
OOMICILIATIONS

et tous services 43-55-17-50.

maisons

CON

s'apercevoir que le chèque présenté



MARCHÉS FINANCIERS

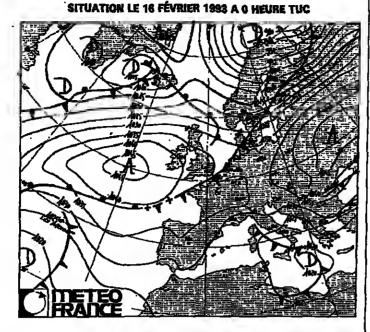
DOTTE -				1,11,117						
BOURSE DU		VRIER							Cours relevés	
Company sation VALEURS Cours priced Cours cours	+0 19 Compee-	Cours Pressier Dursier %	Règleme	- T- T-		Cours Pro	Companier S 32	5 Gán Baigapae	359 70 359	Decrier % cours +-
1671	O 33 session	prioid. coms coms +	Section SALEMAN	Cours Premier Densier Premier Cours	+ 108 72 Sodemail 1 + 108 78 Sogemail 2 - 0 51 1200 Sodemail 3 Sort-Ali	Section Principal Princi	17	GG Mileopot Groness Hansen PLC Hansen P	35 50 36 10 36 50 37 13 10 12 50 385 31 50 31 80 896 91 35 91 55 290 288 60 424 421 30 157 155 20 50 50 50 50 50 50 50 50 50 50 50 50 50	35 50
330 108F Local real 1800 1 KM 1+	COMPT			W3 1 W3 1 W3	SICA			Tal Carrie (ap		/2
VALEURS du nom, coupon VALEU	PRS Cours Derrier cours	VALEURS COURS.	Cours VALEURS	Cours Derrier pric. cours	VALEURS Fruis		VALEURS Emission	Rachet V/	ALEURS Frais in	
Obligations CLINAL CLIRAL S			Etra	ıngères	Action 20 Actions C 3048		15489 80 nos-gan	15489 60 Pervelo 10758 10 Places		
Empleies 9,9% 78	17	Hougins	J41 50. A.E.S. Alza Nr Son. Alza Nr Son. Alza Nr Son. Alza Alambiota. American Branch. American Branch. Attact and Branch. Attact and Branch. Attact and Branch. Attact and Branch. Branch. Compactions. In: Compactions. Compactions. Done Chambral. Done Chambral. Done Chambral. Goodpar The. Go	18220 75 50 228 310 327 327 327 15 50 1100 1100 58 50 400 155 70	Arrigore trisor	7 10 647 67 Firm 7 10 003 957440 Firs 7 38 1057 38 Firs 8 23 31009 89 Firs 8 3 307 1758 304 Firs 8 5 27 1151 43 Firs 8 5 5 07 8635 07 SA 8 5 5 07 8635 07 SA 8 6 27 179 89 Firs 8 7 30 124 61 Hori 8 7 30 120 68 Indi 120 68 I	1683 05 19312 43	1029 50 Poste C 37 D4 Poste C 37 D5 Poste C	ant Nord. 938 5 la 143 7 missance. 23250 5 lassium. 70624 6 la Obig. 11268 8 Education. 31531 3 loos 9 loociations. 3153 4 loociations. 398 8 loociati	51 518 15- 54 139 35 55 23227 32 56 23227 32 57 10624 64 58 11257 52 50 118 01 77 31531 37 79 981 43- 51 135 03 52 160 51 55 5304 42 54 1140 53 59 963 69 51 1367 10 788 78 66 15955 08 67 1890 17 68 15955 08 77 1872 57 76 672 11 77 1800 17 78
Biological Description 2200 More More Necignal on Pile Biology Ocess 013 Optorg Description Control of the C	38 50 40 36 140 290	PURUCITÉ	€ Ho	rs-cote	Form 125	38 1083 85 Naci 50 125 82 Naci	o-Ep. Rev	8331 39 Soletice. 1012 70 State Sta	met Act. Eur 5511 02	2217 93 9189 39 •
8 T P. 23 45 Ordel CB. Carribodgs. 795 Ordel CB. Carbone Lorreine. 314 311 Paleis Nouvem Case Pochein. 265 Paleis Nouvem CB.C. 260 248 Parliment Memory Casesasin Blancy. 298 Parliment Trees. Compan. 13 Parliment Irves. Compan. 19 Parliment Irves. Compan. 19 Parliment Irves. Compan. 19 Parliment Irves. Compan. 190 Porcher.	586 584 573 190 100 165 230 182 182	PUBLICITÉ FINANCIÈR Renseignements 46-62-72-67	E Sque Hydro Energia Coleighou C SH Cogarbor Copares Brop. Access Furup Souther Ind. Gry Degrees	. 330 35 7 582 90 810	Eov. Commission 2772 Eov. Expansion 514861 Eov. Scoverers 2402 Eov. Monoperatire 42175 Eov. Monoperatire 2598 Eov. Monoperatire 2598 Eov. Triostrol 2003 Encote 2598 Eov. Event 2598 Eov. Triostrol 2598 Eov. Event 2598 Eov. Event 2598 Eov. Triostrol 2598 Eov. Triostrol 2598	2 88 2745 23 Maria 1 65 514050 55 Mara 2 86 2332 27 Maria 3 8 152 90 Maria 3 8 97 71998 86 Maria 5 28 4275 28 Maria 6 6 2 2598 62 Maria 6 5 5 2022 62 Maria 6 5 5 5 112 49 Maria	1120 50	1090 81 State Stat	nes Acz. Froe. 10717 65 Acz. lapoin. 10803 50 nest Erner. Mos 12814 02 CAT Plum. 11227 17 Actions. 978 72 Plandistrent. 1498 44 ic. 956 04 Sin. 5563 28	5 10405 49 10438 90 1 12197 854 1 11007 03 2 844 92 1 1451 27 968 67 3 5637 77 706 02
Marché des Chang	ges M	larché libre de l'	Unite Car, Paris	1050	Epercer Story 450A Epercer Story 27033	1 56 3886 56 Mpp 1 89 4593 41 Hox	5056 72 1 Suri Dévelop 1703 43 Association 165 63	4582 73 IRSOT F	nmestriel 1037 22	1028 95 139605 29
COURS INDICATIFS Préc. 15/2 Enns Unis (1 usd) 5576 5614 6585 6576 Ect. 6585 6576 6585 6576 Allernugne (100 dm) 388 560 339 320 15 414 16 402 300 940 300 510 itals (1000 fres) 3619 2 619	achet vente ET 5 3 5 8 327 247 Or fin 15 9 18 8 290 310 3 4 3 8 83 91 Picca 7 8 8 5 Picca 7 8 8 4 2 1 8 353 770 78 Picca 75 84 98 Picca 4 8 4 9 8 4 5 6 Picca 7 8 9 9 Picca 7 7 9 9 Picca	DEVISES préc.	### Particle	1 1100 1	Epergre Caphel 11659 Epergre Croissance 1774 Epergre Obligat 1362 Epergre Veller 459 Epergre Veller 5459 Ent Cash capi 8411 Enforces capi 821 Enro Solitaria 1165 Errock Leading 1044 Errodya 1182 Erro Gas 5283	195 11544 51 Oblic 197 1726 89 Oblic 195 208 48 Oblic 194 1329 11 Oblic 199 8411 59 O	2785 94 1091 08 1091 08 1091 08 1091 09 1091	2744 77 Trillo	1244 03 595 36 250 70 1204 67 250 70 Actions	120 34 1213 69 580 84 1175 28 250 70 1279 50 1866 98 2185 85 57101 80

ō.º

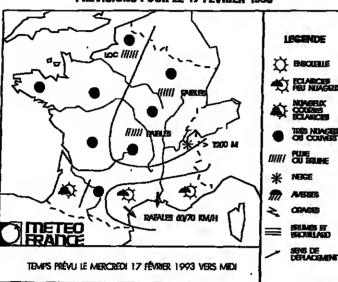
FINANCIERS

could marché

METEOROLOGIE



PRÉVISIONS POUR LE 17 FÉVRIER 1993



Mercradi 17: petites chutes de pluie ou de neige. – Sur le Nord-Est, la région l'inône-Alpes et l'Auvergne, le ciel sera couvert, evec de faibles chutes de pluie ou de neige; la neige ou le verglae pourront tomber jusqu'en pleine le matin eur l'Alsace, et les Préalpes; ensuite la limite pluie-neilse remonters progressivement jus-

Sur le reste de la moltié nord, la ciel sers gris, avec par moments un peu de bruine possible le metin et, eu contraire, quelques timides éclaircies

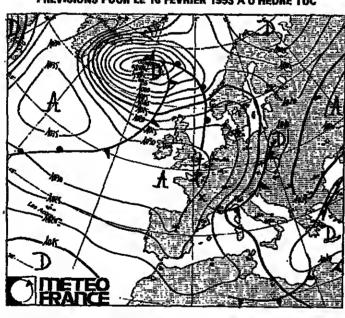
Sur une petite moltié sud, les nusges seront prédominents dans le Midi.

Pyrénées au-dessus de 1 500 mètres en fin de journée.

Les températures seront générale-ment en légère hausse : pour les mini-males, encore quelques faibles gelées dans le Nord-Est, le Jura, les Alpes, le Massif central et la Provence : entre 2 et 4 degrés ailleurs, jusqu'à 6 degrés sur les côtes ; quant eux maximales, elles seront voisines de 5 degrés dans le Nord-Est, et le Centre-Est, de 8 à 9 degrés eilleurs, jusqu'à 10 ou 11 degrés sur les régions littorales.

Le tramontane souffiera assez fort, jusqu'à 80 kilomètres à l'houre en pointe en fin de Journée. Ailleurs, le vent de nord ou nord-ouest sere faible ou modéré.

PRÉVISIONS POUR LE 16 FÉVRIER 1993 A 0 HEURE TUC



Valours extrê	maximu - minima: Imas relevées entre IC et le 16-2-1993 à 8 houres Ti	le 16-2-93
MANCY	DAKAR 27 17 D GENEVE 5 -2 C HONGKONG ISTANBUL 4 1 A	MARRAKECEL 23 9 D MELICO 22 9 D MELICO 22 9 D MELICO 23 9 D MELICO 23 0 D MELICO 25 0 D MELICO 25 0 D MEW-YORK 4 2 C PALMA 15 -1 D PÉRIM 0 -1 25 0 D MEW-YORK 4 2 C PALMA 15 -1 D PÉRIM 0 -1 25 0 D MEW-YORK 4 2 C PALMA 15 3 D MEW-YORK 25 3
A B C clei couvert	D N O cid orage	P T * priving template priving

TUC = temps universal coordonné, c'est-è-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver. iment établi avec le support technique spécial de la Météorologie

RADIO-TÉLÉVISION

IMAGES

Solutions

SSEZ de langue de bois! Assez de bavardages! Du concret! Des solutions! Nouvelle émission mensuelle de France 2, Etat des lieux se promettait de résoudre en deux heures la crise du logement. «Si vous trouvez qu'on a la langue de bois. qu'on ne va pas au fond des pro-blèmes, téléphonez-nous l'a suppliait l'animateur. Comme pour une foire-exposition, le service public avait déployé toute la panoplie traditionnelle de l'émission-qui-n'apas-froid-eux-yeux, qui porte le fer dans la plaie, qui va traquer les vérités enterrées jusque dans la gueule du loup, etc. Caméra cachée, méchants bureaucrates ou escrocs au visage brouillé, noms

propres d'infâmes pudiquement «fallait avoir l'abbé Pierre», cet oracouverts per un «bip», public n'hésitent pes à siffier les invités. En l'occurrence, une équipe s'était rendue, caméra cachée donc, dans un local de l'office HLM d'un arrondissement parisien. Elle y avait filmé à son insu (e préposé à l'accueil, avant d'exiger de rencontrer cun responsable». Tant de témérité fai-

Un rappeur chanta «être pauvre est un crime dans un monde sans justice», chanson à texte composée pour l'occasion. L'abbé Pierre, en duplex, apparut fatigué. Fatigué, sembla-t-il, de ce genre de gesticulations, précisément, d'être ce drapeau que l'on convoque parca qu'un producteur a décidé qu'il

cle qu'on honore mais que nui n'écoute. «Les mêmes sondés qui placent l'ebbé Pierre en tête des Top 50 de la popularité refuseraient catégoriquement des logements sociaux près de chez auxs, remarqua M- Lienemann, ministre du logement. Des HLM, on dériva vers les agences immobilières, puis on efficura le «problème-des-banlieues» pour apoutir étrangement à des histoires de vacances forcées aux Canaries. «Le ghetto de riches, c'est aussi triste que le ghetto de pauvres», remarque eu passage M. André Santini, maire d'une benlieue plutôt chic, qui e visiblement manqué une grande carrière de comique.

Le paradoxe de ce type d'émissions, construites sur l'amaigame et mile manipulations, est qu'elles offrent aux prétendus «accusés» de confortables échappatoires. Ainsi réussit-on l'exploit de faire passer M. Jean Tiberi, premier adjoint au maire de Paris, pour la victime d'un traquenard, sans jamais l'obliger, enquête à l'appui, à s'expliquer clairement, par exemple, sur les ettributions de HLM à Paris. Après deux heures de «parler-vrais, la « solution » tant espérée apparut enfin : pour résoudre la crise du logement, ne serait-il pas judicieux de... construire des logements? Chacun acquiesça gravement. La soirée n'aurait pas été

100

z. Fairth

in day.

seasons habert la

iremet aver fix

 V_{k}

3 02 %

.

.. e 街

فعندن . . .

杨州

- 17 数4 70年

100

Trept

1

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : signalé dans « le Monde radio-télévision » ; D Film é éviter : « On peut voir ; » « Ne pas manquer ; » « Chef-d'œuvre ou classique.

Mardi 16 février

éma : Family Business.	20.35 Cinéma : Mon père, co
1	CANAL PLUS

20.45 Cine 22.45 Magazine : Durand la nuit. Présenté per Guillaume Durand, en direct. 0.40 Magazine : Le Club de l'enjeu. Présenté per Emmanuel de La Taille et Alain FRANCE 2

TF

20.50 Cinêma : Daryl.

Film eméricain de Simon Wincer (1985). 22.35 Magazine: Bas les masques.
Présenté per Mireille Dumas. En mon âme et conscience, Invité: Bemard Fayolle, président de la cour d'assiese d'Abr-en-Provence. Réportages: Jurés en prison, de Karin Anska; Justice à la hongroise, de Laslo Litskei et Ariel Pjasecki; Lettre de prison, de Karin Anska.

23.40 Journal et Météo. 0.00 Magazine : Le Cercle de minuit. Présenté per Michel Field.

FRANCE 3

20.45 Feuilleton : Emilie, la passion d'une vie, De Jean Beaudin, avec Marina Orsini, Roy Dupuis (12 épisode). 21.35 ▶ Documentaire : Planète chaude. Palestine, histoire d'une terre, de Simone Bitton (1" partie).

22.35 Journal et Météo. 23.00 Téléfilm ; Joanna et les clones. De Philip Savile (1* partie).

ca héros. 💵 22.10 Flash d'informations.

22.20 Concert : Hommage à Bob Dylan. 23.45 Cinema : Chucky, la poupée de sang. D Fâm américain de John Lafis (1990).

1.10 Cinema : Goliath et l'Hercule noir.
Film franco-italien de Mario Caiano (1963).

20.40 Soirée thématique : Le Bauhaus, 20.41 Documentaira: Dejeuner au Bauhaus. De Teri Wehn-Damisch et Pleme Desfons

21.45 Documentaire : From Bauhaus to our House, Tom Wolfe et le Bauhaus.

22.00 Cinéma : Les Hommes le dimanche. ****** Fim alemand de Robert Siodmak (1929). 23.00 Portrait : Jean Weinfeld,

23.10 Portrait : Meholy-Nagy.
Vie et œuvre d'un des plus importents plas
ticiens du Bauhaus. Portrait: Josef Albers, on homme à la place. La célèbre enseignent de l'école du Bau-

23.45 Danse : Le Ballet triadique. Extrait du ballet d'Oskar Schlem

M 6

20.45 Téléfilm:

Le Monstre de la baie des Fraises De Jack Shee.

22.25 Série : Amicalement vôtre. 23.25 Série : Soko, brigade des stups. 0.15 Informations:

Six minutes première heure. 0.25 Musique : Flashback.

FRANCE-CULTURE

20.30 Archipel médecine. Quelle politique de vieillesse, aujourd'hui? 21.30 Débat.
Théâtre et cinéma, allers-retours, Avec Jean Douchet, Daniel Mesguich, Mireille

22.40 Les Nuits magnétiques. Passions instrumentales. 1. Les instruments dits popu-

0.05 Du jour eu lendemain. Avec Frédérika Fenollabbate (l'Infante).

0.50 Musique : Coda.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 15 janvier, salle Olivier-Messisen): Miadi pour fitte, hautbois, clari-nette passe, basson et cor, de Janacek; Trio pour piano, violon et violoncalle en ut mineur op. 9, de Chostakovitch; Quantette pour hautbois, clarinette, violon, atto et contrebasse op. 39, de Prokofiev. 22.00 Les Voix de la nuit. Par Henri Gorsieb. Œuvres de Verdi, Fauré, Duparc, Reyer.

23.09 Feuilleton ; Maldoror.

23.19 Ainsi la nuit. Œuvres de Chabrier, Liszt, R. Strauss, Schoenberg, David, Zemlinski, Hermann, 0.33 L'Heure bleue.

Mercredi 17 février

TF 1

14.35 Club Dorothée. 17.25 Sport : Football.
Match éliminatoire de la Coupe du monde Israel-France, en direct de Tel-Aviv. 18.55 Magazine : Coucou, c'est nous (19.45 Divertissement:

Le Bébête Show (et à 23,55). 19.50 Trage du Loto (et à 20.40). 20.00 Journal et Météo. 20.50 Variétés : Sacrée soirée.

vanetus: Dacree soiree.
Emission présentée par Jean-Pierre Foucault. Spécial années 80. Avec François
Feldman, le Grand Orchestre du Splendid,
Chagrin d'ernour, Imeges, Gérard Blancherd,
Patrick Coutin, Jakie Quartz, Thierry Pastor,
Peter et Sloane.

Peter et Sloane.

22.45 Magazine: Ex libris.
Présenté par Patrick Poivre d'Arvor. Vents de folie. Invités: Marina Vlady (le Voyage de Serguer Ivanovitch); Bernard Clavel (Cargo pour l'enfer); Ziatko Dizdarevic (Journal de guerre); Daniel Simon (Contumax – Le prix de la liberté); Michel Jobert (Ni dieu, ni diable, conversation avec Jean-Louis Remilleux); Jean-François Josselin (Encore un instant).

0.00 Journal et Méréo.

0.00 Journal et Météo. 0.05 Série : Intrigues.

FRANCE 2

15.20 Veniétés: La Chence aux chansons. Emission présentée per Pascal Sevran. Le caf'conc' au temps de la Belle Epoque. Avec Marthe Mercadier, Henri Genès, Jeannette Batti, Jean-Marie Prostier, Amarande, Jean Parédès, Doris Mamier, Marion Gerne, Christian Méry, Michou, Caroline Clarc, Patrick Préjean, Roger Pierre, Charlotte Julian, Serge Reggiani, Marie-Thérèse Orain, Laurence Badie.

16.20 Jeu : Des chiffres et des lettres. 16.45 Feuilleton : Beaumanoir. 17.15 Magazine : Giga. 18.50 Jeu : Score à battre.

19.20 Jeu : Que le meilleur gagne plus. 20.00 Journal, Journal des courses et Météo.

20.50 Série : L'Instit.
Les Chiens et les Loups, de François
Luciani, avec Gérard Klein, Roger Souza. 22.30 Première ligne.

Quand la Terre tremblera, documentaire de Quand la Terre trempiere, documents Serge Gordey et Stéphane Deligeorges. 23.25 Journal et Météo.

23.45 Court métrage. 23.55 Magazine : Le Cercle de minuit. Présenté per Michel Field.

FRANCE 3 15.35 Série : Le croisière s'amuse. 17.25 Magazine: Fractales.

18.25 Jeu : Questions pour un champion. 18.50 Un livre, un jour, Un monde sens crime, de Christian Lehmann. 19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.09 à 19.31, le journel de la région.

20.05 Jeu: Hugodélire (et à 20.40). 20.15 Divertissement: La Classe. 20.45 Magazine : La Marche du siècle. Présenté per Jean-Marie Cavada, en direct Invité : Valéry Giscard d'Estaing. 22.25 Journal et Météo.

23.00. Mercredi chez vous.
Programme des télévisions régionale

CANAL PLUS

15.15 Divertissement : Samedi soir avec les Nouveaux (rediff.).

16.05 Sport : Tennia. 3- journée de l'Open féminin, en direct du Zénith. 18.00 Canaille peluche.

- En clair jusqu'à 21.00 18.30 Ca cartoon.

18.50 Le Top.
19.15 Magazine : BVP, Baffie vérifie la pub.
19.20 Magazine : Nulle part ailleurs.

20.30 Le Journal du cinéma.

Spécial Spike Lee.

21.00 Cinéma : Envoyé spécial. a Film américain de Manny Coto (1990). Avec Dolph Lundgren, Lou Gosset Jr, John Finn.

72.25 Cinéma : Le Vérine. 22.35 Cinoma: La Voix.
Film françals de Plerre Granier-Deferre
(1891). Avec Nathalie Baye, Sami Frey,
Laura Morente.

0.00 Cinéma : Trois frères. EEE
Film franco-itallen de Francesco Rosi
(1980). Avec Charles Vanel, Philippe Noiret,
Michale Placido (v.o.). ARTE

17.00 Megazine : Mégamix (rediff.).
17.55 Chronique : Le Dessous des cartes.
De Jean-Christophe Victor (rediff.). 18.00 Documentaire:
Histoira parallèle (rediff.).
19.00 Magazine: Rencontre.
Ude Kier/Herlinde Koebi.

19.30 Documentaire ; A l'ombre des conquérants. Les Tarahumaras du Mexique. De Josef Kir-

20.15 Cinéma d'animation.
Persécution de Pancho Villa; Black Hulla.
20.30 8 1/2 Journal. 20.40 Opera: Les Soldats.

De Bernd Alois Zimmermann, par l'Orchestre national de Stuttgart, dir.: Bernhard

Kontarsky; sol.: Mark Munkittrick, Nancy Harry Kupfer. 22.40 Documentaire : Cézanne à Tübingen. Préparation d'une exposition, de Christiane Albus.

23.15 Magazine : Mágamix (rediff.). 0.20 Magazine : Rencontre (rediff.).

M 6

15.25 Magazine : Fréquenstar. 16.30 Megazine : Nouba. 17.00 Veriétés : Multitop. 17.30 Série : Bouker.

18.00 Série : Equalizer. 19.00 Série : Les Rues de San-Francisco. 19.54 Six minutes d'Informations, Météo. 20.00 Série : Cosby Show.

20.35 Megazine : Ecolo 6 (et à 0.55). 20.45 Téléfilm : Meurtre avec mention. D'Antonia Bird.

22.35 Téléfilm : Jusqu'à la folie. D'Anthony Page. 0.15 Magazine : Vánus. 0.45 Six minutes première heure. 1.00 Magazine : Nouba.

FRANCE-CULTURE

20.30 Antipodes. 21.28 Poésie aur parole.

21.32 Correspondances. Des nouvelles de la Belgique, du Canada et de la Suisse. 22.00 Communauté des radios publiques de

langue française. Ecritures. Avec André-Marcel Adamek lia Couleur des abeilles). 22.40 Les Nuits magnétiques. Passions instrumentales. 2. Les cle

0.05 Du jour au lendemain. Avec Bertrand Visage (Bambin). 0.50 Musique : Coda.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 13 juin 1992 à la Phil-harmonie de Berlin) : Symphonie nº 7 en ut majeur op. 80, de Chostakovitch, par l'Or-chestre philharmonique de Berlin, dir. Marias Jansons.

22.00 Concert, Intérieur-Nuit, de Zanesi; Message, de Kessier; Litanes, de Kupper. 23.09 Feuilleton : Maldoror.

23.19 Ainsi la nuit. Sonate pour violon et piano en sol mineur, de Debussy; Divertissement pour harpe à la française, de Caplet; Pastorale des cochons roses, de Chabrier; Culntette pour piano et cordes m 1 en ré mineur op 89, de Fauré; Divertissement pour quintette à vents et plano op 6, de Roussel; Histoires naturelles, de Revel. 0.33 L'Heure bieue.

16.25 Big Bang.

De vives polémiques accompagnent la cession d'Adidas par M. Bernard Tapie

11 % des voix aux élections dans Renduas publiquas lundi 15 février, les modalités de cesce corps, affilié à la FASP) est visé par deux informations judiciaires distinctes confiées, à Paris, au juge sion d'Adidas par M. Bernard d'instruction Guy Ripoll, et, à Tapia, ministre de la ville, suscitent une controverse politique. Ce week-end, M. François d'Au-bart, daputé UDF de la Mayenna, et M. Alain Juppé, Montauhen (Tarn-et-Garonne), à sa collègue, Mª Corinne Chas-Le dossier parisien concerne une affaire de démarchage publicitaire abusif, qui avait récemment donné secrétaire général du RPR, ont réclamá la constitution d'une commission d'enquête parle-SNUIP (le Monde du 9 février). 11 mentaire. Réagissant à cette requête. M. Tapia a annoncé son intention de « porter plainte teur organisé par le syndicat en décembre 1991 au Bataelan, contre tous ceux qui ont tenté de faire croire qua les institu-tions nationalisées habituelle-Des commerçants s'étaient plaints mant partenaires da Bernard Tapie Finances avaient majori-

> Surpris? Pas vraiment. C'était il y a deux semaines. Le ministre de la ville, indigné, crisit, en privé, au «scandale». Le sujet ne concernait plus Toshiba. Pas encore Adidas. Mais «l'affaire Bergé». Il prenait avec vigueur la défense du PDG d'Yves Saint Laurent et ne «commente et ne se commente et prenait » pas les interrogations qui avaient accueilli la reprise par une filiale d'Elf. Saoofi, de la célébre maison de haute couture. Non qu'il y ait de quelconques affinités entre le patron de l'OM et celui de l'Opéra Bastille,

tairament 'acquis' des 'actions

d'Adidas s.

marscillais ont été inculpés de «viol en réunion» par Mª Chantal Gau-dino, juge d'instruction à Marseille Au contraire | Membre du gouver-nement, candidat de la majorité pré-sidentielle dans la 10 eirconscription des Souches-dn-Rhone, M. Tepie ne pouvait ignorer que la cession d'Adidas - annoncée et programmée pour la mi-février, soit un mois avant le premier tour des légis-tatives - allait plus encore susciter judiciaire, la gendamierie avait placé le suspect sur écoutes téléphopiques, remous et tempetes.

Le retrait de M. Tapie des affaires se voulait œnvre d'apaisement. On est évidemment loir du compte. du viol. Agés de trenté et un à trente-neuf ans, les policiers, dont les identités n'ont pas été révélées, ont Déclenchée ce week-end par uo certain nombre de ténors de l'op-

position, la polémique a repris, de

plus belle, lundi 15 février, une fois confirmé le schéma de reprise d'Adidas. Ce ne sont pas les conditions financières, cente fois, qui font problème. Le prix total exigé des repreneurs (615 militions de deustchemarks, soit 2,08 milliards de francs ponr 78 % du capital de BTF GmbH, la holding qui contrôlait 95 % d'Adidas) est, à peu de choses près, le même que celui fixé, en juillet dernier, avec le groupe britannique Pentland, avant que celui-ci ne que Pentiand, avant que celui-ci ne décide de jeter l'éponge.

Le groupe Bernerd Tapie Finaoces (BTF) devrait, selon soo président M. Elie Fellous, récupérer ainsi 500 millions de francs de cash, une fois remboursé la tranche de I milliard de francs d'emprunts contractés lors du rachat d'Adidas ainsi que le crédit relais de 147 mil-lions de marks obtenu à la fin de l'anoée dernière pour « porter» la participation de 20 % qu'avait jusqu'alors conservé Pentland dans BTF GmbH. La plus-value retirée de l'opération est plus difficile à apprécier. Lors de la transaction, finalement avortée, avec Pentland (2,1 milliards de francs pour 79,95 % du capital), M. Topie

l'avait, pour son groupe, estimée à 600, voire 700 millions de francs... à la grande stupéfaction des analystes

D'après leurs calculs (le Monde du 10 juillet 1992), elle ne devait pas excèder 85 millions de francs, un ordre de grandeur auquel se confor-ment davantage les nouvelles décla-rations du ministre de la ville, qui compte, désormais, dégager un pro-fit net d'une einquantaine de mil-lions de franca sur sa cession.

Le rôle central du Crédit lyonnais

Moins que sur le prix, c'est sur l'identité des repreneurs que se portent les critiques. Le schéma rendu public lundi confirme la présence importante de trois établissements financiers publies – le Crédit lyonnais, les AGF et l'UAP – dans Adidas International, la nouvelle société holding qui se substitue à BTF GmhH. A eux trois, et via leurs finales Clinvest (pour le Crédit lyonnais), Metropole SA et Banque générale dn Phénix (pour les AGF), Matinvest (une «coquille» d'Acmer, fonds d'investissement de la banque Worms, elle-même contrôlée par

détiennent désormais 42 % du capi-tal de la couvelle structure contre moins de 20 % précédemment.

Le «menagement» obtient 23 % d'Adidas International doni 15 % pour M. Robert-Louis Dreyfus, futur patron de la marque allemande, via sa société Ricesa, et 8 % pour M= Gilberte Beaux, appelée à prendre la présidence du conseil de surdre la présidence du conseil de surveillance. Deux fonds anglo-saxons, enfin, récupèrent 35 % des parts, soit 20 % pour Omega Ventures, une société d'investissement constituée, par la Citibank, et 15 % pour Coatbridge Holdiogs, société contrôlée par Euroknights, un fonds luxembourgeois dont le siège serait situé dans les îles Vierges britanniques et conseilée par les financiers genevois d'Argos Soditic.

Ce tour de table était suffisamment éclaté, aux yeux de M. Tapie et de M= Gilberte Beaux, qui en a assuré l'ingénierie avec Clinvest, pour déjouer les soupçons. Le rôle important joué une nouvelle fois par le Crédit lyonnais (dont la participation devrait cependant être inférieure à 20 %) a nouvelle soupçons.

Banquier traditionnel et actionnaire de BTF, l'établissement finan-cier du boulevard des Italiens avait déjà joué un rôle crucial dans le rachat par M. Tapie de la firme Adidas. Tout comme les AGF ou Adidas. Tout comme les AGF ou l'UAP, le groupe dirigé par M. Jean-Yves Haberer justifie son engagement par le souci de valoriser sa mise initiale. Soutien inconditionnel à M. Tapie, faveur politique comme le prétendent certains milieux financiers ainsi que de l'opposition? a Faux, le Crédit lyonnais fait exactement la même chose pour Bouyeurs et l'apardère mi ne tont pas gues et Lagardère qui ne sont pas précisement socialistes », tétorque aujourd'hui le ministre de la ville. resumant un banquier. Tout est, en définitive, affaire d'appréciation. De climai »

CAROLINE MONNOT

An conseil régional de Lorraine

Les écologistes votent le budget présenté par M. Longuet (UDF-PR)

de notre correspondant

Au terme de huit heures de débat, le budget primitif 1993 de la région (1,71 milliard de francs) a été adopté, lundi 15 février, grâce au soutien des écologistes, par 41 voix, contre 23 et 9 abstentions. Si l'issue du vote n'a jamais été incertaine, dans la réalisée ou une maiorité o'est très site néalisée. où une majorité a'est très vite n'alisée en faveur du projet présenté par le président du conseil régional, M. Gérard Longuet, président du Parti républicain, les contours exacts de cette majorité autour de l'UOF et du RPR ont, en revanche, été plus longs à se dessiner. Les einq élus Verts ont approuvé, estimant, comme le remarquait l'un d'eux, M. Daniel Begun, que le budget porte « des signes de contamination ecologiste». L'enveloppe consacrée à l'environ-

nemeot passe en effet, de 1992 à 1993, de 13 à 35 millions de francs. Elle prévoit notamment la création d'une agence régionale de l'environ-nement, qui aura pour mission de conduire des «éco-audits» pour des industriels sollicitant une aide économique régionale, ainsi que des «éco-bilans», soit autant de «bons points qui augurent bien de l'aventr» pour les Verts.

Génération Ecologie a, de son côté, qualifié le hudget de «flatteur pour les écologistes» mais regretté qu'il manque «de corps sur certains sujess importants, à savoir la formation, l'amériagement du territoire et le développement économique des zones rurales». En conséquence, quatre des six élus du mouvement de Brice

Lalonde ont voté pour, les deux autres se sont abstenus, jugeant « les insuffisances trop importantes ».

Le budget 1993 de la Lorraine s'articule autour de trois axes : l'économie (411 millions de francs), la formetion initiale et contique (707 millions de francs) et l'aména gement du territoire (322 millions de francs). La fiscalité directe est en hausse de 5,4 %, une augmentation qualifiée de modérée par M. Lon-guet, qui affiche le souci de ne pas appauvrir la région, meis de lui conserver sa capacité d'action.

JEAN-LOUIS THIS

Les éditions Robert Laffont fusionnent avec Fixot

s'apprêtent à fusionner avec les éditions Fixot. La nouvelle société. qui pourrait être constituée des le mois d'avril, sera dirigée par M. Bernard Fixot, actuel propriétaire de le maison qui porte son nom. M. Fixot détiendra eoviron 15 % du capital du futur ensemble, où cohabiteront les marques Laffont et Fixot. Cette opération se solde notamment par l'éviction de M. Bertrand Favreul, qui quittera les éditions Robert Laffont, dont il est aujourd'hui le PDG.

Deux informations

indiciaires

lancées à l'encontre

du syndicat

des inspecteurs de la FASP

Le Syndicat national unitaire

des inspecteurs de police (SNUIP,

lieu à une perquisition au siège du

s'agit notamment des brochures

éditées lors d'un Gala de l'inspec-

une salle de spectacles parisienne.

d'avoir été sollicités de façon abu-

sive par des démarcheurs publici-

A Montauhan, le juge Chassagne

e souhaité entendre le secrétaire général du SNUIP, M. Jean-Louis Llorca, dans le cadre d'une affaire

de détournement de fonds mettant

en cause une entreprise locale, la

Sotref International. Les

enquêteurs cherchent notamment

à comprendre pourquoi un chèque

de 530 000 francs a été versé au

O Trois policiers marseillais écronés

pour viol. - Trois gardiens de la paix

(Bouches-du-Rhône), et écroués jeudi 11 et samedi 13 février. Uoc

amie de l'un d'eux avait déposé

plainte eo affirmant evoir été vic-

bagne, d'un viol collectif organisé par cet ami policier. Chargée de l'enquête

enregistrant ses conversations avec

deux antrea responsables présumés

prétendu que la victime était consen-

se a son domicile d'Au-

time. I'an p

SNUIP par cette société.

taires se réclamant du SNUIP.

A STATE OF STREET

Control of the same of the

1 11 1 2 2 4 A 200 A

FRANCE-CULTURE

FRANCE MUSICE

graph disented

State of Spaces

The second of th

. . .

4.3

. a 1 44

and the second s

3.83

Carle Barrie B. Calif

es a series

 $(1, \dots, n-r-2)^{-r-r}$

Agé de quaraote-oeuf ans, M. Fixol a été successivement directeur commercial de Gallimard et de Haebette Livre, puia gérant d'Editions nº 1, evant de creer sa propre maison en 1987. Il s'est distingué par la publication de documents « vécus » à fort tirage et,

Société des lecteurs du *Monde*

La prochaine ansamblée générale de la Société des lecteurs du Monde, qui se tiendra an juin prochain, aura à élire deux administrateurs. Tout actionnaire a le droit de présenter sa candidature.

Le consell d'administration souhakteralt, pour se part, afin de diversifier sa composition, présenter à l'assemblée. comme l'en dernier, une personne exercant ou ovant exercé des responsabilités dans le monde associatif ou dans les milieux de l'éducation populaire.

Les actionneires intéressée doivent présenter leur candidature en adressant une lettre motivée, ainsi qu'un curriculum vitae, avant le 5 mars 1993, à la Société des lecteurs, 15, rue Falguière, 75015 Paris.

collection présentant des textes tranche sur la morosité de la conjoncture éditoriale. Avec trente bénéfices de 15 à 16 millions de C'est sans doute cette prospérité

commerciale qui a sédnit les resbandes dessinées et aux livres pratiques, en passant par les dictionnaires et le célèbre Quid.

EXCEPTIONNEL

PRIX BASSE SAISON avec la garantie d'un grand maître tailleur PANTALONS 965 F VESTONS 1 926 F 3 000 tissus

Luxueusas draperies angleises Fabrication traditionnelle TAILLEURS, JUPES, VESTES MANTEAUX ET PARDESSUS UNIFORMES ET INSIGNES MILITAIRES

LEGRAND Tailleur

Les éditions Robert Laffont 'récemment, par la eréation d'une classiques dans uoe version réduite. Les éditions Fixot affiehent on bulletio de santé qui titres par an, des ventes moyennes relativement élevées, la maison a réalisé en 1992 un chiffre d'affaires de 100 millions de francs et des

> ponsables du Groupe de la Cité, propriétaire des éditions Robert Laffont depuis 1990. Fondée par Robert Laffont en 1941, la maison evait été cédée à la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion (CLT) et à one filiale du groupe Havas, avant d'être reprise par le Groupe de la Cité. Fortes de deux cent soixante publications annuelles, les éditions Robert Laffont soot présentes dans plusieurs domaines, de la littérature aux

> > RAPHAÈLE RÉROLLE

COSTUMES MESURE

27, rue du 4-Septembre, Paris - Opéra . Téléphone : 47-42-70-61 Du lundi au samedi de 10 h à 18 h

EN BREF

'O Un homme acensé du mentre de trois femmes est condamné à la pri-son à vie. — La cour d'assiscs de Paris a condamné, lundi 15 février, à la réclusion crimioelle à perpotuité Raymond Bammy, trente-oeuf ans, guadeloupéeo, accusé d'avoir tué trois de ses maîtresses, en 1981 et 1987. La cour, qui n'a reconnu suivi les réquisitions de l'avocat général, mais n'a pas prononcé la peine de sureté de dix-huit ans demaodée par celui-ci. Raymond Bammy a été reconnu coupehle d'avoir, assassiné à coups de machette Guilène Hypolyte en décembre 1981 à Verneuil (Yve-lines), puis d'avoir battu et brûlé vive Marie-Laure Alet à Feluy (Belgique) en septembre 1987, enfin d'avoir tue Marie-Louise Baillard en octobre 1987, en la brûlant vive dans l'appartement parisien qu'elle occupait. Dans cette affaire, n'existaient ni aveu ni preuve directe, car personne n'a vu Bammy - qui a toujours elamé son inocence - le jour de leur dispari-tion. Mais il e été condamné en raison de ses contradictions et du « conglomèrat d'éléments de preuves » relevés par l'evocat général M. Jacques Mouton.

Quarante blessés dans un accidest de car. - Quarante personnes ont été blessées, dont huit grièvement, dans un accident de car qui s'est produit, lundi 15 février, près de Rouen (Seioe-Maritime), sur une bretelle de sortie de l'autoroute At3. Les services de gendarmerie ont indiqué que la vitesse du véhicule au moment de l'accident était de 115 km/h, alors qu'elle était limitée à 60 km/h sur cette portion

de route, Ci Hommage solennel, le 16 février, à la gendarmerie. - Le ministre de la défense, M. Pierre Joxe, a choisi la date do 16 février pour rendre, chaque année, un hommage solennel aux gendarmes tués dans l'exercice de leurs fonctions. Cette date correspond au jour anniversaire de ·la promulgation de la loi de 1791 qui a créé la gendarmerie natiooale. En 1992, seize gendarmes dont deux gendarmes-auxiliaires, qui sont des appelés du contingent ont été victimes de leur devoir.

D Les Bouches de Bouifacin interdites aux pétroliers français. - Les pétroliers et autres navires transportant des cargaisons dangereuses et battant pavillon français n'out plus le droit d'emprenter, depuis lundi 15 février, le passage des la sureté de l'Etat

Bouches de Bonifacio, entre la Corse et le Sardeigne, vient d'ennoncer un communiqué conjoint du ministère français de l'environ-nement et du secrétariat d'État à la mer. Uo dispositif de surveillance est mis en place et les navires en infraction sont passibles d'amendes, voire de peines d'ererisonnement pour le capitaine du navire. Les deux ministres rappellent qu'ils tienment ainsi les engagements pris par le gouvernement français et qu'ils atteodent a des mesures similaires de la part des autorités, italiennes ». O ARABIE SAOUDITE : trente

huit Pakistanais ont été décapités. - Pour evoir tenté d'introduire de la drogue en Arabie saoudite. treote-huit Pakistunnis ont été décapités dans ce pays, a indiqué au Parlement, lundi 15 février, à Islamabad le ministre pakistanais du contrôle des stapéfiants. Il n'a pas précisé les dates de ces exécutions. Selon lui, les autorités saoudiennes ont fourni une liste de 108 autres Pakistanais arrêtés dans des affaires de drogue depuis janvier 1992. - (AFP.) o ÉTATS-UNIS : le docteur Ker-

vorkian alde un treizième patient à ac suicider. - Le docteur Jack Kevorkian, farouche défenseur de l'euthanasie, e aidé, lundi 15 février, oo treizième patient à mettre fin à ses jours à Roseville dans la banlieue de Detroit. L'homme, un uncien agent de sécu-rité âgé de soixante-dix ans qui sooffrait d'emphysème et d'une maladie cardiaque, s'est administré une dose mortelle d'oxyde de carbone. C'est la quatrième fois en quinze jonrs que le docteur Ker-vorkian aide un malade à se suicider. Le mois prochain, une loi interdisant ce genre de pratique entrera en vigueur dans l'Etat du Miebigan. Le médecin a déjà annoncé qu'il l'enfreindrait. – (AP.)

O SYRIE: onze pendaisons depuis le début de l'année. - Deux condamnés à mort pour meurtre ont été pendus, samedi 13 et lundi 15 février en Syrie, e rapporté la presse syrienne. Ces deux exécutions portent à onze le nombre de pendaisons publiques depuis le début de l'année dans ce pays, selon un décompte établi par l'AFP. La pendaison est appliquée systématiquement pour les personnes reconnues coupables de meurtre avec prémédiletion, de haute trahison et de crime contre

LE MONDE diplomatique

FÉVRIER 1993

CUBA, FORTERESSE ASSIÉGÉE

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX - 20 F

· La psychologie en quête d'une

SOMMAIRE CULTURE

Ex-Yougoslavie : « latellactuals «va-t-en-guerre», politiques pacifistes », per Frençois Fejto; Réponse à Edgar Morin : «Le temps du mal at du pira », par Dobrica Cosic

ÉTRANGER

DÉBATS

Ruesie: M. Elatine port en Vacances La conflit dans l'ex-Yougoslavie . 4 La tournée du aecréteire d'Etet américain au Proche-Orient ,...... 4 Rwanda : les rabelles bénéficierainnt du soutien de l'ermée ougandaise..... Maroc : l'opposition dénonce les faux-semblents du procansua La Coréa du Nord eat sommés

POLITIQUE

Las proponitions du Comité consultatif pour la révision de la

Constitution...... 8 et 10 SOCIÉTÉ

Un rapport du XI- Plan : la protec-Le minietare de l'éducation renonce à nommer des profes-seurs de droit et d'économie..., 11

SCIENCES + MEDECINE

loi e Des seminelles contre les épi-démies e Les maine de Gargas e Les chemins détournés de la

Musiques : Déliens at tourmants sur le mode mineur à le Péniche-Opéra/Adélaīde......15 Cinéma: Un entretien avec Daniel Schmid ; Le quinzième Festivel du court-métraga à Clarmont-Far-

ÉCONOMIE

Le gouvernement déposera un projet de loi sur len retraites....... 18 La grève des postiera e'étend à La première allocution télévisée du président Clinton...... 19

COMMUNICATION

M. Filali juge compromise le parti-cipation de son groupe au capital da RMC 19

INITIATIVES

 Professions au féminin : lan pionnières ; la souplesse dee pro-fessions libérales ; l'administration, un nouveau viviar . Management survivre eux crises 25 à 38

Services

Abonnements..... Annonces clasnées 20 Météorologie22 Mots croisés Radio-télévision Spectacles...... 17 La télématique du Monde :

3615 LEMONDE 3615 LM

Ce numéro comparte un cabier «Initiativas » folloté de 25 à 38 Le numéro da « Monde » daté 16 février 1993 a été tiré à 489 077 exemplaires.

-Demain dans « le Monde »-

« Education-Campus »:

le credo des présidents d'université

Autonomie, contractualisation et diversification des ressources : la Conférence des présidents d'université souhaite accélérer les mutations de l'enseignement supérieur et prend le risque de relancer le débat eur les droits d'inscription des étudiants. Egalement dans ce supplément : le chantier universitaire de l'enseignement des langues, les dix ens du lycée auxogéré de Paris, et la grogna des éditeurs scolaires.

IC vous présente les meilleures "affaires" de ces élections.

Les nouveaux candidats Apple...











... aux meilleurs prix IC.



5894 F ht

Macintosh Classic II.

4/40 Mo. 6990 F ttc.

Option StyleWriter II.

2 290 F ht. 2 716 F ttc.



12 350 F ht

Macintosh LC III. 4/40 Mo.

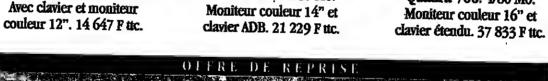


17 900 F ht

Centris 610. 4/80 Mo.









26 900 F ht

Macintosh DuoDock.
DuoDock avec moniteur
couleur 14" et clavier ADB.
Macintosh Duo 230,
4/80 Mo. 31 903 F ttc.

Instructives were

dutistici.

Inpunsations de la

Des Organisatic

tille with our des





PowerBook 165 coulenr. 4/80 Mo. 25 973 F ttc. PowerBook 145. 4/40 Mo. 11 900 F ht. 14 113 F ttc. Option LaserWriter IIg. 9 890 F ht. 11 729 F ttc.



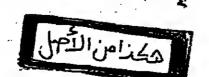
44 900 F ht

Quadra 800. 4/500 Mo. Moniteur couleur 16" et clavier étendu. 53 251 F ttc. Option LaserWriter Pro 630. 14 990 F ht. 17 778 F ttc. Option Personal LaserWriter LS. 4 990 F ht. 5 918 F ttc.



ENTRE APPLE ET VOUS IL Y A IC

APPLE CENTER IC BEAUBOURG 26 RUE DU RENARD 75004 PARIS (1) 42 72 26 26 • APPLE CENTER IC VENDÔME 21 PLACE VENDOME 75001 PARIS (1) 42 86 90 90 • APPLE CENTER IC MARSEILLE 94 AVENUE DU PRADO 13008 MARSEILLE 91 37 25 03 • IC AIX EN PROVENCE 33 BD DE LA PROVENCE 42 38 28 08 • APPLE CENTER IC TOULOUSE 25 RUE OZENNE 31000 TOULOUSE 61 25 62 12 • APPLE CENTER IC NAMES 1 ALLEE DES TANNELLE COURS DES 50 GIAGES 44000 NANTES 40 47 08 62 • APPLE CENTER IC LYON 47 COURS DE LA LIBERTÉ 69003 LYON 78 62 38 38



Le Monde

'ANECDOTE se réduirait à un cliche si elle ne révélait une crainte symbolique. Il y de cela quelques semaines, réunis au quai de Bercy pour une séance d'intros-pectinn, les inspecteurs des finances se snnt lamentés. A la suite d'une évasinn des effectifs masculins due au «pantouflage», dont la rumeur avait amplifié l'importance réelle, vnilà que ce corps, prestigieux s'il en est, se croyait sérieuse-ment menacé par la féminisation. Autrement dit, traduit en bonne vieille phnhie, s'imaginait déjà

lections.

Qu'nn se rassure, il n'en était rien. Avec 10 femmes pour 225 inspecteurs des finances, le risque restera longtemps imaginaire. Le corps, à supposer que sa suprematie tienne à la présence massive des bommes, pourra continner d'écraser de sa superbe l'ensemble de la haute administration française. Mais on voit bien en même temps ce qui était en jeu derrière cette inquiétude : tont simplement l'exercice du ponvoir réel! De fait, nombre de professions se déclarent sur le déclin ou menacées de banalisatinn sous le prétexte que de plus en plus de femmes les pratiqueot. L'exemple des institutrices, puis celui du monde enseignant à l'appui, on ne compte plus les métiers qui se déclarent touchés, et qui citent alnrs le sort des infirmières. A ce qu'il paraît, les jnurnalistes fnot partie du lnt, et notamment les journalistes éconniques, mais aussi les profes-sions du judiciaire, de la santé, etc. Dépuis peu, les vétérinaires seraient atteints à leur tour, qui, il est vrai, snignent davantage d'animaux domestiques en ville et moins de vaches à la

C'est le contraire qui serait pourtant anormal et inquiétant. Depuis l'après guerre, le taux d'activité de la population active féminine o'a cessé de se rapprocher de celui des hommes, 45 % contre 65 %. Et le mouvement, qui a de profondes racines sociologiques, oe s'arrêtera pas de sitot. D'autant que la pression du chômage conduit à rechercher un emplni pour se prémonir des aléas de la vie.

Tout aussi logiquement, les femmes ne veulent pas limiter leur activité professinnnelle à l'exer-eice de métiers jugés féminins, mal payés et sou-vent peu qualifiés : ouvrières (du textile), vendeuses ou secrétaires dactylos. Nos seulement ces emplois sont décimes mais l'évolution fait naturellement naître des aspirations qui congedent d'ailleurs avec de nnuveaux besoins. Des

mutations out lieu. Au plus fort de ce qu'il était convenu d'appeler « la pénurie de main-d'œuvre qualifiée », à la fin des années 80, en outre, et en raison d'une tendance qui reprendra nécessairement son cours la crise passée, l'OCDE ne cessait d'alerter, dans ses rapports, sur la nécessité de faire appel au a gisement seminin, le seul qui soit encore dis-ponible. A l'adresse de certains pays, dont la Grande-Bretagne et l'Allemagne, il recommandait de développer les équipements collectifs pour venir en aide aux mères de famille afin qu'elles puissent travailler.

Si toutes ces raisons ne suffisaient pas, il faudrait encore ajnuter que la formation et les diplômes, chez les femmes, font partie des moyens, avec l'égalité professionnelle pour nhjectif, pour lutter contre des handicaps discrimi-nants. Elles réussissent proportionnellement mieux leurs études et, en comparaison, ohtien-nent des distinctions plus élevées. Mais malheu-reusement, à niveau équivalent, elles n'obtien-

Professions au féminin

Les femmes ont conquis tous les secteurs de l'emploi, mais restent la phobie des métiers du pouvoir



nent que rarement les mêmes postes et encore moins souvent les mêmes salaires. A quelques brillantes exceptions près, leurs carrières n'attei-gnent pas les sommets réservés aux hommes.

A U-DELA d'un mouvement irréversible, les difficultés surviennent là. Dans le choix des filières qui ne débnnchent pas toujours sur un métier défini, faute d'nrientation. Dans une surqualification qui engendre des frustrations et, pour les mêmes raisons, dans une concentration qui, par excellence, se retrouve dans la fonctinn publique (52,3 % des agents). Cela se vnit encore avec la faible représentation féminine dans les carrières scientifiques et plus encore dans les damaines réservés de la technique. Surtout, et cela ne fait que confirmer la puissance des lieux d'autorité professionnelle et done de pouvoir, on constate qu'elles sont peu représentées dans les grandes écoles d'ingénieurs. Significatif.

Pourtant les choses changent insensiblement. Que le tiers des élèves de l'ENA soient aujnurd'hui des femmes en est le symbole, comme le sont tnutes ces places progressivement gagnées dans les bastions antrefois masculins. Rien ne résiste vraiment à cette poussée, et des « pinnnières» s'imposent pratiquement partout, y compris parce que les métiers très physiques ont,

eux aussi, évolué. A quel prix ? diront les femmes. Leur progression dans les professions libérales, jugées d'abord plus souples, montre que la liberté d'exercise s'accompagne de confidantes l'obsessionnellement, il faut malgré tout sacrifier sa via confidance.

vie familiale. Signe des temps, l'alibi de la vocatinn ne functionne plus, et surtuut ne justifie plus de mauvaises conditions de travail. La colère des infirmières et celle des assistantes sociales en témoignent. Désormais, la revendica-tion des femmes est bien celle d'un empini nurmal, sans faux-semblant ni excuse, pas même celle du deuxième salaire, trop longtemps regardé avec condescendance.

Après? Celles qui ont atteint l'égalité et qui ne sont pas contestées le savent. Etre une femme, à un poste donné, permet aussi d'avnir des com-portements professionnels différents. Certains employeurs l'ont bien compris qui savent utiliser ces compétences pour modifier les styles de management. Dans une verrerie nu la situation était hioquée par des maîtres souffleurs, l'arrivée d'une femme ingénieur a facilité une réorganisa-tion du travail. Parce que ces «machos» ne pouvaient plus, comme avant, jouer les gros bras.

Alain Lebaube

Les pionnières

Gardien de la paix, pilote de ligne, souffieuse de verre... par Jean Menanteau

■ L'égalité à pas comptés Beaucoup de progrès restent à faire par Marie-Béatrice Baudet

■ La souplesse des professions libérales Pouvoir exercer aux momants favorables par Marie-Claude Betbeder

L'alibi de la vocation Le facteur temps libre est souvent par Francine Aizicovici

L'administration, un nouveau vivier Majoritaires dans la fonction publique par Valérie Devillechabrolle

Les sciences Mener une politique volontariste par Catherine Leroy

■ Vétérinaire saláriée ou fonctionnaire Soigner les animeux domestiques

par Lillane Delwasse

MANAGEMENT

□ Survivre aux crises □ Matra-Hachette au cœur du débat

page 28

TRIBUNE □ Harmoniser la formation des salariés en Europe par Richard Walther

page 29

Gestionnaires, financiers, responsables de la communication, statisticiens...

Des Organisations publiques ou Associatives

vous offrent des opportunités de carrières chaque semaine dans:

Le Monde



INTERNATIONAL UNIVERSITY OF AMERICA

CALIFORNIA STATE APPROVED UNIVERSITY - A.C.B.S.P.

220 Montgomery Street
San Francisco CA 94104

Université à San Francisco,

Doctorate of Business Administration for International Management

- Filière d'admission : Diplômés de l'enseignement supérieur en
- management: DEA DESS MBA...
- Programme résidentiel de 12 mois à San Francisco, au plus haut niveau du management international couronné par une thèse-dissertation de 2 ans hors résidence.

Master of Business Administration for International Management

- Filière d'admission 3° cycle : Ingénieurs, Pharmaciens, Médecins, DEA - DESS - IEP - Grandes Écoles - Magistères, Maîtrises.
- Programme américain de 12 mois à San Francisco, unique dans son concept - une pédagogie interactive liée à l'expérience du projet professionnel - conduisant au MBA en Management

Informations et sélections pour l'Europe : 17-25, rue de Chaillot, 75116 Paris Tél. : (1) 40 70 11 71

Communiqué par International University of America - San Francisco - CA Programme associé en Asse : AMA HONG KONG



DOSSIER • Professions au féminin

Les pionnières

L'entrée dans les métiers masculins reste marginale

O N connaît les femmes gar-diens de la paix. Depuis peu, elles ont fait leur entrée dans les CRS. Connues aussi, les femmes pilntes de ligne nu capitaines au long cours, fiefs mascu-lins... et qui le demeurent. Il reste que ces fonctions, si elles sont exemplaires de l'entrée des femmes dans des métiers réputés difficiles nu masculins, demeurent marginales quant aux effec-tifs : « Les efforts des pinnnières ne sont pas récompensés par leur insertinn à l'empini », note-t-on au secrétariat d'Etat aux droits de la femme. Neuf femmes pilotes et méca-

niciens naviguent à Air Inter sur un total de 890 personnes. Deux femmes sur un total de 220 travaillent dans les ateliers de mécanique ou de maintenance de la compagnie. Une est instructeur. « Nambre d'entre elles m'ont confié que ces métiers techniques nnn seulement einient parfnitement accessibles aux femmes, mais qu'ils n'étaient pas plus difficiles à exercer que d'outres », commente Jane Burton, directeur de la communication... et seule femme directent de la compagnie. «Si elles unt réussi, c'est parce que tnutes vnunient une véritable passion à l'aviation, souvent dès l'enfance, comme le sou-ligne encore Jane Burton; bien qu'aucun frein ne soit mis à l'embauche, les femmes ne pénètrent pas davontage ces métiers porce qu'elles n'y pensent pas nu

Ce qui signifie qu'à l'origine le blocage est bien culturel, psychologique, sociologique et éducatif. Les filles n'ont-elles pas accédé à l'enseignement technique qu'au début des années 60? Une évolution notable se dessine cepen-dant. Les difficultés des employeurs à recruter dans des métiers réputés peu attractifs - le bătiment ou les travaux publics par exemple - y sont pour beau-

De même qu'ils découvrent, pour les fonctions d'encadrement, que les jeunes filles soot en moyeone davantage diplômées que les garçons et qu'elles s'affir-ment, quoique timidement, dans les filières scientifiques et technologiques: en quatre ans les filières technologiques iodns-trielles ont «gagné» quelque 500 filles supplémentaires. C'est ainsi de l'ONISEP, janvier 1993.

que selon une étude de l'ONISEP (1), et pour ne prendre que ces exemples, 1,3 % des emplnis ouvriers dans le bâtiment sont des emplnis féminins. En revanche près de 9 % des cadres sont des femmes. Dans les transports, environ 30 % des effectifs des instituts de formation de techniciens sont féminins contre 40 % dans les écoles de direction. Dans le secteur de l'aéronautique, les effectifs ingénieurs, cadres, techniciens, comprennent environ 15 % de femmes. Un pourcentage identique dans les écoles d'ingénieurs. En revanche dans la catégorie ouvriers, elles sont presque inexistantes.

Sapeur-pompier

On peut encore découvrir une femme sapeur-pompier à Ajaccio, une conductrice de train en Indre-et-Loire, une conductrice de grue dans l'Essonne, une femme carreleur dans l'Orne, formée par son mari qui o'a pas trouvé d'apprenti, une responsable d'atelier-tôlerie dans le Loiret, un agent technique forestier dans la Meuse, une prototypiste en emballage acier en Moselle... et une souffleuse de verre à Amiens (2). Ces pionnières tendent à prou-

ver que le secrétariat d'Etat se bat sur des exemples concrets. De fait ces métiers ouvriers et techniques - s'ils sont devenus effectivement ouverts depuis que la mécanisation a coosidérablemeot diminué la pénibilité des tâcbes - restent très marginaux.

Un des éléments généraux de réponse tient-il au fait que les espoirs mis dans une réelle mixité dans la formation techni-que n'ont pas été tenus, comme le laisse entendre une étude du secrétariat d'Etat aux droits de la femme? En effet, alors que le pourcentage de filles dépassait 10 % dans les bacs professionnels à leur création en 1987, il tombait à 8 % quatre ans plus tard.

Jean Menanteau

(1) Comment recrutent les entreprises: les dossiers de l'ONISEP. (2) Exemples extraits de 100 métiers pour les filles : dossier spécial

La souplesse des professions libérales

Plus de possibilités de concilier travail et vie de famille

EN 1982, soixante-cinq mille femmes exerçaient une professinn libérale; en 1990, leur nombre dépasse cent mille (1).

En huit ans, elles sont passées d'un peu plus du quart des effectifs de ces métiers à près du tiers; une progression deux fois supérieure à celle que l'on observe dans les autres secteurs. C'est parmi les psychologues et psychothèrapeutes, les pharmaciens, les avocats qu'elles sont proportionnellement les plus nombreuses. Mais leurs avancées les plus marquantes ont eu lieu parmi les médecins généralistes et les vétérinaires, suivis des méde-cins spécialistes mais aussi des architectes, des huissiers et des notaires, très fermés jusque-là à une présence du deuxième sexe.

Même si l'image que l'on se fait des professions libérales est un peu idéalisée, elle offre – c'est un fait – plus de possibilités de concilier vie ionnelle et vie familiale qu'un poste de cadre en entreprise. Chirur-gien-dentiste dans les Yvelines depuis la fin des années 60, veuve très jeune avec deux enfants, Hélène Buquet a ainsi mené de front sa double tâche sans difficultés majeures en travaillant avec une associée : en juxtaposant leurs cahinets, les deux femmes allégeaient leurs frais de loyer, de secrétariat, etc., se donnant ainsi la possibilité de travailler moins.

Anjourd'hui, elle a nne collaboratrice, c'est-à-dire « quelqu'un qui travaille chez moi sur ma clientèle, touche ses honoraires et m'en ristnurne une partie pour payer mes frais ». Cette dernière, Maureen Montgomery, effectue ainsi vingtneuf heures de travail par semaine tout en élevant trois

Les femmes dentistes qui exercent à temps partiel semblent très nombreuses: « Une sur deux "Beut-Eire»; éstime Françoise Kinler, présidente d'honneur du Syndicat des femmes chirurgiensdentistes. Et cette pratique ne constitue pas une voie de garage sans retour : «Avoir longtemps pu travailler partiellement pour me consacrer à mes enfants ne m'a pas empêchée d'être par la suite la première femme à présider un

enfants de moins de sept ans.

congrès dentaire. » Mais la médaille a son revers : comme toutes les professioos libérales, celle-ci comporte des contraintes lourdes. Par exemple on y travaille le samedi et tou-



son activité à temps partiel, Maureen Montgomery doit se résigner à ne rentrer chez elle qu'à 20 h 30 trois soirs par semaine et à travailler plusieurs heures chaque samedi. « Et les clients deviennent de plus en plus exi-geants, rencherit Hélène Buquet, ils nous voudraient disponibles à tout

Le métier d'avocat connaît un véritable rush parmi les étudiantes, associé d'un cabinet, Pascale Vitoux-mais Péquilibre entre les sexes tend à Lepoutre, mère de deux jeunes

se rétablir un peu plus tard, notamment parce que certaines quittent un temps la profession pour une période

de disponibilité ou un congé de

maternité. Parmi celles qui exercent, certaines le font à temps partiel, d'au-tres travaillent chez elles, d'autres encore étudient leurs dossiers et préparent leurs plaidoiries à l'heure où leurs enfants dorment... Membre

enfants, vient de réussir à se libérer le mercredi : « Voluptueux! ». s'enchante-t-elle.

> Une forte pugnacité

La situation n'est pas simple pour autant. Une récente enquête de la COFREMCA sur le barreau de Paris montre que la charge de travail d'un avocat est très élevée : un sur deux fait plus de cinquante heures. Si c'est principalement le cas des hommes, un bon tiers des avocates ont le même horaire. Pascalc Vitoux-Lepoutre, racontent ses amis, sortait de la maternité « le dicinphine d'une main, le téléphone de l'autre». Mète de grands enfants, Marie-Anne Gal-lot-le Lorier, aujourd'hui membre du conseil de l'ordre, a vécu leurs années d'enfance comme « un marathon ». Avec « le client qui vous nppelle, les rendez-vous, la nécessité d'agir ou de se déplacer vite », le barreau est, ditelle, « un metier dur où il faut se battre tout le temps ».

Chaque profession libérale pré-sente, à des degrés divers, ce cocktail de contraintes et de souplesse. Si cette dernière constitue un atout indiscutable pour les femmes, ce serait une erreur de penser qu'elle est seule à les attirer : beaucoup apprécient simultanément ces métiers pour la possibilité qu'ils leur laissent de s'y consacrer avec passion aux périodes favorables. Au centre de formation du barreau de Paris, on souligne leur

mordant de «fonceuses». Beaucoup s'attachent à acquérir des spécialités; et l'enquête de la COFREMCA souligne leur « forte pugnacité nu travail ». C'est la même pugnacité qui a fait de Marie-José Caumon la présidente du Syndicat des pharmaciens, d'Hélène Bou calle de l'Institut français des experts-comptables et commissance aux comptes, pour ne parler que de quelquesunes des plus en vue. S'être mise «en réserve» un temps constitue certes uo handicap difficile à remonter, mais, souligne Marie-Anne Gallot-le Lorier, «avec de l'énergie on y arrive». Et en tout état de cause on peut garder une vie professionnelle intéressante,

Marie-Claude Betbeder

(1) Seion les recensements effec-

La place des femmes (en pourcentages des effectifs globaux)

lest betweeninger and establish greatery					
PROFESSION	1982	1990			
Médecins spécialistes	22 13 26 71 12 49 33 4 28 11,5 5	31,5 27 31 73,5 27 52 40 12 24 16 15 25			

jours en fin de journée : malgré Source: INSEE

L'égalité à pas comptés

La discontinuité des carrières constitue un handicap

S URTOUT pas de trinmpha-lisme. L'égalité professionnelle hommes-femmes n'est pas pour anjourd'hui. Le débat, d'ailleurs. intéresse-t-il vraiment? De temps en temps, certains parlementaires s'en inquiètent et interrogent officiellement les gouvernements successifs sur l'état des lieux. Si, certes, quelques progrès nnt été réalisés, globalement le bilan reste critique. Quelques chiffres, utiles à garder en mémoire : en 1991, le salaire des femmes est resté en mnyenne inférieur de 24.10 % à celui des hommes dans le secteur privé. Qui plus est, il y a 2,5 fois plus de smicardes que de smi-

Les causes de «la » différence sont répertoriées. Les femmes occupent en plus grande proportion des postes mnins qualifiés que les hommes. Elles sont nussi davantage présentes dans les petites entreprises et dans des sec-teurs (textile-habillement, cuirsures, commerce de détail...) où les salaires sont plus faibles. Les mndes de rémunération sont différents: individualisation, compléments salariaux, système d'intéressement sont plus répandus pour les hommes que pour les femmes. Enfin, la discontinuité des carriéres professionnelles concerne avant tout les femmes, ce qui a pour conséquence de freiner la promotion et les avantages financiers liés à l'ancienneté. « Vnus nvez la persistance d'une iinage negative, analyse Fabienne Grizeau, chargée de missions au

secrétariat d'Etat chargé des droits de la femme. Prenez des profes-sinns fortement féminisées comme les infirmières ou les secrétoires, vous constaterez une dévalurisation de l'emplol. En revanche, si vous vous intéressez à des métiers essentiellement masculins, la situation des rares femmes qui les exercent est plus avantageuse car elle tend à s'aligner sur celle des hommes.»

La méthode douce

Comment sortir de cette boucle insernale? Le vote de la loi de 1983 sur l'égalité professionnelle a posé des principes sains mais dont l'application reste limitée. Ainsi, seulement un tiers des entreprises de plus de cinquante salariés établissent, comme la ini les y oblige, un rapport annuel de situations professionnelles comparées hommes-femmes. Quant à la mise en place des plans d'égalité professionnelle, elle reste timide; jus-qu'à aujourd'hui trente plans ont

été signés! Les contrats de mixité, qui s'adressent aux entreprises de moios de deux cents salariés et qui leur permettent d'obtenir des aides quand elles recrutent une femme ou lui accordent une promotion dans une profession où il y a 80 % d'bommes, semblent mieux accueillis: cioq ceots contrats ont été conclus depuis 1988. Voilà pour la méthode

C'est, en définitive, la seule quasiment employée car l'intervention des inspecteurs du travail n'arrive pas à couvrir l'ensemble du chantier. En 1986, mille sept cents observations écrites ont été ootifiées à des entreprises qui n'avaient pas respecté l'article L 123-1 du code du travail, qui interdit de manière générale toute discrimination entre les femmes et les hommes, mais les procès-verbaux restent limités.

Il reste encore beaucoup de chemin à parcnurir et particulièrement dans un domaine : celui qui touche à la coexistence de la vie professionnelle et de la vie familiale. Les entreprises hésitent à recruter des femmes qui sont des mères en puissance et beaucoup se plaignent encore de ce fameux taux d'absentéisme féminin. « Une étude de l'INSEE a justement mantré, explique Fabienne Grizeau, que les femmes, exception
foite des congés pris en raison
d'enfants malades, ne sont pas plus
nbsentes que les hammes. » Un
point-clé. Le secrétariat d'Etat
avait en projet de faire voter une
loi, parce qu'aucune disposition
n'existe à ce guiet dess le code du n'existe à ce sujet dans le code du travail, afio de fixer annuellement le nombre de jours accordé par l'employeur à chacun des deux parents en cas de maladie d'un enfant. Des jours non traosfèrables d'un conjoint à l'autre. Histoire de les mettre chacun sur le même pied d'égalité...

Marie-Béatrice Baudet

L'alibi de la vocation

Le temps libre l'emporte parfois sur le salaire

EST parce qu'nn n trop Inngtemps joué sur une suppnsée vocation des femmes à être infirmières nu enseignantes que ces professions sont mol payées », déplore Jacqueline Laufer, sociologue de formation et professeur au groupe HEC. En témoigne le mouvement de 1988 mené par les infirmières qui vnulaient en finir avec l'image stéréotypée qu'ont certains médecins à leur égard. « Ni bonnes, ni nannes, ni connes ». clamaient-elles dans les rues, note le rapport « Mission dialo-gue dans les hôpitaux » de Michèle André, à l'époque secré-taire d'État, chargée des droits de la femme. Les plus jeunes infirmières, qui ont lancé la grève, exprimalent ainsi leur hesoin de cansidération et de reconnaissance de leurs compétences techniques et relationnelles face à un carps médical privilégiant leurs qualités de dévouement et de patience. Elles unt muntré « qu'elles nvaient les mêmes uttentes que les hommes à l'égard de leur empini (...), qu'elles ne travaillaient pas pour recevoir un salaire complémentnire à celui de leur mari mais pnur tenir leur place dans in société à côté des hommes et

avec eux », ajoute ce rapport. Les écoles d'infirmières reocontrent de plus en plus de difficultés pour recruter des candidates. « Ca ne se serait pas passe comme ça depuis si langtemps si on avoit été des hommes». concluait une infirmière. A l'inverse, la professioo d'instituteur était autrefois majoritairement exercee par des hommes. Leurs salaires n'étaient pas très élevés mais leur métier bénéficiait d'une image sociale forte et l'on ne se demandait pas s'ils avaient la vocation.

Avec l'évolntion de la société, cette image s'est dégradée, conduisant les hommes à s'orienter vers des activités plus valori-santes et plus lucratives, tandis que les femmes ont pris leur place dans les écoles, pas forcé-ment par vocation, mais parce que ce secteur leur offrait des

L'autoélimination

Sans doute aussi parce qu'il leur laisse du temps libre pour s'nccuper des enfants et de la maison, un rôle qui leur incumbe toujours. Jacqueline Laufer préfère dnnc analyser les choix professionnels des femmes en termes de « déterminntinns psychoculturelles » résultant de image que la société leur renvnie d'elles-mêmes. Dès le lycée commeoce ce processus d'« nutoélimination ».

Une enquête, réalisée auprès d'élèves de seconde, montre, en effet, que, parmi plusieurs cri-tères de sélection de leurs futurs métiers, les garçons accordent une place prépondérante à l'argent, alors que les filles, qui réussissent pourtant aussi bien qu'eux dans les études, privilégient le temps libre. Ce qui, bien sûr, aura une incidence sur leurs salaires. Mais ont-elles vraiment le choix?

De même que les femmes par-viennent à exercer des métiers traditionnellement masculins, dans l'industrie par exemple, elles acceptent des salaires d'embauche souvent inférieurs à ceux que l'on offre aux hommes. « Ce n'est pas que les femmes seraient moins exigeantes, mais elles sovent moins bien se vendre par manque de confinnce en elles ». estime Fabienne Grizeau, du secrétariat d'Etat aux droits de la femme. Et aussi parce que, aux yeux des employeurs, « elles nnt un handicap, celui d'être semmes, ce qui, pour eux, signifie d'emblée qu'elles seront plus souvent absentes que les hammes ». ajoute Béatrice Quin, déléguée femmes à la CFDT.

L'apparente acceptation des femmes de telles conditinns ne signifie pas pour autant qu'elles considerent leur paie comme un salaire complémentaire dans le couple. Dans une société ou l'on compte uo divorce sur trois mariages, un salaire complet est iodispensable aux femmes, souligne Béatrice Ouin. Indispensable aux couples d'ailleurs, tant l'emploi s'est fragilisé pour tous,

Francine Alzicovici

L'administra

Vétérinaire sa

्राज्य स



≥ssions libérale

海南東京南京 おかっかい

L'administration, un nouveau vivier

De plus en plus nombreuses à servir l'Etat même si leur rémunération reste minorée

M AJORITAIRES daos la fonction publique en 1981, progressivement, les femmes ont été de plus en plos nombreuses dans l'administration eivile de l'Etet. Aiosi eo 1990, représeotaient-elles 52,3 % des ageots cootre 50,4 % en 1982 selon les statistiques - eneore provisoires! - citées dans uo rapport que le ministère de la fooetioo publique s'apprête à remettre au Parlement (1). Cette étude observe en particulier uoe percée des femmes dans les postes d'encadrement, même si le nombre d'élues reste encore

Le plus grand classicisme caractérise la fooctioo publique du poiot de vue de la repartitioo des tâcbes entre les bommes et les femmes. Miooritaires dans les filières techniques et répressives (police et prisons), elles apparaissent en effet surreprésentées dans les professions lotermédiaires de l'enseignement et du social ainsi que daos la catégorie des employés. Iostitutrices, femmes de service et employées admioistratives, tels soot les trois métiers de l'administration où le taux de féminisation frise, voire dépasse, les 70 %.

Cette répartition socio-profes-

femmes occupent les trois quarts des emplois de l'administration des affaires sociales taodis qu'elles pourvoient près des deux tiers des postes des mioistères de l'éducation et de l'économie et des fioacees. A l'ioverse, les bommes oe leur oot laissé teoir qo'uo quart des emplois des admioistratioos de l'équipement et de l'iotérieur. Eo ee qui coocerne cette dernière, la proportioo de femmes devrait toute-fois s'améliorer d'ici peu, compte teou de la nouvelle mixité de certains coocours de recrutement (commissaires de police, inspec-teurs, gardiens de la paix...).

Plutôt énarques que polytechniciennes

« Les progressions les plus spec-taculaires de la féminisation de la fonction publique s'observent chez les cadres », souligoeot les auteurs du rapport. L'aogmentation est ootamment sensible dans la magistrature où la proportion de femmes s'est élevée à 40,5 % eo 1990 contre 34,4 % en 1982. La gente féminine occupait aussi en 1991 un emploi de direction sur sept, soit deux fois plus qu'en 1982. Certaioes administrations

timides en la matière. Le ministére des affaires étraogéres ne compte jamais, par exemple, qu'une directrice sur... quarantetrois emplois à responsabilité.

Dans les graods eorps de l'Etat, ces dames occupaient en 1991 9,4 % des emplois eootre 8 % en 1988. Mais la faiblesse du nombre de persoones concernées cooduit toutefois à se garder de

L'iospectioo générale des finances o'abrite cocore que 10 femmes contre 225 bommes. la Cour des comptes et le Conseil d'Etat faisaot jeu égal avec 36 représeotaotes fémioloes, soit 10 % de leurs effectifs eo moyence. Les femmes ne tiennent eocore de sureroît qu'uoe poignée d'emplois faisant l'objet d'une nomination en conseil des ministres: trois postes d'ambas-sadeurs (sur 145), deux de pré-fets (sur 120) et 8 de direction d'administration ceotrale (sur 158)... Treize élues au total auxquelles il convient d'ajouter l'ooique représentante des trésoriers-payeurs géoéraux (sur 110 hommes) et une seule présideote de chambre régionale des

comptes (sur 24). Ces écarts devraient toutefois se réduire avec l'arrivée à des sionoelle se refléte daos la com-positioo des ministères. Les 1982. Certaioes administrations postes de responsabilités de pro-se montreot toutefois eocore motions de jeunes diplôntés de

plus eo plus féminisées. Témoin de cette percée, les femmes sont déjà majoritaires dans la catégorie des cadres A (oivesu licence) de moins de trente aos. Elles représentaient en outre près d'un tiers de la promotioo sortie de l'Ecole nationale d'administration eo 1990 eootre moins d'un cinquième en 1979. Cette fémi-oisation est, il est vrai, beaucoup moins seosible à l'Ecole polytechnique, où l'oo compte toujours moins de 10 % de femmes par

Le décalage de la pyramide des âges

promotion.

Toutefois, si ces dames sont globalement plus nombreuses à servir l'Etat, leur rémunération reste sensiblement ioférieure à celle des bommes à qualification égale (de plus de 17 %), Ces écarts provieoceot essentiellement de la nature des emplois qu'elles occupeot et d'uoe ancienneté souveot moindre. « Les femmes occupent des postes dont le taux de rémunérations annexes est plus faible que celui des emplois occupés par leurs homologues masculins », affirmeot les auteurs du rapport. Ainsi, dans la police ou dans certaines professioos techniques, ont-elles moins tendance que les hommes à occuper les emplois soumis à sujétions spéciales.

A emploi égal, la pyramide des âges peut être différente en raison d'une féminisation plus tardive de la filière. C'est notaml'eoseignement supérieur où la movenne annuelle des rémuoérations des bommes excède de près de 25 % celle des femmes, plus jeunes que leurs coogénères masculins. « Enfin-à âge égal, l'an-cienneté des femmes est souvent insérieure à celle des hommes du fait des interruptions de carrière liées aux congés parentaux », pré-ciseot les rapporteurs.

Valérie Devillechabrolle

(1) En vertu de la lui du 7 mai 1982 relative à l'égalité d'accès sux emplois publics, le gouvernement est tenu de rédiger, tous les deux ans, un rapport à l'intention du Parlement sur la mise en œuvre de ce principe dans

Les sciences délaissées

Changer d'abord les comportements traditionnels

«DANS le domaine scolaire, où les progressions sont spectaculaires et incontestables, on est loin d'être parvenu à une véritable égalité. Trente années de mixité n'ont pas réussi à égaliser les destins scolaires des garçons et des filles. » C'est une véritable doucbe froide que déverseot Christian Baudelot et Roger Esta-blet dans leur livre Allez les filles (Seuil). Surtout pour ceux qoi, candides, croyaient au vu des statistiques que les filles avaient réussi à faire leur trou dans les

milieux scolaire et universitaire. Certes, les filles représentent la majorité des bacheliers (56,05 %) et des étudiants (53 %). Seulement, elles se cantonnent majoritairement dans les filiéres littéraires, tandis que les garçons se dirigent massivement vers les filières scieotifiques et techniques. Ainsi, les sections A, G et B regroupent les deux tiers des bachelières, tandis que les sections C, F industriels et D rassemblent les deux tiers des bacbeliers, selon les chiffres fourois par le secrétariat d'Etat chargé des droits de la femme.

Le palier du troisième cycle

Dans l'enseignement supérienr, cette tendance ne fait que s'affirmer. Daos les universités, où le poids de la population étudiante a doublé eo vingt ans, leur présence est particulièrement forte en lettres, langues et scieoces economiques. On relevait touteen droit (elles était 58 % de bac +4 eo 1990, contre 53,6 % en 1982) et en sciences économiques (51,9.% contre 40,5%), mais aussi en médecine et en pharma-

Eo sciences, elles semblent avoir atteint un palier depuis quinze ans (un tiers des effectifs). Autre phénomène, même dans les disciplioes très féminisées, les jeuoes filles privilégieot les diplômes de niveau bac + 4, et le taux des poursuites d'études eo troisieme cycle chute. Le secrétariat d'Etat aux droits de la femme percoit cependant quelques signes encourageants pour l'avenir: « Depuis dix ans, dans lous les cycles, la féminisation progresse, sauf en sciences, mais les récentes progressions des étudiantes en DEUG sciences laissent entrevoir une lègère percée en maîtrise et en troisième cycle. »

Les écoles d'ingénieur. bastions masculins

Dans les classes préparatoires aux grandes écoles, on relève la même coocentration de filles dans les prépas littéraires. Mais leur nombre reste stable: (66,2 % des filles en 1980-1981 et 68 % en 1991-1992). En revanche, daos les prépas économiques. elles progresseot de dix points (42,9 % à 53 %) et dans les prépas scientifiques, bien qu'elles resteot largement minoritaires, les filles o'en progressent pas moins de cinq points (17,5 % en 1980-1981, 22 % en 1991-1992). La grande joégalité, on le

retrouve dans les écoles d'ingénieurs, qui restent des bastions masculins, avec une petite évolution au fil du temps: 8 % d'étudiantes il y a vingt ans, 15 % en 1981-1982 et 20 % aujourd'hui.

Christian Baudelot et Roger Establet résument fort bien la situation lorsqu'ils écrivent ; «Aux garçons les filières « promé-théennes » qui conduisent au pou-voir, à la maîtrise de la nature et aux affaires; aux filles les filières «relationnelles» de la «loi non écrite » qui débouchent sur l'éducation, les carrières sociales et la

Reste à savoir pourquoi les filles se détournent des filiéres scientifiques et techniques. Pour Christian Baudelot et Roger Estaméoe o'a rieo à voir avec les compétences des filles dans ces domaines. Ils l'expliquent plutôt par el'intériorisation même partielle des modèles des comportements traditionnels associés au statut des femmes ».

Reste à mener une politique volontariste d'ouverture des filières scientifiques et techoiques, afin de secouer ce poids des pratiques sociales, scolaires et professionoelles. La campagne « C'est techoique, e'est pour elle », lancée pour la deuxième année consécutive à l'initiative de Vérooique Neiertz, secrétaire d'Etat chargé des droits de la femme, devrait cootribuer à faire bouger les mentalités.

Catherine Leroy



le la vocation

Vétérinaire salariée ou fonctionnaire

La majorité des diplômées

se toument vers une pratique au rabais

SUR la traditionnelle photo de tioo des études, loin de là. Certaioes spécifieités expliqueot ce sourieot. A bien y regarder, on discerne aussi des visages mascu-lins. Cette classe préparatoire à l'école vétérinaire, familièremeot eppelée « véto» par les élèves, est l'une des trois du lycée Marcel-lin-Berthelot à Saint-Maur. Sur 47 élèves, on compte 37 filles et 10 garçons. Uo professeur se soovient: all y a encore quinze ans, la proportion étail inversée.»

Les chiffres parleot d'eux-mêmes : en 1966, 5 % de filles entraient dans l'une des quatre écoles vétérinaires françaises, Maisons-Alfort, Lyoo, Toulouse et Nantes. En 1969, 10 %; eo 1989, 30 %; en 1991, la propor-tion est de 52 %. Une progression spectaculaire, à l'instar de ce que l'on voit dans d'autres pays à développement comparable: 60 % de filles poursuivent des études vétérinaires en Allemagne, au Canada et aux Etats-Unis. Les raisons de cette féminisation sont classiques de la féminisation de toutes les professions : les jeunes filles ont investi les études scieotifiques, jusque-là réservées aux jeunes garcons, et y réussissent aussi bien.

Mais cette entrée en masse n'a pas été sans conséquences et a contribué à transformer le métier. Et, ce qui est plus surprenant, l'exercice de celui-ci n'a pas suivi le mouvement de féminisa-

taioes spécifieités expliqueot ce pbénomène. Le chiffre global des vétérinaires a doublé en dix ans. Il est actuellement d'environ dix mille. Les neuf dixièmes d'entre eux sont inscrits à l'ordre : ceux qui exercent en profession libérale dans leur propre cabinet, ou bien ceux qui sont salariés. Ils peuvent l'être soit d'un coofrère (une situatioo interdite aux médecins, soit dit eo passaot), soit d'une entreprise. L'industrie agroalimentaire fait, si l'on ose dire, une grande consommatioo de vétérinaires.

Ni les vétérinaires aux armées oi les vétérioaires du service public, travaillant à la direction générale de l'alimentation (DGA) ou dans les institutions d'Etat, ne sont inscrits à l'ordre. Or, la grosse majorité des non-inscrits sont justement des femmes : elles choisissent d'être fonctionnaires.

Pas les vaches

Elles s'orientent aussi massivement vers le salariat. On évalue à 18 % de l'ensemble les vétérinaires salariés. Mais cette situation concerne 35 % de la population fémicine.

. Un autre changemeet de taille: est-ce la oécessité d'une certaine force physique? Le poids des babitudes? Ou bien la miso-

gyoie encore vivace de l'environ-oement? Sans doute les trois à la fois: toujours est-il qu'elles ne sont pas encouragées à travailler en milieu rural et, seloo l'expression consacrée, a ne font pas les vaches». Elles prodiguent généra-lemeot leurs soins aux animaux de compagnie, chiens et chats. Beaucoup d'entre elles expliquent que soigner les petits animanx exige à peu près les mêmes moti-vations que pour être pédiatre.

Avaot de s'installer, les vétéri-

naires commencent par se « faire la main » chez des confrères. Il s'écoule, en moyenne, neuf ana entre l'entrée à l'école et l'ouverture de son propre cabinet. Dans la promotion 1982, 35 % des diplômes oot été décernés à des femmes. Or, neuf ans apres, en 1991, oo n'eo trouve plus que 23 % qui exercent la profession. Qoe soot devenues les autres? Tout porte à croire, même si le oomhre exact en est malaisé à évaluer, et pour cause, qu'elles exercent leur profession «au noir» sans être officiellement déclarées, comme assistantes d'un confrère, en général de leur pro-

ore mari. Si elles sont mères de familles, elles trouvent l'avantage d'uoc souplesse horaire, ou même la possibilité d'un temps partiel. Mais la vue est à court terme : eo cas de divorce, l'épouse n'existe pas en tant qu'associée,

et o'a eucun droit à un quelconque dédommagement financier. Même discrétioo des femmes dans les instances dirigeaotes. Sur les douze membres du cooseil supérieur de l'ordre, on ne compte qu'une femme, Véronique Bianebetti. Dans les conseils régioneux, la proportion est encore plus affligeante : trois ou quatre membres sur cent cinquante représentent le sexe fémi-

Véronique Bianchetti coostate avec regret : « Elles resient encore très en retrait et ne s'investissent pas dans l'exercice de la profession comme les collègues masculins. » C'est sans doute l'un des rares métiers où les aménagemeots horaires, qui en rendeot l'exercice compatible avec la présence d'enfants et la vie de famille, sont faciles. Mais le résultat est plutôt décevant : c'est l'émergence d'une pratique au

Une perspective, pourtant, que les jeuoes filles qui peuplent aujourd'bui les prépas refusent même d'envisager : « Dans dix ans. affirme l'uoe d'elles, les habitudes mentales des femmes auront changé. Et par conséquent la pratique du métier. » Un métier, de toute façon, menacé par l'inflation galopante de sa démographie.

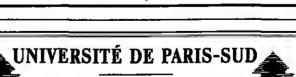
Lillane Delwasse



L'Institut Polytechnique de Sevenans

90010 Belfort Cedex, propose à des jaunes ingénieurs méceniciene titulaires d'un DEA, décireux de veloriser leur formetion, d'entreprendre une thèse dans le domaine des nouveaux procédés de mise en forme par déformation plastiqua en collaboration evec un important groupe industriel frençais (Bourse CIFRE, soit 108 000 F net annuel ; durée : 3 ene).

CONTACT: IPS6, division thermomécanique. Tél.: 84-58-30-00, poste 3040 ou 3102



FACULTÉ JEAN MONNET Département de la Formation Permanente

EDITION

54 boulevard Desgranges 92331 SCEAUX Cedex

ASSISTEE PAR ORDINATEUR

(5 avril 1993 - 9 juillet 1993) Cours à temps complet

CONTENU DE LA FORMATION

Maquette - Mise en page - Typographie

L'édition sur Macintosb La publication assistée par ordinateur (PageMaker, XPress) La scannérisation La Reconnaissance Optique des Caractères

Le Dessin Assisté par Ordinateur Maîtrise d'Adobe Illustrator et Freehand Apprentissage de la couleur: initiation à PhotoShop

Pour tout renseignement et inscription, adresse ci-dessus.

Tél.: (1) 40.91.18.20.

« Rebondir », le mensuel des chômeurs

Donner à chaque demandeur d'emploi les moyens de s'en sortir

REBONDIR n'n pas in prè-tention de faire baisser le chômage, mais l'espoir d'nider ses lecteurs. Au chômage ou inquiets face à leur svenir professionnel, ils nut été 340 000 à echeter ce courrier de lecteurs (à ce jour 4 000 lettres). Pour un journaliste, c'est agréable d'avoir l'impression d'ècrire dans un journal vraiment utile», commente Eric. Rebondir entend égalcment donner des nouveau mensuel tout en cou-leurs, paru pour la première fois en janvier (le Mande du 6 janviet). «A mn connaissance, le seul magazine nu mande destiné aux chômeurs», souligne sans déplaisir le directeur-fondateur Bertrand Lobry. Le mois dernier, après une première impression à 300 000 exemplaires, il e fallu en réimprimer 40 000 exempleires

pour satisfaire la demande. «L'idée d'un magazine pour les chômeurs tient la route à partir du moment où les chômeurs sont des « Messieurs-Tout-le-mande », pas des marginaux », remarque le fon-

Pour lancer Rebondir, celui-ci e réuni evec neuf autres action-naires un capital de 1,5 millinn de francs, dont il détient 66 %. Aneien d'HEC, ancien chef de publicité à l'Expansinn, puis administrateur d'un petit groupe de presse, il a réinvesti dans Rebondir le bénéfice tiré de la vente de Défis, un magazine pour les créateurs d'entreprises qu'il evait lancé avec ses économies en 1983, puis revendu fructueusement en 1990, en pleine vogue de la création d'entreprises. Rebondir ne bénéficie d'aucune subvention publique, « comme taut vrai jaur-nal indépendant»,

4000 lettres de lecteurs

Qu'est-ce qui poussera un chômeur à sacrifier 15 francs de ses allocations chômage pour l'achat de ce nouveau magazine? « Nous donnons de façon claire des informations qu'il est toujours possible de trouver ailleurs, mais dispersées et mal exprimées. Les brochures des Assedic ou de l'ANPE trop compliquées. » Rebundir donne des pistes, des trucs, des informations concrètes a pour que le chômeur trouve de lui-même les moyens de s'en sortir »: techniques de recherche d'emplois (passer le barrage de la secrétaire, rédiger un CV...), viviers d'em-plois débusqués avec l'aide d'un réseau d'agences de presse régionales (EPI), d'une grosse société spécialisée dans le reclassement (ARCODEV), et de l'ANPE biensur. En janvier, l'équipe de Rebundir conseillait au lecteur d'aller prospecter du côté de l'Alsace, ou même du Canada. Ce mois-ci, c'est le Nord qui est à l'bonneur, evec ses nouveaux emplois. Jean-François Colin, le directeur de l'ANPE, se réjouit de la naissance de Rebondir: «Tnut renfort est le bienvenu. Les journalistes présentent de façon claire ce que nous faisons, et qui reste par-fais dans l'ambre, comme les cer-cles de recherche d'emplois. Ils ont nussi des contacts nvec certaines entreprises qui ne travadlent pas encore nvec nous. Bref, nos activi-tes sont complémentaires.»

«Inmis je n'avais reçu un tel

conseils pour mieux vivre son chômage, des idées de lnisirs et de vacances bons marché. « Il ne faut surtout pas culpabiliser chaque fais que l'an va au cinéma parce que l'on vous a répété mille fais que chercher un emplai est un métier à plein temps », s'insurge le

directeur du journal.

Dès l'éditorial, le ton, volontai-rement positif, est donné : le chômage n'est qu'une «étape de la vic», qu'il convient de dédramatiser. Aucune raison de ne pas profiter de cette période pour s'occuper davantage de ses enfants ou faire des travaux chez soi : tout est bon pour éviter désœu-

vrement et démoralisation.

«Le plus délicat était de trouver le tun juste confirme M. Lobry, d'éviter certains écueils : langage misérabiliste, recettes fociles, condescendance ou optimisme de façade, » Avant le lancement du journal, les articles ont été testés au cours de multiples réunions evec des chômeurs. Les cinq journalistes permanents ont connu le chômage ou des emplois précaires. Les articles sont relus par deux ex-chômeurs de longue durée, et parfois réécrits quatre fois. « Cha-que mot est pesé. » Malgré le succès du premier

numéro, Bertrand Lobry reste pru-dent : « Nous ovons bénéficié d'un formidable soutien médiatique pour le lancement du journal. » A long terme, le directeur de Rebondir se contenterait de vendre régu-lièrement 120 000 exemplaires,

point d'équilibre financier. Les petites annonces sont écartécs «car elles sont trap souvent décevantes, et rarement men-suelles». La publicité n'arrive que lentement : « Noire concept ne marche absolument pas auprès des annonceurs ». Peu importe : les ambitions publicitaires de Rebon-

Les abounés ne se pressent pas non plus au portillon. «Les chimeurs rechignent à s'obonner car ils sant tous persuadés qu'ils retrouveront un emploi le mois suivant.» Pour les attirer (ils sont 2 000 pour l'instant), des formules d'abonnement originales sont pro-posées : abonnement individuel pour trois mois seulement, evec remboursement des numéros restant dans le cas où l'ebonné retrouve du travail. Formule «prosessinnelle» à durée annuelle pour les administrations, les directions des ressources humaines, les

comités d'entreprise.. Ces multiples handicaps com-merciaux semblent même stimuler le directeur de Rebondir, qui espère pouvoir passer à un rythme hebdomadaire, et augm ter la pagination en passant de 60 à 80 pages : « Pour que cela marche, il faut vraiment que le contenu tienne la route, et donc que nous donnions pour 15 francs un très grand nombre d'informa-tions utiles.» Le lecteur en jugera.

Pascale Krémer



LE JAPON DEPUIS 1945 William Horsley, Roger Buckley

EN VENTE EN LIBRAIRIE

Survivre aux crises

Les entreprises vont puiser leurs plans de riposte dans la stratégie militaire



CCIDENT technologique, A OPA, dépôt de bilan, restructuration sociale, ces événements opparemment bétéroclites, ont pourtant un dénominateur commun : ils dégénèrent souvent en crise dans l'entreprise selon des mécanismes psychologiques et organisationnels réglés comme du papier à musique comme le mon-trent aujourd but certains spécialistes tel Patrick Lagadec (1).
Ils vont licencier, un concurrent

fait main basse sur l'entreprise, une explosion d'origine chimique a eu lieu dans l'usine, la faillite est déclarée, un événement sondain, exceptionnel et inattendu, assaille l'entreprise, venant rompre la quiétude quotidienne. Dès de l'événement, les clignotants d'alarme s'allument dans toutes les têtes, chacun se sentant plus ou moins piégé par une mécanique qui le dépasse. Cette restructuration ne va-t-elle pas me conduire directement eu chômage? s'interroge tel ou tel cadre. Avec cette OPA inamicale, ne vais-je pas perdre le contrôle de mon affaire? s'inquiète ce patron. Tel chimiste de renom ne va-t-il pas devoir rendre des comptes sur la place publique de l'étendue de la pollution?

Des séries B à épisodes

Un insupportable vent d'incertitude alourdit le climat de l'entreprise, justifiant les réactions d'effolement et les tentatives les plus irrationnelles pour sauver sa peau ou diminuer l'impact de l'affaire. Chacun s'organise fébrilement pour faire face à l'adversaire présumé désigné à la vindicte populaire : le «raider-carnassier», le «patron-boucher», le chimiste, «suppôt de Satan».

Appelé pour redresser l'entre-

prise, Georges Besse, ancien

patron de la régic Renault, par exemple, s'était taillé une réputatinn de manager impitoyable avant même d'avoir mis en place son drastique plan de sauvetage. Mal avertis, beaucoup de res-ponsables méconnaissent l'impact psychologique de ces événements fortement chargés d'émotion. Pro-pos de M. Gabetti, bomme de confiance du camps des Agnelli lors de l'OPA sur Perrier qui e défrayé la chronique eu printemps dernier : « Nous nvons commis l'erreur de sous-estimer la tempête. Naus n'orians pas très bien compris pourquoi cette bataille devenait si passionnelle et pourquoi nous étions considérés comme des

nions à outrance, des débats par-lementaires de couloirs, des mectings secrets, le tout improvisé dans une cacopbonie généralisée. Très vite, toute l'entreprise se met à vivre au rythme de la crise, chacun cessant plus ou moins.

toute activité.

En face, les états-majors, quitn'ont prévu ni plan d'urgence, ni communication de crise, se contentent de mesures improvi-sées et de déclarations intempestives ou s'enferment dans un mutisme frileux. Des faits particulièrement pénibles à annoncer occasionnent même des comportements de fuite. « Certains responsables sont paniquès, car ils doi-vent prendre la parole, dans une situation difficile et traublée, et ont peur d'être allumes par leurs snlariés, souligne Christophe Ginisty, responsable du cabinet Rumeur Publique. Ils préférent danc donner l'informatian o la presse nu risque de jeter une ambiance déplorable dans l'entreprise. »

Panique, décisions déficientes, vide d'information relayé par les rumeurs déformantes, des lors tous les éléments de la dynamique de crise sont réunis. Un vent de folie gagne rapidement toute l'entreprise, ses fournisseurs, ses clients et l'opinion publique, ren-

dant la crise ingérable. Projetées, volontairement ou non, dans l'arène médiatique, ces affaires deviennent des séries B à épisodes, «Le choc des titons, La bataille rangée rebondit de plus belle, Portie de poket menteur autour de Perrier, Un armistice pour trois combattants...», voici quelques titres dignes de « Dallas » sélectionnés dans le presse économique an gré de la crise Perrier. Des dizaines d'acteurs entrent dans l'arène comme lors de la catastrophe de Furiani qui a mis pêle-mêle, sous les projecteurs, victimes, élus, administra-tions, experts, instances judi-ciaires, hôpitaux, assurances, etc...

Désamorçage de la poudrière

Bilan : la crise ébranle tout le corps social et laisse des séquelles économiques et humeines pouvant mettre en cause le survie même de l'entreprise. Au-delà du coût des pollutions et des restructurations, c'est le déficit d'image et la perte de confiance associée qui sera le plus lourd à porter. Les chimistes tels Union Carbide (Bhopal), Hoffmann-La Rocbc (Seveso) on Sandoz (Bâle) sont passés par là. Dans le domeine financier, les conséquences ne sont pas moins lourdes. Le dépôt de bilan de La 5 et sa crise n'ont pas manque d'entraîner Hachette dans la tourmente (voir encadré).

Pnurtant, contrairement à une idée encore répandue, si les «accidents» que sont les OPA, le dépôt de bilan, les plans sociaux, etc., peuvent, un jour ou l'autre, concerner toutes les entreprises, les crises, elles, n'nnt rien de fatal. Plan, communication, struc-tures et même scénarios prospectifs, elles se gèrent et s'anticipent avec leurs outils et leurs règles.

Harmonise

a it faut nvant thut necepter de in regarder en face et prendre conscience de tout san impact pour être en mesure de réagir très vite », exolique Maurice Lévy, PDG de Publicis qui e assisté, discrètement, un certein nombre de grandes entreprises confrontées

à des épisodes de crisc.

Ainsi, eujourd'hui, selon l'art
militaire, certains états-majors constituent des cellules de crise restreintes pour élaborer avec minutic leur stratégic de désamorçage de la poudrière. Canaliser les rumeurs, motiver, survivre en termes d'image, les grands principes de la gestion de crise sont identiques au-delà des mesures propres à chaque type de crisc (sociale, technologique, financière, etc.). Avec l'objectif d'expliquer et de rassurer, de véritables plans de riposte sont élaborés à l'attention des différentes cibles (salariés, partenaires, médias, etc.), « Sans a priori, il faut jouer franc jeu et ndapter une cammunication ouverte vis-à-vis du personnel », note, par exemple, Rune Lenormand, directeur général de DLM Associés, cabinet spécielisé dans les restructurations industrielles. Lors d'un plan social, par exemple, certaines entreprises présentent aujourd'hui, evec une grande clarté dans le discours, les raisons, le planning, le nombre de personnes concernées, les plages de négocietion, pour essayer de maintenir la motivation des troupes malgré la tourmente. Chargés de répondre, parsois vingt-quatre beures sur vingt-quatre aux journalistes, des correspondants de presse, seuls habilités à parler, sont nommés.

Confrontés aux risques technologiques majeurs et échaudés par certaines catastropbes, certaines industries, comme le nucléaire en France, ont même prévu à l'avance leur organisation de crise pour ne pas être pris au dépourvu le moment venu. Bâtis autour de scénarios prospectifs, les plans d'urgence techniques et de communication sont régulièrement affinés et donnent lieu à des exercices d'entraînement. Bien sûr, les choses ne se passeront jamais exactement comme prévu, mais le réflexe anticrise passe ainsi dans

Catherine Lévi

(I) La Gestion des crises, de Patrick Lagadec, Me Graw-Hill, avril 1991,

Matra-Hachette au cœur du débat

AN damiar, le dépôt da bilan puis la liquidatinn judi-ciaire de la Cinq avalant dégé-néré en crise aociale et médiatique. A l'ennonce du plan social, la direction n'avait pea échappé eux insultea. Ni à la mobilisation générale de la rédaction contre l'adversaire : nnn seulement la plan était rejeté en bloc, mais tout dialogue avait été rompu. Tours de table et assembléea générales a anchaînaienr au milleu de le ronde des huissiers et des fournisseurs. «Un vrai mai 1968, il y avait dea bandaroles et des calicots sur tous les murs », raconte un journaliste.

Les répercussions de cette affaire risqueient d'entraîner le groupe Hachette tnut entier dane une crise encora plus grave, menacant directement sa survia. Détérioration d'image, riaque financler, situation d'échec à assumer, les dangers étaient grands.

Le premier choc digéré, l'en-treprise, réalisant ses points de

vulnérabilité, adopte un managament de crise pour se sortir rapidement de ce guêpier, voire rebondir sur des bases plue eolides. Sous la houlette de Jean-Luc Lagardère, une cellula restreinta élebore la stratégie de redéploiement « Noa objec-tifs étaient triples : rassurer les milieux financiers, hostiles et furieux, détourner les concurrents intéressés au dépeçaga, rassurer le personnel atterré par ta perte d'image », souligne Thierry Funck-Brentano, responaabla de la communication da

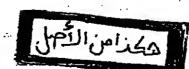
Pendant pluaieurs mois, une soua-cellule juridico-flecale associant les partenaires financiers a notamment planché aur lea solutinne économiquaa (comblement du passif de la Cinq, recapitalisation du groupe, etc.). De son côté, la sous-callule communication, qui, suite à una enquête rapide, evait mesuré l'ampleur des dégâts, se lanceit tous ezimuts dana une offensive de reconquête

rents points presse et des réunions d'analystes financiers, la dispositif prévu est expliqué dans un langage clair et direct.

« Perit à perit, nous avons
obtenu le bénéfice du doute »,
précise Thierry Funck-Brentano.

Après de multiples épisodes. dont une tantative de ramaasage de titres par un concurrent en octobre dernier, les actionnaires des trols sociétée du groupe (MMB - Multi Média Beauinn, la holding, Matra et Hachatte) accordaient leur confience à l'équipa de direction en votant à plus de 95 % l'intégralité du dispositif, ce qui se traduisait en particulier par la fusinn de Metra et d'Hechette et le renforcement du contrôle managérial. Fin de l'épisode. Et nnuveau challange en vue : réussir la fusion-acquisition ; en d'autres termes, éviter qu'elle ne se transforme à son tour en

C. L



envahisseurs maladroits.»

Voici venu le temps des réu-

Harmoniser la formation des salariés en Europe

RENDEZ-VOUS

par Richard Walther

OMMENT les entreprises européennes investissent-elles aujnurd'hui dans la formatinn de leurs salariés ? Selon quelles caractéristiques spécifiques ? Seinn quelles tendances d'évolution ? Quels sont les points forts, mais aussi les handicaps à surmonter en ce

Autant de questions qui appellent una réponse urgente au plan de la Communauté européenne. Il devient clair que l'investissement dans les ressources humaines et, surtout, dans la formation et la qualification des saleriés des entreprises européennes est un élément-clé de la réussite du marché intérieur et, surtout, de l'identité sociale et économique de l'Europe dans les prochaines années. Cet investissement constitue une des pierres angulaires de la compétitivité de l'économie de la Commonauté dans une concurrence mondiale qui s'accentue. Un traveil intense est en cours, dans le cadre du programme FORCE, sur la cobérence et l'interaction des différents dispositifs nationaux de formation professionoelle continue en Europe et sur la manière dont les initiatives prises dans chaque pays répondent aux besoins d'investissement dans la formatioo professionnelle et la gestion des ressources

Ce travail a permis la première publication des données disponibles dans les douze Etats membres concernant la formation professionnelle continue. Il donne lieu, en ce moment, à une analyse, avec les experts de ces Etats membres, sur les possibilités de lecture comparative et coordonnée de la diversité des structures et des pratiques de formation. Il shoutira, en 1994, à une enquête EUROSTAT sur les critères et modalités d'investissement de la formation professioonelle continne des salariés de :: toutes les entreprises de la CEE.

AlS il est possible, des aujourd'hui, de don-Als il est possible, des aujourd'hui, de don-ner quelques indications sur la situation de la formation des salariés et ses besoins de transforma-. tion.

convient de l'affirmer, le discours sur l'investissement-formation est devenu une réalité dans la plupart, sinnn dans l'ensemble des pays. Uo indice montre clairement cette réalité, celui de l'évolution de la dépense des entreprises. En Allemagne, cette dépense est montée de 8 milliards de deutsche-marks en 1980 à 26,7 milliards en 1987. Les dépenses de formation professionnelle des entreprises y dépassent celles du système dual. Durant la

même période, la France a connu une évolution similaire, passant d'une dépense de t,1 % da le masse salariale en 1971 à 3,14 % en 1990, tandis que les Pays-Bas, qui dépensaient 0,8 % du PIB en 1982 ponr la formation, y ont consacré 1,2 % dn PIB on 1990.

Ces chiffres ne suffisent pas, à eux seuis, à démontrer la progression de la formation. D'autres facteurs comme la durée ou la nature des formetions sont à prendre en compte. Mais la progression de ces dépenses indique le poids économique de cette formation, c'est-à-dire son importance dans les investissements des entreprises.

- L'Europe est dans une phase d'évolution. S'il est difficile de répertorier l'ensemble des évolutions en cours dans les dispositifs de formation des différents pays, il est possible d'en indiquer les grandes

La première de ces évolutions est la redéfinitinn en cours de nouveaux cadres à la formation. Ce qui est vrai pour la France (accord interprofessionnel du 3 juillet 1991 et loi du 31 décembre 1991) est également vrai pour le Portugal, qui a adopté, en 1992, deux décrets-lois sur les finalités et modalités de réalisation de la formation professionnelle continue, ou pour l'Espagne, qui vient de signer, en décembre 1992, un accord eotre les pouvoirs publics et les partenaires sociaux, fixant le financement de la formation par les entreprises jusqu'en 1996. D'antres pays ont évolué ou vont aller dans le même sens, comme le Danemark, le Luxembourg ou la Grèce. En elair, il semble que nous soyons dans une période où les différents Etats membres éprouvent le besoin d'asseoir leurs systèmes de formation sur une base nationale, indiquant ainsi la priorité que cette formation représente pour le pays. La deuxième évolution concerne la définition de

nouveaux modes d'accès des salariés à la formation. Aux Pays-Bas, une partie des cooventions collectives contiennent des dispositions de promotion de la formation. L'Italie, qui oe connaît pas de droit législatif en matière de formation, a adopté, au avers de deux convections collectives (métal et textile), uo droit à l'étude octroyant uo crédit d'heures calculé par entreprise et pour une période de trois ans. Le Portugal vient d'adopter une bourse de formation pour travailleurs, payée à le fois par l'entreprise pour le salaire et par les pouvoirs publics pour les frais, de formation. Des accords entre employeurs et salariés aboutissent, en Grande-Bretagne, à des possibilités individuelles de formetion. Bien que timides, ces nonveaux modes d'accès

indiquent que le temps de la formation commence à entrer dans le temps de travail.

D'autres évolutions, encume le co-investissement

entre employeurs et salariés ou la création de nouveaux partenariats de formation au plan sectoriel ou régional, montrent qu'à travers la diversité des structures se dégagent des évolutions convergentes qu'il convient d'analyser en profondeur pour mieux en comprendre la neture et les synergies possibles eu plan communautaire.

- L'Europe connaît un besoin de transformation des dispositifs existants.

Tout d'abord en ce qui concerne le nécessaire

passage de la formation adeptatrice à la formation qualifiante. Actuellement, la moyenne de durée des formations réalisées par les entreprises européennes dépasse rarement une semaine par an et par salarié formé. De même, les taux d'accès à la formation des salariés montrent qu'il existe des pays où moins d'un salarié sur dix e une possibilité, dans une année, d'accèder à une action de formation.
. Cette durée et ce teux de probabilité sont trop

faibles pour réaliser ce qui, dans la Communauté européenne, constitue pour les employeurs comme pour les syndicats une nécessité évidente : le choix d'un système de formation continue tout au long de la vie ective, avec possibilité pour les salariés d'accéder à des qualifications leur permettant d'évoluer au rythme des transformations industrielles, économiques et sociales.

Un autre besoin de transformation concerne l'accès à la formation des salariés des PME. Alors que celles-ci constituent près de 90% du tissu industriel européen et produisent plus de 60% du PIB, l'écart entre les grandes entreprises et les PME qui déclarent assurer la formation de leurs salariés est de ! à 4 pour un pays comme l'Espagne et de l à 2 pour un pays comme le Royaume-Uni.

Cela signifie que l'effort de formetion demande à être recentré vers les entreprises qui assurent à la fois le plus de créations d'emplois et les innovations technologiques les plus significatives. Cela implique aussi le nécessité d'une réflexion sur des contenus (équipements et méthodologies de formation) qui prennent en compte la relation étroite qui existe de plus en plus entre furmation et situatina de travail et

sans laquelle il n'y a d'avenir ni pour le développe-ment de la formation dans les PME ni pour la formetinn des salariés tout au long de la vie active.

UEL sera l'avenir de la formation profession-nelle continue en Europe?

Il résultera de la volonté des Etats membres à inscrire leurs initiatives de formation professionnelle continue dans une complémentarité et une coopération, seules capables de leur permettre une réponse concertée aux défis communs de compétitivité des entreprises et de compétences des salariés. Au regard des débats en cours, ces complémentarités ou coopérations daivent porter sur les points suivants: meilleur accès des salariés à le formation, plus de formations qualifiantes, un renforcement du rôle des partenaires sociaux dans la détermination des objectifs at des contenus de farmation, un transfert plus efficace des innovations d'un pays à

L'avenir dépendra aussi de la capacité de tous les aeleurs européens (entreprises, organismes de for-mation, partenaires sociaux...) à entrer dans des pertenariats transnationeux, tels eeux du programme FORCE, où s'élaborent, en commun, des réponses communautaires concrètes.

En fin de compte, l'important dans l'avenir des dispositifs, ce n'est pas lant leur capacité à devenir proches et semblables que la mise en synergie de lenrs différences. Celle-ci constitue une richesse pour inventer des solutions à la mesure des enjeux que représente la formation professionnelle continue pour chaque Etat membre et pour l'ensemble de la Communauté européenne.

PRichard Walther est directeur du bureau d'assistance technique FORCE.

STAGES

May 100 1- 10

1 July 25 ...

Milita . Males C. 40

- COUNTY CAPE

1 3 mm

in the second

and Standard

gagailtimati est

g transfer in a

Fore & P.M.

-

A Ber Ser

-

4 w

± +

- AL --

Marie -

g, gg, steije - Lau, i. .

See Section 1

4 -

Andrew 2 . . .

-

400

gigt - mark to

free n 1

10 41

5 T

124 W

Car. 144. - 19 . p. . .

* *

K-34 7 1 30 r

a above

Le aervice des nffres de stages est désormais accessible en tapant directement : 3615 LEMONDE.

Les entreprises désireuces de passer des offres sunt priées de consulter directement cette association au 45-46-16-20. STAG'ETUD 12, av. Ras-

pait, 94257 Gentilly Cedex, tel.: 49-08-99-99.

PERSONNEL

u Lieu : La Défenea. Dete : mars. Durée : 5 mois. Ind. : 5 000 F/mois. Profil: bac + 4, gestion des res-sources humaines, convention de stage. Miseion: perticipation à la nise en piece d'un logiciel res-sources humaines, perticiper à l'ac-tivité du service formation [plan de

iormation). 03943.

□ Lieu : Parls. Data : juln. Durée : 3 mois. Ind. : 1726 F/mols. Profil : pac + 5, gestion des ressaurces numelnes, ennvention de atage. Mission : étude sur la gestion des commerciaux. 03881.

Lieu : Sèvres. Date : immédiat.
Duréa : 6 mola. ind. : à définir.

Profil: bac + 2, anglais souhaité, enntrat de quelification. Miseinn : dentification et présélection de can-cidats, visite des salons professionnele, collaborer avec deux consulrams. 03748.

MARKETING

n Lieu : Parla. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : 1650 F/mois. Frofil: bec + 4, économie, gestion, conneissances en économia indus-rialle eppréciées, ennvention de stage. Miseinn : réalisatinn de courtes études de secteur économie ndustrielle. 03762.

3 Lieu : Paris/La Défense. Date : mmédlet. Durée : 1-2 mnis (mi-emps possible), Ind. : 6 000 F/mois rut pour plain temps. Profil : bec, rès bonnes qualités d'expression prele, ennyantinn de arage. vission : marketing téléphonique. iévelnppement d'un portefeuille lientèle. 03787.

Durée : La Défense. Date : mars. Durée : 6 mais. Ind. : 6 000 F. Profil : bac + 4-5, école de comnerce / DESS communication / mar-eting, engleia indispensable, TTX. convention de stage. Mission : markedng direct et documentation : mailing, newsletters, dncuments, séminaires internes-externes, side à la préparation et suivi des expositions. 03973.

n Lleu : Rueil. Date : avril. Durée : 6 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 3. marketing + marketing télépho-nique si passible, convention de etage. Mission : gestion, organisa-tion et suivi de l'ectivité merketing. études. 03789.

VENTE

D Lieu: Amas (69). Date: mars. Durée: 2 mais minimum. Ind.: 2000 F fixe + commissions. Profil: bac + 2-3, commerce, conneissances secréteriat convention de atage. Mission : organisation com-merciale d'une société de télécommunication. 03944.

□ Lieu: Saint-Denis. Date: immé-

dist. Durée: 2 mois. Ind.: à définir.
Profil; bac + 3, commerce, marketing, convention de stage. Mission:
création d'un fichier cient / prospect + actions de mailing, 03938.

Lieu: Paris. Date: immédiat.

Durée: 2 mois. Ind.: à définir.

Profii: bac, comaissances commer-

riore: bac, contrassantes contracticles. convention de stage. Mission : diverses ectivités dans le domaine commercial. 03908.

Ourée : 2-3 mois. Ind. : à définir. Profit : bac + 2, connaissances commerciales, convention de stage. Mission : visiter lee points de vente et vérifier qu'ils soient en adéquation avec les qualités requises, établir des rapports de visites (vitrine, eménagement intérleur, présentation des produits, accueil, compétence des vendeurs. 03900.

venceurs. 0.3900.

Dieu: Peria. Dete: immédiat.
Durée: 6 mois (horaires aménageabies / études). Ind.: fixe + commission. Profil: bec + 3, pratique da le
vente. Missinn: prospection, relations commerciales par téléphone,
vente d'abonnements, 0.3909, or Lieu: Verseilles. Date: immédiat. Duréa: 3-6 mois. Ind.: 1 600 F + charges + primes. Profil: bac + 1-3, goût des contacts, convention de ataga. Mission : participation com-merciale et edministrative eu déve-

ioppement d'un service existant. n Lieu : Gentilly. Date : Immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : 1500 F fixa + commissinna + prime 1500 F objectifs réalisés. Profil : bec + 1, attirance pour contacts téléphoniquee, convention de stege.

Missinn: prospection commerciale auprès d'un fichier déjà existent, remise à jour, développement du portefeuille clientèle. 03659.

INFORMATIQUE

a Lieu : Bussy-St-Georges / Mame-ta-Vallée. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind.: 30 % SMIC + 0 à 2000 F/mois: Profil: bac + 2, technicien informatique, comaissances PC, Mecimosh, réseaux, expérience minimum dans le support informa-

minimum dans le support informatique + anglele, convention de
stage. Mission : remise à riveau du
perc informatique. 03788.
n Lieu : Bussy / Marne-le-Vellée.
Date : immédiet. Durée : 2-3 mois.
Ind. : 30 % SMIC + 0 à
2 000 F/mois. Profil : bac + 1-2,
BTS Télécom, bonne connaissance
PC, convention de stage. Mission :
aide sur différentes activités de
développement. 03769.
n Lieu : Lisees (91). Date : immédiet. Durée : 2-3 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 2 minimum,
programmetinn informatique,
connelssances SGBD, langages

programmerum informatique, connelssances SGBD, langages SQL, convention de stage. Mission: programmer une gestion des stocks (matières premières / formules) à pentir du SGBD ACCESS. 03933.

COMMUNICATION

a Lieu : Montreut. Data : immédiat Durée : 3 mois. Ind. : 3 000 F. Profil: bac + 4 minimum, connaissances informatiques souhaitées, convention de stege. Missian : rédection : d'une decumentation d'epplications informatiques su

micro-ordinateur. 03828.

n Llau: Paris. Date: immédiat.
Durée: 1 mois. Ind.: 2000 F.
Profil: bec + 2-4, ESC communication, convenion de stage. Mission: organiser et développer un centre de documentation de la société, suivi des dossiers de presse dans le domeine da la régle publicitaire. 03959.

PUBLICITÉ

u Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 3-4 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 3, lettres, communication, économie, bonne connaissance du Mac exigée, convention de stage. Mission : suivi de budgets de publicité et d'études da communication.

u Lieu : Peria. Date : Immédiet. Durée : 3 mois. Ind. : à définir. Profil : bae + 2, connaissances comptables + macintash (works, cierie). Mission

secrétaire/eseistante evec gestion, comprebilité. 03887. u Leu : Verseilles. Data : immédiat. Durée : 3-6 mois. Ind. : 1 600 F. Profil : bac + 1-3, créativité, gnût des contacts, convention de stage.
Mission : conception et réalisation du mailing, documentation, partici-pation edministrativa et commerciale eu développement d'un servica.

Durée : 3 mois. Ind. : à définir. Profil: bac + 2, BT dessinateur, BTS expression visuelle. Mission: exécutant traditionnel, maquettiete, assistant(e) du directeur artistique

ÉLECTRONIQUE

a Llau : Maxico. Date : mers. Durée : 6 mois. Ind. : 750 \$/mois. Prnfil : bac + 5, DEA, dictorat, aspagnol. Mission : enseignement et travaux de recherche en électronique. 03773.

TECHNOLOGIE

n Lieu : Mexicn. Dete : mare. Duréa : 6 mois. Ind. : 750 \$/mois. Profil : bac + 5, DEA, doctorat, eepagnol. Misaion : ectivité da recherche appliquée en génie inclus-triel liéa à l'ensaignement, 03774.

SECRÉTARIAT

n Lieu : Courbevole, Date : immédiat. Durée : 2-3 moie (temps partiel). Ind.: 38,50 F/heure. Prnfil: bac G1 indispensable, traitement de texte, frappe de tableaux, convention da stage. Mission : frappe de courriers et de tableaux au service comprabilité clients. 03785.

Dieu: Paris. Data: immédiet. Durée: 2 mois. ind.: à définir. Prnfil: bac + 1-2, secrétariet, logiciel Word (TTX), anglais, convention de stage, Mission: secrétariet, seisie informatique, courrier, classement affrontiessement 02288 ment, affrenchissement, 03866. D Lieu : Parie. Data : immédiat. Durée : 2 mais. ind. : à définir. Profil: bac + 2, secrétariat, TTX Profil: bac + z, secretariat, 117, Word, DBase III (sl possible), convention de stage. Missinn : secrétariat, saisie informatique, classes and convention of the convention of sement, mailing. 03903.

A la découverte des techniques japonaises

Vous êtes jeune ingénieur d'une entreprise française

jeune diplômé, ingénieur ou titulaire d'un DEA.

Par le COMITE FORME. vous pouvez acquérir une formation en R et D au Japon. Après un apprentissage intensif du Japonais.

vous effectuerez un stage dans un laboratoire public japonais (6 à 12 mois), puis un stage dans une entreprise japonaise (6 mois).

DOMAINE:

Sciences et Techniques Appliquées à l'Industrie.

Envoyez CV + photo au COMITE FORME 17, rue Hamelin - 75783 PARIS CEDEX 16 Tél: (1) 47 27 21 67

フランス-日本工業技術協会

INDUSTRIELLES

DESTECHNIQUES

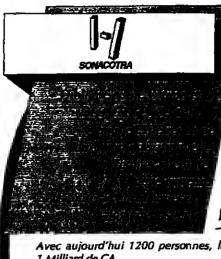
Le Monde 16/02/93

ème Cycle Gestion du Personnel et des Ressources Humaines 165 institut de gestion sociale Demain vous serez en entreprise • Responsable du Personnel Responsable de la Formation Responsable du Recrutement Directeur des Ressources Humaines RENTRÉE EN MARS 1993 Admission: Theleire d'un DEHG DUI, BTS Luvius Concours: inscriptions immediates 165 120 rue Danien 92300 Levellaik Pariet **GROUPE IGS** Bablissement prive d'enseignement technique rapermut

Code Pastal. socheits receroir une brochure détailée du Zème cycle de Gestion du Personnel,

IGS, 120 me Ounton 92300 Levellos-Peret - Tél. (1) 47 57 31 41

LES DIRIGEANTS



DIRECTEUR RÉGIONAL FRANCE SUD

POSTE BASÉ A LYON

Avec aujourd'hui 1200 personnes, la SONACOTRA gère 360 établissements et réalise 1 Milliard de CA.

Membre du Comité de Direction, secondé par 3 adjoints, vous êtes responsable de 23 unités géographiques représentant 27.000 lits.

Vous êtes responsable de la bonne gestion et du développement de votre région (CA: 365 MF), et de la maintenance technique de votre patrimoine.

Ce poste implique une charge de travail importante et suppose, outre l'animation d'une équipe de 300 personnes, un dialogue permanent avec les élus, les pouvoirs publics et les

Vous êtes prêt à mettre votre énergie et votre créativité au service d'un enjeu social dont vous mesurez toute l'importance.

Merci d'adresser CV, photo, lettre en précisant votre rémunération actuelle à notre Conseil MERCURI URVAL, 95 avenue Victor Hugo, 92563 Rueil-Malmaison sous la référence 73,7273/LM. portée sur lettre et enveloppe.

Mercuri Urval

CARRIÈRES INTERNATIONALES

Postes basés à l'étranger





in senior financial management, good command of English, including drafting ability. Good working knowledge of French and Italian desirable. P.C. Iterate. Experience within the United Nations system would be an advantage. Free of tax emoluments, Including cost of living allowances, ronging from US \$ 46,433 (single) to 61,453 (with dependents) per annum. Contributory pensions and health scheme.

Chief of Finance Services

The International Training Centre of the International Labour Organization (a United Nations specialised Agency) has a vacancy in TURIN (ITALY) for a senior management position with full responsibility for all financial, accounting and budget management

Applications are invited from chartered accountants or certified public accountants with wide experience Please sand detailed CV no loter than 15 March 1993 quoting ref. 8/1992 to : PERSONNEL OFFICE, INTERNATIONAL TRAINING CENTRE OF THE LLO. 125 Corso Unita d'Italia - 10127 TORINO (ITALY)

Fox: (39 II) 66 38 842 - TeL (39 II) 69 36L

Applicants will be contacted only if their condicature is under serious consideration.

Important groupe industriel anglo-saxon crée le poste de

Senior Property Executive France _

A partir de l'inventaire des réserves et terrains libérés et de l'étude de leur potentiel, vous aurez la responsabilité de la stratégie de reconversion foncière et de son application.

A 30/40 ans, de formation supérieure, vous possédez une expérience foncière et plus particulièrement dans le domaine de la reconver-

Votre sens commercial ainsi que votre autonomie vous permettront de mener des négociations de haut niveau avec les collectivités locales et autres partenaires institutionnels et industriels. Une bonne maîtrise du droit français dans le domaine foncier ainsi que l'anglais courant sont indispensables.

Ce poste basé à Paris nécessite des déplacements fréquents dans toute la France.

Merci d'adresser vos dossiers de candidature en langue anglaise sous réf. 47110 à ORGANISATION ET PUBLICITÉ 2. rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

Groupe Industriel Français de renommée mondiale

Connus et reconnus, en France comme à l'étranger, pour la qualité de nos produits et celle de nos équipes, nous intervenons partout dans le monde comme maître d'oeuvre de grands projets industriels. L'actuel titulaire du poste étant appelé à de nouvelles responsabilités au sein du Groupe, nous recherchons notre nouveau :

DIRECTEUR FINANCIER

Région Nord

Environ 600 KF +

Vous appuyant sur une équipe solide et compétente (mais qui a encore bésoin d'un leader), vous couvrirez l'ensemble des responsabilités généralement attachées à cette fonction, avec toutefols une dimension particulière que vous devrez personnellement maîtriser : la fiscalité internationale.

Conseil des opérationnels, vous serez fortement Impliqué dans le développement de nos activités, en France comme à l'étranger.

 De formation supérieure à dominante comptable et financière, vous justifiez d'environ 15 années d'expérience dont une partie acquise en qualité de Directeur Financier d'une entreprise industrielle (BTP, Ingénierie...) ayant réalisé avec succès des contrats importants à l'étranger. Vos qualités humaines, votre sens du conseil et votre adaptabilite feront votre reussite dans ce poste difficile mals d'une richesse assez extraordinaire.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature : lettre manuscrite et CV sous réf C 374 à ERNST & YOUNG Conseil, 51 rue Louis Blanc, Cedex 75, 92037 Paris La Défense 1 qui étudiera votre dossier en toute confidentialité

ERNST & YOUNG



DIRECTEUR DES PROGRAMMES

L'Organisation du Baccalauréat Internetional (OBI) recherche un directeur des programmes pour en essurer l'actuelisation, le développement, la mise en application et l'évaluetion.

L'OBI est une organisation internationale non-gouvernementale offrant un cursus et un examen pré-universitaires pour des élèves de 16-19 ans. Actuellement le programme est instauré dans des établissements de 66 pays et le diplôme du baccalauréat international est reconnu par plus de 700 universités et institutions d'enseignement

Le poste - qui pourrait éventuellement faire l'objet d'un détachement consistera à diriger et animer une petite équipe qui e été constituée pour servir d'appui au développement des programmes et des examens, el à assurer une liaison étroite avec les enseignants, les examinateurs, les consultants et les cadres administratifs. Lieu de travail : bureaux de l'OBI à Cardiff, Pays de Galles. Début : 1er sep-

Les candidats devront démontrer qu'ils sont familiarisés avec la théorie du développement des programmes et qu'ils en ont l'expénance pratique. Ils devront également avoir une expérience récente et réussie de le profession enseignante au niveau secondaire supéneur. Autres facteurs pris en considération: connaissance de l'OBI et de son programme, bonne maîtrise de l'anglais et éventuellement de

Pour obtenir de plus amples renseignements ainsi que les documents de candidature, prière d'écrire au Directeur des examens, Bureau des examens du Baccalauréat International, Pascal Close, St Mellons, Cardiff, South Glamorgan, Wales CF3 OYP, Grande Bretagne (tél. + 44 222 / 770 770 · Fax + 44 222 / 770 333).

Date limite de réception des formulaires de candidature, dûment remplis et accompagnés des références: 8 mars 1993.



650 MF - 46

Un poste de terrotri

Le Groupe Guillin coté en la plastique pour le secteur industrielles et commerc dynamique, il connaît une 🗎

qui l'amène à rechercher un

Directeur Contro

En relation directe avec le 🕅 vous prenez en charge for pa

plus grande parile de voire il eupition of eb trott En relation étroite avec les l'élaboration des budgets

l'établissement des prix de l' oosez les solutions à me Acé de 35/40 cms, vous Pris gestionnaire de très bon nive

moins 5 cms dans une lanction Ce poste requiert rigueur et i contact, de persuasion et d'in

Mativé par la perspective di l'Europe, vous profiquez un Envoyez votre condidature : C

CROUPE CUILLIN

- 9 Sociétés nsions européennes

u le Marché de l'emballage re. Composé de sociétés er une équipe soudée et un développement constant

dget et du Gestion

avec le Directeur Financier, du processus budgătaire. La sur le terroin où vous êtes le

ocieté. Vous coordonnez en place d'un contrôle de desurus, analysez les écars et

formation d'ingénieur et de une expérience réussie d'au

L'DITEUR INTERN

Mine France

LR FINANCIER

NOT A THE NO

RESPONSABLE JURIDIQUE Groupe industriel

Alsace - Dans le cadre de sa politique de développement, le holding d'un important groupe industriel renforce ses structures et recherche un responsable juridique. Intégré aux services du siège, il aura en des sociétés filiales, la gestion des contrats d'assurance, le tance auprès des opérationnels référence S/0257M - PA du groupe. Ce poste, à fortes responsabilités, s'adresse à un candidat de formation spécialisée (Droit + DEA, DJCE...),

dont l'expérience professionnelle de 5 à 10 ans, acquise en entreprise ou en cabinet, lui permettra de prendre en charge rapidement et en complète autonomie la gestion des dossiers. Le poste évolue dans un charge le secrétariat juridique environnement international et nécessite la pratique courante de l'allemand et si possible de contentieux ainsi que l'assis- l'anglais. Ecrire en précisant la Consulting Group - 3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 40.88.79.79.

> PA Consulting Group Creating Business Advantage

RESPONSABLE DU SERVICE JURIDIQUE ET CONTENTIEUX

groupe bancaire de dimension internationale, nous sommes une banque régionale de tout premier plan. Nous recherchons pour notre succursale lyonnaise le responsable du service juridique et contentieux. Il animera une équipe à la tête de laquelle il optimisera le traitement et le suivi des dossiers contentieux. A la fois créatif et organisateur, il mettra en place et développera - en véritable chef d'orchestre - une politique active de prévention au sein du réseau (formation, information,...). Agé de 28 ans au moins, de formation juridique (maîtrise, DESS, DEA, ...), vous possédez une expérience de plusieurs années dans

Rhône-Alpes - Au sein d'un le service contentieux d'une banque. au sein d'un service juridique d'une entreprise ou bien encore en tant qu'avocat dans un cabinet d'affaires. Vos qualités personnelles (charisme, sens de la communication et de la pédagogie, ...) vous permettront d'évoluer rapidement au sein de notre structure. La rémunération sera à la hauteur du potentiel recherché. Pour cette belle opportunité très évolutive, merci d'écrire à Didier BONNEFOY en précisant la référence V/0014M - PA Consulting Group - 78, bd du 11 Novembre 1918 - 69626 VILLEURBANNE Cedex - Tel. 78.93.90.63.

> **Consulting** Group Creating Business Advantage

FRAMATOME CONNECTORS

INTERNATIONAL Filiale du Groupe FRAMATOME, FRAMATOME CONNECTORS INTERNATIONAL (6300 personnes dans le monde) est un des leaders mondioux du marchá de la Connectique, notamment pour las industries de haute technologia.

Le Groupe F.C.I, recherche pour son Départament Audit un

AUDITEUR INTERNE INTERNATIONAL =

qui conduira les audits linariciers et comptables dans des unités industrielles et commerciales en Europe. Le candidat retenu participera en outre aux évaluations d'entreprises et à d'outres opérations financières (acquisitions/absorptions, accords de coopération...).

Un diplôme de haut niveau en Management/Finance (MBA français ou européen) et une solide formation supérieure comptable (DECF) sont nécessaires, ainsi que plusieurs années d'expérience de l'Audit, acquises dans un grand cobinet international d'Audit ou dans l'Industrie. La connaissance de la comptabilité internationale (GAAP) et des procédures d'audit standards est indispensable.

Nous recherchons un codre impliqué et motivé, possèdant une réelle aisance rédactionnelle et orale. Il devra être parfaitement bilingue français/anglais (les rapports d'audits sont établis et présentés dans ces deux langues). Une autre langue européenne serait un plus. Ce poste attractif est basé à Paris La Défense. Il offrira de

réelles perspectives d'évolution au sein de notre Groupe. Merci d'adresser un dossier de candidature llettre, C.V., photo et rémunération souhaitée) sous la référence AW/5473 à

FRAMATOME CONNECTORS

Important groupe industriel français de dimension international, intervenant dans le domaine de la haute technologie, recherche son

Responsable du Service Gestion des Opérations Douanières

Paris

organiser et conseiller les différents une entreprise industrielle. services opérationnels internes sur le transit des marchandises à l'importation L'anglais sera un atout supplémentaire. et à l'exportation.

de type École Nationale des Douanes ou Droit International.

Véritable garant des procédures vous avez acquis une solide expérience douanières votre mission consiste à dans une administration des douanes ou

A ce titre vous animerez un service de Contacter Christophe Duchatellier, au (1) 45.53.26.26 ou adresser CV + photo + nº tél + rémunération actuelle Agé de 35/40 ans et après une formation à Michael Tax & Legal, 30 bis. rue Spontini. 75116 PARIS. sous réf.CD8772MO.

Michael Page Tax & Legal
Spécialiste en recrutement Juridique et Fiscal

GRANDE BANQUE INTERNATIONALE (PARIS) RECHERCHE, POUR SA DIRECTION DES AFFAIRES FISCALES,

Fiscaliste — Entreprises

Au sein d'une équipe de spécialistes, vous serez principalement chargé d'étudier les aspects fiscaux des financements d'investissements professionnels.

De formation supérieure BAC + 5, DESS de fiscalité ou équivalent, vous justifiez d'une première expérience de 3 à 5 ans en entreprise ou en cabinet de conseil ou d'audit.

Ce poste requiert une forte motivation pour la fiscalité des

Une bonne connaissance de le fiscalité immobilière et du crédit bail constituerait un atout supplémentaire.

Merci d'adresser votre candidature (lettre de motivation, CV et prétentions), sous référence 47126, à ORGANISATION ET PUBLICITE. 2, rue Marengo 75001 PARIS, qui transmettra.

Responsable Juridique France

ARJO WIGGINS APPLETON, I'un des premiers groupes papetiers européens (CA 25 milliards de F.), recrute son Chef du Département Juridique France.

Rattaché au Secrétaire Général en Grande-Bretagne et à la tête d'une équipe de junstes, vous interviendrez sur le suivi dea filieles françaises et étrangères (droit des sociétés, M & A...), la négociation et la rédaction des contrats français et internationaux et suivrez les contentieux.

Agé d'environ 35 ans, de formation jundique supéneure, vous parlez et écrivez couramment l'anglais (allemand ou italien apprécié) et vous justifiez impérativement de 8 ans d'expérience du droit des affaires ecquise en entreprise ou en

Vos qualités personnelles de rigueur. votre sens commercial trés marqué et votre facilité de contact vous permettront de devenir l'interlocuteur privilégié des différentes divisions opérationnelles et de susciter leur confiance au sein de ce groupe performant riche de perspec-

Contacter Antoine GOLDSCHMIDT, au (1) 45.53.26.26 ou adresser CV + photo + nº Tél. + rémunération actuelle à Michael Page Tax & Legal, 30 bis, rue Spontini, 75116 PARIS, sous réf. AG8839MO.



Arjo Wiggins Appleton

ADMINISTRATION DES ENTREPRISES



Leader Européen de la propulsion spatiale. au coeur des grands programmes civits et militaires, français et Européens, la SEP

s'ouvre aussi de nouveaux horizons industriels en développant ses compétences notamment dans le domaine des matériaux composites.

Nous souhaitons renfocer notre function juridique par un(e)

Juriste H/F **Droit privé et International**

Diplômé d'Etudes Supérieures, justifiant d'une expérience minimum de quatre ans dans une entreprise industrielle à vocation internationale. Au sein de la direction juridique, vous contribuerez au traitement de tout problème relevant aussi bien du droit des affaires que du droit des sociétés dans un contexte international mettant en jeu des entreprises industrielles, des organismes et des gouvernements. L'anglais est impératif, l'allemand est souhaitable.

Merci d'adresser votre CV motivé à Joseph GAUDIN, SEP - 24, rue Salomon de Rothschild 92150 SURESNES.

Grand Groupe Français, leader dans son secteur, recherche un

uriste droit public

LE POSTE: Conseil, assistance et négociation, suivi, en droit public, de la réglementation interne et communautaire dans le domaine des télécommunications en collaboration avec le département de droit communautaire et de

LE CANDIDAT : Publiciste, âgé de 27 à 30 ans, 3ème cycle en droit public économique, formation IEP appréciée, suivie d'une expérience professionnelle d'au moins trois ans acquise au sein d'une entité publique ou privée, amenée à traiter des affaires en droit public.

Venillez contacter Charles SIMON THOMAS au (1) 42.89.09.17 ou envoyez-hii un dossier de candidature complet sous référence 1421B/STM & NORMAN PARSONS - 12, rue de Ponthieu - 75008 Paris.

Norman Parsons GROUPE ROBERT HALF

Contrôleur de Gestion

200/250 K F / Paris

Dans cette société à taille humaine, qui crée la fonction contrôle de gestion, vous exercere: auprès de la Direction Générale et interviendrez tant dans la mise au point et le suivi des éléments de gestion lies aux ambitieux projets que nous développons qu'au niveau du contrôle de gestion de notte propre groupe de sociétés.

Une aide comptable vous est rattachée. Vous êtes en relation suivie avec notre expert comptable.

Notre groupe a une position de choix dans un secteur précis de l'immobilier et a engagé avec succès des opérations de diversification.

Diplômé Bac + 2 à Bac + 4, vous avez une experience réussie. d'environ 5 ans ou plus, de comptabilité puis de contrôle de gestion acquise de préférence dans un groupe ou une société avec plusieurs centres de profits à vocations complémentaires

Vous serez étroitement associé à la réflexion sur les avantprojets. Vous êtes rigoureux, autonome, créatif, rapide et de

Pour ce poste à pourvoir rapidement, au centre de Paris, merci d'adresser votre courrier (lettre, CV, photo) à Professions 55, avenue Bugeaud - 75116 PARIS, sous réf. CG 127.

Professions

ORGANISATION PROFESSIONNELLE He de France Région EST

Branch Serting

GESTIONNIRE

DEBAN IN DONN

JENTEN HINNET

CHARGÉ DES AFFAIRES **ÉCONOMIQUES**

De formation supérieure économique ou juridique, vous disposez de plusieurs années d'expérience acquise dans des fonctions polyvalentes, si possible dans le milieu de Bûtimers.

Vous aurez pour mission de promouvoir et de développer les activités des PME du Bâtiment et des TP. Vous serez à l'éconte des entreprises, suivrez l'évolution économique de votre Région et saurez, par votre dynamisme et votre esprit d'initiative être une force de proposition pour répondre à leurs attentes. Vous aurez, à ce titre, de nombreux contacts tant avec les Maîtres d'Ouvrages, les Maîtres d'Oeuvres qu'avec des partenaires financiers et immobiliers, ce qui nécessite une bonne connaissance de la règlementation des marchés, des problèmes de financement... ou, du moins, l'aptitude à l'acquérir et un intérêt certain pour la réhabilitation et l'aménagement des centres villes.

Homme de dialogue, vous avez le goût de la communication, une bonne aisance sociale et l'expérience de l'animation de groupes. Vons participerez à de nombreuses réunions, serez le représentant de votre Organisation Professionnelle et saurez négocier et faire preuve de conviction pour défendre les intérêts des adhérents.

Rigoureux, doté d'un bon esprit de synthèse et de solides aptimodes rédactionnelles, vous serez par ailleurs à l'aise dans tous les travaux de rédaction qu'implique cette fonction.

De nombreux déplacements sont à prévoir sur la Région.

Pour nous rejoindre, merci d'adresser voire dossier de candie (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf.312 à C.K 7, rue Robert Le Coln -75016 Paris.



Chantal Kenvyn

AVISFLEETSERVICES

900 MF de CA - 275 personnes

AVIS FLEET SERVICES, numéro 1 en France du Conseil et de la Gestion de parcs automobiles d'entreprises, est une filiale de General Electric Capital Fleet Services, leader mondial du marché. Nous recherchons pour notre Siège situé à Créteil :

Directeur des Affaires Juridiques

Rattaché à la Direction Financière, vous encadrerez et animerez une équipe très compétente en charge des opérations de crédit, de recouvrement et de contentieux. Les responsabilités qui vous seront confiées dans le domaine juridique et dans vos relations clients/fournisseurs vous permettront de developper votre autonomie et votre souci de la qualité et de la productivité.

Agé de 35 ans au moins, titulaire d'une Maîtrise en Droit, pratiquant l'anglais, vous avez acquis en entreprise l'expérience de la direction d'une équipe. Maîtrisant parfaitement les questions juridiques appliquées à la vente de services, vous souhaitez valoriser cet acquis dans un Groupe

Merci d'adresser votre candidature sous réf. 714F à notre Conseil: Antolnette LECLERCQ, PSYNERGIE, 2 rue Saint Thomas d'Aquin, 75007 PARIS. Confidentialité assurée.

PSYNERGIE MANSELLE



LES ÉDITIONS FRANCIS LEFEBVRE recherchent un

Jeune Juriste H/F

pour participer à la rédaction de leurs diverses publications et ouvrages sociaux.

Pour cela, vous avez une petite expérience de la rédaction dans les domaines Droit du Travail et Sécurité Sociale ou, débutant, vous possédez de réelles capacités rédactionnelles et du goût pour cette forme de communication.

Rigueur, sens pratique, esprit d'équipe, sont indispensables pour intégrer notre équipe de rédaction spécialisée, composée d'une dizaine de collaborateurs.

De formation DESS ou DEA Droit Social, vous bénéficierez d'une formation initiale approfondie avant de rejoindre notre

Merci d'adresser votre curriculum vitae accompagné d'une lettre manuscrite sous la référence 8723 à HERTZ CONSULTANTS - 6, rue Monsigny - 75002 PARIS.

HERTZ



Société industrielle plurinationale, ELF SANOFI est présente dans trois secteurs d'activités : Santé Humaine, Cosmétologie et Parlums, Bio-activités.

Avec 33 milliards de CA, elle doit sa réussite à la richesse de ses 35 000 collaborateurs, répartis dans 100 pays : des hommes et des femmes animés par le même esprit d'ouverture sur le monde, un sens aigu du dialogue et la capacité à anticiper, creer, adapter, réaliser,...

Responsable des relations avec les investisseurs

Au sein de la Direction Financière Corporate, vous aurez la responsabilité de : gérer une relation active avec le marché financier, concevoir et réaliser les présentations financières et stratégiques aux

analystes financiers et aux investisseurs (France et Etranger), élaborer les supports de communication financière en relation avec la Direction de la Communication Corporate

suivre et analyser l'évolution du titre ELF SANOFI. Agé de:30 ans environ, vous avez une expérience de financier réussie en barrate ou en entreprise.

De formation supérieure (Ecole supérieure de commerce ou Université), vous meitrisez parfaitement l'anglais. Une expérience de communication financière serait un plus. Fortement

Multiplicate, intègre, vous avez un excellent esprit d'analyse, un bon recul et

une forte aisance relationnelle. Posta évolutif pour un candidat de valeur.

Adressar votre CV + photo + nº téi. + rémunération actuelle, sous référence GM3845MO, à Michael Page - 30 bis, rue Spontini - 75116 PARIS.

Tous les olis à

ration o I+1 avant

ment, chacun de nos

1500 collaborateurs

exigence de qualité.

assion à relever les

defis par une

la position de

est onimé par la même

logistique performante

confère à CHRONOPOST

nº 1 du transport express.

CHRONOPOS1

Entrez dans l'espace temps.

Juriste Spécialisé en Droit des Transports

Cons le codre de noire fort sé en Droit des Transports. Rottaché ou Secrétoriot Général, vous assurerez la mise en conformité et le respect de la réglementation en motière de drait des

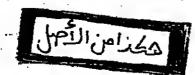
lo direction et des opérationnels.

Agé de 28/30 ans, de formation supérieure juridique (DESS, Maîtrise, etc...), vous justifiez de 3 ons d'expérience minimum dons une entreprise ayant une activité de transp sem de laquelle vous aurez travaille de laçon

Voire excellent sens des conlocis, votre disponibilité el votre maîtrise de l'onglois seront les otouts de votre reussité ctez Dominique MONTABRIE ou [1] 45.53.26.26. ou adressez CV, photo, lettre monuscrite et prétentions s/réf. DM 8838 à Michael Page Tox & Legal · 30, bis rue Spontini - 75116 PARIS.

SOFIPOST, développe une syxergia entre les compétances burneines (4000 mans) et la haute technicité des l'Airles de La Pesie (AEROPOSTALE, CHRONOPOST, DYNAPOST, MEDIAPOST, SECURIPOST, SOGEPOSTE,





LARGIE DES AFFAIRES

EL GNOMIQUE

-CHRONOPOST

or Dred

1. 1. 1. E. E. E. E.

. . Atset

(≅) 31

...

415

LE MONDE DES COMMERCIAUX

Marketing - Vente - Commercial

MEDIA-SYSTEM

... Notre métier, la communication pour les ressources humaines

Responsable du développement H/F

renforce son agence du Strashourg et recherche soo responsable du développement.

Sous l'autorité du directeur de l'agence, tonsiement ouvert sur l'extérieur et, pour l'essentiel, axé sur le développement comment du directeur de l'agence, tonsiement ouvert sur l'extérieur et, pour l'essentiel, axé sur le développement commercial de l'ageace, le poste s'exercera dans le cadre d'une large autonomie d'action.
Il exige de la part de son titulaire un gott très affirmé pour la

rélationnelles et se gout du ravau en equipe - une capacis d'écoute et un esprit de syuthèse blen développés. Ce poste s'adresse à de jeures caudidats de formatio ampérieure de type Bac + 4 disposant d'une expérience réussi d'au moins 3 aus dans la comparcialisation de services. L compaissance de la langue allemande est sonhainée. Le poste est busé à Strasbourg (ceutre ville).

Merci d'adresser votre lettre de candidature musquerite accompagnée d'un CV détaillé et d'une photo, sons réf. JR/14030/M, à notre Conseil qui vous garantit son entière

Staff Consultants

DES HOMMES QUI **CREENT**

CLEMESSY s'adresse également à un

DIRECTEUR

DIVISION

international

grands contrats

CLEMESSY

et vous donne dans la rubrique "secteurs de pointe".

DHL Worldwide Express livre colis et documents en porte à porte dans le monde entier. Avec 28 000 collaborateurs dans 205 pays, une flotte aérienne de 149 appareils, nous sommes le leader international d'un marché en forte progression. Pour assurer notre forte croissance, nous

GESTIONNAIRE DE BASE DE DONNEES VENTES ET MARKETING

Rattaché au Responsable du Service Marketing et Ventes. Vous êtes chargé de l'établissement de la gestion et de l'évolution de notre base de données ventes/marketing, ainsi que de la formation et l'assistance aux utilisateurs.

Votre formation supérieure, Bac + 5 et une première expérience similaire de 2 à 3 ans vous ont apponé la maîtrise des techniques du marketing et des bases de données.

Votre rigueur, votre sens de l'organisation et votre excellent niveau relationnel vous permettent d'assurer une haute qualité de service, d'entraîner et motiver les utilisateurs et de contribuer à la croissance de notre productivité commerciale. Disponibilité et maîtrise de l'anglais sont 2 atouts appréclés.

Merci d'adresser CV, photo, lettre et prét. sous réf. DATA/021au service emploi recrutement DHL, ≥ Z.I. PARIS NORD II, 8P 50252, 95957 ROISSY CDG.

ASSISTANT MARKETING OPÉRATIONNEL



ANON FRANCE S.A. réalise 3,7 milliards de france de CA, réunit 1800

JEUNE DIPLOME débutant, ESCP, ESSEC, ESC Lyon..., vous avez déjà impérativement exprimé votre talent en entreprise (stage, CDD, VSNE) en vente et marketing, de préférence dans le secteur bureautique et/ou informatione. Au sein d'une Direction Commerciale on Produits, vous participerez au suivi de l'activité commerciale (émdes, résultats), à la conception d'outils de stimulation de la force de vente... Votre évolution à deux ans ; passer du marketing opérationnel à la vente pour tracer avec nous une currière riche et variée.

Postes basés à Paris, Province (Bordeanx...). Adresser votre dossier de candidature sous référence 315/M à CANON FRANCE S.A.

Canon

Ingénieurs commerciaux export

quipent aujourd hai les plus grands us de transports africas et risires. Leader dans le traingment du stre CA (350 MF) & l'exportation. Nus clients (100 compagnies aéricanes 600 aéroports, 10 000 agences de

Notre division Transport et Tourisme pourant son expension et sa forte implantation internstionale, Nons

Intégrés à une équipe compétitive et ambinieuse, vous assurez la promotion er la vente de nos produits auprès des décideurs des grandes compagnies atriennes et des sociétés européenies de chemin de fer.

A 30-35 ans, issu d'une grande école d'Ingénieurs (Centrale, Supelec, Sup Telecom...) ou de Commerce (HEC, ESSEC, Sup de Co...), vous avez unc

expérience d'au moins 3 années en négociations internationales de haut niveau. Autonome, disponible et rigoureux, vous maîniscz les langues et négociez en anglais.

Merci d'adresser votre dossier (CV, lettre et photo) sous référence 24.284 - 241 à noure conseil : Onoma, 26, rue de Berri,

DES HOMMES QUI CREENT

(5000 collaborateurs, 3 Md-de C.A.), nous

sommes l'un des 200 premiers groupes français. L'électricité, les automatismes, l'informatique, la régulation et le contrôle de procédés compo

et sur chamber de réseaux pour transporter l'énergie et l'information sont la base de notre activité dans l'industrie et le Grand Tertiaire. Dans le cadre de son développement commercial

CLEMESSY

2 CHEFS de MARCHE

CHIMIE

ENERGIE - NUCLEAIRE

PETROCHIMIE - PHARMACIE

Au sein de notre Direction Commerciale, vous serez le principal ambassadeur de notre groupe auprès des sociétés composant l'axe professionnel. Vous aurez l'entière maiorise de l'ensemble de l'approche commerciale de ce marché Intégrant : • le marketing • la prospective • l'animation des commerciaux CLEMESSY • le Pilotage de grandes affaires.

Véritable expert de votre marché, vous êtes ingénieur de formation et bénéficiez nécessairement d'une très grande connaissance personnelle de l'environnement des

Agé de plus de 35 ars, votre très riche expérience professionnelle acquise dans une entreprise de prestadoris de services industriels et/ou la maltrise d'affaires complexes impliquant plusieurs techniques est un atout considérable. Vos réelles qualités relationnelles vous assurent une pleine réussite en tant que

négociateur et commerçant.
Ces postes sont basés en région parisienne et nécessitent de fréquents déplacements.

Maria Di Ce d'allenge vous intéresse : envoyez voire dossier (lettre + C.V. + prérentions) à Marie-Rose BRERE - Direction des Ressources Humaines - B.P. 2499 - 68057 MULHOUSE Cedex.

Pour plus d'informations sur notre Société, tapez 3614 code CY.

Commercialiser un concept exclusif auprès d'une clientèle de haut niveau (France, Italie, Moyen Orient)

Ce concept exclusif en Europe, nouveau et séduisant, conçu par des professionnels de qualité et soutenu par un groupe de sociétés Françaises importantes, se traduit par l'acquisition d'un produit ou d'un service aux avantages attirants pour une clientèle haut de gamme.

Nous recherchons trois commerciaux de classe justifiant de leur habitude des contacts avec des clients disposant d'un patrimoine important, pour conclure des contrats d'acquisition ou de jouissance d'un service.

Cette annonce s'adresse à des responsables commerciaux confirmés ou à des négociateurs expérimentés principalement issus des secteurs Banque, Gestion de fortune,

Immobilier de prestige.

En étroite collaboration avec des prescripteurs de premier plan, vous aurez la responsabilité de l'un des secteurs France, Italie, ou Moyen Orient. Vous connaissez ces cones et leur langue et y avez de bonnes introductions. Vous êtes disponible très rapidement. Rémunération élevée (fixe + intéressement). CDD 6/9 mois. Evolution possible vers plein temps.

Merci d'adresser votre courrier sous ref. 129 B à PROFESSIONS - 55 avenue Bugeaud - 75116 PARIS.

SECTEURS PUBLIC ET ASSOCIATIF

Collectivités Territoriales - Ministères - Associations



RECRUTE Pour étoffer son équipe de direction UN CADRE A

Chargé de mission auprès du Secrétaire Général. Titulaire d'un diplôme BAC + 5 (Economie - Aménagement Urbain).

Le Candidat devra justifier :

D'EXPERIENCES : ▲ dans l'action économique,

 en planification urbaine, ▲ en suivi de dossiers (ZAC, SDAU, DSQ...).

DE CONNAISSANCES :

 sur le cadre juridique des procédures contractuelles (Région, Etat) et d'urbanisme, ▲ sur la problématique de l'aménagement du territoire. RECRUTEMENT POSSIBLE PAR VOIE CONTRACTUELLE.

Adresser lettre de motivation et Curriculum-Vitae détaillé à Monsieur le Maire du Mans, Secrétariat Général Direction du Personnel - Hôtel de Ville - 72039 LE MANS

Renseignements : Monsieur BRENNER, Secrétaire Général (Tél. 43 47 47 - Poste 4301).

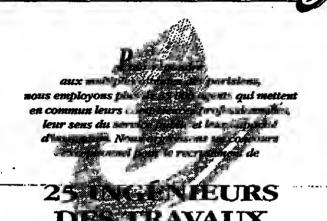
Pour son ouverture prochaine LE CENTRE DE RENCONTRE DES GÉNÉRATIONS DE MONT-EVRAY 41600 NOUAN-LE-FUZELIER (Association Loi 1901)

SON (SA) RESPONSABLE D'UNITÉ D'HÉBERGEMENT POUR PERSONNES ÂGÉES

Expérience de l'animateur d'équipe et/ou de la Direction d'établissement exigée. Très forte motivation indispensable.

lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à CIPES (serv. 25) 6, place de la Madeleine - 75008 Paris. QUI TRANSMETTRA. NE PAS TÉLÉPHONER

MAIRIE DE PARIS



Vous êtes âgés de mnins de 35 ans au 1rd janvier 1993 et possédez une formation supérieure (grandes écoles d'Ingénieurs, DEA nu DESS d'informatique ou de Génie

Vous participerez à l'aménagement, au développement et la gestion de la capitale. Vaus observerez et analyserez les phénnmènes urbains et interviendrez dans la compréhensina des besoins de la population. Naus vous confiernns également l'élaboration des projets dans le domaine du génie urbain.

Les épreuves se dérouleront à partir du 26 avril 1993. Pour ce concours, merci de retirer les dossiers d'inscription jusqu'au 8 mars 1993 inclus, à la Direction de l'Adminis-

tration Générale - Bureau du Recrutement - 2, rue Lobau

ville de Vitry (A) sur Seine

Dans le cadre de la politique municipale, membre de la Direction Générale, place sous l'autorité du Secrétaire Général et en étroite relation avec lui, vous assurerez les missions

Aménagement et urbanisme.

 Travaux neufs et entretien des b\u00e4timents, de la voirie, des espaces verts.

Environnement, circulation.

Yous serez responsable d'une Direction Générale comprenant 360 agents répartis en quatre divisions:

Division Aménagement / Urbanisme.
Division Architecture.

Division Voirie.

Division Espaces Verts.

Vous serez titulaire du grade d'Ingénieur en Chef 1ère catégorie.

Une importance particulière sera accordée aux critères suivants :

Sens des responsabilites et

équipe. Connaissance de l'aménagement et de l'urba-

· Aptitude et sensibilisation à la gestion admi-

nistrative, financière et du personnel.

Veuillez adresser votre candidațure à Monsieur le Maire, Hôtel de Ville, 2 avenué Youri Gagarine, 94407 VITRY SUR SEINE CEDEX



75004 PARIS.

la Direction Générale des Services,

5 CADRES A

- Pour la Direction des Affaires Financières :
- Un Attaché affecté au Service du Budget et des Finances -
- Un Attaché affecté au Bureau en charge du secrétariat de la
- commission des marchés Réf. ADAF 2 Un Attaché, Attaché principal ou Directeur Territorial affecté au Service des Marchés Publics Réf. ADAF 3 Pour la Direction des Affaires Scolaires et
- de l'Enseignement Supérieur :
- Un Attaché affecté au Secrétariat Général Réf. ADASES Pour le Conseil Economique et Social

Administratif - Réf.ACESR

Régional : - Un Attaché ou Rédacteur Confirme affecté au Secrétariat

l'État ou des collectivités parritoriales ayant une parfaire connai

Adressez voure lettre de candidature manuscrine accompagnée d'un CV à M. GUILLOU, Région d'Île-de-France, 251 rue de Vaugirard, 75015 PARIS, qui étudiera votre dossier en toitte confide

LE CENTRE CHORÉGRAPHIQUE NATIONAL DE RENNES ET DE BRETAGNE

RECHERCHE UN/UNE

ADMINISTRATEUR(trice)

PROFIL DU POSTE :

Aux côtés du Directeur artistique, il aura en charge :

- l'administration et la gestion financière du Centre ; les relations institutionnelles et commerciales.
- PROFIL DU CANDIDAT :
- Formation équivalente à Bac + 3. Pratique de l'anglais indispensable et d'une seconde langue étrangère souhaitée.
- Sens aigu des relations publiques et de la communication.
- Bonne connaissance des milieux culturels et, si possible, du milieu de la danse.
- Expérience dans une fonction similaire souhaitée.

POSTE DISPONIBLE IMMÉDIATEMENT. Votre lettre de candidature, accompagnée d'un CV

et d'une photo, est à adresser à : M. Pierre-Yves HEURTIN, Président du TCRB

38, rue Saint-Melaine - 35000 Rennes TÉL: (16) 99-63-88-22

La candidature retenue sera soumise pour agrément au Ministère de la Culture, à la Ville de Rennes et au Conseil Régional de Bretagne.





Participer au développement de la Capitale... La Ville de PARIS vous offre cette opportunité!

ATTACHES D'ADMINISTRATION

Responsable d'une équipe, vous interviendrez dans les damaines les plus divers : gestian du personnel, budget et finances, construction et fonctionnement des bâtiments et équipements municipaux...

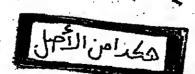
Vous possédez un diplôme de second cycle d'études supérieures (maîtrise, licence ou équivalent) et vous sauhaitez, avant taut, travailler dans un environnement dynamique au service du public.

> CONCOURS: Juin 1993

INSCRIPTIONS Jusqu'au 15 Mars 1993

Un dossier d'inscription vous sera remis sur piace, ou envoyé par courrier, sur demande manuscrite adressée à la MAIRIE DE PARIS Bureau du Recrutement - 2, rue Lobau - 75004 PARIS.

(Limite d'âge : 35 ans - prorogation sous réserve des conditions légales)



CIATIF

Market Carlotte Atlanta

PAINTINISIRIN

SECTEURS PUBLIC ET ASSOCIATIF

Collectivités Territoriales - Ministères - Associations



-Ville de

Gérées sous forme

associative

lettre de motivation à M. le Député Maire de Châteauroux 36012 CHATEAUROUX

ans le cadre de la politique culturelle de la Ville, il sera chargé de la définition et de la mise en oeuvre du projet artistique.

A ce titre, il assurera la responsabilité : · de la programmation et de la diffusion des

· de la politique de création, · du rapport aux publics et de l'action culturelle (formation, relations avec les

· de la gestion de l'ensemble des moyens à mettre en oeuvre pour réaliser les objectifs. Il sera assisté d'une équipe technique et

Il auro en charge dans un premier temps la responsabilité d'une salle de 400 places. Il assurera la préparation de l'ouverture prévue pour octobre 1994 - d'un nouvel ensemble scénique (conseil technique pour

· Formation supérieure, · Compétences artistiques et de politique culturelle confirmées. · Expérience antérieure de direction d'un thélitre ou expérience de responsabilisés

Salaire: références SYNDEAC



Le Groupe ENVIE (19 entreprises d'insertion, 250 salariés)

LEADER sur le secteur de l'électroménager d'occasion garanti recherche, dans le cadre de sa forte expansion

DIRECTEURS (H/F) d'unités décentralisées

Dans le respect du concept ENVIE auquel ils adhèrent avec enthousiasme, ils assurent :

- la responsabilité totale de l'exploitation de leur unité,
le montage de dossiers et la recherche des financements externes;

- l'intégration de leur entreprise dans le tissu local : public, politique et social

Agés de 28 à 36 ans, dotés d'un fort potentiel humain, ces entrepreneurs démontrent une solide expérience du milieu social et/ou économique. Ils viennent renforcer par leur énergie et leur motivation un projet d'entreprise original. Des défis sont à relever dans

EST, SUD-EST, PICARDIE, PAYS-DE-LOIRE, RÉGION PARISIENNE. Merci d'envoyer votre dossier (lettre de motivation manuscrite. CV, photo) à la Direction Générale :

ENVIE DÉVELOPPEMENT 2, rue du Tonkin, 13015 MARSEILLE

LE MONDE DES CADRES

Uroupe Industriel Français avec 4000 personnes et environ 5 milliards de Francs de chiffre d'affaires, nous sommes largement implanté en France et à l'étranger.

ENVIRON

Diplôme de Centrale, Mines ou équivalent. Nous souhaiterions pouvoir vous confier à terme des responsabilités importantes tant en France

gu'à l'étranger. Votre évolution sera liée à vos performances et à votre intégration dans le Groupe.

Pour réussir, vous avez bien entendu una très

bonne maîtrise de l'anglais. Un diplôme de gestion serait un plus.

Merci d'adresser votre lettre manuscrite, CV et photo exigée en précisant sur l'enveloppe la réf. 123 à COMMUNIQUÉ - 50/54, rue de Silly 92513 BOULOGNE BILLANCOURT CEDEX, qui transmettra.

MANAGEMENT DES **RESSOURCES HUMAINES**

Notre Cabinet de Conseil en Management des Ressources Humaines est reconnu pour le haut niveau et la qualité de ses prestations, notamment dans les domaines de la révélation des potentiels et de la mise œuvre, en entreprise, de stratégies de développement du Personnel.

Nos interventions, qui s'appuient sur une solide expérience du Conseil et de l'assistance aux dirigeants et sur des outils spécifiques et exclusifs, s'étendent à de grands groupes fortement implantés à l'étranger.

CONSULTANT FREE-LANCE De langue maternelle anglaise

Vous êtes un professionnel confirmé du Conseil en Management et vous en possédez toutes les techniques : animation de groupes de reflexion, pédagogie de la formation

Vous êtes capable de travailler indifféremment en anglais et en français.

Vous interviendrez en appui de notre équipe de Consultants pour animer en angiais, à l'étranger, des sessions rassemblant des managers britanniques ou américains.

Votre dossier de candidature sera étudié avec une totale discrétion. Merci de nous l'adresser sous la référence



MILO R.H. 3, avenue des Ternes 75017 Paris AUVERGNE

Cette importante aoclété de Transports recherche son

e sponsable des services techniques et informatiques

Directement rattaché au Directeur Général, et responsable d'une égulpe de 58 collaborateurs, il aura pour mission de faire évoluer l'organisation interne :

maintenance du matériel roulant, en dégageant une productivité nouvelle issue de la qualité de

service et du management des hommes. Il supervisera les applications informatiques industrielles et de gestion existentes sous VAX/VMS et micros, et

contribuers à les harmoniser. Cette opportunité s'adresse à un candidat de formation ingénieur (Mines, INSA ou équivelent) d'environ 30/35 ans, possédant impérativement un fort degré d'expertise dens le management de systèmes informatiques ainsi qu'une expérience réussie de

l'animation d'une équipe acquise si possible dans un contexte similaire. Un sens aigü de l'organisation, du contact humain et de réelles capacités de décision sont nécessaires pour réussir

dans cette fonction. De nombreuses possibilités d'évolution dans la société sont de nature à motiver un candidat de valeur. Merci d'adresser CV, lettre manuscrite, photo et rémunération actuelle sous réf. LM101 à Jean-Pierre PHILIP.

20. rue Jules Brunard 69007 LYON

ULLE - PARIS - NANTES - STRASBOURG - LYON - MARSEILLE

LE MONDE DES CADRES

COGEROP, groupe de conseil multispécialiste

Par nos métiers: Conseil, Formation et Etude, nous favorisons la gestion du changement dans les entreprises et les organisations en :

- Accompagnant leur développement (stratégie, marketing, développement commercial)
 Optimisant leurs ressources humaines (management, formation, ingénierie pédagogique, communication interne, ressources humaines)
 Concourant à la productivité et à la compétitivité (organisation, qualité, systèmes d'information, gestion).

Nos chiffres-clés pour 1992: 70 personnes, 400 clients et 20 % de croissance

Nous recherchons pour nos sociétés. COGEF CONSEIL, FK DÉVELOPPEMENT, EXAD et GALONS, basées à PARIS:

Dans le domaine du MANAGEMENT et du DÉVELOPPEMENT COMMERCIAL

Réf.: 101

DIRECTEURS DE CLIENTÈLE (H/F)

Votre expérience de 10 années, dont 5 en cabinet conseil, a affirmé votre talent commercial et révélé votre compétence et votre créativité dans les méthodologies et concepts spécifiques à nos métiers. Vous assurerez la gestion et le développement d'un portefeuille clientèle sous tous ses aspects (commercial, conception et rédaction de projets, constitution et management des équipes, prestatinn en conseil et firmation).

CONSULTANTS (H/F)

Vnus exercez avec passion le métier d'animateur depuis an moins 5 ans, avec un talent particulier dans le domaine commercial (négociation haut niveau, organisation, audit de force de vente), et management. Vous assurerez environ de 130 à 150 jours de conseil, d'étude, d'animatinn et de conception.

Dans le domaine de l'ORGANISATION, de la PRODUCTIVITÉ et des SYSTÈMES d'INFORMATION

Réf.: 103

CONSULTANTS EN ORGANISATION (H/F)

Diplômé d'une grande école, vous avez de 4 à 7 ans d'expérience dans un grand cabinet. Vous exercez ce métier auprès de grandes structures, et maîtrisez les différents aspects de l'audit opérationnel (développement commercial, management des équipes, présentations finales) jusqu'à la mise en place d'outils de gestion et de systèmes d'information.

Pour ces postes, une bonne connaissance des grandes entreprises ou organisations privées ou publiques est indispensable. La maîtrise d'une langue étrangère constitue un plus. Nos structures, de taille homaine, offrent de réelles perspectives à votre talent et à vos ambitions.

Toutes farmes de collabarations individuelles ou d'entreprises seront étudiées avec attention. Merci d'adresser vos CV, lettre de motivation manuscrite et rémunération actuelle, en mentionnant la

Pia KIENTZ-COGEROP - 175, rue du Chevaleret - 75013 PARIS



LES MOTS POUR LE VENDRE

Choisir aujourd'hul le leader mondial de presse et d'édition, avec ses techniques sophisllquées de marketing direct et son environnement international, c'est la garantie pour vons d'être nn expert reconnu dans volre

domaine. De formation Bac + 4, vnus pariez couramment l'anglais et vous avez une première expérience dans le marketing, la promotion ou la rédaction publicitaire. Intelligent et créatif, vous maniez les mots avec aisance,

habileté et persuasion. Doté d'un flair infaillible pour trouver la bonne formule, rejoignez notre équipe de promotion et vendez une gamme de produits de qualité à la pointe de la phone. Blen sûr, votre maturité, votre forte puissance de travail vous rendent

rapidement opérationnel. Merci d'envoyer CV, lettre manuscrite, photo * Micoline LE GOURIEREC, Sélection du Reader's Digest, 127 avenue Louis Pasteur, 92220 Bagneux.



UNE REUSSITE MONDIALE EXEMPLAIRE

Ensemble, exceller dans nos métiers, gapner en Europe,

EN S'INVESTISSANT PLEINEMENT DANS SON DEPARTEMENT. LE CREDIT AGRICOLE DE LA BRIE CAISSE RÉGIONALE DU GROUPE BANCAIRE EUROPEEN S'IMPOSE COMME LA BANQUE DE L'EST PARISIEN, PROCHE DE SA REGION, IL PARTICIPE ACTIVEMENT À SON DEVELOPPEMENT GRACE AU DYNAMISME ET À L'ESPRIT D'INITIATIVE DE SES 1 200 COLLABORATEURS. VENEZ FAIRE VIVRE VOS AMBITIONS AU CŒUR D'UNE ENTREPRISE QUI VOUS EN DONNERA LES MOYENS.

RESPONSABLE MARKETING ET COMMUNICATION MEAUX

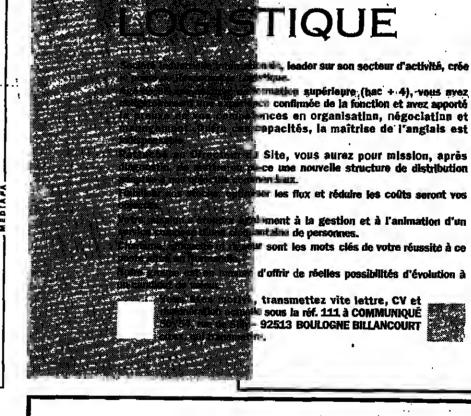
En relation étroite avec la Direction Générale et en collaboration avec les marchés, vous serez chargé de concevoir la stratégie globale du développement commercial de la Calsse Régionale : études prospectives, plan d'action, définition et suivi des orientations commerciales et des objectifs, veille concurrentielle... Vous rassemblerez et coordonnerez également nos actions de communication et développerez l'image externe de notre

Manager, homme ou femme de dialogue, vous animerez et gérerez une équipe de 11 personnes.

A 40 ans environ, avec une formation ESC ou Universitaire option marketing, vous justifiez d'une expérience de 10 ans acquise de préférence dans des fonctions commerciales, financières ou marketing.

Votre sens des relations humaines et votre réelle aptitude à la démarche prévisionnelle et stratégique seront les atouts de l'Homme de marketing que vous êtes avant tout.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à CRCAM BRIE



La Division Electricité

et Nucléaire du Groupe

Spie Batignolles a une

présence significative

sur les grands Marchés

des Transports, de

l'Energie, de l'Industrie

en France et à l'Export.

Elle intervient déjà

sur les grands projets

d'infrastructure, en

Europe, tels que le tunnel

sous la Manche, le tunnel

et le pont du Storebelt

au Danemark, le TGV

espagnol, la rénovation

des réseaux ferroviaires

au Portugal

et en Allemagne,

les métros de Lisbonne

et d'Athènes.

DNSABLE

per confirmée de la fonction et avez apporté nces en organisation, négociation et papacités, la maîtrise de l'anglais est

🚺 Site, vous aurez pour mission, après ser les flux et réduire les coûts seront vos

sont les mots clés de votre réussite à

d'offrir de réelles possibilités d'évolution à

transmettez vite lettre, CV et sous la réf. 111 à COMMUNIQUÉ 92513 BOULOGNE BILLANCOURT





Résolument tourné vers l'Europe, le GROUPE BBC - fondé et dirigé par Richard Bénatouil et Jacques Brusset - vient de conclure un accord de partenariat avec une Société de conseil allemande :

PMC Personal Management Consult GmbH à Francfort, après celui qu'il a passé avec BSI ITALIA S.r.l. à Milan.

Ainsi depuis 1973, le GROUPE BBC poursuit son développement dans les domaines : conseil et formation en organisation de l'entreprise, management, gestion des ressources humaines et recrutement.

GROUPE BBC

1 bis, place de Valois - 75001 PARIS - tél. 42 96 55 00 +

Notre cabinet, conseil en ressources et structures humaines a le plaisir de vous

Christine JAULMES MARTY

Consultante chez ALEXANDRE TIC SA depuis sept ans auprès des entreprises du Dauphiné et des Savoie, poursuit ses Interventions au sein de l'équipe de consultants de LYON: Recherche de Dirigeants et de Cadres par Approche Directe et annonces. évaluations et bilans professionnels, formation à l'entretien et à l'étude de poste en inter et intra-entreprise.

Téléphone : 78 95 40 09



A LA CONQUÊTE DES MARCHÉS DE LA GRANDE EUROPE

Rattaché à la Direction Marketing et Développement Commercial, zone Europe, dans le cadre des orientations stratégiques qui vous vous analysez les marchés, identifiez les projets et en recherchez

les moyens d'accès. vous mettez en place les structures et animez un réseau de

correspondants pour positionner l'entreprise sur les marchés porteurs à travers des systèmes de partenariat, joint venture ou prise de participation... Sur les marchés à potentiel, vous montez des opérations en relation

avec les organisations européennes, les administrations locales. Vos activités s'effectuent bien sûr en cohérence avec les directions opérationnelles et les différents acteurs du groupe.

A environ 35 ans, de formation supérieure, vous avez une expérience dans l'ingénierie, l'entreprise générale ou le marketing industriel et une bonne maîtrise de l'anglais et de l'allemand.

Votre nuverture européenne et votre connaissance des marchés nous intéressent.

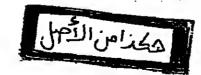
Sophie Guénot vous remercie de lui adresser votre candidature. sous réf. DEN 01, à l'adresse suivante : Spie Batignolles, Parc de Saint-Christophe.

Service Recrutement des Cadres, 95863 Cergy-Pontoise Cedex.

UN ESPRIT D'ENTREPRISES



GROUPE SCHNEIDER



DOLLINESS

Boonsable Estique-Organi

DCIEMERAL

HS MOTS

R II VENDRE

woo . Fa ging Glieft el #

the said of the baddings (40 Profest : Incat entis dette B

> eres to the bester Place Copie je maje

the same of the same of the re . : Publicitaire gamet et creatif. im Law : An inte dire the contract of the ther infalling

the same of the same

1.30"1.25

NSABLE

plakerson of a second of a secondary

market and the second

_ , , . . .

COLUMN TO THE REAL PROPERTY.

Production - Informatique - Haute Technologie

DES HOMMES QUI CREENT

CLEMESSY

s'adresse également à des

CHEFS de

CLEMESSY.

et vous donne

rendez-vous

dans la rubrique "commerciaux".

Héritière d'une longue tradition industrielle, notre PME (250 personnes) a su, au fil. des ans, garder son indépendance et investir plus de 65 MF en 5 ans pour être aujourd'hul l'une des plus performantes de son secteur. Nous exportons 50% de notre production.

Responsable Logistique-Organisation-Achat_

La modernisation constante de notre outil de production et l'exigence de notre relation clients (qualité, délai, coût) nous amènent à réorganiser la gestion de nos flux internes et externes.

Nous confierons cette inission prioritaire à un cadre confirmé qui travaillera directement sous la responsabilité de notre Président. Votre domaine de responsabilité couvrira : gestion de nos approvisionnements (les mattères premières représentent une part Importante de nos coûts de revient), optimisation des flux à l'intérieur du process de production (entrées matières premières, produits semi-finis, etc.) et de la logistique globale de l'entreprise [stockage, manutention, expédition].

Cette mission se situe dans un contexte évolutif d'intégration de l'outil informatique dans la gestion du planning et de redéfinition des modes de plannification interne.

Vous êtes diplômé d'une ècole d'Ingénieur ou de Commerce et vous avez acquis une expérience en milieu industriel d'au moins 5 ans, plutôt dans les domaines Production, Gestion des approvisionnements et stocks, Organisation. Une spécialisation de type ESAP serait un plus. Aujourd'hui, vous voulez aborder des responsabilités globales qui, prècisons-le, sont toutefols très "terrain". Ce poste est basé dans l'Est de la France. Les entretiens auront lieu à Paris ou

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite et CV) sous réf. 1376 à BERNARD JULHIET - 1/3 place Gutenberg - 67000 STRASBOURG. qui vous garantit réponse et confidentialité.

BERNARD JULHIET

Chimie des Spécialités

RESPONSABLE ASSISTANCE TECHNIQUE A LA VENTE



Groupe International, 33 000 personnes, leader mondial dans les domaines de la chimie, du verre et de la peinture, renforce l'équipe de développement commercial en Europe de sa division chimie et redierche un ingenieur.

Rattaché au manager entropéen de la division et en contact étroit avec l'ensemble des services aux LISA. Il journa un rôle actif dans le développement des ventes en assurant des responsabilités de préconisation et d'assistance technique auprès des clients industriels et des distributeurs européens.

Ce poste offre une opportunité de carrière motivante à un ingénieur chimiste, désireux de valoriser une explérience d'environ 10 aus lui ayant donné de solides compétences dans les problèmes d'application, de spécifications techniques, d'homologation.

à aura de reelles qualités relationnelles, de la curiosité d'esprit, des capacités d'adaptation à un environnement pluri-culturel et le goût des voyages. Il sera bilingue Français-Anglab, la connaissance d'une troisième langue sera appréciée.

Ective sous ref. 6A 2511 3M



Ingénieur de Procédés Pétrole-Gaz



SOFRESID nierie dans le cadre de ses activités d'ingénierie dans le domaine de la production pétrole-gaz principalement offshore, un ingénieur

de Procédés Pétrole-Gaz ayant environ 5 années d'expérience Au sein d'une équipe process, le rôle de cet ingé-nœur consistera à : • Superviser les calculs informa-tiques de smulation de procédés • Établir les sché-

équipements « Partioper aux études d'implantation « Participer aux phases de construction et de démar-rage. Ce poste nécessite une bonne connaissance de l'informatique aussi bien sur ordinaseur central que sur micro. Il comporte un certain nombre de déplacements à l'étranger pour les phases de réalisation (Europe, Moyen Onent, Extrême Orient). La connaissance de l'anglais est indispensable. Merci d'adresser lettre manuscrite + CV détaillé s'rét.MN 12 à : SOFRESID - Direction des Relations Sociales - 59 rue de la République - 93100 MONTREUIL

SOFRESID

A LA CONQUET GRANDE EUROP

The second second

DES HOMMES QUI CREENT

(5000 collaborateurs, 3 Md de C.A.), nous sommes l'un des 200 premiers groupes français. L'électricité, les automatismes, l'informatique, la régulation et le contrôle de procédés composent nos savoir-faire.

L'étude, la réalisation et la maintenance en usine et sur chantier de réseaux pour transporter l'energie et l'information sont la base de notre activité dans l'industrie et le Grand Tertiaire.

Nous recherchons notre

CLEMESSY

DIRECTEUR de **DIVISION**

INTERNATIONAL et GRANDS CONTRATS

Vous aurez la responsabilité du management global d'une division ayant pour objectif le développement de notre part de marché et la maitrise de grandes affaires tant en France qu'à

De formation Ingénieur (SUPELEC, ENSAM...), vous justifiez impérativement d'une expérience significative de direction acquise dans un contexte similaire : énergle - retraitements - grands projets internationaux.

Homme de terrain, impliqué et efficace, vous saurez en peu de temps prendre la maltrise de la struation et acquérir la culture qui fait la réussite de notre groupe.

Ce poste est basé en Alsace.

Ce challenge vous intéresse : envoyez votre dossier (lettre + CV + prétentions) à Marie-Rose BRIERE - Direction des Ressources Humaines BP 2499 - 68057 MULHOUSE CEDEX.

Pour plus d'informations sur notre Société, tapez 3614 code CY.

INGENIEUR D'AFFAIRES

Grands Comptes Internationaux



Du secteur public aux entreprises privées, France Cébles et Radio, 800 personnes, 1,8 milliard de francs de chiffre d'affaires, filiale de Cogecom (Groupe France Telecom), est le partenaire privilégié des acteurs du monde des télécommunications.

Le Secteur Finance de notre Direction des Services Internationaux recherche un Ingénieur d'Affaires chargé de commercialiser l'ensemble de nos services de télécommunications auprès de Grands Comptes.

Il se verra confier la responsabilité totale d'affaires incluant l'analyse des besoins, la vente de solutions adaptées à chaque client et le suivi de leur mise en œuvre.

Diplômé(e) d'une Grande Ecole d'Ingénieur, vous justifiez d'une expérience professionnelle de 5 à 7 ans acquise initialement dans une fonction technique et aujourd'hui dans une fonction commerciale dans le domaine des télécommunications internationales, de préférence auprès d'une clientèle composée de banques et d'organismes financiers.

Une formation complémentaire de 3ème cycle en commerce et/ou gestion constituerait un atout

supplémentaire. Professionnalisme, ténacité, implication personnelle, talents de négociateur, esprit d'équipe, autant de qualités pour réussir puis évoluer dans notre groupe, en France ou à l'étranger.

Ce poste, basé dans le centre de Paris, nécessite des déplacements et un excellent niveau d'anglais. Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous la référence M 75/2229P è :

EGOR TECHNOLOGIES 17, avenue Matignon - 75008 PARIS

EGOR

PARIS ADX-EN-PROVENCE BORDEAUX LULLE LYON NANTES STRASSOURG TOULOUSE BENELUX DANMARK DEUTSCHLAND ESPANA ITALIA PORTUGAL SMEDEN UNITED KRIGOOM

SECTEURS DE POINTE

IMPLIQUEZ-VOUS DANS LA MAITRISE D'ŒUVRE DE GRANDS PROGRAMMES EUROPEENS



Ingénieurs Grande Ecole formation généraliste

Deux missions sont proposées au sein des équipes de la division "Assurance Produit Arlane 4". Vous avez une expérience industrielle de 5 ans num dans les domaines de la mécanique, de la propulsion et des matériaux composites. Vous bénéficierez d'une large responsabilité dans ie suivi et la synthèse de l'assurance qualité des travaux de production des lanceurs en Europe (poste AP/OL).

Vous participerez, dans le domaine de l'assurance qualité, à la préparation et au suivi des opérations de lancement Arlane (poste AP/QO). Pour ces deux postes, la pratique de l'anglais est nécessaire.

Deux missions en Guyane française, d'au moins 6 semaines au total, sont à prévoir chaque année.



CENTRE NATIONAL D'ETUDES SPATIALES AGENCE FRANÇAISE DE L'ESPACE

concepteur et fabricant de matériel de PAIEMENT ELECTRONIQUE, SYSTEMES DE PEAGE et de PUBLIPHONIE recherche:

ngénieurs Commerciaux

FRANCE ET EXPORT

Formation école supérieure de commerce. ingénieurs Affaires

Formatioo graodes écoles d'ingéoieurs (Sup Télécom, Ceotrale, Polytechoique, Supélec) + gestion (IAE, IPG).

Chefs de Produits

Connaissances techniques en terminaux et systèmes de Télécommooicatioo et marketing industriel. Pour l'ensemble de ces postes la pratique de l'anglais est indispensable, l'espagnol souhalté, i'aliemand apprécié, alnsi qu'une première expérience dans le domaine des Télécommu-

Notre jeune société (600 personnes) est implantée dans la région RHONE-ALPES (Valence) et offre des métiers de bante technologie sur un marché international évo-hutif (200 ingénieurs et ingénieurs en R & D). Elle a pour partenaire le groupe ASCOM (18 000 personnes).

Merci d'adresser lettre, CV et prétentions à DRH Monétel - rue Claude Chappe - BP 344 07500 GUILHERAND GRANGES.

UN MONDE NOUVEAU SE CREE TOUS LES JOURS

programmes Ariane

Merci d'adresser votre dossier de candidature settre de motivation, CV,

du Centre Spatial d'Evry, Rond-Point de l'Espace, 91023 Evry Cedex.

photo et prétentionsi, sous la référence choisie, à la Division du Personnel



Minitel 3015 code CNESPACE.

Responsable d'Etudes Techniques

Au sein du groupe SAGEM, notre société (3 100 personnes, 2,5 Milliards de Francs de CA) fabrique et commercialise des câbles, du matériel de raccordement et des équipements de signalisation. Les projets de notre département Signalisation Ferroviaire et Industrielle nous conduisent à renforcer notre équipe technique en recrutant un responsable d'études. Dans le cadre de ces projets, ce collaborateur élabore de nouveaux produits et adapte les produits existants. Il définit les dossiers techniques et coordone les études en s'appuyant sur les moyens internes et sur des partenaires extérieurs.

Agé de 27/30 ans, Ingénieur (SUPELEC ou équivalent), vous avez acquis une première expérience de deux ans environ des etudes appliquées au traitement du signal (hyperfréquences, Infrarouges, ...) et vous pratiquez l'anglals. Votre potentiel vous permettra d'évoluer au sein du département.

SI cette proposition vous Intéresse, nous vous demandons d'adresser votre candidature sous la référence A1442.93 M à notre conseil Chantal Baudron s.a., 61 boulevard Haussmann



Chantal Baudron. s.a.

de la recherche l'industrie

Couant un rôle d'interface entre la Recherche et l'Industrie, nous sommes un Centre Technique disposant de 2 laboratoires et employant 130 personnes.

Nous recherchons pour notre site de VILLEURBANNE (69)

AERAULIQUE THERMIQUE



Possédant une formation en acoustique, vous avez de solides connaissances en mécanique des fluides et en thermique.

Fort d'une première expérience, vous aurez à mener de manière autonome, des études à fort contenu technique, au sein de notre département Chauffage et Combustion.

Votre aisance relationnelle alliée à votre aptitude à la communication contribueront à faciliter vos échanges avec des responsables de PMI.

De plus, l'anglais est Indispensable pour les contacts que vous établirez avec nos partenaires

Merci d'adresser c.v., photo et prétentions au Service du Personnel, CETIAT, B.P. 6084 69604 Villeurbanne Cedex.



ECOLE D'INGÉNIEURS EN GÉNIE DES SYSTÈMES INDUSTRIELS

Ecole gérée par une Association 1901 à pilotage public (Département, Région, Ville et Association d'Anciens élèves), 600 élèves, 100 enseignants, 40 enseignants-chercheurs.

Dans le cadre de son développement rapide, l'EIGSI, créée en 1990, disposant d'équipements récents et de nouveaux locaux ouverts cette année.

Recherche:

des ENSEIGNANTS-CHERCHEURS A PLEIN-TEMPS (Ingénieurs et/ou DEA, Doctorat)

(ref. FM), en fabrication mécanique à pourvoir immédiatement

· (réf. I), en informatique

- (réf. AI), en monmanque
- (réf. MA), en mathématiques appliquées
- (réf. PG), en physique générale (électromagnétisme)
- (réf. PR), en productique
- (réf. PR), en productique

· (réf. AN), ca anglais Postes à pourvoir pour l'été 1993

et des INTERVENANTS pour la rentrée 1993, Spécialistes en :

 (réf. V/FM), fabrication mécanique (réf. V/GE), génie électrique

• (réf. V/AN), anglais (langue maternelle) (réf. V/AL), allemand (langue maternelle)
 (réf. V/CE), communication d'entreprise Att Water to the

建筑的企业的。

Gran and an and

Astronomy of the Astronomy Was det . . .

Contract of the contract of th Table 27 Class & The Real Property of the Party Timber:

Time production and

2.731

· (réf. V/ME), mesures électriques (réf. V/GP), gestion de projets

(réf. V/GM), gestion, management

Merci d'envoyer sous la référence choisie CV, lettre de candidature et prétentions à :

EfGSI, D.P.R., 2 rue Braille, 17000 FA ROCHELLE

NGENIEUR

Filiale des principoux groupes pétraliers raffinant en France, leader européen dans le damaine du stockage sauterrain d'hydrocarbures recherche l'Assistant du Chef du Service Technique pour son site de Lavéro (Bouches du Rhône)

Jeune ingénieur généraliste débutant de préférence, de formation Arts et Mêtiers au équivalent, vous aurez en charge rapidement le suivi de l'assurance qualité métrologie, la mise en place et le développement de la GMAO et de la DAO au sein de notre service technique.

Naus serans particulièrement sensibles à vos qualités d'initiative, d'autonomie et à votre sens relationnel.

De bonnes nations d'onglais sont souhaitées.

Merci d'adresser votre candidature saus réf. 616? ó RSCG CARRIERES - 19/21, Boulevord Gombetta 92137 ISSY-LES-MOULINEAUX Cedex.

Ingénieurs Grandes Ecoles



de communications, administration, exploitation de réseaux. Traitement d'images, optronique.

 Interfaces homme-machine, gestion de bases de données. Architecture de systèmes d'exploitation.

La connaissance des langages ADA ou C++ et des méthodee



Adressez votre candidature à : APSIDE TECHNOLOGIES.

58 avenue du Général Leclerc, 92100 Boulogne.

de conception orientée objet est un plus.

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

